

Le Monde

CINQUANTE-TROISIÈME ANNÉE - N° 16196 - 7 F

JEUDI 20 FÉVRIER 1997

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

LE MONDE VOYAGES

Terres de mer
(pages 15 à 20)



Les signataires des « appels à désobéir » demandent le retrait total du projet de loi Debré

Pierre Mazeaud propose de retirer aux maires la délivrance des certificats d'hébergement

Le gouvernement vendra Thomson-CSF de gré à gré avant l'été 1997

LE GOUVERNEMENT a annoncé, mercredi 19 février, le lancement de la procédure de privatisation de Thomson-CSF. Le groupe d'électronique de défense sera vendu de gré à gré, le repreneur devant respecter un cahier des charges.

Contrairement à la première tentative, stoppée le 4 décembre par l'avis défavorable de la commission de privatisation, ce n'est plus le groupe Thomson dans son entier qui est à privatiser. Les groupes Lagardère et Alcatel Alsthom, allié cette fois à Dassault et Aerospatiale, sont à nouveau sur la ligne de départ. Mais le communiqué du gouvernement ne fait pas mystère de son souhait de voir les deux rivaux s'unir le plus largement possible, vision qui correspond parfaitement à celle du chef de l'Etat.

Lire page 22



hébérgeant remet le certificat d'hébergement dont il a bénéficié aux services de police compétents lors de la sortie du territoire. L'UDF envisage un dispositif qui reviendrait à rétablir le diptyque instauré pour les ressortissants du Maghreb en 1984, et abandonné en 1986 en raison de son inefficacité. Il consiste à instaurer un formulaire en deux volets, délivré par le consulat du pays de départ. L'un des volets est remis par le visiteur à la police lors de son entrée sur le territoire,

l'autre devant être restitué à son départ.

Réunis mardi 18 février, dans la soirée, les signataires de l'« appel à désobéir » ont accueilli sans enthousiasme les propositions de la majorité. Ils ont officiellement annoncé qu'ils appelleraient à la manifestation organisée samedi 22 février, à Paris, et réclament le retrait de l'intégralité du projet du ministre de l'Intérieur. Ils dénoncent l'« ensemble » de la législation actuelle sur l'immigration. Lors d'une conférence de presse, mercredi matin, ils devaient présenter la liste des personnalités et des groupements appelant à ce rassemblement. Elle comprendra les signataires de l'appel, des associations et des partis politiques de gauche.

Les signatures ont continué à affluer, mardi 18 février. Les catégories professionnelles ont été rejointes par des étudiants - déjà plusieurs milliers de signataires - et de « simples citoyens ».

Lire pages 5 et 14 et les points de vue page 13

Louis Viannet souhaite que Bernard Thibault prenne la tête de la CGT en 1998

LOUIS VIANNET ne souhaite pas briguer un troisième mandat de secrétaire général de la CGT. Elu une première fois en janvier 1992, réélu en décembre 1995, M. Viannet, qui aura 64 ans le 4 mars, caresse l'espoir de voir Bernard Thibault, âgé de 38 ans, secrétaire général de la fédération des cheminots, lui succéder lors du prochain congrès prévu en décembre 1998. Alors que la fédération des cheminots réunit son congrès à Lille du 11 au 14 mars, M. Thibault, révélé par le mouvement social de la fin de l'année 1995, n'a pas encore fait son choix et reste muet sur ses intentions.

M. Viannet, qui a quitté le bureau national du PCF en décembre 1996, voudrait, avant de passer la main, faire entrer sa centrale à la Confédération européenne des syndicats (CES).

Lire page 38

■ L'Est dans l'OTAN

Les Etats-Unis veulent accélérer le calendrier de l'élargissement de l'OTAN à l'Est, en dépit de l'opposition résolue de la Russie.

p. 2

■ La Suisse face à sa mémoire

Berne a décidé de clarifier l'attitude helvétique pendant la deuxième guerre mondiale. Le mythe de la neutralité humanitaire est atteint.

p. 12

■ Egypte : le retour de la diplomatie

L'arrivée de la droite au pouvoir à Jérusalem a fait revenir la diplomatie égyptienne sur le devant de la scène.

p. 3

■ Un repreneur pour le FC Strasbourg

La municipalité va faire connaître le repreneur du club de football alsacien, deux jours après sa qualification pour la finale de la Coupe de la Ligue.

p. 29

■ La morue en danger

Sept bateaux océanographiques sillonnent la mer du Nord afin d'évaluer les réserves en poisson : le niveau est critique, surtout pour les cabillauds.

p. 27

■ La Lorraine en sous-sol

Après la fermeture des mines de fer, le sous-sol d'une vingtaine de communes du bassin lorrain menace de s'affaisser.

p. 11

Allemagne, 3 DM ; Autriche-Guyane, 9 F ; Belgique, 25 BF ; Espagne, 165 P ; France, 5 F ; Grèce, 200 DR ; Irlande, 140 L ; Italie, 2000 L ; Luxembourg, 40 F ; Maroc, 10 DH ; Pays-Bas, 10 G ; Portugal, 200 PTE ; Royaume-Uni, 9 F ; Suisse, 100 F ; Turquie, 20 L ; USA (Hav), 25 \$; USA (autres), 250 \$.

M 0147 220 7.00 F

Pour 100 francs, la visite guidée de la prison de Nelson Mandela

LE CAP de notre envoyé spécial

Excursions à Robben Island : adultes 100 francs, enfants 50 francs, retraités-étudiants 65 francs. C'est à ce tarif, vanté à grand renfort de dépliant touristique, que l'île où Nelson Mandela passa dix-huit de ses vingt-sept années d'emprisonnement peut être visitée comme n'importe quelle attraction estivale à la mode. Depuis le 1^{er} janvier, ce bout de terre au large du Cap a rompu avec son passé carcéral pour devenir le « Musée de la lutte pour la liberté ». L'ancienne prison fait désormais partie du patrimoine national, symbole d'Afrique du Sud post-apartheid qui cherche son identité entre la mémoire d'un passé douloureux et la volonté de réconciliation.

Les anciens prisonniers politiques et ceux qui furent leurs gardiens se retrouvent bras dessus, bras dessous parmi les guides qui accueillent les touristes sur l'île. Tous vêtus d'une consensuelle tunique africaine, ils se répartissent néanmoins les tâches en fonction de leurs antécédents respectifs. Au vo-

lant du bus qui fait le tour de l'île, le géolier reconverti raconte l'histoire lointaine du site et décrit incidemment ses richesses écologiques. L'ex-prisonnier évoque, lui, le passé récent de l'île, centre de détention destiné aux adversaires du régime d'apartheid.

Afrika Hlapo, militant de l'ANC, a fait partie du dernier groupe de prisonniers politiques libérés en mai 1991. Condamné à vingt ans de détention, il en a passé huit à Robben Island. Sous sa conduite, les touristes visitent la prison en écoutant le récit des humiliations quotidiennes destinées à briser les ennemis du régime et qui n'ont fait, au contraire, que renforcer la motivation et la solidarité des militants anti-apartheid. C'est à Robben Island que s'est forgée, sous l'influence de Nelson Mandela, l'élite actuelle du pays, étonnamment dénuée de tout esprit de revanche.

« Pour moi, Robben Island doit être un endroit où l'on apprend ce qu'a été notre passé, mais surtout où l'on apprend la réconciliation », explique Afrika. Comme tous les anciens prisonniers, il souhaite que l'île soit préservée d'une exploitation commerciale et

tendue à l'écart du débat politique. Mais Robben Island, devenue attraction touristique, suscite déjà convoitises et débats.

Une bataille navale et juridique a éclaté entre l'Etat et les sociétés privées d'excursions du Cap. Ces dernières réclament le droit de transporter les touristes sur l'île, monopole détenu par les ferries de l'Etat. La vente de coffrets-cadeaux « Robben Island » contenant des cailloux extraits des carrières où les prisonniers effectuaient leurs travaux forcés est jugée comme un autre signe avant-coureur d'une dérive mercantile de mauvais goût.

Une polémique a éclaté entre l'ANC et les autorités de la province du Cap, contrôlée par l'ancien parti au pouvoir au temps de l'apartheid, le Parti national. La province réclame le droit de gérer l'île située sur son territoire. Réponse d'un membre de l'ANC et du gouvernement : « C'est comme si les anciens nazis demandaient à s'occuper du musée de l'Holocauste. »

Frédéric Chambon

Lire page 8

SIMONE DE BEAUVOIR LETTRES À NELSON ALGREN

Un amour transatlantique 1947-1964

Texte établi, traduit de l'anglais et annoté par Sylvie Le Bon de Beauvoir



GALLIMARD

Tourments albanais dans les Balkans

LA GUERRE en ex-Yougoslavie a révélé au monde certaines lignes de fracture des Balkans qui furent atténuées par cinquante années de communisme mais jamais effacées. Des fractures qui ont rejoints dans le chaos et le sang. La guerre en ex-Yougoslavie, par les enjeux internationaux qui y furent mêlés, a aussi eu pour conséquence d'occulter d'autres fractures, aussi complexes, aussi susceptibles d'entraîner la région dans la tourmente.

Le problème balkanique ne se limite pas aux rancœurs historiques et à la fable nationaliste serbes, à la renaissance et à l'exaltation du nationalisme croate, à la situation ambiguë des musulmans de Bosnie ou du Sandjak... Les bouleversements dans les Balkans concernent également les Hongrois de Vojvodine, les Bulgares de Macédoine, les Grecs d'Albanie, et tant d'autres peuples séparés par des frontières tracées au fil des guerres, tant d'autres minorités exploitées en pays hostile. Dans ce paysage balkanique, la question albanaise pourrait être au centre des prochains troubles et des préoccupations internationales.

Eclaté hier entre deux pays (Albanie et Yougoslavie), aujourd'hui

entre trois pays (Albanie, Macédoine, Serbie-Monténégro), le peuple albanais a longtemps vu ses revendications. Parce qu'une « Grande Albanie » effraie autant ses voisins qu'une « Grande Serbie ». Et parce que la tragédie yougoslave a refroidi bien des ardeurs. Les Albanais de la région du Kosovo, en Serbie, ont supporté d'être martyrisés par crainte légitime de leur écrasement par l'armée et les gangs serbes de Slobodan Milosevic ; les Albanais de Macédoine, moins torturés mais aussi malheureux, ont vite compris que leur soulèvement aurait pu avoir des conséquences dramatiques pour toute la zone balkanique ; les Albanais d'Albanie, enfin, ont vécu cinq années de « rêve capitaliste » et de quête d'occidentalisation, sans trop se soucier du sort de leurs cousins.

L'Albanie avait déjà fort à faire pour soigner ses propres démons. Après quarante-cinq années de règne d'Enver Hoxha, le « pays des Aigles » devait sortir de son bunker (730 000 bunkers, « symbole » national, sont dispersés dans le pays).

Rémy Ourdan

Lire la suite page 14

L'affiche et la vertu



MILOS FORMAN

À TRAVERS la vie de Larry Flynt, l'empereur américain du « porno », Milos Forman s'intéresse à la censure. Résultat : des associations de catholiques demandent la saisie de l'affiche du film, un homme les bras en croix sur le ventre d'une femme. Mais on retiendra surtout, parmi les sorties de la semaine, « Level 5 », de Chris Marker.

Lire pages 10 et 31 à 34 et notre éditorial page 14

International	2	Aujourd'hui	27
France	5	Jour	29
Société	8	Météorologie	30
Régions	11	Culture	31
Horizons	12	Guide culturel	34
Carrel	21	Communication	35
Entreprises	22	Abonnements	36
Finances/marchés	24	Radio-Télévision	36
Annuaire classés	26,28	Kiosque	37

OTAN Madeleine Albright, la secrétaire d'Etat américaine, était attendue mercredi 19 février à Moscou pour tenter d'apaiser les Russes sur l'élargissement de l'Alliance atlantique à plusieurs pays d'Europe de l'Est. ● S'ADRESSANT mardi à une session du Conseil atlantique à Bruxelles, M^{me} Albright avait exprimé le souhait des Etats-Unis de voir le calendrier d'élargissement accéléré. Washington entend que les négociations sur l'ouverture à l'Est soient achevées d'ici à la fin de l'année pour un certain nombre de can-

didats. ● EN CONTREPARTIE, les Etats-Unis proposent d'associer Moscou à nombre de décisions sur la sécurité en Europe au sein d'un Conseil conjoint OTAN-Russie. Ils suggèrent de créer une brigade commune OTAN-Russie et, enfin, de relancer les négociations sur le désarmement conventionnel en Europe.

diats. ● EN CONTREPARTIE, les Etats-Unis proposent d'associer Moscou à nombre de décisions sur la sécurité en Europe au sein d'un Conseil conjoint OTAN-Russie. Ils suggèrent de créer une brigade commune OTAN-Russie et, enfin, de relancer les négociations sur le désarmement conventionnel en Europe.

diats. ● EN CONTREPARTIE, les Etats-Unis proposent d'associer Moscou à nombre de décisions sur la sécurité en Europe au sein d'un Conseil conjoint OTAN-Russie. Ils suggèrent de créer une brigade commune OTAN-Russie et, enfin, de relancer les négociations sur le désarmement conventionnel en Europe.

diats. ● EN CONTREPARTIE, les Etats-Unis proposent d'associer Moscou à nombre de décisions sur la sécurité en Europe au sein d'un Conseil conjoint OTAN-Russie. Ils suggèrent de créer une brigade commune OTAN-Russie et, enfin, de relancer les négociations sur le désarmement conventionnel en Europe.

Sécurité européenne : les Etats-Unis bousculent Moscou et leurs alliés

M^{me} Albright a annoncé à Bruxelles un calendrier aussi serré que contraignant pour l'extension de l'Alliance atlantique à l'Est d'ici à la fin de 1999. Le différend franco-américain sur le commandement de l'OTAN en Méditerranée reste entier

BRUXELLES
de notre correspondant
Tout sourire et en robe pastel, Madeleine Albright est venue délivrer à Bruxelles le message de la nouvelle administration Clinton en rencontrant la Commission européenne et les partenaires de l'OTAN. Pour sa venue, une réunion extraordinaire a été organisée, à laquelle huit des seize ministres des affaires étrangères de l'Alliance ont participé. Cette réunion se situait, comme l'a souligné M^{me} Albright, « vingt semaines avant le sommet de Madrid » dont l'objectif sera la « modernisation de l'OTAN pour les dernières années de ce siècle et le siècle prochain ».

M^{me} Albright souhaite que l'Alliance, dans les cinq prochains mois, puisse « aller de l'avant, pas à pas, sur tous les fronts » ; elle a exposé la méthode américaine pour réussir la rénovation des structures de l'OTAN, son élargissement et l'établissement d'un partenariat avec la Russie. Sur ce point, elle a avancé une idée nouvelle : la création d'une brigade commune OTAN-Russie. Interrogée par la presse, M^{me} Albright a donné quelques précisions sur cette initiative, avec, à plusieurs reprises, un lapsus l'amenant à évoquer une brigade « américano-russe » : « Cette idée est la conséquence de l'expérience positive que nous avons faite en Bosnie. Cette brigade pourrait, dans un premier temps, être dotée d'un programme de formation et d'entraînement et

ultérieurement être utilisée dans des missions de maintien de la paix », a-t-elle précisé.

FORCER L'ALLURE
Cette initiative, de même que la proposition de créer un Conseil conjoint OTAN-Russie et l'invitation d'officiers russes aux réunions de planification des principaux commandements de l'Alliance, visent à persuader Moscou des bonnes intentions occidentales. Mais sur la question de fond - l'élargissement de l'OTAN aux pays d'Europe centrale et orientale - M^{me} Albright reste inflexible : « Les dirigeants russes sont opposés à l'élargissement de notre Alliance et ne sont pas disposés à changer d'avis. Mais nous non plus,

nous ne changerons jamais d'avis », a-t-elle affirmé. Elle a au contraire proposé de forcer l'allure en entamant dès ce printemps les négociations avec les pays invités à adhérer, pour que cette adhésion soit effective en 1999, après ratification par les Parlements des Seize.

La réunion a également été l'occasion d'un nouvel échange de vues sur l'adaptation des structures de l'OTAN et notamment sur l'épineuse question de l'attribution de commandements régionaux à des Européens. M^{me} Albright s'est contentée de signaler que les Etats-Unis étaient disposés à attribuer « plus de positions de commandement en chef à des officiers européens ». Hervé de Charette a, de son côté, réitéré la position française de voir le commandement sud de l'Alliance revenir à un Européen, moyennant un « doublement » de ce commandement situé à Naples : le ministre français a plaidé pour « un partage équilibré des responsabilités entre un commandement européen et un commandement américain de même niveau en Méditerranée ». Pour la première fois dans l'enceinte de l'OTAN, M. de Charette a évoqué l'hypothèse d'un échec des négociations sur ce point : « En cas de désaccord persistant, nous serions contraints d'en rester là (...) mais une occasion historique aura été perdue, pour l'Europe comme pour la relation transatlantique. »

M^{me} Albright avait rendu visite, dans la matinée à la Commission européenne, avec laquelle elle a évoqué un autre point de discordance euro-américain : l'application de la loi Helms-Burton qui prévoit des représailles contre les sociétés commerçant avec Cuba. Le président de la Commission, Jacques Santer, a demandé à M^{me} Albright de ne pas faire jouer le veto américain contre l'instauration d'une « commission d'arbitrage » sur ce problème au sein de l'Organisation mondiale du commerce. Sans grand succès, semble-t-il, puisqu'un accord sur ce point reste « hautement improbable », selon le porte-parole de la Commission.

Luc Rosenzweig

Accélération de l'élargissement, gestes envers la Russie et désaccord avec Paris

BRUXELLES
de notre envoyé spécial
La session ministérielle extraordinaire du Conseil atlantique devait être de pure courtoisie, pour une prise de contact entre le nouveau secrétaire d'Etat américain, Made-

manie et l'Italie, la Slovaquie) ; les négociations devaient être terminées avant le Conseil atlantique de décembre afin que le processus de ratification par les Parlements concernés puisse avoir lieu pendant l'année 1998, pour une entrée officielle des nouveaux Etats membres en 1999, à l'occasion du 50^e anniversaire du traité de Washington qui a créé l'Alliance atlantique.

Pendant ce temps, des négociations pourront continuer avec tous les postulants, y compris avec ceux qui, à court terme, n'ont aucune chance d'être admis dans l'OTAN (lire ci-dessous). Madeleine Albright a eu un mot particulier pour l'Ukraine (qui n'est pas candidate), avec laquelle les relations seront « révalorisées », mais elle n'a pas parlé des Etats baltes. Au contraire, le ministre français des affaires étrangères, Hervé de Charette, a proposé « une relation spéciale » entre l'Alliance et ces trois pays et laissé entendre que la France ferait à ce sujet des propositions. Il a rejeté l'idée que l'adhésion à l'Union européenne soit une solution de rechange.

BRIGADE COMMUNE
Pour englober dans un même ensemble les membres de l'OTAN, anciens et nouveaux, les candidats et les non-candidats, le chef de la diplomatie américaine a relancé l'idée du Conseil du partenariat atlantique, que Paris avait accueillie froidement quand Warren Christopher l'avait mentionnée au mois de

décembre. M^{me} Albright entend que la décision soit prise d'ici au sommet de Madrid.

Si les Etats-Unis veulent que l'extension de l'Alliance vers l'Est progresse avec ou sans accord avec Moscou, ils préféreraient qu'un arrangement soit trouvé. Personne ne s'attend que le Kremlin salue l'élargissement de l'OTAN, mais celui-ci peut être l'occasion d'intégrer la Russie dans la sécurité européenne. Les « gestes » occidentaux portent sur plusieurs points : l'adoption d'une charte entre l'OTAN et la Russie (qui pourrait être complétée par une charte sur la sécurité européenne conclue à l'OSCE, selon le vœu de la France), la création d'un « conseil commun » (Le Monde daté 16-17 février) qui donne à Moscou « une voix, pas un droit de veto », la formation d'une brigade commune OTAN-Russie et de nouvelles propositions de réduction des armements.

Ces propositions doivent répondre à deux soucis des Russes : le déséquilibre des forces classiques en Europe en faveur de l'Ouest à la suite de la disparition du pacte de Varsovie et l'éventuel déploiement de troupes étrangères dans les nouveaux pays membres de l'OTAN. L'OTAN s'est déjà en-

gagée - unilatéralement - à ne pas déployer d'armes nucléaires sur le territoire de ces Etats ; elle ne veut pas prendre formellement le même engagement pour les forces classiques, par-dessus la tête de ses nouveaux membres qui pourraient avoir l'impression d'appartenir à une « seconde classe ». La solution qui a été trouvée pour sortir de ce dilemme est la révision du traité sur les forces classiques en Europe (CFE) : les Occidentaux proposent d'abaisser les plafonds pays par pays de telle sorte que le stationnement de troupes étrangères dans

les anciennes démocraties populaires entrant dans l'OTAN soit pratiquement exclu (sauf en cas de crise majeure).

Hervé de Charette a demandé qu'on réponde « positivement aux demandes russes (...) avant le sommet de Madrid ». Ce sera l'objet des entretiens Clinton-Eltsine les 20 et 21 mars à Helsinki ; en revanche, l'idée russe, reprise par la France et l'Allemagne, d'un sommet à cinq au mois d'avril n'a pas les faveurs de M^{me} Albright, qui l'a répété lundi à Jacques Chirac, au grand déplaisir de ce dernier.

Un point de vue britannique

Sir Peter Inge, chef d'état-major des armées britanniques, a fait une visite en France, au début de la semaine, avant de prendre sa retraite. Dans un entretien avec Le Monde, il s'est félicité de la coopération militaire franco-britannique qui a encore fait ses preuves en Bosnie. Il a rappelé les positions traditionnelles de Londres concernant l'identité européenne de défense. Si la Grande-Bretagne est maintenant favorable à un renforcement de l'UEO (Union de l'Europe occidentale), elle ne souhaite pas que la responsabilité politique d'opérations militaires qui seraient menées par les Européens revienne à l'Union européenne. Sir Peter Inge a salué la professionnalisation de l'armée française et souhaité la réintégration de la France dans l'OTAN : « C'est dans l'intérêt de tout le monde », a-t-il dit. Sans prendre position sur la querelle à propos du commandement Sud de l'OTAN, Sir Peter a rappelé que la capacité militaire avait « deux faces » : l'aptitude à commander et la possibilité de déployer des forces.

Daniel Vernet

Les Etats baltes craignent d'être les laissés-pour-compte de l'ouverture

« A L'EST », la liste des candidats à l'intégration dans l'OTAN s'est allongée, lundi 17 février, lorsque, pour la première fois, des dirigeants bulgares ont exprimé le souhait de postuler. La candidature bulgare - qui sera sans doute confirmée à l'issue des élections législatives anticipées du 19 avril - pourrait fournir un argument de plus à la France, partisane d'un ancrage de l'OTAN dans les Balkans, et principal « parrain » de la Roumanie dans le débat sur l'élargissement. C'est du moins le calcul fait à Sofia, où l'on s'apprête à rechercher activement un soutien français.

La Slovaquie, elle, n'a pas encore fixé sa décision. Plus tournée vers la Russie que ses voisins, ce pays de 5,4 millions d'habitants sera le premier en Europe centrale à organiser, d'ici à l'été, un référendum sur l'adhésion à l'OTAN. Des analystes font valoir que la formulation d'une des trois questions prévues pour cette consultation : « Etes-vous pour l'installation d'armes nucléaires sur le territoire slovaque ? », pourrait décourager les électeurs, notamment les partisans du premier ministre, Vladimir Meciar, plus portés vers une « neutralité ». Un récent sondage indique néanmoins que 65 % des Slovaques sont favorables à l'adhésion.

Il y a ainsi, en Europe centrale et orientale, des candidatures « fermes » à l'entrée dans l'OTAN (Pologne, République tchèque, Hongrie, Roumanie) et d'autres « à confirmer » (Slovaquie, Bulgarie). « Mais le principal est que les négociations doivent s'ouvrir pour tous ou

même moment », dit un responsable bulgare, qui ajoute : « Certains atteindront la ligne d'arrivée après les autres, mais le signal du départ devrait être le même pour tous. » Dans la partie occidentale de l'ex-URSS, où les chances d'être acceptés par l'Alliance atlantique sont perçues comme plus minces, voire inexistantes, on ose à peine en espérer autant. Les candidats « fermes » sont les pays baltes. La grande « hésitante », l'Ukraine.

M. Perry (l'ancien secrétaire américain à la défense) a dit que nous n'étions pas encore prêts à devenir des membres de l'OTAN. Or la question est plus ou moins philosophique. L'entrée dans l'OTAN, ce n'est pas comme un café à la coupe, qui est servi au bout de trois minutes. Cette réflexion du président estonien, Lennart Meri, traduit l'amertume des dirigeants baltes, qui se sentent tenus à l'écart du processus et voués à une « zone grise ». N'étant pas mentionnés dans la « première vague » de l'élargissement, les Baltes se demandent s'il y en aura une deuxième. Pour eux, l'OTAN s'apprête à accueillir les pays les moins menacés par la Russie et à laisser de côté les plus vulnérables.

Ces inquiétudes ont conduit l'Estonie, la plus petite et la plus prospère des Républiques baltes, à plaquer, depuis quelques mois, ses espoirs dans l'Union européenne (UE), qu'elle se désolidarise quelque peu de ses voisins baltes, aux réformes économiques moins avancées. Ce pari estonien, qui consiste à vouloir « compenser » l'éventuelle absence de garanties

de sécurité de l'OTAN par une estampille européenne de l'UE, a trouvé un certain écho aux Etats-Unis (Le Monde daté 16-17 février), mais suscite des réticences en Europe.

Les Baltes conçoivent l'adhésion dans l'OTAN comme une nécessité, du moins comme une revendication légitime. Ils argumentent de leur identité « européenne », de leurs références démocratiques et de leur passé douloureux (pacte Ribbentrop-Molotov). Vouloir se prémunir contre les nostalgies impérialistes russes, dont ils se sentent les premières victimes potentielles. Ils ont cherché à se rendre le plus « présentables » possible auprès de l'OTAN, en mettant par exemple sur pied un « bataillon balte » (Baltbat) et en tentant au mieux de calmer les tensions avec la Russie.

MOSCOU INTRAITABLE

Moscou se montre cependant intransigent et a réitéré, la semaine dernière, son opposition à tout élargissement de l'Alliance vers les Baltes. Un article publié le 13 février dans Rassijskaja Gazeta, le journal officiel du gouvernement russe, définit ainsi la « ligne » du Kremlin : les Républiques baltes sont conviées à conserver un « statut indépendant », c'est-à-dire « hors bloc », car, « si elles rejoignent l'OTAN, cela créera une barrière entre elles et la Russie » et « aura un effet négatif » dans la région. Le texte appelle à une « intégration économique approfondie » par un « renforcement de la présence des capitales russes » dans la région balte. Moscou veut par all-

leurs « lier la signature de traités frontaliers avec l'Estonie et la Lettonie à l'amélioration du traitement des minorités russes » (30 % de la population en Estonie, 45 % en Lettonie).

Face à ces pressions, les Baltes réclament un fort soutien de l'Occident. Les pays scandinaves, et notamment le Danemark, sont leurs « sponsors » les plus solides pour l'entrée dans l'OTAN. Mais l'insistance russe à conserver une « tutelle » dans la région laisse ouvert le débat sur l'opportunité d'une admission des Baltes dans l'Alliance. Celle-ci, fait remarquer Anatol Lieven, un analyste à Washington de l'Institut pour la paix, spécialiste des pays baltes, « déclencherait certainement une crise majeure avec la Russie », tandis que l'incertitude demeure sur « le risque qu'encourraient réellement ces pays si l'OTAN ne s'élargissait pas » jusqu'à eux.

L'Ukraine, de son côté, encore très liée, sur le plan économique notamment, à la Russie, ne peut pas s'offrir le luxe de postuler à l'OTAN, même si certains de ses dirigeants n'en excluent pas la possibilité : « après l'an 2010... », a suggéré Vladimir Gorbulin, le secrétaire du Conseil de sécurité ukrainien. Pour l'heure, Kiev veut se prévaloir d'un « partenariat stratégique » avec les Etats-Unis et a bon espoir d'obtenir cette année la signature d'un « document » Ukraine-OTAN, version « junior » de l'accord qui régira les relations entre l'Alliance atlantique et la Russie.

Nathalie Nougayrède

paco rabanne



nouvelle boutique
paco rabanne

prêt-à-porter féminin et accessoires
83, rue des saints Peres, Paris 6ème
01 45 48 62 26

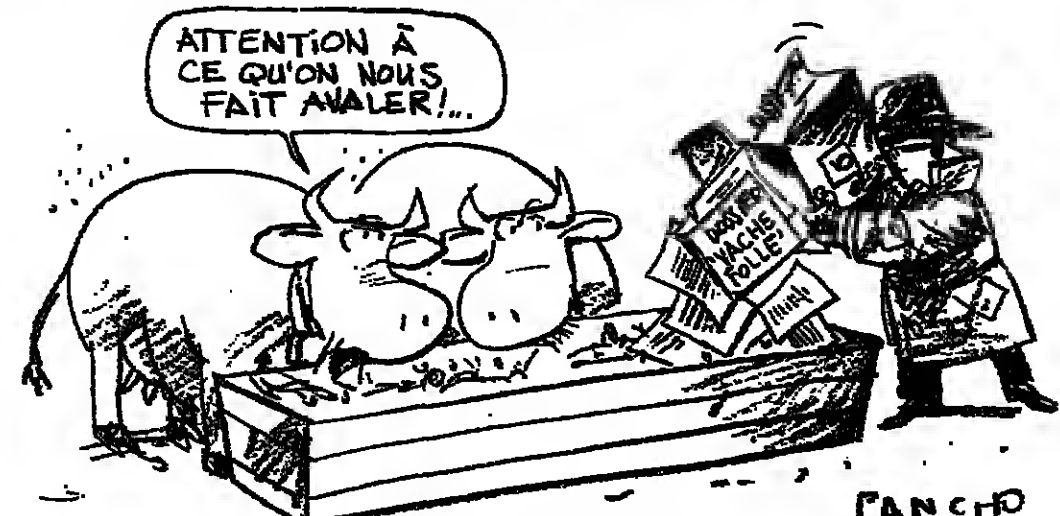
صوتنا من الامم

« Vache folle » : le Parlement européen va renoncer à sanctionner Bruxelles

La crise strasbourgeoise semble désamorcée

Le président de l'exécutif communautaire, Jacques Santer, s'est attaché à désamorcer la crise de la « vache folle » en reprenant à son compte les re-

vendications de l'hémicycle sur le contrôle de l'activité communautaire et en reconnaissant que « des erreurs avaient été commises ».



STRASBOURG
(Union européenne)
de notre correspondant

Sauf surprise de taille, le Parlement européen va renoncer à prendre des sanctions dans l'immédiat contre la Commission de Bruxelles dans le dossier de l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB), ou maladie de la « vache folle ». Tel est le principal enseignement du débat qui se déroule cette semaine à l'Assemblée de Strasbourg. Les promesses et les engagements pris mardi 18 février par Jacques Santer, président de la Commission européenne, épousent suffisamment les revendications de la majorité des eurodéputés pour désamorcer la crise.

Néanmoins, soixante-dix parlementaires ont signé le projet de motion de censure déposé par le socialiste belge José Happort et qui sera soumis au vote de l'hémicycle jeudi 20 février. Parmi les signataires figurent une trentaine de Français, dont les élus du Parti communiste, un socialiste - André Laignel -, les radicaux de la liste de Bernard Tapie, quelques UDF, un RPR - Philippe Martin - et les députés villoisiers.

Les chances pour que le texte recueille la majorité requise (314 suffrages) sont pratiquement inexistantes, même s'il est prévu que les représentants du Front national le votent ainsi que les membres du Parti socialiste irrités par les manœuvres de Pauline Green (travailleuse britannique), la présidente du groupe socialiste, qui a approuvé « le travail vraiment complet » effectué par la commission d'enquête.

laire européen (démocrates-chrétiens) et de la formation socialiste. L'idée est d'adopter, ce qui devait être fait sans problème mercredi 19 février, une résolution dans laquelle il est demandé à Bruxelles d'accepter les requêtes formulées dans le rapport établi à l'issue de l'enquête conduite pendant sept mois par les dix-neuf eurodéputés mandatés par l'Assemblée. Le texte parlementaire précise que, si la Commission de M. Santer ne devait pas y répondre favorablement, il serait alors déposé une motion de censure en novembre.

Jacques Santer propose désormais « toutes les décisions législatives à la codécision », y compris en matière agricole

Parmi les vœux formulés dans cette motion de censure « différée et conditionnelle », il est question de la réorganisation en profondeur des services scientifiques et vétérinaires de la Commission qu'a récemment annoncée M. Santer (Le Monde du 14 février), mais aussi d'« une réforme profonde de la politique agricole commune » (PAC). Mettant à profit la crise de la « vache folle », le Parlement européen veut ainsi obtenir ce qu'il cherche depuis son élection au suffrage universel en 1979 : peser sur les dépenses agricoles, sur lesquelles il n'a pas de

prise actuellement, et, plus généralement, faire pression sur Bruxelles, afin que ses intérêts soient réellement défendus à la Conférence intergouvernementale (CIG) sur la réforme de l'Union.

Sur ce point, M. Santer a été on ne peut plus clair : « Nous allons essayer de convaincre les Etats membres ou sein de la CIG de suivre notre suggestion - qui rejoint la vôtre - de soumettre toutes les décisions législatives à la codécision ; j'attends d'eux qu'ils aient le courage d'appliquer ce principe également à la PAC ».

Autrement dit, le président de la Commission fait siennes les revendications de l'hémicycle, qui demande d'être co-législateur (avec le Conseil des ministres de l'Union) dans tous les secteurs de l'activité communautaire, y compris en matière agricole. Michel Barnier, ministre délégué aux affaires européennes, qui était présent mardi à Strasbourg, a déclaré que le gouvernement français avait « une position extrêmement réservée sur cette question ».

Ce ne sont cependant pas là les seules concessions faites par M. Santer. Il a ainsi déclaré que « des erreurs avaient été commises, y compris par la Commission actuelle ». Autant dire que le président de l'exécutif communautaire a dit exactement ce que l'Assemblée voulait entendre.

Reste à savoir si l'habileté ainsi déployée ne va pas peser sur le travail et l'autonomie de Bruxelles. Après tout, la Commission s'est placée sous la tutelle du Parlement jusqu'à la fin de l'année en acceptant d'être son porte-parole à la CIG. De la sorte, la crise de la « vache folle » va passer au second plan. A moins que des cas de maladie de Creutzfeldt-Jakob atypiques surgissent ici et là, comme le craignent les milieux scientifiques.

Marcel Scotto

L'Egypte veut garder un des premiers rôles pour la paix au Proche-Orient

La diplomatie égyptienne, qui veut être le garant des accords d'Oslo, a profité de l'élection de Benyamin Nétanyahou pour revenir sur le devant de la scène, quitte à s'opposer ponctuellement aux Etats-Unis

LE CAIRE
de nos envoyés spéciaux

Béni soit Benyamin Nétanyahou ! En quelques mois, l'intransigeance du chef du Likoud et ses velléités de réécriture des accords de paix israélo-palestiniens ont redonné une contenance et un contenu à la politique étrangère égyptienne, qui commençait à en manquer cruellement, banalisée par le rapprochement progressif entre Israël et les pays arabes.

A la satisfaction générale d'une opinion publique promptement à déceler partout les traces d'un improbable « complot sioniste », le ministre des affaires étrangères, Amr Moussa, multiplie à l'envi les déclarations à l'emporte-pièce, maniant alternativement le désabusement et les menaces voilées. Si le ton du président égyptien Hosni Moubarak paraît plus mesuré, il n'y a pas divergence sur le fond. Le rais ne s'en oppose pas moins au désir du premier ministre israélien de remettre en cause les accords de paix d'Oslo, fort de sa capacité à réunir autour de lui les principaux responsables arabes - Saddam Hussein excepté - lors du premier sommet arabe organisé depuis la guerre du Golfe, en juin, au Caire.

LA FERMETÉ DU CAIRE

Le dernier exemple en date de cet exercice, mais aussi de ses limites, a été fourni par l'accord péniblement arraché à propos de l'évacuation partielle de la ville palestinienne d'Hébron par l'armée israélienne, en janvier. Jusqu'au bout, les Égyptiens auront été les tenants d'une ligne dure à l'égard des Israéliens, au risque de se voir soulever le premier rôle par le roi Hussein de Jordanie, accouru précipitamment pour relancer des négociations jusqu'alors dans l'impasse.

Dans son bureau du ministère des affaires étrangères, Amr Moussa n'a pas son pareil pour souffler le chaud et le froid. « Grâce à l'Égypte, l'accord sur Hébron a été ombragé, même s'il n'est pas le meilleur, assure-t-il. Tout dépendra maintenant de son application, et des prochains retours israéliens de Cisjordanie. » « Si la pression israélienne n'avait pas été contenue » cet automne, « ce serait déjà l'intifada là-bas ! », ajoute-t-il.

De l'autre côté du Nil, dans son appartement de l'île cosse de Zamalek, le journaliste Mohamed Sid Ahmed, grande « plume » du quotidien Al-Ahram, ne partage pas les assurances du flamboyant ministre. « L'Égypte est embourbée dans une contradiction entre les exigences de sa politique proche-orientale et celles de sa politique intérieure, explique-t-il. Si elle choisit de privilégier l'intégration régionale de son économie, cela limite sa marge de manœuvre diplomatique. »

« Moubarak passe plus de temps

sur les dossiers de politique étrangère que sur ceux de la politique intérieure », assure en souriant Salama Ahmad Salama, un autre éditorialiste d'Al-Ahram, qui met en avant la discrète campagne menée actuellement contre l'Égypte par Israël et les Etats-Unis. « Ils assurent que Moubarak oblige Arafat à être plus intransigeant. C'est de bonne guerre avant le prochain voyage du président [égyptien] à Washington. »

VERS UNE POLITIQUE RÉGIONALE

Car les relations égypto-américaines font, à l'occasion, les frais de la fermeté égyptienne. Amr Moussa évacue d'une pirouette la question de ses prochaines relations avec son homologue américain Madeleine Albright, réputée elle aussi pour son franc-parler. « Puisque l'on dit d'elle et de moi que nous sommes des foucons, nous pourrions certainement voler de concert ! », s'esclaffe-t-il.

Salama Ahmad Salama ne voit pas la paix s'affermir avant « ou

compte tenu de son poids démographique, de sa future puissance économique et de l'ancienneté de son rôle au Proche-Orient, qui a toujours dépassé le simple conflit israélo-arabe. »

Loïn de la virtuelle Palestine, beaucoup plus au sud, les aléas du Soudan embarrassent pourtant grandement les Égyptiens. « Ils ne savent plus quoi faire. Ils détestent le régime actuel, qu'ils jugent responsable de tous les maux, mais en même temps l'alternative que constitue l'opposition semble encore plus aventureuse », assure un observateur égyptien. En janvier, à la suite de l'offensive de l'opposition soudanaise à partir de l'Erythrée et de l'Éthiopie dans la région du Nil Bleu, les Égyptiens ont pronostiqué un peu rapidement la chute d'un régime jugé complice des auteurs de la tentative d'attentat contre Hosni Moubarak, en 1995, et considéré comme la base arrière d'un terrorisme islamique réprimé impitoyablement en Égypte.

« Le régime soudanais a échoué

La discorde de l'« Alliance »

Copenhague ne sera pas Oslo. L'« Alliance » pour la paix au Proche-Orient contractée en janvier dans la capitale danoise par des personnalités israéliennes, jordaniennes, palestiniennes et égyptiennes a été plutôt fraîchement accueillie au Caire. Si le ministre des affaires étrangères Amr Moussa s'en est félicité, l'élite égyptienne, à l'exception notable de l'écrivain Nagib Mahfouz (prix Nobel 1988), n'a pas mâché ses mots et ses condamnations de principe pour « trahison ». « Les signataires ne représentent qu'eux-mêmes. Ils avaient l'ambition de réconcilier les opinions publiques, c'est raté », juge le journaliste Salama Ahmad Salama. « Le mouvement a été nationalisé par les gouvernements », ajoute son homologue Mohamed Sid Ahmed, présent aux premières réunions au côté de Nabil Fahmy, fonctionnaire influent du ministère des affaires étrangères. Malgré les critiques, Lofti Al-Khouly, l'un des signataires de l'« Alliance », veut rester confiant et annonce de prochaines « manifestations de masse » à Ramallah et à Tel-Aviv.

moins cinq ans », un détail durant lequel l'Égypte va mettre à profit son rôle de « juge de paix des accords d'Oslo », cher à Amr Moussa. « Sur les évacuations de Cisjordanie, le statut des territoires et celui de Jérusalem, les Égyptiens auront assurément leur mot à dire », assure un autre diplomate.

Mais après ? Fondamentalement, ajoute Mohamed Sid Ahmed, l'Égypte « doit passer d'une politique arabe où elle joue le premier rôle à une politique régionale qui la relativise ». Vis-à-vis d'Israël, l'Égypte serait ainsi passée de l'hostilité au partenariat, à partir des accords de Camp David, puis à la rivalité. « L'Égypte cherche sa voie et ne la trouve pas : elle ne peut faire ni la paix ni la guerre. Israël dispose de fait dans les négociations d'un quasi droit de veto, pas l'Égypte. Israël dispose de l'arme nucléaire, pas l'Égypte », ajoute le journaliste. Amr Moussa réfute tout net cette idée d'amoindrissement régional du Caire. « Personne ne peut rivaliser avec l'Égypte,

sur toute la ligne : il s'est attiré l'hostilité de tous ses voisins, il a fait fuir tous ses opposants et il a échoué à régler le problème de sécession du Sud, énumère Amr Moussa. Il faut qu'il change, même si cela reste improbable, mais rien n'est impossible. »

Selon un diplomate occidental, le premier geste de bonne volonté de la part du gouvernement soudanais serait bien accueilli par le Caire, trop heureux de voir la situation enfin stabilisée. Coincée entre des voisins infréquentables - le Soudan et la Libye - et un théâtre israélo-palestinien dont elle n'a pas toutes les clés, l'Égypte veut garder un des premiers rôles pour la paix au Proche-Orient tout en s'appuyant à une paix « hâtive ». Au vu des moyens dont dispose le Caire et compte tenu de l'omniprésence de la diplomatie égyptienne et de la velléité des Européens à exister dans la région, cette politique semble pour le moins ardue.

Alexandre Bucciantti et Gilles Paris

« Violences domestiques » à la télévision espagnole

MADRID
de notre correspondante

Avec les hectolitres d'hémoglobine et les pousseuses décapantes des effets spéciaux, dont bien peu de films réussissent encore à se passer, il est certain que les temps sont durs pour la télévision. Comment attirer en soirée, devant un sage programme au budget limité, un téléspectateur blasé qui zape à longueur de journée d'une retransmission de film à l'autre pour avoir sa ration quotidienne de mutants diaboliques, explosions en chaîne, tour infernale et autres meurtres à la tronçonneuse ? Il fallait à coup sûr innover, et la télévision espagnole ne s'en est pas privée.

Elle a même fait coup double, en proposant sur deux chaînes concurrentes, Antena 3 et Tele 5, ce qui semble être le nec plus ultra de la saison : un véritable concours de violences « domestiques ». Qu'est-ce à dire ? En vérité la chose la plus simple du monde : il s'agit de lancer un appel aux forcés de la vidéo qui ne vivent et ne se promènent plus que l'œil collé sur le viseur de la caméra, au point que de temps à autre ils tombent sur la perle rare : un vol, une agression « en direct ». Ils l'envoient à la télévision, et le tour est joué. C'est de l'authentique, de la violence « maison » à consommer chez soi. Le maximum. De quoi réveiller, en tout cas, tous les blasés du petit écran.

un vol de voiture en direct, et de l'autre un homme broyé par une voiture de course à 200 km/heure et une nageuse qui a la cuisse arrachée par un requin (en couleur avec un excellent son).

VOYEURISME
Certains grincheux pourraient se demander quelle est la finalité exacte de cette émission, où en quelques minutes à peine un jeune homme bien peigné annonce d'un ton neutre et sans autre commentaire le « menu » du jour. Il n'y en a pas. Et cette accumulation de violences et de sensations fortes n'a d'autre but qu'elle-même. A cela près que pour ménager la sensibilité des plus émotifs et apporter tout de même un happy end à ce programme familial, un autre petit film artisanal montre la suite - quand c'est possible - de l'accident.

Pourtant, en voyant arriver claudiquant sur sa jambe artificielle la gracieuse nageuse de tout à l'heure, qui a pris vingt kilos et porte sa souffrance sur son visage blafard, c'est à se demander si ce service après-vente, plus « voyeur » même que le précédent, n'est pas pire encore.

En attendant, l'Association des utilisateurs de la communication (AUC) s'est déjà insurgée contre ce genre d'émissions qui, dit-elle, en stimulant « les plus bas instincts », peuvent avoir pour conséquence de dédramatiser la violence. A moins qu'elles ne l'encouragent. A quand la vidéo, prise sur le vif, d'un téléspectateur excédé giffant avec volupté un présentateur bien peigné ?

Marie-Claude Decamps

Marcus Klingberg, l'espion caché d'Israël, va rester en prison

MAIS que fabrique donc Israël

dans son institut de recherche ultrasecret de Ness Ziona ? Pour quoi, quinze ans après sa condamnation - à huis clos - pour espionnage au profit de l'ex-URSS, le département contre-espionnage du Shin Beth s'oppose-t-il toujours à la libération de Marcus Klingberg, ancien numéro deux de l'institut, au prétexte que ce vieil homme malade, âgé de soixante-dix-neuf ans, pourrait encore faire de graves révélations préjudiciables aux recherches de Ness Ziona ?

La commission des sciences de la Knesset a entrepris, mardi 18 février, à Jérusalem, d'essayer, au nom de la sécurité publique, de lever un coin de voile. Est-il vrai qu'à Ness Ziona, comme l'affirmait début 1994 Le Nouvel Observateur, des scientifiques israéliens travaillent en grand secret sur la mise au point d'une quarantaine d'armes chimiques et bactériologiques, en principe interdites par les traités

de non-prolifération signés mais

jamais ratifiés par l'Etat juif ? Officiellement, les élus ne cherchent pas à violer le secret-défense qui entoure Ness Ziona, mais seulement à déterminer si les activités de l'institut mettent, ou non, la vie des citoyens de la ville en danger et s'il y a lieu d'envisager le déménagement dans une région moins peuplée. Pourtant, Assaf Shariz, le porte-parole de la commission, a assuré que cette simple perspective a déclenché l'alerte des services de sécurité nationaux, qui ont tout tenté pour empêcher ce travail parlementaire.

ACHARNEMENT

Le même jour et pour la énième fois depuis que la condamnation à vingt années de prison de Marcus Klingberg fut révélée au public, au début de 1994 (Le Monde du 11 janvier 1994), la commission de remise des peines a rejeté la demande de libération anticipée du vieux chercheur malade. Tous les

espions de l'ancien monde communiste arrêtés en Israël ces dernières décennies ont été libérés ou échangés au fil du temps. Autant qu'on sache, seul Marcus Klingberg, partiellement paralysé par de graves attaques cérébrales, apparaît victime d'une sorte d'acharnement qui s'explique d'autant moins qu'il y a deux mois à peine l'ancien conseiller juridique du gouvernement, Michael Ben Yair, avait recommandé l'élargissement du vieil espion.

Dans un premier temps, le Shin Beth avait contre-attaqué en chiffrant à au moins 300 000 francs par an les frais de garde à l'extérieur qui en résulteraient pour le Trésor public. Puis le service de contre-espionnage a avancé un nouvel et imparable argument : le vieux scientifique pourrait encore lâcher un secret « de manière involontaire » et mettre en péril la sécurité d'Israël.

Patrice Claude

La Chine a convaincu la Corée du Nord d'admettre la défection d'un de ses dirigeants

Pyongyang reconnaît que Hwang Jang-yop a pu « trahir »

Alors que l'ancien dirigeant nord-coréen Hwang Jang-yop est toujours réfugié à l'ambassade de Corée du Sud à Pékin, le gouvernement chinois pa-

rait avoir réussi à convaincre Pyongyang d'accepter le fait accompli. La radio du régime nord-coréen a même laissé entendre, mardi 18 février, que

son ancien haut dignitaire avait pu « trahir », après avoir répété, ces derniers jours, que le transfuge avait été « kidnappé » par la Corée du Sud.

PÉKIN

de notre correspondant
La Chine semble avoir obtenu de son allié nord-coréen qu'il en revienne au réalisme au sujet de la défection de Hwang Jang-yop. Après une convocation de l'ambassadeur de Pyongyang au ministère des affaires étrangères à Pékin, lundi 17 février, les dirigeants nord-coréens semblent avoir mis fin à la démonstration de courroux à laquelle ils s'étaient livrés dans la capitale chinoise en envoyant leurs ressortissants jouer les « gros bras » - dans certains cas discrètement équipés d'armes à feu, selon des témoins - autour du consulat de Corée du Sud où se trouve depuis une semaine l'ancien dignitaire.

La rue du quartier Sanlitun, où est situé, parmi d'autres missions - notamment l'ambassade de France -, le consulat sud-coréen, restait cependant, mercredi, sous haute surveillance policière chinoise, avec le renfort d'hommes en treillis et de blindés anti-émeutes. Plus significatif est le changement de ton des autorités de Pyongyang. Celles-ci, après avoir jugé « inconcevable et impossible » que Hwang Jang-yop ait décidé de se couper du « paradis » socialiste, retiennent désormais comme une hypothèse plausible l'idée qu'il « a trahi ». Un proverbe coréen est appelé à la rescousse dans cette pirouette périlleuse : « Un lâche peut bien s'enfuir, puisqu'il est un lâche. » Ce pragmatisme était inhabituel de la part de Pyongyang, il n'est pas exclu que cette porte de sortie ait été soufflée par Pékin à son encombrant allié.

L'épisode constitue en effet pour Pékin à la fois un embarras majeur et l'occasion de démontrer une certaine maturité diploma-

tique, en cas de règlement à l'amiable, malgré l'acrimonie des propos hostiles entre les deux gouvernements coréens.

L'enjeu est de taille pour la Chine : d'une part, la loyauté chinoise envers le frère d'armes historique du Nord de la péninsule pèse moins qu'auparavant, du point de vue stratégique, en regard de nouvelles réalités. La Corée du Sud est devenue, depuis la normalisation des relations entre les deux pays, un des principaux partenaires économiques de la Chine. Les Sud-Coréens étaient, au cours des trois premiers tri-

lions avec l'ensemble de l'Asie du Nord-Est - principalement face au Japon.

Sur le plan mondial aussi, la Chine joue, en Corée, une partie importante. Voici presque cinquante ans, piégée par Staline qui lui avait promis assistance, la République populaire naissante de Mao se lançait, dans la péninsule, dans une guerre sans espoir contre l'Amérique. Elle y perdit non seulement près d'un million d'hommes, mais aussi son sens des priorités : Washington se laissa finalement convaincre de garantir l'indépendance de facto de

l'idéologie isolationniste qu'il a contribué à forger à la veille de l'arrivée en Chine, le 24 février, de Madeleine Albright, chef de la diplomatie américaine, à ainsi, peut-être, rendu involontairement un fier service à Pékin. La démarche d'apaisement que la Chine a entreprise auprès de Pyongyang correspond en effet très exactement à celle de Washington envers Séoul.

La question qui se posera ensuite, une fois le transfuge nord-coréen éventuellement « exfiltré », est de savoir quel effet son geste spectaculaire pourra avoir sur l'échiquier de la péninsule. Les connaissances qu'il apporte au camp occidental sur les derniers soubresauts de la dynastie fondée par Kim Il-sung sont cruciales pour déterminer l'ampleur du risque d'effondrement que le nord de la péninsule représente dans les mains pour le moins maladroites de Kim Jong-il.

Il restera aussi de cet épisode, pour Pékin, une leçon des conséquences de l'ouverture au plan intérieur. On n'avait jamais vu, à Pékin, des règlements de comptes entre parties étrangères hostiles se manifester de manière si visible.

Le mutisme quasi complet dans lequel la presse chinoise s'est réfugiée sur toute l'affaire (un seul entrefilet dans un journal en anglais, le *China Daily*) est, en outre, révélateur d'une incompréhension face à cette nouveauté. Seul le bouche-à-oreille fonctionnant entre Chinois au contact avec le monde étranger a permis à une infime proportion de plus d'un milliard d'hommes de connaître la romanesque aventure frappant un allié pour lequel la génération précédente a largement versé son sang.

Francis Deron

La junte birmane joue l'intégration régionale pour conforter son pouvoir

BANGKOK

de notre correspondant en Asie du Sud-Est
Pour le régime militaire birman, la voie s'annonce plutôt étroite en ce début d'année. Les étudiants de Rangoun, dont les manifestations contre la junte avaient surpris en décembre, ont été mis au pas, moyennant la fermeture d'au moins deux campus universitaires. Bête noire des autorités, Aung San Suu Kyi est virtuellement bâillonnée. Le domicile du Prix Nobel de la paix 1991 demeurerait isolé tant que sa sécurité sera « menacée », a rappelé, le 17 février, un porte-parole militaire. Tout en demeurant en état d'alerte permanent, le Conseil d'Etat pour la restauration de la loi et de l'ordre - SORC, acronyme anglophone désignant le pouvoir militaire - a repris, pour l'instant, le contrôle de la situation.

En outre, une visite officielle, avant la fin du mois, du président indonésien Suharto, qui doit également se rendre au Cambodge et au Laos, préfigure l'admission de ces trois pays, dès juillet, au sein de l'Asean, l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est. D'autre part, l'américain Unocal et le français Total ont signé, fin janvier, un nouvel accord avec Mogé, société d'Etat birmane, pour étendre leur champ offshore d'exploration et, le cas échéant, la production de gaz et de pétrole. Enfin, les milieux d'affaires japonais continuent de lorgner ce pays pauvre.

mais au vaste potentiel humain et naturel : en novembre, l'Asahi Bank est devenue la huitième banque japonaise présente à Rangoun et, depuis, Ali Nippon Airways a inauguré des vols directs entre Osaka et la capitale birmane.

Simultanément, le retrait total de Pepsico, à compter du 31 mai, reflète la sensibilité de producteurs occidentaux de biens de consommation à une campagne de boycottage lancée voilà deux ans aux Etats-Unis. Auparavant, après avoir connu quelques déboires, Peregine, l'une des principales banques d'investissements de Hongkong, avait annoncé, le 4 janvier, son retrait du Myanmar, le nom dont les généraux birmans ont rebaptisé leur pays.

DES PRISONS TOUJOURS PLEINES

Pour avoir notamment repris le pouvoir, en 1988, dans un bain de sang et invalidé, deux ans plus tard, le résultat d'élections emportées par M^{me} Suu Kyi, le régime militaire n'est pas populaire en Occident. Depuis septembre, une loi autorise le président Clinton à interdire de nouveaux investissements américains en Birmanie. Les opinions publiques sont sensibles aux appels au boycottage économique prononcés par M^{me} Suu Kyi, symbole, en Occident, de la résistance à l'oppression militaire. Même si l'armée n'a pas tiré sur les étudiants en décembre et n'a pas replacé M^{me} Suu Kyi en résidence surveillée.

aucune opposition n'est tolérée, les prisons demeurent pleines et la junte est soupçonnée de tirer profit du trafic de la drogue, dont la production a plus que doublé depuis huit ans. Enfin, contrairement à la Chine, la Birmanie demeure un pays faible qu'il n'est donc pas nécessaire de ménager.

Cependant, pour compenser une série de désinvestissements occidentaux, les généraux birmans misent sur les relations bien comprises des gouvernements de la région. Un nouvel accord de coopération militaire aurait été récemment signé à Pékin, selon la *Far Eastern Economic Review*. Sans pour autant approuver les méthodes de Rangoun, l'Asean estime, de son côté, que le meilleur moyen de réformer et de développer le pays reste d'encourager son ouverture, amorcée voilà six ans par Rangoun, aux investissements étrangers et au tourisme.

Rien ne dit, donc, quel pourrait être le bilan d'influences contradictoires sur un pays qui sort à peine de trente années d'isolement et où le rétablissement des libertés est loin d'être acquis. Seul élément sûr : pour conserver leur pouvoir, les généraux vont continuer de jouer l'Asean contre les pressions occidentales, afin de préserver la mince marge de manœuvre que leur offre une probable réintégration régionale.

Jean-Claude Pomont

L'ONU réclame un cessez-le-feu et une négociation au Zaïre

NEW YORK (Nations unies)

de notre correspondant
Le Conseil de sécurité a adopté, mardi 18 février, le plan de paix que lui a soumis Mohamed Sahnoun, l'envoyé spécial des Nations unies et de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) dans la région des Grands Lacs. Tandis que les forces zairoises continuent de mener des raids aériens contre les positions des rebelles - le bombardement de Bukavu, lundi, a fait 11 morts et 36 blessés, selon un nouveau bilan -, le Conseil a voté, en « urgence », le 14 février, la résolution 1097 qui reprend le projet en cinq points de M. Sahnoun : cessation immédiate des hostilités ; retrait de toutes les forces extérieures, mercenaires compris ; réaffirmation du respect de la souveraineté nationale et de l'intégrité territoriale du Zaïre et des autres Etats de la région des

Grands Lacs ; protection et sécurité de tous les réfugiés et personnes déplacées et facilité d'accès à l'action humanitaire ; solution rapide et pacifique de la crise par le dialogue, le processus électoral et la convocation d'une conférence internationale sur la paix, la sécurité et le développement dans la région des Grands Lacs.

M. SAHNOUN « OPTIMISTE »

Dans une lettre adressée au Conseil de sécurité, le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, a rappelé que de nombreuses initiatives sont prises actuellement pour tenter de rétablir la paix dans l'est du Zaïre. Les ministres des affaires étrangères du Kenya, d'Afrique du Sud, de Tanzanie, du Cameroun, du Congo et du Zimbabwe, ainsi que le secrétaire général de l'OUA, se trouvent à Kinshasa. M. Sahnoun, qui était lui aussi à Kinsha-

sa, s'est dit « optimiste » en indiquant que les dirigeants zairois avaient manifesté « une volonté politique » pour « aider à trouver une solution pacifique au conflit. » On doit tout entreprendre pour faire cesser les hostilités et le retrait de toutes les forces étrangères, y compris les mercenaires », a affirmé M. Sahnoun. Parlant des rebelles, il a dit qu'il n'exclurait aucun contact.

« Il est évident que le Zaïre est désespéré », a déclaré un ambassadeur membre du Conseil de sécurité, considérant l'échec de la « contre-offensive foudroyante » annoncée depuis des semaines par le gouvernement de Kinshasa. Selon lui, les dirigeants zairois, en dépit de leurs déclarations publiques soulignant leur refus de toute discussion avec les rebelles, auraient demandé comme « seule condition » à des négociations

l'adoption d'un plan de paix tel que celui adopté par le Conseil de sécurité. « A Kinshasa, toute idée de solution militaire aurait été abandonnée », estime ce diplomate, qui remarque que le texte du Conseil ne fait pas mention du fait qu'une grande partie du territoire zairois est occupée par les forces rebelles.

Par ailleurs, les Etats-Unis ont condamné, mardi, les bombardements aériens effectués par l'armée zairoise. « De telles actions ne peuvent que prolonger le conflit et entraîner de nouvelles violences », a déclaré un porte-parole du département d'Etat. « Nous appuions toutes les parties à éviter la violence et à ouvrir immédiatement un dialogue direct pour trouver une solution pacifique au conflit », a-t-il ajouté.

Afsané Bassir Pour

Alger offre des primes pour la capture des chefs islamistes

ALGER. Les groupes « terroristes » ne sont plus qu'« une machine à tuer, sans idéal politique, religieux ou populaire », a estimé, mardi 18 février, le ministre des affaires étrangères, Ahmed Attaf. Interrogé en duplex d'Alger, sur France 2, au lendemain du massacre de trente-trois villageois près de Blida, le chef de la diplomatie algérienne a ajouté que « le terrorisme » a été « défilé » dans la mesure où il a échoué dans sa tentative pour obtenir « l'effondrement des institutions de l'Etat ». Cette déclaration intervient alors que, selon la presse, les autorités ont offert des primes de 100 000 à 450 000 francs environ pour toute information conduisant à « l'arrestation ou à l'élimination [des] chefs terroristes ». Le quotidien *Liberté* précise que ces mesures, dont l'idée remonte à 1994, seront rendues publiques « prochainement ».

Par ailleurs, le Conseil national de transition (CNT), une assemblée désignée à l'adoption mardi « à une large majorité » la nouvelle loi réglementant la création des partis politiques. A moins de trois mois des élections législatives, le nouveau texte durcit les conditions d'une telle création et interdit toute référence à la religion, à la langue ou au régionalisme. - (AFP)

L'état de santé de Deng Xiaoping s'est encore dégradé

PÉKIN. Deng Xiaoping est « au plus mal », a affirmé, mercredi 19 février, le quotidien japonais *Nihon Keizai Shimbun*, citant des sources diplomatiques à Pékin. « Il était dans un état critique le 18 février », ajoute le journal, s'appuyant sur des informations émanant de l'armée. Le dirigeant chinois avait été victime vendredi 14 février d'une hémorragie cérébrale.

Les proches de M. Deng ont indiqué, de leur côté, que son état de santé s'était encore détérioré, samedi, avant de se stabiliser par la suite. D'autres sources proches du comité central ont, par ailleurs, affirmé que le patriarche chinois, âgé de 92 ans, était toujours gardé dans une unité de soins intensifs, après avoir connu une « alerte sérieuse ». Pour sa part, un porte-parole du ministère des affaires étrangères chinois a déclaré, mardi, qu'il « n'y avait pas de grand changement dans la santé du camarade Deng Xiaoping ». - (AFP)

Les émeutes en Indonésie auraient fait trois cents victimes

DIJAKARTA. Un général indonésien a admis, mardi 18 février, que les émeutes au Kalimantan occidental, province indonésienne située sur l'île de Bornéo, auraient fait « environ trois cents morts ». Il entendait ainsi démentir les estimations d'un quotidien de Djakarta qui avait, le matin même, évoqué une fourchette de mille à deux mille victimes. Un porte-parole militaire a, toutefois, démenti les propos de l'officier, réaffirmant que « quelques personnes seulement sont mortes ». A partir de décembre, des affrontements au Kalimantan ont opposé des Dayaks, en majorité chrétiens, à des migrants musulmans venus de Madura, une île surpeuplée. - (Corresp.)

EUROPE

■ ITALIE : un collectif budgétaire est « probable » au printemps pour permettre à l'Italie de respecter les critères de Maastricht, a indiqué, mardi 18 février, le président du conseil italien Romano Prodi dans l'avion qui le ramenait à Rome après une visite d'une journée à Munich et à Francfort pour convaincre les Allemands de la capacité de l'Italie à faire partie de l'Union monétaire. « Nous surveillerons les comptes », a-t-il dit. Un tel collectif est jugé inévitable, notamment par l'organisation patronale Confindustria, pour contenir le déficit public dans la limite de 3 % du PIB. - (AFP)

■ ESPAGNE : le premier ministre José María Aznar a assuré, mardi 18 février à La Haye, où il rencontrait son homologue néerlandais, Wim Kok, président en exercice du Conseil européen, que son pays participerait en 1999 à la mise en place de l'Union économique et monétaire. « Il ne fait aucun doute que l'Espagne en fera partie et qu'elle y restera », a-t-il déclaré. Interrogé sur les difficultés du gouvernement allemand, M. Aznar a reconnu que l'UEM ne serait pas crédible sans l'Allemagne. « Si l'Allemagne n'en était pas, ce serait comme si l'on refusait au pape d'entrer au paradis », a-t-il plaisanté. - (AFP)

■ BOSNIE : la conférence internationale des donateurs sera retardée d'au moins un mois, faute d'un plan de réformes économiques cohérent de la part du gouvernement multi-ethnique, a annoncé, mardi 18 février, la Banque mondiale. Les Serbes de Bosnie rejettent la plupart des attributs d'un Etat central, notamment une monnaie et une banque centrale uniques. La conférence devait se tenir le 5 mars à Sarajevo, et avait pour but de lever 1,4 milliard de dollars pour la reconstruction du pays au titre de l'année 1997. - (AFP)

■ RUSSIE : aucun condamné à mort n'a été exécuté depuis le mois d'août 1996 en Russie, a affirmé, lundi 17 février, le président de la commission des grâces présidentielles, Anatoli Pristavkina. Durant les six premiers mois de 1996, cinquante-trois personnes avaient été exécutées. En 1995, le nombre des exécutions se montait à quatre-vingt-six. - (AFP)

PROCHE-ORIENT

■ ISRAËL : le premier ministre Benjamin Nétanyahou a été interrogé pendant quatre heures, mardi 18 février, par la police qui enquête sur les conditions de la nomination éphémère, en janvier, d'un avocat inconnu au poste prestigieux de conseiller juridique du gouvernement. La télévision israélienne assure que cette nomination a fait l'objet d'un marchandage avec le chef d'un parti religieux allié de M. Nétanyahou et poursuivi pour corruption. - (AFP)

■ LIBAN : le ministre des affaires étrangères a confirmé, mardi 18 février, l'arrestation de ressortissants japonais, membres présumés de l'Armée rouge japonaise. Groupuscule pratiquant le terrorisme créé au début des années 70, l'Armée rouge japonaise a été particulièrement active aux côtés du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP). Selon certaines sources la figure emblématique du groupe, Kozo Okamoto, figure parmi les personnes arrêtées. - (AFP)

Vente illégale d'ordinateurs américains de grande puissance à Moscou

WASHINGTON. Les Etats-Unis ont ouvert une enquête sur la vente - non autorisée - à la Russie de quatre ordinateurs de grande puissance destinés à des simulations d'essais nucléaires en laboratoire. Le contrat porte sur 650 000 dollars (quelque 4 millions de francs). Le vendeur, la société californienne Silicon Graphics selon le *Wall Street Journal*, a affirmé qu'il ignorait que son client, désigné dans le contrat comme étant l'Institut fédéral russe de recherche scientifique pour la physique, était en réalité un laboratoire, Tcheliabinsk-70, qui conçoit la plupart des armes nucléaires. Il y a un an, Washington avait interdit, sans accord préalable, l'exportation d'ordinateurs dont la puissance de calcul dépasse les 2 milliards d'opérations par seconde. - (AFP)

Immigration
Juppé renonce au s
gouvernement est ouvert
la discussion
Vous avez bien entendu

صكنا من الامم

FRANCE

LE MONDE / JEUDI 20 FÉVRIER 1997

IMMIGRATION La protestation contre le projet de loi de Jean-Louis Debré tendant à instituer, notamment, une déclaration de départ pour les personnes recevant un

étranger chez elles, a amené Alain Juppé à renoncer à cette disposition. Le premier ministre souhaite que l'Assemblée nationale adopte, en deuxième lecture, la solution imagi-

née par Pierre Mazeaud (RPR). ● PRÉSIDENT de la commission des lois, M. Mazeaud propose que le contrôle des sorties se fasse par la remise du certificat d'hébergement par

le visiteur étranger à la police des frontières au moment où il quitte le territoire. En outre, ces certificats ne seraient plus délivrés par les maires, mais par les préfets. ● LES SIGNA-

TAIRES des appels à manifester maintiennent néanmoins leurs mots d'ordre en dénonçant l'ensemble du projet Debré et les aspects répressifs de la législation en vigueur.

M. Juppé renonce au système de contrôle des étrangers voulu par M. Debré

Devant l'ampleur des protestations contre la déclaration de départ imposée aux personnes accueillant un étranger chez elles, le premier ministre tente de faire accepter par sa majorité l'abandon du dispositif prévu et l'adoption d'une solution proposée par Pierre Mazeaud

LES «TÉNORS» de la majorité à l'Assemblée nationale n'ont pas tardé à répondre à l'invitation d'Alain Juppé. Lundi 17 février, le premier ministre, soucieux de désamorcer la contestation sur le projet de loi Debré, avait annoncé publiquement qu'il s'en remettait au Parlement. Pierre Mazeaud, président RPR de la commission des lois de l'Assemblée nationale et rapporteur du texte, a donc rendu public un projet d'amendement mercredi 19 février.

Ce dispositif qui, selon Michel Péricard, président du groupe RPR de l'Assemblée, a reçu le soutien du bureau de son groupe, ainsi que du gouvernement, comporte deux volets. Le premier concerne l'autorité compétente en matière de contrôle de la procédure des certificats d'hébergement, telle qu'elle a été instituée en 1982. L'amendement confie ce pouvoir non plus au maire, mais au «représentant de l'Etat» dans le département de l'hébergeant, le préfet pouvant déléguer son pouvoir en la matière au sous-préfet. Cette décision préfectorale devrait être motivée, et comme toute autre susceptible d'appel devant la justice administrative.

S'appuyant sur les résultats de l'élection de Vitrolles — «Il est clair que M. Mégrét refuserait de délivrer le moindre certificat d'hébergement» —, M. Mazeaud explique que «le problème de l'immigration, qui relève de notre propre souveraineté, doit être traité par une politique nationale et non locale, qui serait déterminée par des maires, soumis à des pressions scandaleuses du fait de leur élection». Il affirme que le texte du gouvernement instaure «une rupture d'égalité devant la loi, qui ne manquerait pas d'être sanctionnée par le Conseil constitutionnel». Le deuxième volet de l'amendement concerne le contrôle à la sortie. Il se substitue à l'obligation faite à l'hébergeant, dans le projet initial, de déclarer le départ de l'hébergé à la mairie. Il prévoit que «l'étranger hébergé remette le certificat d'hébergement dont il a bénéficié aux services de police compétents lors de la sortie du territoire».

La commission des lois devra également se prononcer sur une solution alternative présentée par le groupe UDF. Cet amendement, cosigné par François Léotard, président de la confédération libérale, Gilles de Robien, président du

groupe de l'Assemblée, Jean-Pierre Philbert (UDF-PR, Loire) et Olivier Darrason (UDF-PR, Bouches-du-Rhône), maintient le maire comme autorité compétente en matière de certificat d'hébergement. Tout en supprimant, à l'instar de l'amendement Mazeaud, l'obligation faite à l'hébergeant de déclarer le départ de l'hébergé, il lui substitue un dispositif sensiblement différent. Celui-ci prévoit un contrôle à l'entrée et à la sortie. Un «formulaire en deux volets, appelé déclaration d'entrée et de sortie», serait remis à l'étranger, lors de la délivrance de son visa par le consulat du pays de départ. A charge pour l'étranger de remettre le premier volet aux fonctionnaires de la Direction centrale du contrôle de l'immigration et de la lutte contre l'emploi des clandestins, lors de son arrivée sur le territoire, et le deuxième volet, à

ces mêmes fonctionnaires, lors de sa sortie.

Les auteurs de l'amendement avaient initialement prévu que le formulaire comprendrait un troisième volet intermédiaire, susceptible de permettre un contrôle des déplacements de l'hébergé sur le territoire, au cas où il changerait d'adresse en cours de séjour, mais il y a finalement renoncé à la demande d'Alain Juppé. Le texte de l'amendement précise que ce dispositif serait appliqué «à titre expérimental» pendant une durée de trois ans, «afin de procéder à une évaluation au terme de laquelle les ajustements législatifs nécessaires seront apportés».

OE NOUVEAUX AMENDEMENTS

Ces deux propositions ont en commun de tenter de répondre au mouvement de protestation, qui s'était initialement cristallisé sur les obligations imposées à l'hébergeant dans le projet Debré. Il reste que le texte du gouvernement ne concerne pas que la seule réforme des certificats d'hébergement. En dépit des consignes de modération, lancées par le premier ministre, mardi matin, devant le bureau du groupe RPR ainsi que lors de la

réunion du groupe UDF, de nouveaux amendements devaient surgir à l'occasion de cette deuxième lecture à l'Assemblée nationale. Tout en affirmant que le Sénat «a fait du bon travail», M. Philbert souhaite revenir, sur certains points, à la version adoptée en première lecture par les députés.

L'ancien président de la commission d'enquête sur l'immigration clandestine souhaite ainsi proposer à nouveau un amendement visant à interdire un nouveau regroupement familial moins de deux ans après un divorce, si celui-ci était lui-même intervenu moins de deux ans après un premier regroupement.

Cet amendement, supprimé par le Sénat en première lecture, est quasiment identique à une disposition qui avait été censurée par le Conseil constitutionnel en 1993. A défaut de les supprimer, M. Philbert souhaite également restreindre les conditions de régularisation des étrangers présents en France depuis plus de quinze ans, en proposant que ce délai soit pris en compte uniquement à la date de publication de la loi.

Jean-Baptiste de Montvalon

«Le gouvernement est ouvert à la discussion»

RÉPONDANT à une question de Gilles de Robien, président du groupe UDF, sur le projet de loi Debré, le premier ministre Alain Juppé a rappelé à l'Assemblée nationale, mardi 18 février, que les certificats d'hébergement avaient été institués en 1982. Il a affirmé que «ce la demeure une bonne mesure». «Malheureusement, a-t-il ajouté, ce dispositif donne lieu de nombreuses fraudes (...). Il faut donc occulter les contrôles, c'est ce que votre Assemblée a fait récemment pour réprimer le travail clandestin. C'est ce que demandent aussi les maires de France, qui ont souhaité voir occulter leurs moyens d'effectuer des contrôles.»

«Si aujourd'hui — il semble que les dernières déclarations de l'Association des maires de France vont dans ce sens — les maires considèrent que la tâche est trop lourde, l'Etat pourrait, le cas échéant, décider d'en prendre le relais. A votre Assemblée d'en décider le semaine pro-

chaine», a-t-il déclaré. «Le gouvernement a proposé un dispositif de contrôle qui a fait l'objet de longs débats. Si l'Assemblée nationale trouve une meilleure formule, le gouvernement est ouvert à la discussion dès lors que l'objectif est maintenu : un contrôle efficace à l'entrée comme à la sortie», a-t-il souligné. M. Juppé a réaffirmé sa condamnation des appels à la désobéissance civile, estimant qu'il s'agissait d'un «acte grave contre l'intégrité et la démocratie».

«Comment irons-nous expliquer, dans les quartiers difficiles notamment, qu'il faut respecter la loi, alors que les personnalités connues, parfois choisies pour modèles, appellent à la transgression?», a-t-il déclaré. «Je n'évoquerai pas ici certains paradoxes historiques (...) qui sont à la fois une insulte aux victimes du passé et une insulte aux citoyens d'aujourd'hui», a-t-il poursuivi. Et de conclure : «Dans la confusion qui s'installe aujourd'hui, c'est aux institutions de la République et, notamment, au Parlement et au gouvernement, de se montrer exemplaires et d'inviter les Français à rester fidèles aux valeurs de la République.»

Les pétitionnaires dénoncent la législation dans son ensemble

LA VOLONTÉ du gouvernement de gommer les aspects les plus explosifs du projet de loi Debré n'a pas convaincu les signataires de l'appel à désobéir. Reunis, mardi 18 février, toute la soirée, à la Société des gens de lettres, à Paris, les représentants d'une vingtaine de professions ont décidé de poursuivre leur action et d'appeler à la manifestation prévue samedi 22 février.

Après quatre heures de discussion, les quelque quatre-vingt personnes présentes ont adopté le texte suivant : «L'article 1 du projet de loi Debré n'est que l'expression de textes législatifs qui sont, dans leur ensemble, inhumains et inacceptables. Nous, réseau des signataires, appelons l'ensemble des citoyens à intensifier la campagne de signatures et à participer massivement à la manifestation de samedi — gare de l'Est, 15 h 00 — pour le respect des libertés.»

Une conférence de presse était également prévue mercredi, au Théâtre Gérard-Philipe, de Saint-Denis, afin de rendre public les objectifs de la manifestation. Initialement organisée par l'appel des «121 noms difficiles à prononcer» — qui regroupe artistes, intellectuels, scientifiques et responsables

politiques d'origine étrangère —, ce défilé devrait réclamer le retrait total du projet Debré.

Les signataires vivent évidemment le recul organisé du gouvernement comme une première victoire. «Quand nous disons que cet article transformait tous les citoyens en auxiliaires de police, on se moquait de nous, sourit Dan Franck, coordonnateur de l'appel des écrivains. Et aujourd'hui, la nouvelle proposition prévoit que le contrôle du départ du visiteur sera effectué par la police de l'air et des frontières. Le gouvernement nous donne

raison. » Pas question, toutefois, de s'arrêter là. L'élargissement des revendications est réclamé par tout le monde. A l'ensemble du projet Debré, d'abord, «mais les problèmes vont bien au-delà», soulignent les cinéastes. Ils auraient, eux, un appel moins classique et veulent conserver l'«authenticité» d'un mouvement, qui doit «rester original, imaginaire».

Toute la journée, les listes des appels n'ont cessé de gonfler. Des quatre-vingt-onze habitants du village de Najac, dans l'Aveyron, aux personnels de l'éducation oa-

tionale du Maine-et-Loire, la mobilisation a aujourd'hui dépassé le seul cadre des professions artistiques et intellectuelles. Des retraités, des chômeurs, des pères et mères de famille cherchent un lieu pour signer. La Ligue des droits de l'homme s'est ainsi proposée pour accueillir les «citoyens» qui souhaitent se joindre à l'appel.

«NOUS, ÉTUDIANTS...»

Lycéens et étudiants ont également réagi. Dans les universités parisiennes de retour de vacances, l'initiative spontanée d'un comité «Nous, étudiants déclarons...» pour dire «non à la légitimation de notre société», a pris des proportions considérables. En l'espace de deux jours, plusieurs dizaines de milliers de signatures — trente mille selon le comité — ont été recueillies dans les couloirs de la Sorbonne, tandis qu'un appel à une première manifestation, jeudi en fin d'après-midi, à Paris, non loin de la Mutualité, où le Front national organise une soirée sur «La question sociale», est également diffusé dans les autres universités de la capitale et de province.

Nathaniel Herzberg

«Vous avez bien entendu ? Si quelqu'un est en désaccord, c'est maintenant qu'il faut le dire !»

LA JOURNÉE avait été longue, comme souvent les mardis à l'Assemblée nationale. Tard dans la soirée, mardi 18 février, un vaste babil des psychodrames parlementaires cherchait encore à se rassurer : «Ça devrait permettre de dégonfler la manifestation, non ?» «Ça a été concocté pendant le week-end précédent. Ça est destiné à endiguer le flot des protestations et des appels à la désobéissance civile contre le projet de loi Debré.

La veille, le premier ministre avait ouvert la voie à une initiative parlementaire qui permette de recréer un texte pourtant jugé «équitable». Le Parlement est «tout à fait maître du jeu», avait affirmé Alain Juppé au micro de RTL. Au même moment, le président de la commission des lois de l'Assem-

blée nationale, Pierre Mazeaud, confiait être en mesure de corriger les dispositions relatives aux certificats d'hébergement. Soucieux d'en garder la paternité jusqu'au bout, il conservait par-devers lui le contenu de ce dispositif, jusqu'à la prochaine réunion, jeudi, de la commission des lois.

M. Mazeaud est à ce point jaloux de sa trouvaille du dimanche qu'il refuse encore, mardi matin, de la dévoiler devant ses compagnons du bureau du groupe RPR. En présence de M. Juppé, les responsables du mouvement s'attachent surtout, lors de cette réunion, à verrouiller la discussion en deuxième lecture du texte de Jean-Louis Debré.

Le président de l'Assemblée nationale, Philippe Séguin, s'empare par avance contre ceux qui seraient tentés de durcir les autres articles du projet, comme cela avait été le cas en première lecture, et demande que, le cas échéant, des sanctions soient prises contre les auteurs de trouble. Le président du groupe, Michel Péricard, organise un tour de table : «Vous avez bien entendu ? Si quelqu'un est

en désaccord, c'est maintenant qu'il faut le dire !» Il est convenu que le bureau du groupe interdira tout dépôt d'amendement en séance.

Conforté par cette reprise en mains, le premier ministre peut alors roder une nouvelle fois, devant le groupe UDF, le discours qu'il s'apprête à tenir, dans l'après-midi, à l'ensemble des députés. M. Juppé est d'autant mieux accueilli que plusieurs députés de la confédération, Jean-Pierre Philbert (Loire) et Olivier Darrason (Bouches-du-Rhône), ont eux aussi mis à profit leur week-end pour imaginer, avec l'aval de François Léotard, un amendement de compromis sur les certificats d'hébergement.

A 15 heures, l'ordre de passage des groupes favorise justement l'UDF. «Nous suggérons d'instaurer un dispositif qui permettrait de contrôler l'entrée et la sortie du territoire national par une déclaration officielle du visiteur et de lui seul», propose le président du groupe, Gilles de Robien. Après avoir rappelé les principes qui fondent la politique de l'immigration, le premier ministre suggère de déchar-

ger les maires de leurs responsabilités en matière de certificats d'hébergement. «Je sais que le président de votre commission des lois et d'autres parlementaires ont réfléchi : je connais leur rigueur et leur sagesse et je leur fais confiance», affirme M. Juppé.

«FRACTURE MORALE»

Dans l'hémicycle, le président du groupe socialiste, Laurent Fabius, relance la question. Il accuse la majorité d'avoir déjà reculé devant «la menace d'une fracture éducative» et celle d'une «fracture sociale». «Aujourd'hui, votre projet fait peser la menace d'une fracture de nature morale (...). Sachez écouter, dans le silence !», lance l'ancien premier ministre. Le ministre de l'Intérieur lui répond perfidement : «Que vous semblez enfin vous intéresser à ce texte me rassure.»

Rassuré ? Peut-être. Comblé ? Sûrement pas. Jean-Louis Debré reste sous le coup de la colère qui l'a saisi, le 14 février, en entendant, à la télévision, l'un des conseillers du premier ministre, Guy Sorman, confier qu'il y a «un article de

trop» dans son projet de loi. Le voilà contraint, maintenant, de se rendre à l'hôtel Matignon, en compagnie de M. Mazeaud, son ancien répétiteur de droit, pour se résoudre à un ultime arbitrage. L'article premier de son projet sera bel et bien révisé à la baisse... si du moins rien ne vient griffer la discipline majoritaire dans les prochains jours.

Dans les couloirs, seuls deux représentants de la garde rapprochée du premier ministre, Pierre Bédier (RPR, Yvelines) et Jean-François Copé (RPR, Seine-et-Marne), entreprennent de faire passer le message : les modalités pratiques peuvent changer, mais l'efficacité de la lutte contre l'immigration irrégulière reste la même. La perspective de compromis est généralement bien accueillie dans les rangs de la majorité. «Ce n'est pas l'opposition qui a fait bouger les choses, mais la réaction de la société civile», se félicite Patrick Devedjian (RPR, Hauts-de-Seine). Interrogé sur son silence lors de l'examen en première lecture du projet, M. de Robien explique : «Avec quelques amis, nous

étions volontairement absents. En politique, il faut sentir le moment où on peut faire passer le message. Si j'avais dit la même chose il y a trois ou quatre mois, vous savez bien quelles auraient été les réactions au sein de mon propre groupe.»

Certains députés ne désarment pas. A l'UDF, plusieurs souhaitent durcir à nouveau d'autres articles du projet de loi. «Juppé nous a dit qu'il ne souhaitait pas trop d'amendements en dehors de celui de la commission des lois sur l'article 1. Je le regrette», déplore Ladislav Poniatowski, porte-parole du Parti républicain. «Je n'ai pas le sentiment que tous les parlementaires acceptent de répondre à des diktats ou à des ordres», confirme Suzanne Sauvalle (RPR, Alpes-Maritimes). L'ancien rapporteur de la commission d'enquête parlementaire sur l'immigration clandestine, représentante du camp des ultras, a été pourtant durement chapitrée par le président de son groupe. Les dirigeants de la majorité ont encore une semaine pour tenir bon.

Service France

L'élection municipale de Vitrolles conforte M. Mégret comme numéro deux du FN

Le délégué général paraît de plus en plus incontournable avant le congrès du Front national

Même si Jean-Marie Le Pen refuse de lui reconnaître le titre de dauphin, Bruno Mégret est conforté par l'élection de Vitrolles, à un mois du

congrès du Front national, dans son rôle de numéro deux. La mort d'ordre pour la campagne électorale de 1998 a d'ores et déjà été fixée :

« Sortons les sortants. » Ce slogan avait été utilisé par les poujadistes lors des élections législatives de janvier 1956.

DIFFICILE, eo voyant aujourd'hui Bruno Mégret triomphant derrière sa femme, Catherine, nouveau maire de Vitrolles, de ce pas se souvenant du 1^{er} septembre 1995. A la fin de l'université d'été du Front national, Jean-Marie Le Pen avait expliqué aux journalistes qu'il n'avait aucunement envie de se presser pour désigner le successeur de Carl Lang, secrétaire général démissionnaire. Nul n'ignorait, au sein du FN, que l'intention du chef était de trouver une solution lui permettant de tempérer les ambitions de son délégué général. Or, M. Mégret se voyait alors très bien en dauphin.

Les candidats à la succession de M. Laog se bousculaient. Et il n'était pas de bon ton de se montrer auprès de M. Mégret, qui venait de voir la mairie de Vitrolles lui échapper de peu. Les critiques pleuvaient : on le trouvait trop technocrate, trop froid, trop « paleo », trop proche de la droite d'où il est issu.

Dix-huit mois plus tard, le 9 février dernier, la ville tant convoitée est enfin tombée entre les mains de M. Mégret, par épouse interposée, lors d'une élection partielle marquée par une faible abstention et se terminant par un duel. Depuis, M. Mégret se repaît d'un horizon qu'il voit plus serein. Même si ses adversaires s'évertuent à présenter la conquête de Vitrolles comme la victoire d'une équipe, ils citent aujourd'hui en exemple un travail de terrain de longue haleine et une campagne électorale agressive. Au final, cette campagne a amené une partie de l'électorat de droite à ignorer les consignes des états-majors du RPR et de l'UDF et à apporter ses voix à la liste d'extrême droite.

Entre les deux tours, M. Mégret a aussi reçu le soutien symbolique de représentants de la droite de la droite, comme Alain Griotteray, député UDF du Val-de-Marne, Pierre Clostermann, élu huit fois à l'Assemblée nationale sous les couleurs du RPR ou de l'UDF, ou de Michel Junot s'exprimant au nom de la toute nouvelle union réalisée entre le Centre national des indépendants et paysans et le Mouvement pour la France de Philippe de Villiers.

M. Le Pen a beau lui refuser, comme le 9 février encore sur Europe 1, le titre de dauphin, M. Mégret s'est montré, ces derniers mois, incontournable au sein du parti, se posant de fait en numéro deux. Vitrolles ne représente que la cerise sur le gâteau que le délégué général s'est patiemment confectionné depuis ce fameux été 1995. Elle lui offre l'aura d'homme

de terrain qui lui manquait à côté de celle d'idéologue qu'il n'a cessé d'exploiter. A peine conforté à son poste de délégué général, M. Mégret s'est appliqué à marquer de son empreinte le parti. Responsable des études, de l'argumentaire, des actions catégorielles et de proximité, ainsi que de la formation, il s'est donné pour tâche de préparer son parti à l'alternance en faisant apparaître le FN dans des secteurs où on ne l'attendait pas, comme dans le champ économique et social.

À L'INITIATIVE

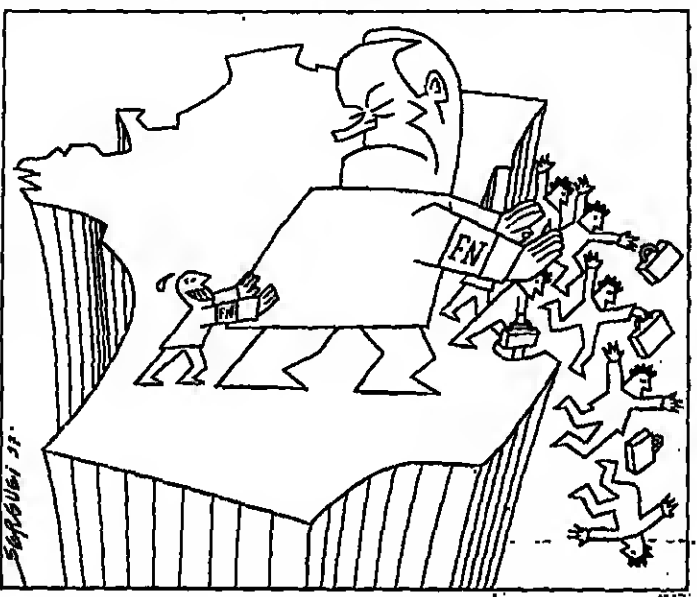
M. Mégret apparaît aussi comme celui qui, en 1996, a permis de sortir son parti de l'impasse dans laquelle il se trouvait à la suite des grèves de décembre 1995. D'un côté, des militants du FN défilaient avec les manifestants ; de l'autre, M. Le Pen condamnait les

grèves. En offrant une nouvelle lecture du mouvement social, M. Mégret a débouqué la situation. Il a vu dans ces grèves la traduction d'un malaise, produit par l'application du traité de Maastricht, « détourné » par les syndicats « traditionnels ». De là s'est imposée l'idée à M. Mégret que le Front national devait investir le champ du social et ne plus avoir peur d'aborder l'économie, comme de discord entre les ultralibéraux et les partisans d'un minimum de service public. C'est de la délégation générale qu'est partie l'initiative visant à créer des syndicats catégoriels, tout comme a été fomentée l'offensive dans le secteur des HLM.

En face, l'opposition, très divisée, s'est davantage manifestée comme une force de résistance à M. Mégret qu'en temps que force de proposition. Poussé au poste de secrétaire général, Bruno Gollnisch a montré qu'il était plus un homme de « coups » qu'un dirigeant mû par un réel projet. Il jouit d'une réputation d'intellectuel, d'électron libre s'appliquant à ne jamais donner tort aux uns ou aux autres. Il s'est surtout efforcé, ces derniers mois, de restructurer le parti afin qu'il soit prêt pour la campagne électorale, celle-ci devant, pour le FN, démarrer tout de suite après son congrès, fixé fin mars.

En situation de force pour faire élire ses proches, M. Mégret envisage cette échéance avec sérénité. Peu d'occasions seront données aux congressistes de s'affroter. Comme il est de tradition au FN, tout ce qui peut faire l'objet d'un conflit est traité à l'avance, ou tranché par M. Le Pen.

Christiane Chombeau



De l'usage de l'homme de paille en entreprise

BRUNO MÉGRET, indigible, se fait remplacer par sa femme, qui se présente à la mairie de Vitrolles. Nul doute que c'est en fait M. Mégret qui assurera de facto la fonction de maire.

Dans la vie des affaires, il n'est pas rare que des personnes qui ne veulent pas apparaître au grand jour utilisent des prête-noms lorsqu'elles constituent une société. Ce procédé n'est pas a priori illicite. « Le droit ne s'oppose pas au mensonge et de la simulation ; sauf cas de fraude, la présence de prête-noms n'est pas une cause de nullité de la société », écrit Alain Viandier et Maurice Cozian, dans *Droit des sociétés* (Edition Litec). Pour être associé « masqué », d'une société de manière légale, il suffit, explique M. Jean-Michel Darrois, d'investir via une société en participation dont seul le gérant est connu des tiers.

Placer des hommes de paille peut se révéler dangereux. MM. Viandier et Cozian citent ainsi

l'exemple d'une congrégation religieuse qui n'a jamais pu récupérer ses actions à la suite d'un arrêt de 1992. « Ayant sans doute repris le chemin de la vie civile, racontent-ils, des religieuses avaient vendu les actions, figurant à leur nom, de la société anonyme qui gère la clinique de la congrégation ; cette dernière entendait récupérer le prix, les religieuses n'étant, selon elle, que des prête-noms. Faute de preuve, ses prétentions furent repoussées. »

« POTICHE »

Dans les sociétés anonymes à risque limité (SARL), il est fréquent que le gérant, qui ne peut bénéficier des Assedic, soit une « potiche ». Ainsi tel intermittent du spectacle, associé majoritaire de sa société de production, a nommé son neveu gérant pour toucher les allocations-chômage. « S'il est découvert, le gérant de fait se verra appliquer le régime dévotio-

nable du gérant majoritaire », explique le professeur de droit Laurent Leveneur. Mais il s'expose aux mêmes sanctions pénales, civiles ou fiscales, que le dirigeant de droit, à supposer que le tribunal démontre préalablement le gestion de fait. Le dirigeant de fait et son homme de paille peuvent tous deux être condamnés, mais tant qu'il n'y a pas de mise en cause de la responsabilité du dirigeant il n'y a pas de problème.

Mais celui qui dirige de droit ou de fait une entreprise alors que cela lui est interdit, parce qu'il est, par exemple, en faillite personnelle, s'expose à deux ans de prison et 2,5 millions de francs d'amende. C'est le cas d'entrepreneurs frappés d'interdiction de gérer après des faillites frauduleuses et qui recréent des sociétés en y plaçant des « potiches » à leur tête.

Arnaud Leparmentier

Polémiques à l'Assemblée nationale sur la sécurité alimentaire

LE DÉBAT sur le projet de loi du ministre de l'Agriculture sur la sécurité alimentaire, qui devait se poursuivre mercredi 19 février à l'Assemblée nationale, a largement débordé, mardi, de son objet. La maladie de la « vache folle » (l'encéphalopathie spongiforme bovine, ESB), l'apparition de maïs ou d'autres organismes génétiquement modifiés (OGM), ou l'utilisation d'hormones dans la filière animale étaient dans toutes les têtes. Nombre d'orateurs, notamment de l'opposition socialiste et communiste, ont regretté que le projet de Philippe Vasseur, ministre de l'Agriculture, laisse de côté cet aspect préoccupant de la qualité sanitaire des aliments. Seul un bref amendement du rapporteur vise à introduire dans la loi la responsabilité pour le ministre de l'Agriculture de « déterminer les règles de mise sur le marché de nouveaux aliments et ingrédients alimentaires ».

Soucieux de désamorcer la polémique et les rivalités naissantes entre plusieurs ministères sur la création d'un organisme chargé de la sécurité des produits biologiques et médicaux (Le Monde du 19 février), le gouvernement s'est empressé d'annoncer, mardi, la création d'une telle structure si-

multanément au Sénat, par la bouche d'Hervé Gaymard, secrétaire d'Etat à la Santé, et à l'Assemblée nationale, par celle de M. Vasseur. Cet « organisme de veille sanitaire » sera placé sous l'autorité des ministres compétents et fédérera les commissions d'experts existantes (...). Son champ d'expertise couvrira l'évaluation des risques et des avantages liés à l'usage des différents produits de l'alimentation au regard de la santé humaine.

« L'agence de veille est à notre avis insuffisante », a répliqué Jean-Yves Le Déaut (PS, Meurthe-et-Moselle), eo annonçant le dépôt

d'un amendement visant à créer « une agence indépendante de sécurité alimentaire ». Cette proposition dépasse largement les dispositions d'un texte « technique » qui vise surtout à unifier les procédures de contrôle, en faisant dépendre les produits d'origine végétale du code rural, comme les denrées d'origine animale (Le Monde du 19 février).

« CONTRADICTION »

Regrettant que le texte soit « muet sur la question des OGM », Ségolène Royal (PS, Deux-Sèvres) a demandé au ministre de l'Agric-

culture d'expliquer la contradiction entre deux récentes décisions du gouvernement. Ce dernier a en effet interdit la culture de maïs transgénique sur le territoire français, tout en autorisant sa commercialisation. M. Vasseur a répliqué que « tous les comités scientifiques consultés nous ont dit qu'il n'y avait aucun danger pour la consommation du maïs transgénique. Quant à sa culture, nous avons décidé de procéder à des expérimentations d'ensemencement ». M. Royal a jugé que ce texte pouvait se révéler « dangereux » parce qu'il « concentrait tous les pouvoirs entre les mains du ministre de l'Agriculture » et « ne garantissait pas l'indépendance des contrôleurs ».

René Beaumont (UDF, Saône-et-Loire), rapporteur du projet et lui-même vétérinaire, s'est indigné que l'on puisse « mettre en doute l'indépendance des contrôleurs, vétérinaires ou ingénieurs ». M. Vasseur a réfuté ces critiques, affirmant qu'il n'a aucune leçon d'indépendance à recevoir puisqu'il a fait lui-même fermer des établissements d'élevage qui avaient refusé de se conformer aux normes.

Fablen Roland-Lévy

M. Gaymard annonce la réforme de la sécurité sanitaire

En réponse à une question orale du sénateur Claude Hurlet (Union centriste, Meurthe-et-Moselle), mardi 18 février, Hervé Gaymard, secrétaire d'Etat à la Santé, a annoncé une réforme des structures chargées de la sécurité sanitaire. Outre un renforcement des moyens du Réseau national de santé publique (Le Monde du 19 février), M. Gaymard, qui s'était exprimé à plusieurs reprises pour une agence unique, a annoncé la création de deux institutions distinctes : la première, chargée de la sécurité des produits thérapeutiques, biologiques et médicaux, reprendra « les missions (...) exercées par l'Agence du médicament, l'Agence française du sang, l'établissement français des greffes, et par l'administration centrale » ; la seconde, chargée de la sécurité des produits alimentaires, sera placée sous la tutelle conjointe des différents ministères concernés. Une « structure interministérielle de coordination » sera chargée de « piloter les situations de crises sanitaires importantes ».

Caisses et médecins font d'ultimes concessions pour conclure un accord

Dernière réunion prévue jeudi

LE COMPTE À REBOURS a commencé dans les négociations sur la convention médicale. Les trois caisses nationales d'assurance-maladie (salariales, agriculteurs, indépendants) et les syndicats de praticiens libéraux (CSMF, FMF, MG-France, SML, UCCSF-chirurgiens), qui ont repris leurs discussions mardi 18 février dans la soirée, ont jusqu'au jeudi 20 février pour signer un nouveau texte régissant leurs relations et sortir ainsi les médecins de ville de l'incertitude dans laquelle ils évoluent depuis plusieurs mois.

Au terme d'une réunion de cinq heures, dans la soirée de mardi, qui devait être suivie d'une ultime séance, jeudi, caisses et médecins ont rapproché leurs points de vue sur les deux sujets les plus épineux des négociations : la répartition de l'enveloppe financière accordée aux différentes catégories de praticiens en 1997 et les pénalités qui leur seront imposées s'ils dépassent l'objectif de dépenses voté fin novembre par le Parlement.

Le président (CFDT) de la Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés (CNAMTS), Jean-Marie Spaeth, avait tracé le cadre financier, le 13 février, en proposant une enveloppe (honoraires et prescriptions) de 171,2 milliards de francs pour le seul régime général des salariés, soit une progression des dépenses de 1,13 % par rapport à l'an dernier (+2,1 % en 1996 par rapport à 1995) ; +1,5 % pour les 66 000 omnipraticiens et +0,38 % seulement pour les 55 000 spécialistes, moins vertueux l'an dernier que les généralistes. En réponse aux revendications de certains syndicats, la CNAMTS a accepté de porter la hausse accordée aux spécialistes à 0,9 % en prélevant sur l'enveloppe qui doit être consacrée à d'autres dépenses médicales, et notamment les prescriptions faites à l'hôpital, mais exécutées en ville.

De plus, le vice-président (CNPF) de la Caisse nationale a noté que les points de vue s'étaient « considérablement rapprochés » sur le mécanisme de reversement. « Je ne vois pas de problème majeur qui empêcherait, sur ce point particulier,

d'aboutir à un accord », a précisé Georges Jollès. Cette fois, c'est la Confédération des syndicats médicaux français (CSMF) qui a fait une concession, les caisses ayant proposé depuis plusieurs semaines que les sanctions soient modulées suivant les régions et, dans la mesure du possible, individualisées. Le gouvernement a même suggéré qu'elles soient calculées sur deux ans (au lieu d'un an), permettant ainsi aux médecins de se rattraper la seconde année s'ils ont eu une activité trop soutenue la première.

INTÉRÊT POLITIQUE

Cet assouplissement a un intérêt politique évident, puisque si reversement il y a, il n'interviendra que début 1999, après les élections législatives. Le gouvernement a néanmoins posé des garde-fous. Après la rupture des discussions intervenue le 4 décembre, un nouvel échec entraînerait l'application d'un règlement minimal conventionnel élaboré par l'Etat. Le conseil d'administration de la CNAMTS l'a approuvé, mardi, par 27 voix (la CGT et FO votant contre), juste avant la reprise des négociations, les administrateurs rejetant, par ailleurs, le dispositif de retraite anticipée des médecins à cinquante-six ans proposé par le gouvernement (Le Monde du 13 février).

Cette convention a minima serait moins avantageuse pour les médecins qu'un accord négocié : elle prévoit, notamment, de ramener de 66 % à 40 % la prise en charge par les caisses des cotisations (maladie, retraite, famille) des praticiens du secteur 1 (tarifs conventionnés), d'imposer une contribution aux médecins à honoraires libres et de mettre en place, en cas de dépassement des objectifs, un reversement « strictement proportionnel aux honoraires et aux prescriptions de chaque médecin », ces pénaalités étant recouvrées chaque année. Les négociations ont avancé, mais le spectre de l'application d'un règlement minimal, et donc d'une reprise des hostilités médecins-gouvernement, n'est pas écarté.

Jean-Michel Bezat

Le CNPF organise 350 réunions en faveur de l'emploi des jeunes

JEAN GANDOIS, PRÉSIDENT DU CNPF, a annoncé, mardi 18 février, l'organisation de 350 réunions en faveur de l'emploi des jeunes, d'avril à septembre. L'objectif est de persuader les entreprises de porter de 330 000 à 400 000 le nombre des contrats d'apprentissage ou de alternance. Le CNPF veut aussi que les chefs d'entreprise contribuent à la réussite de l'« unité de première expérience professionnelle » (UPEP) qui amènera l'étudiant volontaire à découvrir la vie en entreprise. Cette unité s'inscrira dans le cursus universitaire. Le CNPF souhaite la signature de plusieurs dizaines de milliers d'UPEP dès la rentrée 1997.

Le ministre de l'économie envisage une loi sur le « pantouflage »

DEVANT LA MISSION D'INFORMATION sur la restructuration du système bancaire, Jean Arthuis, ministre de l'économie et des finances, a évoqué, mardi 18 février, le dépôt d'un projet de loi pour « renforcer le cadre déontologique » en matière de « pantouflage » des hauts fonctionnaires. Ce code les empêche d'exercer trop vite des fonctions dans des entreprises dont ils se sont occupés. « Je n'exclus pas d'avoir à recourir à un projet législatif », a déclaré M. Arthuis, qui y a moins d'un mois, démentait l'information selon laquelle un texte de loi était envisagé sur ce thème (Le Monde du 24 janvier).

DÉPÊCHES

■ RÉFÉRENDOUM : Charles Pasqua, ancien ministre de l'intérieur, a déclaré, mardi 18 février : « Si la France, à travers l'euro et le pacte de stabilité, devait se départir de toute souveraineté monétaire, donc budgétaire, donc fiscale, donc en fin de compte économique et sociale, alors il conviendrait de revenir devant le peuple français, seul habilité à s'en débarrasser par la voie du référendum. »

■ TRANSPORTS URBAINS : le mouvement de grève qui mobilise depuis une douzaine de jours les tramways de province se poursuit dans six villes : Cannes, Clermont-Ferrand, Le Mans, Nice, Sète et Toulouse. Les négociations au niveau national entre les syndicats et l'Union des transports publics (UTP), la fédération patronale, devaient reprendre le 20 février à Paris.

■ SONDAGE : les notes de popularité de Jacques Chirac et d'Alain Juppé enregistrent une légère hausse, selon la dernière enquête réalisée par BVA du 13 au 15 février auprès d'un échantillon national de 1 017 personnes et publié par Paris-Match (daté 20 février). 39 % des personnes interrogées ont une bonne opinion du président de la République (+2 points en un mois). Le premier ministre enregistré, lui, une hausse de 1 point.

صحنه من الامم

Caisses et médecins
nt d'ultimes concessions
ONT conclu un accord

(Publicité)

Ariston met *une locomotive* dans le réfrigérateur.

(Vous mettez de la gaieté dans la maison).

TESTA RTL



Aujourd'hui,
une nouvelle idée Ariston est née:
le réfrigérateur décoré.
Décliné dans une gamme de
10 motifs différents,
exposé à la Foire de Cologne
à partir du 18 Février, il est déjà
en vente dans toute l'Europe.
Audacieux et coloré,
il embellit la maison
et charme ses utilisateurs.
Invitez-le chez vous.

<http://www.merloni.com>

ARISTON
Enrichissez votre maison.

SOCIÉTÉ

LE MONDE / JEUDI 20 FÉVRIER 1997

JUSTICE La Cour de cassation se prononcera, le 4 mars, sur les suites à donner à l'affaire des écoutes téléphoniques de la cellule antiterroriste de l'Elysée. ● L'AVOCAT GÉNÉRAL,

Régis de Gouttes, a requis le rejet des pourvois formés par plusieurs des personnes mises en examen. Il a toutefois contesté la qualification d'« attentat à la Constitution », retenue en

septembre 1996 par la chambre d'accusation. ● LE REPRÉSENTANT du ministère public suggère de privilégier des poursuites contre les personnes soupçonnées d'avoir « conservé » les

écoutes, espérant pouvoir atteindre les commanditaires par le biais de la « complicité » ou de la « connexité » des délits. ● SI LA HAUTE JURIDICTION suit ces réquisitions, les ven-

tables responsables de l'affaire des écoutes pourraient en fait échapper à la justice. Dans ce cas, l'ancien gendarme Paul Barril pourrait se retrouver seul devant les tribunaux.

L'affaire des écoutes de l'Elysée menace d'être largement amputée

L'avocat général près la Cour de cassation conteste la qualification d'« attentat à la Constitution » retenue par la chambre d'accusation. Si ses réquisitions sont suivies, les commanditaires de l'ancienne cellule antiterroriste pourraient échapper à la justice

LE SORT de l'affaire des écoutes de l'Elysée se jouera le 4 mars, lorsque la chambre criminelle de la Cour de cassation rendra son arrêt sur le problème de la prescription. Si la haute juridiction suit les réquisitions de l'avocat général, Régis de Gouttes, l'affaire pourrait être considérablement amputée: seules les personnes ayant « conservé » les documents sur les écoutes téléphoniques pourraient être poursuivies, au détriment de celles qui les ont commanditées. L'ex-capitaine Paul Barril, qui est actuellement le seul à être mis en examen du chef de « recel de traitement automatisé illicite d'informations nominatives par des moyens frauduleux, déloyaux ou illicites », pourrait ainsi se retrouver en solitaire devant le tribunal.

De 1983 à 1986, plusieurs centaines de personnes ont été placées sur écoutes par la cellule antiterroriste de l'Elysée. La qualité des « écoutes » - il s'agissait essentiellement d'avocats, de journalistes, d'écrivains et d'hommes

politiques - a montré que ces « interceptions » ne pouvaient pas être justifiées par la lutte contre le grand banditisme, le terrorisme ou la sûreté de l'Etat.

Après la révélation des écoutes par le journal *Libération*, en 1993, une information judiciaire avait été ouverte chez le juge d'instruction Jean-Paul Valat pour attentat aux libertés et à la Constitution et atteinte à l'intimité de la vie privée. Le 12 janvier 1995, le juge avait reçu de façon anonyme cinq disquettes contenant les retranscriptions d'une grande partie des écoutes: les poursuites avaient alors été étendues au traitement et à la « conservation » illicite en mémoire informatisée de données nominatives faisant apparaître des « opinions ».

Les faits remontant aux années 1983-1986, tout le débat porte, depuis le début de l'affaire, sur le problème de la prescription: lorsque les premières plaintes ont été déposées, en 1993, les écoutes pratiquées par la cellule pouvaient-elles encore faire l'objet de poursuites? Dans un arrêt rendu le 30 septembre 1996, la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris, présidée par Martine Anzani, avait répondu par l'affirmative. Selon les magistrats, les poursuites réalisées sur le fondement de l'« attentat à la Constitution » ne pouvaient plus continuer, le texte réprimant cette infraction ne figurant plus, depuis 1993, dans le code pénal, mais la cour estimait



en revanche que cette poursuite criminelle, dont le délai de prescription est de dix ans, avait interrompu la prescription de trois ans du délit d'atteinte à l'intimité de la vie privée. Par ailleurs, elle précisait que la conservation en mémoire informatisée de données nominatives n'était pas prescrite puisque la « conservation » s'était poursuivie jusqu'à la remise des disquettes, soit le 12 janvier 1995.

Quatre des mis en examen - Gilles Ménage, ancien directeur du cabinet de François Mitterrand, Louis Schweitzer, ancien directeur du cabinet de Laurent Fabius,

Pierre Gilleron, ancien commissaire de la DST, et Christian Proust, ancien chef de la cellule antiterroriste - s'étaient pourvus en cassation.

Mardi 18 février, devant la chambre criminelle de la Cour de cassation, présidée par Christian Le Guéhuc, M. Claire Waquet, conseil de M. Antoine Comte, placé sur écoutes alors qu'il défendait les trois Irlandais arrêtés à Vincennes en 1983, a défendu avec vigueur l'arrêt de la chambre d'accusation.

Ce n'est l'avis, ni du conseiller-rapporteur de la chambre crim-

nelle, ni de l'avocat général. Tous deux se sont opposés à l'analyse de la chambre d'accusation mais sans demander la cassation de l'arrêt. Ils ont proposé de le réécrire par une procédure que le jargon judiciaire appelle une « substitution de motifs ». Chacun avait cependant les siens. En raison du caractère « clandestin » de l'infraction, Henri Blondet, le rapporteur, a souhaité que la haute juridiction applique à l'ensemble des délits poursuivis la règle appliquée aux abus de biens sociaux, qui fait débiter la prescription, non lorsque les faits ont été commis mais lorsqu'ils ont été découverts. Selon M. Blondet, le caractère clandestin de l'infraction est renforcé, dans cette affaire, par les moyens dont dispose « l'entourage présidentiel » pour garder une information secrète: il s'est donc prononcé pour le rejet des pourvois.

UNE AUTRE SOLUTION

Pour arriver au même résultat, l'avocat général, Régis de Gouttes, proposait une autre solution. A ses yeux, la chambre d'accusation de Paris s'est appuyée sur des motifs « partiellement erronés », se livrant à « un débat inutile ». Malgré l'existence, avant l'entrée en vigueur du nouveau code pénal, de l'infraction criminelle d'« attentat aux libertés et à la Constitution », le magistrat a estimé en effet que le délit d'atteinte à la vie privée était prescrit trois ans après la commission des faits, soit en 1989, c'est-à-

dire avant le dépôt des plaintes. Pour contourner cet obstacle, l'avocat général invoquait l'article du code pénal qui punit d'un an d'emprisonnement et de 300 000 francs d'amende « le fait de conserver, porter ou laisser porter à la connaissance du public (...) ou d'utiliser tout enregistrement » de paroles prononcées à titre privé. Ce délit étant un « délit continu », il ne cesse qu'au moment où l'intéressé renonce à « conserver » l'enregistrement des conversations.

Si l'on utilise ce délit continu, que le magistrat a suggéré d'appliquer aussi à la « conservation » de données informatiques, l'infraction sur les écoutes téléphoniques de la cellule de l'Elysée peut donc se poursuivre. L'argument comporte cependant des faiblesses: une interprétation trop stricte aboutirait à la poursuite de ceux qui ont « conservé » les enregistrements mais laisserait impunis ceux qui ont ordonné les écoutes... Ce n'est pas l'avis de Régis de Gouttes, qui traduirait son embarras en notant, avec un emploi inquiet du conditionnel: « Il devrait être possible d'atteindre, le cas échéant, les auteurs des écoutes par le jeu de la complicité ou par celui de la connexité entre les délits. » A ce « jeu », compliqué par les règles du secret défense, la tâche, pour le magistrat-instructeur, risque d'être ardue.

Maurice Peyrot

Douze mises en examen

● Christian Proust, ancien chef de la cellule antiterroriste de l'Elysée, est préfet hors cadre.
● Jean-Louis Esquivé, ancien chef de gendarmerie, cofondateur de la cellule, est général, commandant des écoles de gendarmerie.

● Pierre-Yves Gilleron, ancien commissaire de la DST, ancien membre de la cellule, travaille dans le secteur de la sécurité privée.

● Pierre-Yves Guezou, ancien capitaine de gendarmerie, ancien membre de la cellule, affecté à partir de 1983 au Groupement interministériel de contrôle (GIC), s'est suicidé.

● Paul Barril, ancien dirigeant du GICN, rattaché à la cellule, travaille aujourd'hui dans le secteur de la sécurité privée.

● Jean Orluc, Michel Tisserand, Dominique Mangin, tous trois policiers, ont été mis en examen en janvier, ainsi que Marie-Pier Salouis, ancienne secrétaire de M. Proust à l'Elysée.

● Gilles Ménage, directeur du cabinet-adjoint de François Mitterrand à l'Elysée de 1981 à 1988, est président d'honneur d'EDF et chargé de mission auprès du ministre de l'Industrie, Franck Borotra.

● Louis Schweitzer, directeur du cabinet de Laurent Fabius au budget, à l'Industrie puis à Matignon de 1981 à 1986, est PDG de Renault.

● Michel Delebarre, directeur du cabinet de Pierre Mauroy à Matignon d'avril 1982 à juillet 1984, est maire de Dunkerque.

Le risque d'un procès tronqué, épargnant les véritables donneurs d'ordres

CRITIQUANT sévèrement « l'institutionnalisation du système » et « l'omnipotence des écoutes, de surcroît réalisées par une cellule constituée par les plus hautes autorités de l'Etat », la chambre d'accusation de la cour

ANALYSE

Dans cette « affaire d'Etat », les représentants de l'Etat font preuve d'une notable continuité

d'appel de Paris avait estimé, le 30 septembre 1996, que les agissements de la cellule antiterroriste de l'Elysée méritaient non seulement la qualification d'« atteinte à l'intimité de la vie privée », mais surtout d'« attentat à la Constitution ». C'est ce raisonnement, qui justifiait, par la mise en œuvre de la prescription criminelle, la poursuite pénale des commanditaires d'écoutes effectuées dix ans plus tôt, que l'avocat général près la Cour de cassation a qualifié, mardi 18 février, d'« intelligent et ambitieux, mais dangereux ».

En privilégiant la voie, « plus orthodoxe et plus simple », selon lui, consistant à poursuivre les « délits continus », donc non prescrits, que constituent la « conservation » et la

« mise en mémoire » des interceptions téléphoniques, le représentant du ministère public ouvre la voie à un procès tronqué, épargnant les véritables donneurs d'ordres. Il sera en effet malaisé d'établir un lien formel entre les demandes d'écoutes, qui passeront par des circuits en apparence officiels, et leur archivage informatique, à l'ombre des murs inviolables de l'Elysée. Aussi, l'option prônée par l'avocat général de Gouttes, en favorisant cette distinction, témoigne-t-elle d'une notable continuité dans l'attitude des représentants de l'Etat face à ce qu'il est convenu d'appeler une « affaire d'Etat ».

Du premier ministre socialiste Pierre Bérégovoy, qui commanda une enquête à la Commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité (CNCS), le 4 mars 1993, à ses deux successeurs, membres du RPR, Edouard Balladur et Alain Juppé, opposés à la levée du « secret défense » qui aurait facilité l'enquête du juge Valat, les pouvoirs successifs, auront finalement concentré leurs efforts sur la mise en cause exclusive des « conservateurs » d'écoutes de préférence à celle de leurs auteurs. « Il y a eu volonté de travestir la réalité. De la part de qui, dans quel but », la CNCS, chargée de l'enquête, le dira », déclarait d'emblée M. Bérégovoy, après la révélation des écoutes élyséennes par *Libération*, comme pour mieux fixer le sens à

donner aux investigations. Sans acquiescer à cette directive implicite, le président de la CNCS, le conseiller d'Etat Paul Bouchet, devait lui-même invoquer le « secret défense », au mois de décembre 1993, pour refuser de communiquer les conclusions de son enquête au juge Valat.

CONTRE-EXEMPLE

Curieusement, M. Bouchet devait par la suite demander - et obtenir - la levée du même « secret défense » sur une seule « interception », celle effectuée le 25 février 1993 par la DGSE sur la ligne de l'ex-capitaine Barril, et dont le contenu était censé établir la responsabilité dans la divulgation des écoutes à la presse. A ce jour, cette levée partielle du secret, consentie par l'actuel premier ministre, reste l'unique contre-exemple de la volonté gouvernementale de maintenir closes les portes du Groupement interministériel de contrôle (GIC), le siège des écoutes administratives. Le 17 avril 1996, M. Juppé refusait ainsi de lever les obligations de trois ex-membres de la cellule, soulignant qu'en raison de leur habilitation au « secret défense » ils ne pouvaient « faire aucune déclaration sur les activités qui ont été les leurs pendant la période des faits évoqués ». Deux ans plus tôt, le 21 février, M. Balladur avait écrit qu'une levée du secret en faveur

de Paul Bouchet « serait de nature à nuire à la défense nationale ou à la sûreté de l'Etat ».

La logique de ce raisonnement est limpide: les dérivés de la cellule placée auprès de François Mitterrand, avant l'existence de la loi de 1991 réglementant les interceptions téléphoniques devaient demeurer cachées, au moins en partie, parce qu'elles impliquent le système des écoutes d'Etat. La divulgation de documents secrets ayant permis d'en révéler l'existence devrait, en revanche, être sanctionnée, sans doute parce que, précisément, c'est un système étatique qu'elle mettrait en péril. L'ex-directeur du cabinet de M. Mitterrand, Gilles Ménage, ne dit pas autre chose lorsqu'il soutient, dans *Le Figaro*, que, si l'interprétation de la chambre d'accusation est la bonne, « c'est l'ensemble du système qui est jugé attentatoire à la Constitution » et que, par conséquent, « tous les responsables politiques et administratifs ayant mis en œuvre de 1960 à 1991 ont enfreint la loi ». Au cours du débat devant la même chambre d'accusation, le 17 juin 1996, le représentant du parquet avait soutenu que les écoutes n'avaient en définitive « porté atteinte qu'à des intérêts privés » et « occasionné un trouble qui ne peut que s'atténuer avec le temps ».

Hervé Gattegno

La SNCF conteste les chiffres de « La Vie du rail » sur la mortalité de ses agents par l'amiante

LA PUBLICATION, dans l'hebdomadaire *La Vie du rail*, d'une enquête chiffrant à près d'une centaine le nombre annuel de cheminots décédés après avoir été exposés à des poussières d'amiante (*Le Monde* du 19 février) a provoqué un vif émoi au sein de l'Etat-major de la société nationale. Dans un communiqué publié mardi 18 février, la SNCF indique que, entre octobre 1988 et octobre 1996, 120 agents actifs ou retraités ont été reconnus en maladie professionnelle pour cause d'amiante, dont 30 sont aujourd'hui décédés. Parmi ces décès, 22 ont été officiellement attribués à la fibre minérale cancérogène, interdite en France depuis le 1^{er} janvier.

La SNCF ne met pas en cause le chiffre de 4 079 agents actuellement exposés de façon épisodique à l'amiante dans ses ateliers. L'enquête de *La Vie du rail* reprend en

effet sur ce point les données rassemblées par les services médicaux de la société. Un porte-parole de la SNCF nous a précisé que, parmi ces agents, tous travaillent avec des équipements de protection et qu'evoient un millier d'entre eux bénéficient d'un suivi médical approfondi.

« DROIT AU SUIVI MÉDICAL »

La SNCF confirme également que ses 240 000 retraités recevront avant la fin du mois de mars, avec leur relevé de pension, un questionnaire de santé visant à repérer et à placer sous surveillance médicale les personnes susceptibles d'avoir travaillé au contact de la fibre. Ce « document d'information » permettra « aux anciens agents qui estimeraient avoir été exposés aux risques liés à la présence de fibres d'amiante de faire valoir leur droit au suivi médical post-pro-

fessionnel gratuit », précise la société. La SNCF a enfin insisté sur le fait que, « dans le domaine des questions de santé publique liées à l'utilisation de l'amiante, elle développe une politique active et rigoureuse en étroite collaboration avec les partenaires sociaux ». Et l'entreprise nationale de citer, « à titre d'exemple », les contrôles effectués en 1996 sur plus de 580 000 mètres carrés de bâtiments, « ou lieu de 63 000 mètres carrés initialement prévus ».

La fédération CGT des cheminots a réagi, mardi 18 février, en demandant que « l'ensemble des comités d'hygiène et de sécurité de la SNCF soient réunis, pour examiner dans la plus grande transparence les aspects concernant les agents et les locaux », face aux risques liés à l'amiante.

Laurence Folléa

317 victimes de l'attentat de Port-Royal ont été prises en charge par l'Inavem

VINGT-QUATRE HEURES après l'attentat de la station RER Port-Royal, le 3 décembre 1996, une cellule d'urgence d'accueil et d'information des victimes était mise en place par le procureur de la République de Paris pour répondre aux interrogations des victimes, leur apporter un soutien psychologique et toutes informations utiles quant aux procédures d'indemnisation. Placée sous l'égide de l'Institut national d'aide aux victimes et de médiation (Inavem), elle a connu une activité intense dans la semaine qui a suivi l'attentat. Une dizaine de juristes, de bénévoles et de psychologues - membres du réseau d'accueillants de l'Inavem, de la RATP ou du barreau de Paris - se sont relayés pour accueillir les victimes et répondre aux 786 appels téléphoniques sur le numéro Azur spécialement mis en place.

Au total, la cellule, qui a présenté, mardi 18 février, un bilan de son activité, a établi une liste de 317 victimes effectives de l'attentat de Port-Royal, dont 115 avaient été directement recensées sur les lieux par les services de la Préfecture de police. Toutes n'ont cependant pas ressenti le besoin de se présenter à la cellule d'urgence. Ainsi, seules 135 personnes ont bénéficié d'entretiens psychologiques directs. Les autres ont été assistées par téléphone. Pour la plupart d'entre elles, trois ou quatre entretiens ont été nécessaires.

Dans un second temps, l'aide juridique a permis la constitution de 211 dossiers au fonds de garantie d'aide aux victimes du terrorisme et d'autres infractions, qui permet une indemnisation complète des préjudices subis. Les personnes qui ont été blessées se verront octroyer le statut de victime de

guerre, leur ouvrant droit à une pension et à des soins gratuits. 112 usagers du RER blessés lors de l'attentat de Port-Royal ont ainsi bénéficié d'une carte de soins temporaire, mise en place après la vague d'attentats de l'été 1995 et permettant la prise en charge à 100 % des frais de médecine. L'Inavem met également à la disposition des victimes une liste d'avocats du barreau de Paris pour celles qui souhaiteraient, à l'avenir, se constituer partie civile.

Constituée dans une logique d'urgence, la cellule de l'Inavem a cessé ses fonctions le 31 janvier 1997. Les dossiers des personnes victimes de l'attentat du 3 décembre 1996 ont été transmis au réseau d'associations de l'Inavem ou fonction du domicile de la victime ou de ses convenances.

Cécile Prieur

EUROSTAR

صوتنا من الامم

CHIFFRE CINÉMA

LE MONDE / JEUDI 20 FÉVRIER 1997 / 33
LE MONDE / JEUDI 20 FÉVRIER 1997 / 9

(Publicité)

**- NOUS APPROCHONS D'HEATHROW,
NOTRE DESTINATION FINALE.
SUR LA GAUCHE DE L'APPAREIL,
VOUS POUVEZ APERCEVOIR
LES BOUCHONS QUI VOUS ATTENDENT.**

Pourquoi se lever tôt et éviter les bouchons entre Paris et Roissy
si c'est pour tomber pile-poil à l'heure des embouteillages entre Heathrow et Londres ?
Pourquoi partir tôt de Londres si c'est pour se retrouver sur la route d'Heathrow aux heures de pointe ?
Gare du Nord-Waterloo International d'un seul trait, 13 aller-retour par jour.
Eurostar vous propose de faire Paris-Londres sans vous poser toutes ces questions.

EUROSTAR. PARIS-LONDRES D'UN SEUL TRAIT.

Bienvenue à bord ! Le programme Eurostar Voyageur Frequent vous donne désormais accès à un ensemble d'avantages
et de privilèges : points, primes, services personnalisés et voyages... Renseignez-vous au 01 41 91 10 15.



Informations et réservations : 08 36 35 35 39 (24 h/24 - fr), 0155 5407 70 EUROSTAR (1,29 €/mn), gares, agences de voyages.

SNCB

Le parquet réclame le retrait de l'affiche du film de Milos Forman « Larry Flynt »

Selon le substitut, on ne peut toucher « aux racines » de la France, « à son éducation, à sa morale »

La première chambre du tribunal de Paris dira, jeudi 21 février, s'il convient de retirer les affiches du film de Milos Forman *Larry Flynt*. Se-

lon une trentaine de catholiques, suivis en cela par le substitut du procureur, Thérèse Grégogna, cette affiche constitue « une

agression permanente sur la voie publique ». (Lire aussi notre éditorial page 14 et la critique du film page 32.)

À LA FIN de l'audience de référés qui, mardi 18 février, à la première chambre du tribunal de Paris, avait à examiner la plaquette d'une trentaine de catholiques contre l'affiche du film *Larry Flynt*, de Milos Forman, M^{me} Thérèse Grégogna, substitut du procureur de la République, venait de reprendre, presque mot à mot, sa plaidoirie et de réclamer le retrait de l'affiche incriminée. Quelle que soit la décision - qui sera rendue jeudi 21 - du juge, M^{me} Grégogna-Guérin, cette audience restera dans les annales, en raison du parti pris, avoué par le parquet, de « purisme » et de défense d'un « christianisme agressif », assez contraire à la tradition laïque de l'institution judiciaire.

Pour la promotion de son film - qui sort mercredi 19 février sur les écrans français - sur *Larry Flynt*, l'empereur de la presse pornographique américaine, fondateur de *Hustler*, le magazine le plus « hard » de la presse dite de charme, Milos Forman a choisi une affiche dont, à l'audience, chaque partie a reconnu le génie créatif. Les bras écartés et les jambes attachées, ceint à la taille d'un pagne aux couleurs du drapeau américain, un homme apparaît en surimpression sur un sexe féminin très légèrement couvert.

Manifestement inspiré, le substitut du procureur de Paris décrit le mécanisme de « perversion » de cette image : « Elle montre ce qu'on ne voit pas, et on voit ce qu'elle ne montre pas ». Autrement dit, même si elle n'y figure pas, le sujet de l'affiche est bien une croix, comme en témoigne la position des bras, des mains et des pieds de l'acteur. Pour Milos Forman et le créateur de cette affiche, il s'agit bien de symboliser *Larry Flynt* « crucifié » par la justice américaine, avant d'être blanchi par la Cour suprême, et par un militant d'extrême droite qui a

tiré sur lui, en 1978, et l'a condamné à vie à un fauteuil de paraplégique. Que *Larry Flynt*, qui fait « du cul, du cul, rien que du cul », se prenne pour Jésus-Christ, c'est est trop pour M^{me} Grégogna. Celui-ci défend la croix qui, pour les chrétiens, est le « sens », le « cœur de leur vie », du « baptême » à l'« extrême onction ». Il s'élève contre cette exploitation commerciale de « l'image de celui qui est mort pour sauver les hommes par celui qui n'a vécu que pour exalter les femmes ». Les catholiques, dit l'avocat, ne mettent pas en cause la liberté d'expression du réalisateur. Ils ne veulent que défendre leur liberté d'aller et venir sur la voie publique sans être

« UN PAYS CHRÉTIEN » Si *Larry Flynt* n'est pas Jésus-Christ, les avocats des sociétés poursuivies rappellent que le symbole de la crucifixion n'est pas le

monopole des chrétiens. Pas plus que le droit d'aller et venir librement sur la voie publique. « Si j'étais athée, je pourrais être aussi chaque jour sous les symboles religieux que je rencontre sur ma route », dit M^{me} Grégogna. Les sociétés de distribution et d'affichage ont plaidé l'incompétence du juge des référés, s'agissant d'un film et d'une affiche qui ont reçu le visa d'exploitation délivré par le ministre de la culture, après consulta-

tion d'une commission de qualification, « autrement plus représentative que trente et un catholiques, qui ne peuvent à eux seuls imposer leur choix à tous les Français ». Représentant le parquet, M^{me} Thérèse Grégogna, substitut du procureur, a estimé au contraire que le tribunal des référés était compétent pour examiner cette plainte : « Ce n'est pas le visa d'exploitation qui est en cause, dit-elle. Une affiche, même déclarée licite, peut indisposer un certain nombre de gens. Ceux-ci disent que c'est assez, trop, c'est trop. Comme M^{me} Varaut, elle contamine le débat sur la liberté d'expression pour ne retenir que le « légisme inerte » de fidèles chrétiens à réagir. Ses réquisitions méritent d'être largement citées : « Nous sommes un pays chrétien, je veux dire avec une base de chrétiens, même si les églises ne sont plus aussi pleines qu'autrefois. On ne peut toucher à ses racines, à son éducation, à sa morale. Je suis même surpris qu'il n'y ait que trente et un plaignants... ». Le ministre public est là pour rappeler qu'il y a des limites, qu'on n'a pas en permanence à être choqué. On va dire que le ministre public est puritain et même pudibond. Certains vont parler de retour en arrière. Mais la jurisprudence est là aussi pour fléchir, pour revenir en arrière quand on est allé trop loin. Il appartient au juge des référés de statuer, parce qu'il y a un trouble manifestement illicite, constitué par cette agression permanente sur la voie publique. »

Le même substitut avait déjà demandé, un peu plus tôt, le retrait de l'affiche, à la suite d'une seconde plainte, déposée par l'Alliance pour la France (Afrif), présidée par Bernard Antony, catholique traditionaliste et député européen du Front national.

Henri Tineq

L'antiallergique Teldane est retiré du marché

La prise de cette molécule peut entraîner des accidents cardiaques lorsque des précautions d'emploi ne sont pas respectées

LES AUTORITÉS SANITAIRES de l'Agence du médicament ont décidé de faire retirer du marché la terfenadine, médicament antiallergique commercialisé en France sous le nom de Teldane par la firme pharmaceutique Marion Merrel. Un processus de retrait du marché avait été engagé il y a un mois aux États-Unis (Le Monde du 16 janvier). Cette molécule, présente depuis quinze ans sur le marché français, est l'un des antiallergiques les plus prescrits au monde. Pour la seule année 1996, on a compté 407 millions de jours de traitement avec cette molécule, dont 35 millions en France.

C'est le risque de survenue d'accidents cardiaques graves qui a conduit à prendre cette décision. Déjà, en 1992, la Commission nationale de pharmacovigilance avait lancé une première mise en garde en attirant l'attention des prescripteurs sur le danger que représentait, dans certaines circonstances (surdosage, interactions médicamenteuses, anomalies hépatiques ou cardiaques), la prise de ce médicament. En dépit de cette mise en garde, les précautions d'emploi n'ont pas été respectées, et on a recensé, depuis 1992 en France, une vingtaine d'accidents, dont un mortel.

« TORSADES DE POINTE » Les accidents en question sont connus sous la dénomination de « torsades de pointe ». Il s'agit d'un type très particulier d'anomalie du rythme cardiaque, les ventricules se mettant brusquement à battre, chacun pour son propre compte, à un rythme anormalement élevé, modifiant considérablement le tracé électrocardiographique et confé-

rant à ce dernier une silhouette torsadée. Les précautions d'emploi visaient à prévenir une élévation anormale des concentrations du principe actif du Teldane, ce dernier pouvant induire de tels phénomènes. Les autorités sanitaires françaises, qui estiment que les prescripteurs ont aujourd'hui d'autres molécules antiallergiques à leur disposition, ont demandé, parallèlement, une procédure communautaire de réévaluation du rapport bénéfice-risque de cette classe thérapeutique de manière à ce qu'une position commune soit adoptée au sein de l'Union européenne.

L'affaire du Teldane démontre les difficultés que peuvent rencontrer les responsables du médicament pour faire respecter le bon usage et les précautions d'emploi des spécialités pharmaceutiques. Pour cette molécule, ces précautions figuraient depuis 1992 dans le dictionnaire Vidal. On sait aujourd'hui que de nombreux médicaments sont susceptibles d'induire de telles anomalies cardiaques. Or, si ce risque peut être pris en cas de maladies graves, il devient inacceptable dès lors que le médicament est prescrit pour une affection bénigne. Aux États-Unis, où plus de 6,5 millions de prescriptions de Teldane étaient faites annuellement, la Food and Drug Administration avait, en annonçant le prochain retrait de ce produit, conseillé son remplacement par un autre médicament antiallergique non sédatif commercialisé depuis peu, sous le nom d'Alegria, par la firme Hoechst et qui pourrait être prochainement disponible en France.

Jean-Yves Nau

L'ancien maire de Perpignan jugé pour abus de confiance

PAUL ALDOUY (UDF, PSD), qui fut maire de Perpignan durant trente-quatre ans, ancien député et ancien sénateur, a comparu, lundi 17 février, devant le tribunal correctionnel de Perpignan, pour abus de confiance. Il aurait fait bénéficier, durant dix ans, d'un emploi fictif d'attachée de bureau, Chantal Dizmore, qui allait par la suite devenir sa seconde épouse. Le procureur de la République a requis une peine de dix-huit mois de prison avec sursis et une amende de 50 000 francs contre l'ancien maire et six mois de prison avec sursis et 10 000 francs d'amende contre son ancienne collaboratrice. Le jugement sera rendu le 24 mars. (Corresp.)

La réforme de l'Université sera prête pour la rentrée, selon M. Bayrou

LE MINISTRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE, François Bayrou, a confirmé, mardi 18 février, devant la commission des affaires culturelles et sociales de l'Assemblée nationale, que les principales dispositions de la réforme de l'Université « entreraient dans la réalité pour les nouveaux étudiants dès la prochaine rentrée ». « Ce serait faire preuve d'une grande désinvolture à leur égard qu'il ne se passe rien », a-t-il indiqué, en ne cachant pas les incertitudes liées à l'examen, par le Parlement, d'une réforme fiscale des aides sociales en période électorale. Selon M. Bayrou, « les moyens financiers nécessaires à la réforme ont été adaptés par anticipation ». Alors que le Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (Cneser) a adopté, lundi 17 février, une motion relevant que « tous les problèmes de moyens n'étaient pas résolus », l'UNEF-ID a décidé d'engager une campagne de pétitions dans les universités en faveur « d'une loi de programmation budgétaire ».

DÉPÊCHES

■ JUSTICE : le juge d'instruction parisien Jean-Pierre Zanotto s'est dessaisi, mardi 18 février, au profit de son collègue de Nanterre (Hauts-de-Seine) Patrick Desmure, du dossier relatif aux salaires apparentement fictifs versés à Louise-Yvonne Casetta. Le parquet de Paris avait ouvert une information judiciaire pour abus de biens sociaux et recel, le 8 janvier, à propos de salaires versés par les sociétés Clec et Comatec, entre 1991 et 1994, à cette femme alors considérée comme la trésorière officielle du RPR. Le juge Desmure avait été antérieurement chargé d'autres informations mettant en cause M^{me} Casetta. Le 6 décembre 1996, il avait ainsi mis en examen cette dernière pour recel d'abus de biens sociaux dans un dossier concernant l'attribution de marchés publics de la Ville de Paris.

■ AVALANCHES : l'adnlescente de treize ans qui avait été ensevelie sous une avalanche, dimanche 16 février, à Saint-Sordin d'Arves (Savoie) a succombé à ses blessures au centre hospitalier de Grenoble, lundi 17 février. Ce décès porte à six le nombre de morts dus à des avalanches en France, lors de la même journée. Quatre autres skieurs ont péri en Savoie et un randonneur dans les Hautes-Pyrénées.

■ SALARIAT : Marie-Jo Carignon, sœur cadette de l'ancien ministre RPR Alain Carignon, a été salariée du groupe Lyonnais des eaux-Dumex de 1992 à 1994, ont confirmé les responsables du groupe après la publication de cette information dans l'*Evenement du jeudi*. Chargée d'une « mission d'assistance commerciale » pour la direction régionale Rhône-Alpes, elle aurait perçu un salaire mensuel brut de 27 200 francs.

Acacio Pereira

Les étudiantes de Notre-Dame-de-Lourdes à Nancy ne veulent pas des garçons

NANCY de notre correspondante

Les demoiselles de la résidence universitaire Notre-Dame-de-Lourdes, à Nancy, sont en ébullition. Simone Aubert, directrice du Crous (Centre régional des œuvres universitaires et scolaires), vient de prendre une décision qui a mis le feu aux poudres. A la rentrée prochaine, des garçons feront leur entrée dans l'établissement. Cette révolution de palais inquiète les jeunes filles à tel point que les plus déterminées ont lancé une pétition pour protester contre cette mixité. Elles invoquent des raisons de sécurité et redoutent la promiscuité.

Le numéro 3 de la rue Notre-Dame-de-Lourdes est un grand bâtiment sans grâce construit à la fin des années 50. Le hall d'accueil est spacieux : à travers les baies vitrées, on aperçoit quelques arbres et un bout de pelouse. 183 étudiantes vivent dans cette résidence. Ici, on se dispute les chambres situées dans les étages. Elles sont plus vastes que la moyenne des résidences universitaires - 13 mètres carrés au lieu des 9 habituels -, ont un

réfrigérateur et offrent la possibilité d'avoir une ligne téléphonique. Tout est propre, net, feutré, et les parents sont rassurés de savoir leurs filles dans cet établissement où les garçons n'ont pas droit de cité. Ces derniers sont admis uniquement dans le hall. Ce règlement a d'ailleurs permis à certaines jeunes filles du Maghreb de venir suivre des études supérieures en France. Le seul homme de la maison est le concierge, qui prendra sa retraite en avril. « Ça n'a pas toujours été drôle de vivre au milieu de toutes ces filles », dit-il.

MOINS DE CHAMBRES POUR LES FILLES

Régine Humbert, directrice de la résidence et responsable du service culturel du Crous, prend avec humour l'émotion suscitée par l'annonce de la mixité. « Je me disais bien que cela ne se passerait pas tout seul. Deux tentatives ont déjà échoué. La première, c'était juste après 1968. On avait autorisé les garçons à circuler dans les étages. Au bout d'un an, on y a renoncé. La semaine dernière, M^{me} Humbert a présidé une réunion d'information. « J'ai expliqué aux filles qu'elles

n'étaient pas très partageuses. Difficile, lorsqu'on prône l'égalité de traitement, de maintenir une forme de ségrégation par le sexe, surtout pour le logement, qui est un problème étudiant crucial. »

La gestion informatisée des neuf mille chambres universitaires disponibles sur l'agglomération nancéenne interdit la prise en compte de critères spécifiques autres que sociaux. Voilà le cœur du problème. Au-delà du risque de voir leurs habitudes chamboulées, les pensionnaires de la résidence Notre-Dame-de-Lourdes ont rapidement fait leurs comptes : 50 % de garçons à la rentrée, cela signifie 50 % de chambres en moins pour elles ! Elles sont les premières à reconnaître que la mixité, aujourd'hui, est un état naturel. « La pétition a été dictée par la peur de perdre des chambres plutôt que par un sentiment anti-garçon », résume Laurence, vingt-six ans, en licence d'informatique. La pétition a recueilli 103 signatures et les parents, de leur côté, peaufinent leurs arguments.

Monique Raux

Le nombre de morts sur les routes a diminué en 1996

LES ROUTES DE FRANCE ont été moins meurtrières en 1996 : 8 080 personnes sont mortes, contre 8 412 en 1995, soit une baisse de 3,9 %. Le nombre de blessés et celui des accidents sont également sur une pente négative, avec respectivement - 6,2 % et - 5,7 %. En 1995, le recul du nombre des tués avait été de 1,4 % seulement. A la Sécurité routière, on attribue cette moindre baisse aux effets négatifs de la loi d'amnistie votée au lendemain de l'élection présidentielle et à l'assouplissement des mesures prises les années précédentes. En revanche, le bon chiffre de 1996 serait dû, pour partie, à l'abaissement du seuil maximal d'alcoolémie (0,5 gramme par litre), intervenu au mois de septembre 1995.

La modification des comportements serait l'autre facteur d'explication. « Le discours sur la responsabilité de l'usager passe de

mieux en mieux », analyse-t-on à la Sécurité routière, où l'on met en avant le succès de la vente d'éthylotests : plus de dix millions de personnes en ont acheté en 1996. Dans le même esprit, on espère au ministère des transports que la publication des cartes de radars, déjà testée dans quelques départements, contribuera à améliorer la prévention.

Les chiffres confirment également, pour la quatrième année d'affilée, une tendance à l'amélioration dans la catégorie des 15-24 ans. Cette classe d'âge est traditionnellement la plus exposée aux risques d'accidents de la route. En 1996, elle a encore représenté 24 % des tués (mais seulement 14 % de la population) malgré une diminution du nombre de morts de 8 % dans cette tranche d'âge (la baisse la plus importante toutes classes d'âges confondues). Celui des blessés graves a également forte-

ment régressé (- 9,7 %). La classe des plus de 65 ans a enregistré, elle, une hausse de 3,7 % du nombre de tués. Les responsables de la Sécurité routière attribuent ce mauvais chiffre à l'augmentation de la population des personnes âgées, mais aussi à une modification des comportements : les Français ont tendance à conduire de plus en plus vieux.

HUITIÈME ANNÉE D'AFFILÉE

A l'inverse des autres catégories d'usagers (piétons, cyclistes, automobilistes...), les cyclomotoristes sont les seuls à avoir vu le nombre de leurs tués augmenter en 1996 (+ 1,4 %). Le gouvernement compte une amélioration dans les années à venir, grâce, notamment, à l'obligation pour les 14-16 ans souhaitant utiliser un cyclomoteur de passer le brevet scolaire de sécurité routière. Introduit en juillet 1996, cette mesure devrait être

complétée cette année par une formation pratique de trois heures.

Malgré ces quelques chiffres négatifs, 1996 reste globalement une bonne année en termes de sécurité routière. Depuis huit ans, la baisse du nombre de tués sur les routes se poursuit. Grâce, notamment, à l'amélioration des infrastructures, mais aussi à la mise en place d'un certain nombre de mesures réglementaires qui ont permis à la France de se « hisser au niveau européen », se félicite-t-on à la Sécurité routière : obligation de la ceinture de sécurité à l'arrière et limitation de la vitesse à 50 km/h en ville (en 1990) ; mise en place de permis à points et du contrôle technique (en 1992) ; abaissement du taux maximal d'alcoolémie (1995) ; renforcement du contrôle technique (1996).

Acacio Pereira

Le sous-sol du n

Le périph

« Au début, on n'é
« maintenant, ça rouk



صدينا من الامم

RÉGIONS

LE MONDE / JEUDI 20 FÉVRIER 1997

MINES Une manifestation doit se dérouler, samedi 22 février, sur l'autoroute A4, à Beaumont (Meurthe-et-Moselle), pour protester contre les modalités d'indemnisation des habitants des communes du nord du bassin minier lorrain, dont les habitations sont menacées par l'affaissement du sous-sol. ● **UNE VINGTAINE** de communes de la région, situées sur les anciennes mines de fer, sont sous la menace d'un effondrement du sous-sol. ● **LE PHÉNOMÈNE** s'est récemment produit à Auboué, où plusieurs personnes ont dû évacuer définitivement leurs maisons. ● **LES AUTORITÉS** sont impuissantes à enrayer un processus qu'elles s'efforcent cependant de surveiller. ● **LES POPULATIONS** concernées, qui ont acheté leurs maisons, se battent pour obtenir de meilleures conditions d'indemnisation, sur lesquelles l'exploitant minier, Lormines, reste prudent.

Le sous-sol du nord du bassin ferrifère lorrain s'affaisse

Une vingtaine de communes du nord de Meurthe-et-Moselle sont sous haute surveillance, car, comme à Auboué, où les effondrements ont débuté, à l'automne, les habitations sont menacées par l'instabilité du terrain, après la fermeture des mines. La bataille de l'indemnisation a déjà commencé

NANCY
de notre correspondante
«Après avoir fait la "une" des journaux, on a peur qu'on nous oublie. Alors que la menace continue de rôder sous la terre.» Jean-Pierre Minella, maire PC d'Homécourt, dans le nord de la Meurthe-et-Moselle, est sidérurgiste. Mais la mine, il connaît par cœur. Sa ville se trouve à quelques kilomètres d'Auboué, là où ont commencé les effondrements miniers, en octobre 1996. Comme dans une vingtaine de communes de ce secteur du bassin ferrifère, les habitants de certains quartiers d'Homécourt vont devoir apprendre à vivre avec ce risque permanent d'effondrement. Car une chose est sûre : un jour, ça bougera. Le problème, c'est de ne pas savoir quand.

Alors, l'accent est mis sur la prévention, encore que la marge de manœuvre soit limitée. Lorsque le sol se dérobe, il n'y a qu'à évacuer, au nom du principe de précaution, et attendre. Le ministère de l'Industrie a chargé l'Ineris (Institut national de l'environnement industriel et des risques) et la Drire (direction régionale de l'Industrie de la recherche et de l'environnement) de mettre au point un système technique d'observation micro-sismique des mouvements du sous-sol et du sol, afin d'anticiper les affaissements. «On sait qu'il y a toujours un certain temps, lorsque les couches de terrain se désolidarisent, entre le moment où le processus de ruine commence au fond et celui où il ap-

paraît à la surface. Cela s'apparente à une onde de libération d'énergie. Mais ce n'est jamais brutal », assure Gilbert Ortat, ingénieur à la Drire, qui a suivi ce dossier jour après jour.

L'autre axe de prévention consiste à informer les populations du risque majeur encouru. Dix-neuf communes, en effet, dix-huit au nord du département et une près de Nancy, Saizerais, présentent le même risque d'affaissement qu'Auboué. «Ça n'a pas été un scoop d'apprendre qu'on était sur une zone susceptible d'effondrement minier », reprend Jean-Pierre Minella, dont la moitié du territoire communal se trouve sur une zone d'exploitation minière, en dépit de plans d'occupation des sols contraignants.

Certains ici considèrent que l'«emboîtement» des mines est en grande partie à l'origine des affaissements. Tant que les mines étaient en activité, des pompes prélevaient l'eau. La fin des mines de fer a signifié l'arrêt du pompage. L'eau a donc commencé à envahir les galeries. Dans les secteurs où il y a des marnes perméables et plus molles, elle peut altérer la résistance de la roche. Toutefois, Gilbert Ortat ne considère pas que l'eau soit, à Auboué, le déclencheur

du phénomène. Il pense plutôt que «l'action de l'eau a pu contribuer à hâter la survenance du processus de ruine». «L'exploitation minière dans le bassin ferrifère a commencé il y a environ cent cinquante ans », remarque-t-il, et il estime, en substance, qu'au total on aurait trop «défruté», c'est-à-dire prélevé trop de minéral.

Les affaissements du bassin ferrifère viennent s'ajouter à ceux du bassin houiller tout proche, où, au fur et à mesure qu'on extrayait le charbon, on foudroyait et on remblayait. Du côté de Forbach, au cœur du bassin houiller, à l'inverse du bassin ferrifère où 70 % des ex-

ploitations sont hors des zones bâties, on exploitait le charbon sous les maisons. D'où la nécessité de consolider préventivement les constructions par un système de chaînage. Ce qui n'a pas empêché certains secteurs de Forbach ou de Rosbrück de descendre de 8 mètres en quinze ans. Mais les maisons sont toujours debout.

UNE CLAUSE TRÈS PARTICULIÈRE
La question de l'indemnisation des sinistrés est la plus aigüe. D'autant qu'ici on s'inquiète fort d'une clause particulière annexée dans les contrats de vente et annulée à partir de 1994, qui stipulait que les

acheteurs des petites maisons – vendues pas très cher – renonçaient par avance à attaquer Lormines, l'exploitant minier et le vendeur, en cas de sinistre. Une proposition de loi demandant l'annulation rétroactive a été déposée par les élus du bassin. Colette Gœuriot, maire (ADS) de Jœuf et conseiller régional, regrette que, jusqu'à présent, Lormines ait été si discret. «Nos villes ont été construites avec une urbanisation dense, et, sachant cela, Lormines a exploité intensivement.»

Jean-Marie Schaak, le PDG de la filiale d'Usinor-Sacilor, préfère laisser travailler l'expert désigné par le tribunal de grande instance de Briey à la demande des sinistrés. «Notre position est simple. Nous faisons face à nos responsabilités sans chercher de faux-fuyants. Mais nous rechercherons aussi notre bon droit. Quant aux sinistrés et à leur désarroi, nous n'y sommes pas insensibles. Et, même si la justice n'a pas encore tranché, il y a des présomptions de responsabilité. C'est pourquoi, très tôt après le début des événements, chaque famille a reçu une provision – le mot est important – de 10 000 francs de notre assureur.»

Un peu plus tard, en réponse à une demande du ministère de l'Industrie de se montrer bienveillant, une deuxième provision a été débiquée, variant de 10 000 à 30 000 francs, pour les propriétaires les plus douloureusement atteints.

Le périphérique nord de Lyon inauguré en toute discrétion

LYON

de notre correspondant régional
L'inauguration de Teo, le périphérique nord de Lyon, mercredi 19 février, s'est jouée mezza voce, sans Raymond Barre, président du Grand Lyon, ni Michel Mercier, président du conseil général du Rhône, les deux institutions qui ont financé ce gigantesque chantier. Pourtant Teo – dix kilomètres de long, dont six en tunnel, et un viaduc sur le Rhône – est un équipement majeur de l'agglomération, dont le premier tronçon, de 1 200 mètres, a été ouvert.

Un récent rapport de la chambre régionale des comptes a contrarié la campagne de lancement (Le Monde du 29 janvier). Il critique sévèrement les conditions de désignation du concessionnaire (un groupement d'entreprises emmené par le groupe Bouygues). Un lourd contentieux subsiste encore entre les collectivités locales et le concessionnaire sur les sur-

coûts engendrés par les difficultés rencontrées : entre 200 et 500 millions de francs. Car ce projet, lancé en 1989 par Michel Noir, alors président de la Communauté urbaine, s'est heurté à des conditions géologiques et hydrauliques défavorables, et le tunnelier a été longtemps bloqué sous la colline de Caluire-et-Cuire. Le chantier a aussi connu une vertigineuse augmentation des investissements : de 3,9 milliards de francs à plus de 6 milliards, dont 52 % à la charge des collectivités locales.

TRAFFIC PLUS FLUIDE, OU PLUS IMPORTANT ?
D'Ecully, au nord de Lyon, à Villeurbanne, à l'est, ce faux périphérique traverse des quartiers fortement habités. Les échangeurs construits pour attirer les automobiles à chacune de ses cinq «portes» ont défiguré le paysage urbain au bord du Rhône. Les accords passés avec la Communauté urbaine per-

mettent aussi au groupe Bouygues d'avoir un droit de regard sur les modifications de voiries. Celles-ci ne doivent pas porter préjudice à l'exploitation de ce périphérique dont la concession a été signée pour trente-cinq ans.

Cet été, quand Teo sera presque totalement en service – le second tube sous la colline de Caluire-et-Cuire ne sera livré qu'en 1999 –, le trafic quotidien devrait varier de 25 000 et 70 000 véhicules, selon les sections, estime Bouygues. L'emprunteur cotera, selon les heures, entre 6,50 francs et 16 francs. Teo réglerait-il les problèmes de circulation dans une agglomération déjà saturée et qui vient de connaître une série d'alertes à la pollution ? Ses opposants estiment au contraire que ce tunnel encouragera l'usage de la voiture individuelle pour se rendre dans le centre de la ville.

Bruno Caussé

Monique Raux

“ Au début, on n'était pas sur la même longueur d'ondes. Maintenant, ça roule. ”

Jean-Luc Martin, chef de chantier chez Jean Lefebvre (groupe GTM-Entrepose), tuteur de Reynald Dabo.



3000 tuteurs pour qu'aujourd'hui les jeunes aient un métier.

Quand un jeune sans qualification entre dans la vie professionnelle, ce n'est évident ni pour lui, ni pour l'entreprise : vie en équipe, exigence de ponctualité... Pour mieux intégrer les jeunes, le groupe Lyonnaise des Eaux forme des "tuteurs" : des salariés qui les accompagnent tout au long de leur parcours dans l'entreprise. Comme l'a fait Jean-Luc Martin chez Jean Lefebvre (groupe GTM-Entrepose) pour Reynald Dabo, en le formant aux métiers des travaux routiers. Les jeunes, l'entreprise : chacun s'investit, chacun y gagne.

Lyonnaise des Eaux a déjà accueilli 4200 jeunes en 1994 et 1995 et s'engage, en deux ans, à en accueillir 6000.

"Imaginez l'emploi", direction des ressources humaines, 72, avenue de la Liberté, 69753 Nanteua cedex.



Créons des métiers. Ouvrons des portes.

<http://www.lyonnaise-des-eaux.fr>

Le douloureux travail de mémoire de la Suisse

VU de l'édifice cossu aux balcons dorés qui abrite les Archives fédérales à Berne, l'incendie allumé de New York par le sénateur D'Amato, président de la commission bancaire du Sénat américain, à propos de l'or volé par les nazis à un air familial. Cela fait en effet près de vingt ans que, sans rencontrer beaucoup d'écho, en particulier à l'étranger, quelques historiens travaillent sur cette question qui dresse contre la Suisse et ses banquiers un certain nombre d'arguments juifs, à commencer par le Congrès juif mondial (CJM).

En Suisse, pourtant, la production de ces chercheurs d'avait pas ébranlé la vision traditionnelle qu'une grande partie de la population s'est forgée de sa propre histoire. « Le Suisse moyen a le sentiment qu'il a bien fait son devoir pendant la deuxième guerre mondiale, et ce sont les générations qui ont vécu le conflit qui se sentent aujourd'hui maltraitées », résume l'ambassadeur Thomas Borer, qui dirige la « Task force », une commission mise en place à l'automne pour défendre le point de vue de la Confédération. Sondages, courriers des lecteurs incendiaires avec dérapages antisémites parfois mal contrôlés par les journaux (au point que les Eglises officielles et indépendantes ont récemment organisé un rassemblement à Berne en forme d'avertissement contre les dérives de leurs ouailles) : l'exacerbation qui se manifeste ça et là dans l'opinion publique face à l'une des plus graves crises de confiance qu'ait dû affronter la Suisse depuis 1945 est à la mesure de la force du mythe qui se défait, de la bonne conscience neutraliste et humanitaire qui se craquelle.

« La culture des élites en Suisse ignore que l'Histoire est tragique », constate Philippe Burin, de l'Institut des hautes études internationales de Genève. L'humanoire, certes, est une sensibilité à la tragédie. Mais à la tragédie... des autres ! En Suisse, la mémoire historique ne fait pas partie intégrante de l'identité nationale. Comme si la Confédération était une sorte de miracle permanent, anhistorique, qui survivrait à toutes les épreuves sans jamais avoir à y entrer... N'oublions pas qu'il y a en Suisse une proximité du pouvoir politique et économique, et que celle-ci est perçue comme légitime. Le sentiment de menace d'invasion par l'Allemagne nazie a été vécu comme très réel pendant la guerre. Et, cependant, même en tenant compte de cette perception de l'époque, une autre politique était possible.

On aurait pu faire mieux, et tel est bien l'enjeu des débats qui opposent conservateurs et critiques et qui a creusé un fossé entre l'opinion et bien des chercheurs. Certains universitaires, plutôt à gauche, n'hésitent pas, dès la fin des années 80, à renverser l'image de petite nation attachée à la Suisse et à décrire leur pays comme un « empire occulte », pratiquant sous couvert de neutralité une forme de « colonialisme abique » par le jeu des capitaux suisses considérables investis à l'étranger avant, pendant et après le conflit.

COMME tout mythe national, le mythe « résistancialiste » sur l'attitude de la Confédération pendant la deuxième guerre mondiale comporte quelques éléments de réalité. La Suisse, selon la version héroïsée de l'Histoire contemporaine, aurait constitué un « réduit alpin », un îlot de démocratie dans un océan totalitaire, une forteresse assiégée de toutes parts, dopée par le chef de son armée, le général Guisan, et suffisamment redoutable pour dissuader Hitler de transformer le pays de Guillaume Tell en province de son « Reich millénaire ».

Certains officiels du temps, pourtant, n'ont pas été complètement dupes. Dans une conférence du 24 janvier 1944, l'un des directeurs généraux de la Banque nationale suisse (BNS) prononce des paroles qui, aujourd'hui, sonnent comme autant d'aveux : « Les Allemands attachent beau-

coup de prix à l'existence d'une Suisse neutre par l'intermédiaire de laquelle ils puissent continuer les opérations financières internationales. Ce désir est peut-être pour plus qu'on ne croit dans le fait que la Suisse ait pu échapper à la guerre jusqu'à maintenant. »

Mais, plus que l'or, c'est la question des réfugiés qui a projeté une ombre de scandale sur un tableau trop liché. Si l'on sait aujourd'hui que, dans ce domaine, la Suisse a incontestablement fait beaucoup en accueillant, en transit au pour installation, quelque 295 000 militaires et civils sur son territoire entre 1939 et 1945, ce bilan est-il à la hauteur d'une tradition humanitaire souvent mise en avant ? Berne n'a-t-elle pas refoulé, dans la même période, plusieurs milliers de juifs (au moins 30 000, selon le décompte le plus récent, établi à partir des archives, sans compter ceux que ces refoulements ont dissuadé de se présenter aux frontières) ? Quant aux réfugiés juifs qui ont fini par franchir les barrières, entretenues aux frais de la Fédération des communautés israélites de Suisse (55 millions de francs au total) - et non par l'Etat -, leur nombre n'a pas excédé 10 % du total des admis, alors qu'il était clair, au tournant de 1942-1943, que ce refoulement signifiait pour eux la déportation et la mort.

Ce bilan s'explique par une approche exclusivement policière du problème. Il est le résultat d'une politique ouvertement xénophobe menée par le chef de la division de police au département fédéral de justice et de police, le fameux Heinrich Rothmund, et par quelques autres, obsédés par la *Verjudung* (« judaïsation ») du pays et par l'*Überfremdung* (l'invasion massive d'étrangers supposée mettre en péril l'identité nationale).

Pour André Lasserre, auteur de *Frontières et camps, le refuge en Suisse de 1933 à 1945* (Payot, Lausanne, 1992), la « politique suisse était axée sur la fermeture, soutenue par une large partie de l'opinion pu-

années 50 et 60, les historiens n'avaient aucun accès aux archives des banques, dont la plupart ont sans doute été détruites. »

En 1983, *La Nouvelle Histoire de la Suisse et des Suisses*, ouvrage collectif au contenu fortement démythificateur, jugeait, non sans provoquer une certaine émotion, qu'« une bonne partie de l'or allemand était le produit de rapines ». En 1941-1942, ajoutait l'auteur de l'article consacré à la période 1914-1944, Hans-Ulrich Jost, de



« Or des nazis », biens juifs, collaboration industrielle avec le Reich, le passé, grâce au travail des historiens, fait irruption dans la Confédération. Le mythe neutraliste et humanitaire est atteint

blique ». Là encore, « on oubliait de faire plus, mais il faut reconnaître, tient-il à préciser, qu'avant la guerre la Suisse est le seul pays qui reçoit les réfugiés en premier accueil. Ni les Etats-Unis ni la Grande-Bretagne n'ont ouvert leurs frontières ». Berne se montrera d'ailleurs tout aussi flexible aux exigences supposées de la raison d'Etat après 1945 en cédant au chantage des Soviétiques, qui exigent le rapatriement des soldats de l'armée rouge ayant trouvé un abri sur le sol de la Suisse et dont le sort, à leur retour en URSS, était plus qu'incertain.

Quant à la question de l'or et des « fonds juifs », celle-ci a commencé à agiter un certain nombre d'historiens suisses à partir des années 70. Daniel Burgeois évoquait la présence d'or dérobé aux victimes de la Shoah dans les lingots de la Reichsbank allemande dès 1974. « Nous sommes très peu à avoir travaillé sur cette période, constate cependant Marc Perrenoud, un historien de Neuchâtel qui travaille à l'édition des documents diplomatiques dans des archives fédérales, et le problème est que les entreprises peuvent légalement se défaire de leurs documents ou bout de dix ans. Dans les

l'université de Lausanne, on estime que 60 % de l'industrie d'or-mement suisse, 50 % de l'industrie optique et 40 % de l'industrie des machines travaillaient pour le Reich. » Quant au montant des transactions d'or contre des devises entre la Reichsbank et la Banque nationale suisse de 1939 à 1945, il est aujourd'hui évalué par les historiens à 1,637 milliard de francs suisses de l'époque (ce qui représentait environ 10 % du pro-

duit national brut).

En 1985, un journaliste, Werner Rings, publiait, dans la foulée de cette polémique, *Or des nazis : la Suisse, un relais discret*. La machine des révélations était lancée. Elle mettra dix ans à rebondir sur la scène internationale.

Aujourd'hui, ce sont pourtant bien des historiens que Berne a appelés à la rescousse. Le 19 décembre 1996, en créant une commission présidée par le pro-

fesseur Jean-François Bergier, de Zurich. Celle-ci comprend un certain nombre de membres étrangers (parmi lesquels l'Israélien Saul Friedlander ou le Polonais Wladyslaw Bartoszewski). Elle dispose de cinq ans pour « faire la lumière sur l'attitude de la Suisse pendant la deuxième guerre mondiale, l'or pillé par les nazis, les œuvres d'art spoliées, les gains obtenus via l'« aryanisation » des entreprises et dont des sociétés hel-

« La culture des élites en Suisse ignore que l'Histoire est tragique. L'humanitaire, certes, est une sensibilité à la tragédie. Mais à la tragédie... des autres ! »

vétiques auraient pu profiter, voire l'exploitation du travail forcé par des compagnies helvétiques », dit Linus von Castelnuovo. Ce diplomate, qui en sera le secrétaire, a consacré une étude aux négociations de 1946 entre les Alliés et la Suisse, à l'issue desquelles Berne s'était engagée à verser 250 millions de francs suisses pour aider à la reconstruction de l'Europe et... pour solde de tout compte.

Ce sont les restes de ce verse-

ment (quelque 70 millions de dollars, dont un tiers devait revenir à Paris) qui se trouvent à la Banque d'Angleterre ou à la Réserve fédérale, aux Etats-Unis, et qui ont été récemment gelés parce qu'on estimait que 5 % à 10 % de cet or pourrait avoir une origine non monétaire ; autrement dit, provenir non des réserves des banques nationales, mais des bijoux, des dents, etc., des victimes de la Shoah. Pour faire la part de l'or monétaire et de l'or non monétaire, les archives de la Reichsbank seraient bien utiles. Mais elles étaient réputées avoir disparu. Une hypothèse veut néanmoins qu'elles aient été saisies par les Soviétiques en 1945.

Quoi qu'il en soit, une première synthèse des travaux de la commission indépendante d'experts devrait être possible dès le mois de juin. Pas question, en revanche, à la façon du sénateur D'Amato, d'exhiber devant les caméras une ou deux pièces d'archives américaines dont le contenu, largement inspiré par des rapports de services secrets, n'est jamais recoupé. Cette utilisation médiatique du document d'époque indispose les historiens les moins complaisants avec l'attitude de leur gouvernement ou de l'Association suisse des ban-

quiers (ASB). Ainsi a-t-on fini par s'apercevoir que le chiffre mis dans la bouche du directeur de la BNS en 1946, dans un mémorandum qui se trouvait dans les archives du Foreign Office et qui a mis le feu aux poudres à l'automne 1996, devait être révisé à la baisse. Les « 500 millions » évoqués alors représentaient, d'après Marc Perrenoud, l'estimation des ventes de la Reichsbank à la Banque nationale suisse. En outre, le chiffre en question était évalué non en dollars, comme on l'avait d'abord cru et dit, mais en francs suisses (soit une somme quatre fois inférieure). Quant à l'utilisation des fonds en désobéissance pour l'indemnisation des avoirs suisses nationalisés dans les pays de l'Est, il semble bien que l'initiative de cette opération nauséabonde revienne au gouvernement de la Pologne communiste.

EN TRE les milliards de dollars parfois évoqués par des journalistes (le CJM dit aujourd'hui ne pas avancer de chiffres) et les 38,7 millions de francs suisses dont l'Association suisse des banquiers dit qu'elle correspond à l'ensemble des comptes dormants depuis plus de dix ans - juifs et non-juifs confondus -, qui a raison et qui a tort ? Frédéric Kollex, qui suit cette affaire pour le *Journal de Genève*, rappelle que, sur cette somme, des ayants droit ont été retrouvés pour l'équivalent de 1,6 million de francs suisses. Il précise que, pour le moment, les avoirs identifiés comme ayant appartenu à des personnes victimes de la Shoah se limitent à 11 000 francs suisses. La commission sera-t-elle à même de démentir cet échec ?

Hans-Ulrich Jost en doute : « Pour défendre la place financière suisse, les banques doivent montrer qu'elles sont capables de résister à la pression. Vous ne pouvez pas imaginer la difficulté que moi-même et mes collaborateurs avons pour obtenir des archives bancaires qui datent du XIX^e siècle ! N'oublions pas que, pour les banques, le secret est la clé du succès. C'est pourquoi, malgré l'intégrité de ses membres, je suis assez sceptique sur les résultats de cette commission. » Jean-Claude Pavet, de l'université de Genève, qui, dans son livre de 1988, *Une Mission impossible*, a sérieusement mis à mal l'attitude du Comité international de la Croix-Rouge, autre « bonne conscience de la Confédération », n'est pas plus optimiste : « Je déplore que le gouvernement ait mêlé un problème de justice avec un problème de vérité que les historiens seraient chargés de découvrir. La commission va mettre des années à trouver ce que nous savons déjà par les documents diplomatiques. Il aurait mieux valu laisser courir la recherche et s'occuper en urgence des personnes lésées. »

Les trois principales banques helvétiques (le Crédit suisse, la Société de banque suisse et l'Union de banques suisses) ont estimé plus efficace de faire un geste de bonne volonté en créant un fonds humanitaire « en faveur des victimes de l'Holocauste » de 100 millions de francs suisses. Pour calmer le jeu, jusqu'à un prochain orage.

Nicolas Weill
Dessin : Pierre Lohner

La République
Emmanuel Todd

La République n'a
plus besoin de savant

par Emmanuel Todd

C

صوتنا من الامم

Une réplique à Emmanuel Todd

par Jean-Louis Motchane

DANS *Le Monde* daté 16-17 février, Emmanuel Todd (« auteur, oous dit le journal, d'une note pour la Fondation Saint-Simon, et qui inspira le thème de la campagne présidentielle de Jacques Chirac »), voit dans la mobilisation contre le projet de loi sur l'immigration déposé par M. Debré « quelque chose de pervers ». Sur les soixante-dix-sept lignes qui rapportent ses propos, il en utilise onze pour exprimer son dédain, et le reste à fustiger les signataires de « l'appel à désobéir » lancé par des cinéastes. Il leur reproche leur « indifférence » aux vrais problèmes des immigrés, comme à ceux des milieux populaires français, et leur prétendue absence d'indignation concernant « le taux de chômage à 12 % », leur capacité à ne pouvoir « affirmer leur solidarité qu'avec les immigrés et pas avec les victimes économiques ».

On sait maintenant que les milliers de citoyens qui se sont ralliés à cet appel appartenaient à des couches très diverses de la population, y compris des titulaires d'emplois précaires, des ouvriers, des chômeurs en fin de droit ou des intermittents du spectacle.

Parmi eux, on retrouve, contrairement aux affirmations de M. Todd, beaucoup de ceux qui ont participé aux mouvements sociaux récents et

qui exprimaient, pour la plupart d'entre eux, le rejet de la politique libérale que M. Chirac a mise en place après son élection.

On ne peut pas accuser M. Todd d'accabler le lecteur par la rigueur de sa pensée (toutes les victimes économiques ne sont pas immigrées, mais beaucoup d'immigrés sont des victimes économiques) ou par des études trop minutieuses à l'appui de ses assertions péremptives.

On aurait tort cependant de négliger ses propos. Car le langage banalement populiste qu'il utilise pour stigmatiser « les élites culturelles » et l'amalgame surprenant et choquant qu'il établit par exemple entre Bernard-Henri Lévy et le Front national, qui constitue d'après lui « une totalité structurale », valide et partiellement les conseils qu'il prodigue aux intellectuels pour lutter contre le Front national : certains d'entre eux devraient effectivement s'abstenir d'intervenir de cette manière dans le débat public, et se borner plutôt à faire ce en quoi ils excellent : une nouvelle note pour la Fondation Saint-Simon. D'ici peu, M. Chirac risque d'en avoir besoin.

Jean-Louis Motchane est professeur de physique à l'université Paris-VII Denis-Diderot.

Horrible tri au Zaïre

par Nathalie Duhamel

YAURAIT-IL deux catégories d'être humains ? Deux catégories de réfugiés ? Ceux qui, par tout dans le monde, peuvent aspirer à bénéficier de la protection des conventions humanitaires, des règles du droit international, et les autres, les Hutus réfugiés au Zaïre ? Les grandes puissances ont-elles implicitement décidé qu'il existe un peuple collectivement responsable d'un génocide, et donc passible d'un châtiment collectif dans le silence de la forêt zairoise ?

Faute d'avoir donné à temps l'impulsion et les moyens au Tribunal pénal international, afin qu'il puisse effectivement arrêter et juger les responsables de l'immense tuerie qui a provoqué la mort de plus de cinq cent mille Tutsis et Hutus modérés, a-t-on choisi de régler le problème en laissant les génocidaires, mais aussi tous les autres, mourir de faim et de maladie au fond d'une forêt inaccessible ?

Chaque jour qui passe nous le montre : cette question, si odieuse soit-elle, n'est pas dénuée de fondement. Les grandes puissances ont tout d'abord tenté de nier l'existence de centaines de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants restés au Zaïre en novembre 1996, lors du retour massif des Rwandais dans leur pays, ce qui permettait,

par la même occasion, de juger souverainement « sans objet » toute opération multinationale sur le terrain.

Mais elles ont dû se rendre à l'évidence : tous les Rwandais n'étaient pas rentrés dans leur pays. Deux cent à trois cent mille d'entre eux s'enfouaient dans la forêt. Ils ont marché, pendant des semaines, sans recours, en parcourant près de 700 kilomètres à pied.

Existe-t-il un peuple collectivement responsable d'un génocide ?

Depuis de nombreuses semaines, les organisations humanitaires, malgré les entraves administratives des autorités zairoises et les problèmes importants de logistique, sont sur place pour leur porter assistance. Malgré leur présence, plus de quarante enfants et adultes meurent chaque jour dans les camps de Tingsi-Tingi. L'équipe d'Action contre la faim sur place, bouleversée, témoigne : le taux de mortalité augmente. Les quantités de nourriture distribuées aux familles par le Programme alimentaire mondial

restent totalement insuffisantes. Actuellement, moins de 40 % des besoins minimaux nécessaires sont distribués aux cent cinquante mille personnes du camp de Tingsi-Tingi. Nous savons tous que ces centaines de tonnes de nourriture qui manquent chaque jour sont disponibles à une heure de transport aérien.

C'est une volonté concertée des membres du Conseil de sécurité, et non pas une malheureuse fatalité, qui a pour conséquence que cette nourriture n'arrive pas en quantité suffisante aux cent cinquante mille personnes réfugiées. Quant aux deux cent cinquante mille autres qui errent dans la forêt, elles ne reçoivent rien.

Que souhaite-t-on ? Les affamer afin de les obliger à rentrer dans leur pays ? Si tel est le cas, qu'est devenue la protection due aux réfugiés dans le monde entier ? Y aurait-il des règles variables suivant les populations ? Que fait-on actuellement pour aider ceux qui veulent se soustraire à l'autorité des génocidaires et rentrer dans leur pays ?

A l'opposé, ceux qui ne souhaitent pas rentrer au Rwanda doivent-ils s'attendre à devoir y rentrer de force, comme ce fut le cas pour ceux qui furent quittés la Tanzanie entourée de la compassion silencieuse des organisations interna-

tionales chargées par les Nations unies de leur protection. La crise des Grands Lacs implique de nombreux pays : son règlement ne laisse aucune place à la naïveté, et peu aux sentiments. Il est cependant dangereux de tenir deux discours : l'un fondé sur la Déclaration universelle des droits de l'homme, la Charte des Nations unies, les conventions de Genève, à destination des sociétés développées ; l'autre dépourvu de toute référence éthique et juridique, à l'usage de ceux qui gênent.

Depuis plusieurs années, à l'occasion de rencontres internationales, des responsables politiques d'Asie et du Moyen-Orient dénoncent la prétention de l'Occident à faire de la démocratie et des droits de l'homme des valeurs universelles. Mais que manifeste ce même Occident, entre autres sa composante américaine, lorsqu'il opère un tri parmi les peuples ? D'un côté, ceux dont les droits méritent d'être protégés ; de l'autre, ceux qui méritent d'être ignorés ? Il manifeste aux yeux du monde qu'il ne croit pas lui-même à ses propres valeurs.

Quelle est la légitimité d'un droit à géométrie variable ?

Nathalie Duhamel est directrice générale d'Action contre la faim.

La République n'a plus besoin de savants

par Luc Bouquiaux

C'ÉTAIT à prévoir, dans le contexte actuel. Ils ne sont pas bien coûteux pourtant : on les paie 20 % de ce qu'on alloue à un joueur de football moyen, 5 % de ce que touche un bachelier de la tête. Si on les compare à ceux des pays voisins, ils gagnent 30 % de moins qu'en Allemagne (où ils sont abondamment pourvus d'un vrai secrétariat, alors qu'en France, même leurs photocopies, ils doivent les tirer eux-mêmes le plus souvent). Ceux du « top niveau », la crème des crèmes, disposaient jusqu'ici d'un avantage tout à fait exceptionnel : celui de maintenir leurs activités trois années au-delà des soixante-cinq ans fatidiques de la footbo public. Sans leur demander leur avis, on a mis fin à ce « privilège ».

De qui s'agit-il ? Sur six mille chercheurs, d'une centaine de personnes qui constituent le sommet de la pyramide fort pointue du CNRS : les directeurs de recherche de première classe et les directeurs de recherche de classe exceptionnelle. Je ne vous dis pas le parcours du combattant pour arriver à ce niveau.

Tous ont été à un moment responsables d'un laboratoire (diriger des chercheurs est une des tâches les plus délicates qui soit), tous ont une renommée internationale – c'est d'ailleurs un des critères sine qua non pour l'entrée dans ce club très fermé. Une grande majorité est titulaire de prix internationaux ou nationaux les plus prestigieux (du Nobel aux médailles d'argent du CNRS), mais, surtout, ils ont porté haut les couleurs de la science française, en faisant preuve d'un remarquable dévouement, car s'ils ont accédé à ce grade, c'est qu'ils ont su donner un essor majeur à leur discipline.

La plupart s'y sont impliqués en y consacrant les années de leur vie, en consacrant aux recherches de l'institution : ils ont souvent logé à leurs frais leurs équipes de recherche, créé des maisons d'édition (le CNRS n'a jamais eu de politique cohérente pour publier les travaux de ses chercheurs), le tout pour des montants qui dépassent largement les « sommes fabuleuses » que le ministère veut économiser sur leur dos par cette mesure inique.

Pour leur dorer la pilule ou pour qu'elle leur paraisse moins amère, on fait appel à leur bon cœur et on leur demande aujourd'hui de partir à la retraite anticipée « parce qu'il s'agit d'un acte de solidarité entre les générations ». Ils ont déjà donné en bataillant toute leur vie pour for-

mer de jeunes chercheurs, leur permettre d'entrer en recherche à un âge qui ne soit pas trop canonique et leur éviter de vivre trop longtemps avec des vacances aléatoires.

Quant au bénévolat, il s'est manifesté chez la plupart par un engagement gratuit dans les universités où plusieurs formations très spécialisées n'ont pu survivre que parce qu'ils y assuraient enseignement et direction de thèse. L'État, qui sait pratiquer la division pour régner, prétend ignorer ces éminents services et ne veut pas les mettre sur le même plan que les professeurs d'université, dont il maintient le statut actuel.

Ils ont porté haut les couleurs de la science française

Et les syndicats de chercheurs, me direz-vous ? Ils ne sont pas chauds puisqu'il s'agit, comme ils disent, d'une revendication parcelaire de hiérarchie, qu'en plus la gauche, à l'époque où Laurent Fabius était ministre de la recherche, avait déjà pris la même mesure, sous la pression des chercheurs de base et parce qu'elle était hostile à ce qu'elle appelait les mandarins, dont elle voulait limiter les prérogatives. La première cobabitation a pourtant rétabli cette prérogative des trois années supplémentaires. Et c'est l'État RPR qui la supprime à nouveau !

On notera au passage que, s'il gratte sur à peu près tout, il a toujours de l'argent pour récompenser le muscle, les médailles d'Atlanta en sautoir quelque chose, et l'équipe de tennis aussi. Pour les cerveaux, c'est autre chose. Avant que nous nous mettions en grève (à part les malades du sida qui doivent tellement à Luc Mouton, qui s'en emmène ?) ou que nous défilions (à une centaine, nous aurions bonne mine !), il faut qu'une telle mesure soit immédiatement rapportée. On peut espérer aussi qu'elle sera vite oubliée : elle témoigne autant de la mesquinerie de ses auteurs que de leur incapacité à reconnaître le talent et à le récompenser.

Luc Bouquiaux est directeur de recherche de première classe au CNRS, Laboratoire de langues et civilisations à tradition orale (Lactio).

LE MOBILE DU MOIS CHEZ FRANCE TELECOM



ERICSSON
AVEC
itinéris
JUSQU'AU
28 FÉVRIER

 **France Telecom**

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Telex : 206 806 F
Internet : http://www.lemonde.fr

ÉDITORIAL

L'affiche et les principes

« Nous sommes un pays chrétien [...]. On ne peut toucher à ses racines, à son éducation, à sa morale. » Cette phrase a été prononcée par la représentante du ministère de l'Intérieur, lors de l'audience de référé de la première chambre du tribunal de Paris, mardi 18 février, audience provoquée par la plainte d'une trentaine de personnes contre l'affiche publicitaire du film de Milos Forman *Larry Flynt*, représentant un homme dans l'attitude du Christ crucifié sur le pube d'une femme. Faut-il rappeler à Thérèse Grogna, substitut du procureur de la République, l'article 2 de la Constitution : « La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale » ? Il le faut, à n'en pas douter, puisque les réquisitions du parquet méconnaissent gravement les principes fondateurs de la communauté nationale.

Deux plaintes ont été déposées contre l'affiche qui fait scandale. L'une émane de catholiques agissant à titre individuel, l'autre de l'Alliance générale contre le racisme et pour l'identité française (Agri), présidée par Bernard Antony, député européen du Front national. Les uns demandent le respect de leurs convictions, l'autre, comme son nom l'indique, se réclame de « l'identité française ». Il est regrettable que l'argumentation du ministère public fasse droit à cette seconde revendication, mais l'invocation des convictions n'est pas davantage recevable.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombani
Directeur : Jean-Marie Colombani / Journaliste : Alain Fauriol / Directeur général : Noël-Jean Bergeron, directeur général adjoint

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeurs adjoints de la rédaction : Jean-Yves Lhonnau, Robert Solé
Rédacteurs en chef : Jean-Paul Besset, Bruno de Camille, Pierre Georges, Laurent Gbaguidi, Éric Lécuyer, Michel Magnan, Bertrand Le Gendre
Directeur artistique : Dominique Joyeux
Rédacteur en chef technique : Eric Arant
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment

Médecin : Thomas Perrotin
Directeur exécutif : Eric Palloux / Directeur délégué : Anne Chateaubourg
Conseiller de la direction : Alain Noll / Directeur des relations internationales : Daniel Verret

Comité de surveillance : Alain Milla, président / Gérard Courtois, vice-président
Associés directeurs : Hubert Bonin-Héry (1944-1994), Jacques Favre (1946-1992), André Laurent (1952-1995), André Fontaine (1953-1991), Jacques Lecomte (1941-1994)

Le Monde est édité par la SA Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 16 décembre 1944
Capital social : 935 000 F, Actions : Société civile « Les rédacteurs du Monde »
Associations Hubert Bonin-Héry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs
Le Monde France, L'Espresso, Le Monde Provençal

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

La langue de la politesse

En raison d'un mouvement de grève dans les imprimeries parisiennes, Le Monde n'a pas paru du 14 février au 17 mars 1947. L'article ci-dessous a été publié dans le numéro daté 8 janvier 1947.

LE FRANÇAIS a toujours eu le renom d'être la langue de la politesse. Sans doute assistons-nous, comme dans toutes les périodes troublées, à une offensive de grossièreté, consécutive aux deux guerres : le soldat, qui mène une vie violente, aime les mots violents et vigoureux. Mais notre langue n'a pas pour cela perdu la faculté de présenter telles idées ou tels faits désagréables sous une forme atténuée ou détournée, afin de moins choquer l'interlocuteur ou le lecteur. D'après des créations récentes, on se rend compte qu'elle sait toujours pratiquer et manier l'euphémisme.

L'administration peut revendiquer la palme pour jeter le manteau de Sem, sous forme d'une expression qui est souvent une trouvaille. C'est elle qui a pudiquement transformé en file d'attente la queue populaire et métaphorique. Plus récemment, les coupures si pénibles de courant électrique nous ont été présentées sous le nom prestigieux de *délestage*, le mot expliquant et excusant la mesure : on ne saurait trouver mieux. Une autre trouvaille, c'est le *marqué parallèle*, pour désigner officiellement ce *marqué noir* qu'on ne pouvait continuer à nier ou à ignorer. Bien moins réussis, les *économiquement faibles* : il faudra trouver autre chose que cet interminable adjectif, dont la lourde finale vient assommer le moosyllabe qu'il détermine.

Albert Dauzat
(8 janvier 1947.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 code LEMONDE

Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC ou 06-36-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM : renseignements par téléphone, 01-42-08-78-30

Index et microfilms du Monde : renseignements par téléphone, 01-42-17-29-33

Le Monde sur CompuServe : GO LEMONDE

Adresse Internet : http://www.lemonde.fr

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

Immigration : la défaite de la majorité

DES PÉTITIONNAIRES révoltés par une atteinte aux droits de l'homme d'un côté ; une majorité qui a tendance à assimiler tout étranger à un délinquant de l'autre : Alain Juppé s'est laissé enfermer dans un piège où il risque de perdre une partie de la crédibilité qu'il commençait à retrouver. Pour l'heure, c'est à la pression des premiers qu'il semble s'apprêter à céder, au moins partiellement. La solution que lui suggère Pierre Mazeaud, le président RPR de la commission des lois de l'Assemblée nationale, n'est pas de bannir l'étranger, mais d'exclure tout mécanisme de délation, mais aussi de mettre fin à une situation où des élus, de l'extrême droite comme de la majorité, agissent dans la plus parfaite illégalité, sans que le gouvernement n'y trouve rien à redire.

Renoncer à imposer aux personnes hébergeant un étranger la responsabilité de signaler officiellement son départ de leur domicile, comme le proposent M. Mazeaud et les députés UDF, revient effectivement à éviter de transformer tout un chacun en auxiliaire de police. Se contenter de demander aux « touristes » de remettre aux postes-frontières leur certificat d'hébergement s'apparente à un système de visas en usage dans bien des pays étrangers, et même en France dans certains cas. Mais la règle de libre circulation des personnes au sein de l'espace Schengen en rend l'application délicate et impose une négociation avec les autres pays européens qui en sont membres. En tout état de cause, son efficacité est contestée par les spécialistes administratifs

du contrôle de l'immigration. Ce constat ne pourra que rendre plus ardue une majorité parlementaire qui risque, déjà, de fort mal apprécier l'autre volet de la solution préconisée par le président de la commission des lois. En transférant des maires aux préfets le pouvoir de viser les certificats d'hébergement, celui-ci ne réagit pas simplement en bon jacobin qu'il est. Hostile, dès le premier lecture du projet à l'Assemblée, à bien des dispositions attentatoires aux libertés, ce membre du Conseil d'Etat ne pouvait être que réceptif à l'avis émis par cette haute instance administrative, selon lequel le dispositif figurant dans le projet de Jean-Louis Debré porterait « atteinte à la liberté individuelle et à la vie privée de l'hébergeant ».

Cette remarque, dont le premier ministre n'a pas tenu compte, s'adressait certes à l'obligation faite aux personnes hébergeant un étranger de signaler son départ. Mais la délivrance des certificats d'hébergement se fait, déjà trop souvent, dans la plus parfaite illégalité. Le dispositif mis au point par un décret pris par Edith Cresson et confirmé par la loi Pasqua de 1993 n'est pas en soit contraire aux principes républicains. Le Conseil constitutionnel, d'ailleurs, l'avait validé en août 1993, mais il ne l'avait fait que parce que le maire n'agissait, en l'espèce, que comme représentant de l'Etat, que donc sa décision était susceptible de recours devant le préfet, que le contrôle des conditions d'hébergement ne pouvait être fait que par un organisme d'Etat et que le maire comme le préfet devaient se prononcer « dans le délai le plus bref possible ».

ARRIÈRE-PENSÉE ÉLECTORALE

Force est de constater que tous ces beaux principes ont volé en éclats. D'abord parce qu'il faut être un juriste bête ignorant de la réalité pour penser qu'un élu ferait la distinction entre ses pouvoirs de gestionnaire « libre » d'une collectivité locale et son rôle de représentant de l'Etat agissant sous la tutelle de celui-ci. Ensuite, parce que, là encore, les préfets se sont bien gardés de remplir avec efficacité leur tâche de contrôle de légalité des actes municipaux. Ensuite, parce que les victimes de cette « déobéissance civique » n'ont pas su, ou n'ont pas pu, se retourner devant une justice administrative qui n'aurait pu que leur donner raison.

Dans son application, la législation

actuelle met ainsi à mal le principe d'égalité de tous devant la loi, puisque, selon l'attitude du maire de sa commune, on peut, ou on ne peut pas, héberger un étranger. En examinant le texte de Jean-Louis Debré, le Conseil constitutionnel aurait pu en prendre acte. Pourtant, ce projet voulait encore accroître le pouvoir des élus locaux. C'est même aux yeux de ses défenseurs son principal intérêt. Affirmant que seuls les maires sont aptes à connaître les capacités d'hébergement de leurs concitoyens, brio des députés RPR et UDF voulaient, en fait, leur transférer la responsabilité de la politique d'immigration en France. L'arrière-pensée électorale est évidente : ils pensent ainsi capter les voix du Front national. Il est peu de dire que dans cette stratégie, ils ont reçu le soutien de M. Debré. C'est en jouant de leur demande pressante que le ministre de l'Intérieur a réussi à imposer « sa » loi.

Pour avoir cédé aux « durs » de leur majorité, MM. Chirac et Juppé se sont enfermés dans un piège. Pour en sortir, ils ont deux possibilités. La première s'apparente à ce qu'avait fait Edouard Balladur lors de la tentative de révision de la loi Falloux : ils restent fermes face aux pétitionnaires et laissent le Conseil constitutionnel les désavouer ; il leur serait alors facile d'expliquer à leur électorat qu'ils ont voulu lui donner satisfaction, mais que des empêchements de légiférer tranquillement s'opposent, une fois, encore à la volonté populaire. Mais cela laisserait la tension monter pendant encore quelques semaines, avec tous les risques que cela implique. D'où la préférence qui semble être donnée à la seconde : la mise au point immédiate d'une solution conforme aux principes constitutionnels. C'est pour le premier ministre l'intérêt de la solution préconisée par M. Mazeaud.

Son inconvénient est évident. Certes, elle permet d'afficher une volonté essentielle aux yeux de l'Elysée et de Matignon : le contrôle des entrées et des sorties des étrangers venant en France pour un simple séjour touristique, mais elle va dans un sens strictement inverse de ce que voulaient les promoteurs du projet de loi. Il faudra à M. Juppé faire preuve de toute son autorité pour imposer à sa majorité et pour faire comprendre à son électorat que le gouvernement a joué à qui gagne perd.

Thierry Bréher

Les gens par Kerleroux



Tourments albanais dans les Balkans

Suite de la première page

Après l'ère stalinienne et la période pro-chinoise, Enver Hoxha avait entraîné l'Albanie dans l'isolement le plus complet. La police secrète, la Sigurimi, était présente partout, jusque dans chaque famille. Les gens ne voyageaient jamais à l'étranger, et devaient parfois obtenir une autorisation pour aller d'une région à l'autre. Les partisans de la liberté d'expression et de culte étaient systématiquement internés, ainsi que certains communistes.

L'enthousiasme, la volonté de démocratiser la vie politique, d'amener le pays à l'économie de marché, ont marqué la présidence de Sali Berisha. L'Albanie s'est mise à rêver d'intégration au plus tôt à la famille capitaliste occidentale. Tirana a également déployé de vastes efforts pour rester à l'écart du conflit yougoslave, en incitant la minorité albanaise de Serbie (qui représente 90 % de la population d'une lutte non violente, voire à faire certaines revendications. Sali Berisha est devenu l'un des dirigeants de l'Est les plus encensés par la communauté internationale. Il est aussi parvenu à calmer les tensions albanaises-grecques, et à mettre un terme à la fuite des boats albanais vers l'Italie. Sali Berisha incarnait seul le « miracle albanais ».

Le réveil est brutal. L'Albanie apparaît comme un pays qui a construit son économie sur une coquille vide (les sociétés financières pyramidales) et sur le trafic

avec la République fédérale de Yougoslavie (RFY, Serbie-Monténégro), soumise à un embargo international jusqu'à la signature de la paix bosniaque (1 million de dollars de recettes par jour selon des analystes économiques). Les trafics d'armes et de drogue sont également concernés, puisque la « filière balkanique » évoquée depuis cinq ans serait essentiellement une filière albanaise.

L'économie albanaise est au bord du gouffre. Les manifestations violentes se multiplient dans le pays, où les égarés du régime partent à nouveau d'exil italien pour améliorer leur niveau de vie. Sali Berisha est par ailleurs sur la sellette pour les atteintes aux droits de l'homme : emprisonnements et intimidations d'opposants politiques, répression policière brutale, fraudes électorales. Il est très sévèrement critiqué dans le dernier rapport du département d'Etat américain, alors que les Etats-Unis l'avaient toujours fermement soutenu. Et les accusations se multiplient à l'encontre de son parti et du gouvernement, dont les principaux dirigeants seraient enrichis à la fois grâce aux « pyramides » et au détournement de l'embargo contre la RFY.

FRAGILITÉ SERBE

Si Sali Berisha conserve un indéfectible soutien de l'Occident, c'est d'abord pour sa politique extérieure. Le président albanais joue un rôle modérateur dans les aspirations autonomistes des Albanais du Kosovo et de Macédoine. Depuis le début des manifestations anti-Milosevic à Belgrade, en novembre, des voix albanaises se sont toutefois élevées pour réclamer plus de vigueur dans la contestation au Kosovo. Le pouvoir serbe est fragilisé. Des attentats ont été commis par une Armée de libération du Kosovo (UCK) clandestine.

Est-ce l'aube d'un vaste mouvement de protestation au Kosovo ? Belgrade et les Occidentaux le craignent, tandis que l'opposition serbe accuse M. Milosevic de fomenter ces troubles afin de détourner l'attention internationale des problèmes de démocratisation en Serbie.

GRECS ET TURCS IMPLIQUÉS

Si les Kosovars radicalisaient leurs actions, et s'ils obtenaient le soutien de Tirana, les Albanais de Macédoine pourraient-ils rester à l'écart d'un renouveau albanais ? Sans doute pas, d'autant moins que le président macédonien, Kiro Gligorov, considéré comme le père de la stabilité dans son pays, perd peu à peu les rênes du pouvoir. La Macédoine, cœur de la problématique balkanique, a des portions de son territoire envies par la Grèce, la Bulgarie et l'Albanie ; et les partisans de la « Grande Serbie » n'y voient qu'une province de leur empire naturel.

Un conflit serbo-albanais risquerait d'embraser les Balkans encore plus gravement que le conflit serbo-croato-bosniaque. Si les Turcs ont discrètement soutenu Sarajevo durant la guerre, ils ont en revanche signé un véritable accord de coopération militaire avec l'Albanie ; et les Grecs, qui ont des minorités vivantes en Macédoine et en Albanie, et qui sont des alliés traditionnels des Serbes, ne pourraient pas rester indifférents à une extension du conflit au sud.

L'expansionnisme serbe, l'occupation ottomane ou l'impérialisme albanais sont des réalités historiques qui marquent encore la région. Washington avait parfaitement compris la poudrière en déployant, quatre ans avant d'engager les troupes de l'OTAN en Bosnie, des soldats et des espions à la frontière serbo-macédonienne, ainsi qu'en activant sa di-

plomatie en direction de Skopje et de Tirana. En Serbie, l'opinion publique est catégorique, y compris au sein des manifestants « démocrates » des dernières semaines : la guerre bosniaque est terminée et Pale va devoir se débrouiller avec l'accord de Dayton ; en revanche, chacun prendra son fusil si le Kosovo, « berceau » de la nation serbe, réveille ses velléités indépendantes.

En Albanie, personne n'est vraiment prêt à aller combattre hors des frontières, mais un mouvement nationaliste pourrait aisément, un jour, jouer avec un sentiment anti-serbe et anti-grec. Le nationalisme albanais pourrait émerger si Belgrade continuait à commettre des exactions envers les Kosovars et si Tirana semblait dans la balne du voisin.

Les Balkans n'ont pas fini de panser les plaies des siècles derniers. Et si la tragédie bosniaque effraye les populations avides de stabilité et de prospérité, elle ne pourrait guère, à cause de l'impunité dont jouissent les « criminels de guerre » et du partage de facto du pays entériné par les puissances occidentales, dissuader des chefs de guerre déterminés, résolus à exacerber le nationalisme ou à étendre leur pouvoir aux contrées environnantes.

Rémy Ourdan

RECTIFICATIF

BIBLIOTHÈQUES

C'est lors d'un débat organisé par Le Monde au Centre national du théâtre d'Avignon, et non à Châteauneuf, comme nous l'avons indiqué par erreur dans nos éditions du 18 février, que le ministre de la culture, Philippe Douste-Blazy, avait annoncé un projet de loi garantissant le pluralisme des bibliothèques.

Ter



Un c

Carnet de bord

صوتنا من الامم

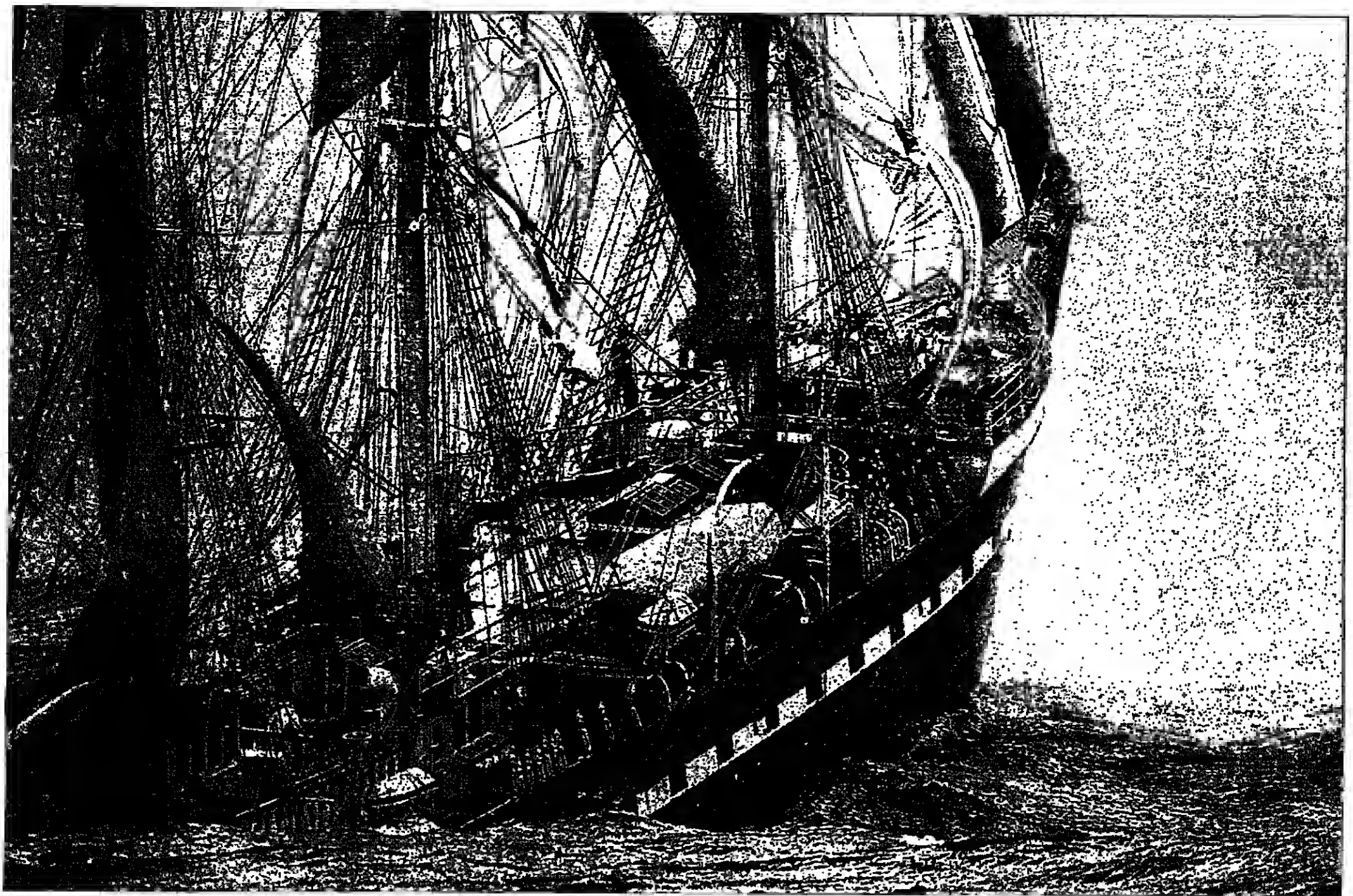
de la majorité

Le Monde
VOYAGES

LE MONDE / 151111 20 FÉVRIER 1997 / 33

LE MONDE / TERRES DE MERS / JEUDI 20 FÉVRIER 1997 / 15

Terres de mers



Aujourd'hui navire-école, le Belem est devenu un rêve accessible

PHILIP PLISSON - LA TRINITÉ

Un centenaire dans le vent

Il était une fois un fringant trois-mâts. Successivement navire de commerce français, yacht britannique et bateau-école italien, le « Belem » court toujours les mers. Pour le plus grand plaisir des puristes

Nantes, juin 1886. Au terme de sept mois de travail, les chantiers Dubigeon, situés sur la rive droite de la Loire, livrent à l'armateur Crouan un trois-mâts barque baptisé le *Belem*. Affrété par le chocolatier Menier, ce navire marchand sera affecté au transport du cacao entre le Brésil et la France. Unique survivant de la flotte de commerce française du XIX^e siècle, il essuiera bien des tempêtes avant de couler des jours heureux dans des eaux beaucoup plus calmes.

Tranquille dans son sillage, un cortège de légendes et de superstitions, ce bateau mythique paraît comme protégé par le destin. A tel point que les vieux loups de mer l'ont baptisé « *Belem de la Providence* ». Ainsi, dès son baptême de mer, résiste-t-il vaillamment à un méchant « coup de torchon ». Lors de sa première campagne, à destination de l'Amérique du Sud, un incendie se déclare à bord. La cargaison est dévorée par les flammes et sa mâture, sérieusement endommagée. Ce qui n'empêche pas le voilier d'arriver à bon port. Deux ans plus tard, le sort frappe de nouveau quand un navire à vapeur anglais l'éperonne. Quatre ans après, le trois-mâts barque vogue vers Saint-Pierre

Carnet de bord

■ **EMBARQUER.** Du 25 mars au 28 octobre, le *Belem* programme 24 stages de 2 à 12 jours (accessibles aux plus de 14 ans) en Méditerranée, dans l'Atlantique et dans la Manche. Prix : de 1 640 F à 6 840 F, de port à port, en cabines de plusieurs couchettes et en pension complète. Les stagiaires ayant déjà navigué sur le *Belem* bénéficient d'une réduction de 10 %, les moins de 25 ans, d'une réduction de 20 %. Forfaits pour le cumul de deux stages. Les chèques-vacances sont acceptés. En vedette en 1997, six stages thématiques dont trois artistiques (histoire, photographie, aquarelle) et trois consacrés à la navigation. Au moment de l'inscription, les participants reçoivent

la Martinique. A son arrivée, il doit mouiller au large tant le port est encombré. A l'aube, une éruption volcanique détruit la ville en moins de quatre minutes. Quarante mille personnes périssent, enfouies sous la lave. Quant aux navires mouillés dans la rade, ils sont tous engloutis.

Pour les marins, un salut aussi miraculeux ne peut être qu'une nouvelle manifestation de la Providence. Bravant toutes les épreuves qui se dressent sur sa route, l'intrépide trois-mâts effectuera, de

1896 à 1914, treize-vingt-cinq campagnes au service de trois armateurs.

En 1914, la reprise du trafic des bateaux à vapeur fait de l'ombre aux voiliers « antillais » tels que le *Belem*. Désireux de voir ce dernier rejoindre la flotte fleur du yachting anglais, le duc de Westminster achète le fameux trois-mâts tout en respectant la tradition maritime qui veut qu'on ne change pas le nom d'un bateau. Naviguant sous pavillon britannique, le *Belem* se découvre une vocation de

navire de plaisance. Magnifiquement entretenu, il voguera ainsi, sept années durant, dans les eaux européennes. Mis à l'abri pendant la guerre, il changera de propriétaire en 1921. Moins respectueux des usages, le brasseur Guinness le rebaptisera *Fantôme II*. Et c'est sous ce nom qu'il entreprendra un tour du monde de dix-huit mois. Désarmé à l'île de Wight (Royaume-Uni), en 1939, à la mort de son propriétaire, il perdra ses mâts et ses vergues lors d'un raid aérien allemand qui détruira égale-

ment le hangar où ses voiles étaient entreposées.

En 1952, la Fondation Giorgio Cini, sise à Venise, achète ce qui reste du navire sinistré. Gréé en trois-mâts goélette, le voilier ressuscité jouera désormais les navires-écoles, accueillant notamment à son bord les jeunes orphelins de marins. Au terme de treize années de bons et loyaux services, le *Fantôme II* entrera de nouveau dans une zone de perturbations, changeant de maîtres au gré de diverses transactions.

Racheté en 1979 par la marine nationale française, le voilier retrouvera finalement sa patrie, et son nom, après soixante ans d'exil. Restauré à l'initiative de l'Union nationale des Caisses d'épargne, le *Belem* sera classé monument historique en 1984. Deux ans plus tard, le trois-mâts barque reprendra la mer pour le plus grand plaisir des amoureux de vieux gréements. Navire-école, il embarque plus de 2 000 stagiaires par an. Grâce à lui, barrer un voilier centenaire devient un rêve accessible. Raisonné de plus pour souhaiter « bon vent et longue vie » à ce frigate trois-mâts cinglant sur la route de son bicentenaire.

■ **ST'INFORMER.** A la Fondation Belem, 23, rue de la Tombe-Issoire, 75014 Paris, tél. : 01-40-78-46-46. Et auprès de l'Association des amis des grands voiliers (2, rue Georges-Sand, 94210 La Varenne-Saint-Hilaire, tél. : 01-48-89-66-06), qui organise stages et visites et diffuse un bulletin, Grands voiliers infos.

Nadège Delaigue

Week-end viking

Dans la Baltique, à bord du *Silja-Symphony*, un shopping-center flottant avec un seul mot d'ordre : « Je consomme, donc je suis. » p. 16

Voiles d'antan

Les vieux gréements ont le vent en poupe. Plusieurs proposent des croisières à des prix très raisonnables. Sélection. p. 16

Costa joue la France

Pour conforter son leadership européen, la compagnie Costa mise sur la clientèle française. p. 17

Santorin !

Parmi les îles grecques, une escale parfaite. p. 17

Who's Who

Pour bien choisir sa croisière et son bateau, un guide détaillé et les filières à suivre. pp. 18 et 19

Cap sur Cuba

Une croisière classique au départ d'une ville magique, La Havane. p. 20

Caraïbes

Au large de la Floride, quand la croisière vous mène en bateau. p. 20

Week-end viking

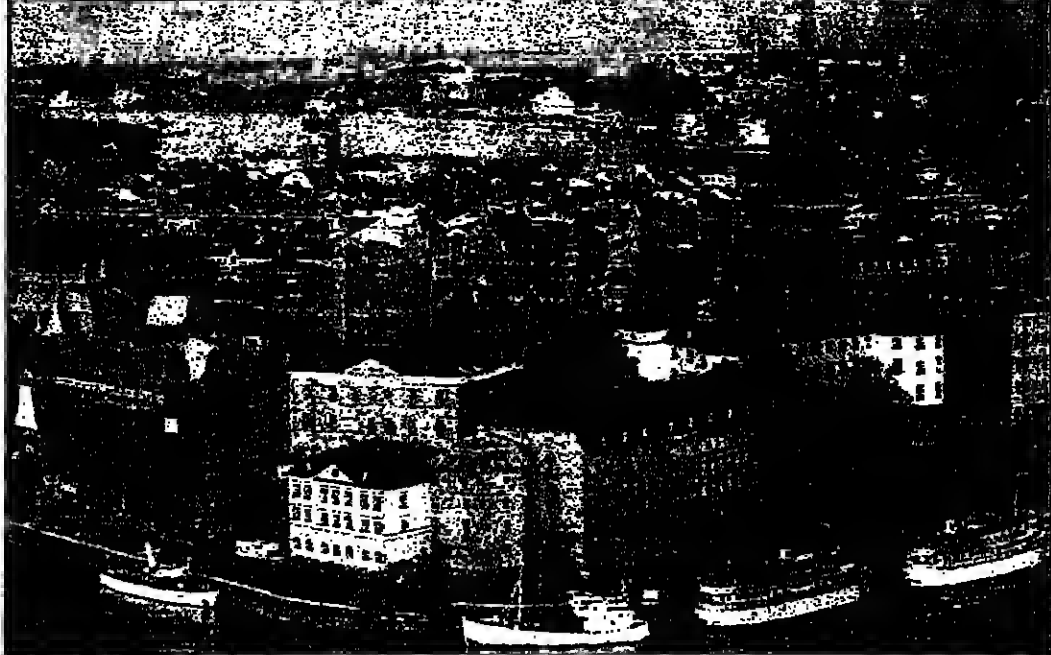
A bord du « Silja-Symphony », un seul mot d'ordre : « Je consomme, donc je suis »

STOCKHOLM
de notre envoyé spécial
L'archipel de Stockholm a tout du paradis boréal pour « ilomaniques ». L'eau engourdie par le froid, épaissie par le gel, se referme lentement derrière le bateau qui va sa route entre les vingt-quatre mille pièces d'un puzzle éparpillé. Les îles, les îlots, les îlets et les cailloux isolés marquent le détachement progressif d'avec le brouillard continental et l'entrée dans les eaux saumâtres de la Baltique. L'air à l'entour des lumières est constellé de palettes de glace. La nuit d'hiver cerné le vaisseau blanc d'un noirceur presque expressinniste. Si ce n'étaient les flonflons qui montent des ponts inférieurs, le passager pourrait croire qu'il a été convoié à une croisière-fantôme nu, pour le moins, curieusement sonnant.

Faux-semblant. Il suffit de pousser l'une des portes zébrées par le givre, de suivre les couloirs tapissés de moquette, d'emprunter l'un des ascenseurs tubulaires et transparents qui descendent le niveau 7, pour se retrouver dans une véritable rue piétonnière où se préparent déjà une fête qui promet d'être d'autant plus excessive qu'elle sera éphémère. Les gosses déguisés en Peaux-Rouges gaudent sur des chevaux imaginaires et les musiciens échauffent leurs instruments. Les croisiéristes les plus prévoyants, à moins que ce ne soient des habitués, tout simplement, forment une file d'attente afin de réserver une table bien en vue – ou discrète – au dîner très cravaté du Maxim. Le ding-ding des machines à sous agouiche les joueurs et les non-jeux qui – premier acte de ce « week-end viking » – ont vite déposé leurs bagages pour aller explorer leur nouveau territoire.

Spécialement étudié pour faire le va-et-vient entre Stockholm et Helsinki, le Silja-Symphony hésite entre le paquebot et le ferry-boat : c'est moins un bateau de plaisance qu'un bateau de plaisir. Quatre étages de cabines, avec des baies en quinconce, surplombent la galerie marchande où donnent sur la mer. Un magasin *free lux* occupe le cinquième pont. Des restaurants, des lounges, des bars, des pubs et des clubs, sans compter les saunas, la bijouterie, la parfumerie et le magasin de jouets, donnent l'impression de dériver à bord d'un shopping center.

Faut-il parler du confort des cabines ? Il est suédois. C'est dire que tout est là où il faut qu'il soit. Chacun acquiesce à l'hédonisme éprouvé du style scandinave. Ce sont d'abord les matières et les éclairages : du teck, oui, mais pas trop ni trop peu. Du cuir, bien sûr, mais à dose homéopathique, à la limite de l'austère. Des tissus, évidemment, surtout s'ils sont en de-



Stockholm, comme posée sur les flots

mi-teintes, écus et sans motifs instantanés. Des lampes de chevet et des appliques, mais il faut que l'agencement soit subtil sans nubiliter d'être fonctionnel. Au reste, le décor abstrait – avec son canapé art déco, son téléphone ergonomique, son mini-bar clandestin, son téléviseur très zen et ses cintres idéaux – témoigne d'une hospitalité feutrée sans effusions ni claquages dans le dos.

PEUR D'AVOIR PEUR

Le poste de pilotage, perché à 30 mètres au-dessus de l'eau et boursé d'électronique, fait plutôt penser à une tour de contrôle. Lumière tamisée, sons amortis, visibilité à 360 degrés. On s'y exprime en anglais, en finnois et en suédois. Pour quelqu'un qui ne maîtrise pas trop bien la langue de Strindberg, les phrases font l'effet d'une houle mélodique, riches en voyelles colorées. « Nous avons une autonomie qui pourrait nous permettre de faire la moitié du tour du monde », précise l'officier de quart, qui logne et l'écran du radar et la belle bouillotte en acier brossé.

Malgré leur taille, les bateaux sont pareils à des jouets. Ils sont les merveilleux vecteurs de l'expérience onirique et du sentiment d'irréalité. A peine posé le pied sur la passerelle, le rythme change. Les hantises du monde de l'enfance s'éveillent et une sorte de transe, qui conjure frayeur et fascination, s'empare de vous. Les mots de l'officier résonnent comme paroles d'antan : « En hiver, le noir mange tout. Le noir veut nous manger... »

Plus bas, dans les entrailles du bateau, les gens remuent du magasin *free lux* avec des palettes de paquets de bière, des paniers

ruulants chargés d'aquavit, de whisky et de vin, des brassées de boîtes de chocolats et de cartouches de cigarettes par lots de cinq ou six. Devant cette dépense – cette consommation, dirait Bataille –, l'envie vint de délaborer une théorie du *gynibba*, le spleen suédois, qui n'est pas seulement une vague à l'âme qui vous dévore, mais aussi une peur d'avoir peur.

Le M/S Silja-Symphony offre une gamme complète de débits de boisson. Cela va du pub au *night-club*, en passant par la *cantina* mexicaine. Le Casino, qui comprend quatre bars, propose en sus des tables de jeux, une roulette et des machines à sous, qui acceptent indifféremment le mark finlandais et la couronne suédoise. L'ambiance familiale du début tourne peu à peu à la dérive nocturne et, pour les mieux rancardés, cela se termine au *driver's inn*, qui est le rendez-vous des chauffeurs de car et de camion. Pour l'heure, Olaf – un grand gaillard d'au moins six pieds – raconte qu'il a acheté une panoplie complète pour aller pêcher sous la glace. Ses copains demandent à voir. Il se lève et revient chargé d'un bardo hétéroclite. « Il te manque l'essentiel », lance, sentencieux, un type juif qui alors se tait. « L'essentiel ? » « L'aquavit, créch ! » Olaf lève son verre et nous faisons cul sec.

Au petit matin, on accoste dans la rade d'Helsinki. L'église orthodoxe avec ses bulbes bleus, le granit brûlé des immeubles, les bus aux trois quarts vides (nous sommes dimanche) et les quelques passants emmitouffés donnent l'impression de désolitude. Musées, chocolats chauds, marche à pied. L'escalier permet tout juste d'entrevoir une Finlande fantôme

et de sacrifier, en touriste consciencieux, au laconisme des cartes postales.

La nuit de retour ressemble à la première. A la faveur d'une discussion entre Suédois et Finlandais, je découvre l'euroscéptisme des premiers et l'enthousiasme des seconds, convaincus que l'Europe les protégera des turbulences monétaires et politiques de leurs voisins russes.

Stockholm. Cela vaut la peine d'y arriver par l'archipel et de découvrir Gamla Stan, la vieille ville, confinée sous la neige. Les rues sans voitures, les passages, les venelles, les placettes, les maisons avec leurs pignons à redans, les façades (abricot, rouge brique, vert-de-gris), les fenêtres illuminées et les guirlandes foraines vous plongent dans une sorte d'illusion rétrospective. La roideur protestante s'estompe tout à coup. Les passantes enlignées jusqu'au menton ont un port altier et le regard égalitaire. Leur tenue – vêtements, gestes et manières – dit leur indépendance sans trop la clamer. Elles sont complètes entre elles et très loin, désormais, des clichés racoleurs.

Sur la route de l'aéroport, je fais une halte à l'Ecoparc de Haga. Une forte odeur de jasmin filtre entre les portes souples du premier sas. L'allée se faufile entre les figuiers, les passifloras et les *polyanthas* à fleurs blanches. Il fait 18 degrés. Le deuxième sas s'ouvre sur la serre aux naseaux qui volent librement dans leur jungle reconstruite. Le thermomètre indique 20 degrés. Dans la troisième serre, maintenant à 25 degrés, des centaines de papillons volaient dans l'entrelacs tropical.

Je quitte la Suède sous les flocons.

Jacques Meunier

Carnet de bord

■ **LES BATEAUX.** Deux bateaux de la Silja Line assurent des liaisons quotidiennes entre Stockholm et Helsinki : le M/S Silja Serenade et le M/S Silja Symphony (203 mètres, 2 852 passagers, 450 voitures), dont les armateurs vantent, à juste titre, le confort et la fiabilité. Quant aux boutiques duty free, attractions majeures, l'entrée dans la CEE des deux pays concernés en menaçait l'existence, mais le passage est déjà prévu : une escale aux îles d'Åland, qui bénéficient d'un statut particulier.

■ **LE VOYAGE.** Idéalement, comptez 5 jours (2 nuits à bord et 2 nuits à Stockholm), à condition de bien coordonner départs et arrivées. Se renseigner auprès de Scanditours (140, rue du Faubourg-St-Honoré, 75008 Paris, tél. : 01-45-61-74-50), de la compagnie SAS (118, boulevard Malesherbes, 75008 Paris, tél. : 01-53-43-25-53) et de l'Office du tourisme suédois (18, boulevard Malesherbes, 75008 Paris, tél. : 01-53-43-26-27).

■ **À STOCKHOLM.** La capitale suédoise compte plus de 200 hôtels, soit 33 000 lits. A en croire un journal économique local, les meilleurs seraient le Diplomat, le Berns, le Victory, le Grand Hotel Salsjöbaden et le Radisson SAS Strand Hotel. Citons aussi le Hasselbacken Hotel, à deux pas de Skansen, et le First Hotel Reisen qui ouvre sur le Strömmen, point de rencontre du lac Mälaren et de la Baltique. Et, pour les amateurs de beaux objets, de charme et d'intimité, le Lady Hamilton, au cœur de la vieille ville.

Voiles d'antan

Précieux témoins de notre patrimoine maritime, les gréements traditionnels ont, aujourd'hui, le vent en poupe. A preuve les rassemblements de grands voiliers qui, à l'image de Brest'96, attirent des foules considérables. Si certains de ces bateaux, notamment les navires-écoles militaires, ne sont accessibles qu'à quai, lors d'une escale, nombre de vieux gréements proposent balades ou croisières. Pour passer du rêve à la réalité, une sélection de voiliers battant pavillon français.

GRANDES CROISIÈRES

Le Belem

Voir article, page 1.

L'Ann Christine

■ **Histoire.** Construit en 1890 par un chantier naval danois, l'Ann Christine a d'abord transporté du lait et des céréales entre le Danemark et le nord de l'Allemagne. Echoué et renfloué en 1947, le bateau, gréé en golette, devait, à partir de 1948, se nuier en yacht de plaisance. A 107 ans, l'Ann Christine est le plus vieux gréement en bois battant pavillon français.

■ **Partir.** Vers Nouméa via les Amilles, la Colombie, les Galapagos, les Marquises, Tahiti, les îles Cook et les Fidji. Croisières de 7 à 25 jours. Compter 500 F par jour. Renseignements chez Hobby Croisières, 1, avenue des Genêts, 06100 Nica, tél. : 04-93-84-07-74.

La Recouvrance

■ **Histoire.** Réplique exacte d'une golette « aviso » de 1917, voilier qui, à l'époque, transmettait des messages urgents ou ramenait les blessés des fronts de la Première Guerre mondiale. La Recouvrance fut ensuite chargée de surveiller et de protéger le trafic commercial le long des côtes africaines et dans les Antilles. Reconvertie à partir de 1991, lancée en 1992, lors du rassemblement de Brest, la golette porte le nom du plus célèbre des quartiers de Brest, celui où les femmes de marins priaient Notre-Dame pour qu'elle veuille sur eux.

■ **Partir.** D'avril à octobre, La Recouvrance accueille à son bord 30 passagers pour des sorties à la journée (300 F) et 14 stagiaires pour des croisières de 3 à 5 jours (750 F par jour) dans l'Atlantique et dans la Manche (les Anglo-Normandes et Anglaises). Renseignements : La Recouvrance, Quai Malbert, Port de Commerce, 29200 Brest, tél. : 02-98-43-43-87.

Etoile Molène et Popoff

■ **Histoire.** Lancée en 1954, pour pêcher le thon en Atlantique et sur les côtes irlandaises, l'Etoile a été désarmée et vendue au début des années 80. Naufragé, renfloué et partiellement restauré, le bateau a été racheté en 1990 par Bob Escoffier, qui l'a gréé en dunee thonier et baptisé Etoile Molène. De son côté, Popoff, ex-Sirocco, né en 1946 à La Rochelle, a d'abord pêché à la ligne et au chalut dans le golfe de Gascogne. En 1979, Bob Escoffier en a racheté l'épave abandonnée et l'a restaurée. Rebaptisé Popoff, le nouveau ketch a repris la mer en 1986.

■ **Partir.** Toute l'année, Etoile Molène accueille 27 équipiers pour des sorties à la journée et 22 renforts pour des croisières (de 2 à 25 jours) le long des côtes bretonnes, au large de l'Angleterre, des îles Anglo-Normandes, des îles Sillies et dans les Antilles. De mars à décembre, Popoff, quant à lui, navigue de 2 à 7 jours, dans la Manche et dans l'Atlantique (10 équipiers ou 16 passagers). Renseignements chez Etoile Molène, 6, avenue Louis-Martin, 35400 Saint-Malo, tél. : 02-99-40-48-72.

Notre-Dame des Flots

■ **Histoire.** Construite de 1942 à 1947, Notre-Dame des Flots navigue d'abord en mer du Nord. Pêchant le hareng, le long des côtes danoises, dans le cadre de campagnes de trois mois, le bateau pêchait ensuite la sole et la crevette au large de Dunkerque. Désarmé en 1975, le chalutier est coulé dans le cadavre du port de Dunkerque. En 1976, Jean-Pierre Oespré achète et renfloue l'épave. Après sept ans de restauration, Notre-Dame des Flots largue les amarres. Le ketch navigue sur toutes les mers du globe avant d'entreprendre, en automne 1995, un voyage par étapes à destination du Pacifique.

■ **Partir.** Actuellement basée à Nouméa, Notre-Dame des Flots embarque au maximum 8 passagers pour 6 000 F par mois et par personne. Renseignements auprès de l'Association Française des Amis des grands voiliers ou de Jean-Pierre Oespré, 8, place des Acacias, 16100 Cognac, tél. : 05-45-32-17-63.

Bel Espoir II

■ **Histoire.** Né en 1944, dans un port de la Bretagne, ce trois-mâts golette assure, pour le compte de grandes entreprises de pêche, les liaisons entre le Danemark et le Groenland, avant de se spécialiser dans le transport du bétail. En 1968, l'association Les Amis du jeudi-dimanche achète le voilier qui, en 1991, est entièrement restauré. En mars 1993, il est classé monument historique.

■ **Partir.** Le Bel Espoir II, qui a quitté Brest en décembre, croise dans les Antilles avant de ramener vers Montréal via les îles du Nord, les îles Vierges, les Grandes Antilles, Miami et New York. De retour à Brest, il se rendra en Pologne pour participer à un rassemblement de grands voiliers. Le bateau embarque 36 stagiaires pour des trajets de 6 jours (2 000 F) à un mois (7 000 F). Renseignements auprès de l'Association « Les Amis du jeudi-dimanche », 4, rue du Colonel Dominié, 75013 Paris, tél. : 01-45-80-22-33.

Belote et Re

■ **Histoire.** Ancien thonier, gréé en grand cotre, Belote et Re est le dernier bateau à « cul de poule » construit par le chantier Bénéteau, en 1957.

■ **Partir.** Le bateau embarque 4 à 5 personnes pour des croisières à destination de l'Irlande et de l'Espagne (2 700 F le samedi). Contact : M. Duranton, 14, rue Cadou, 85800 Saint-Gilles-Croix-de-Vie, tél. : 02-51-65-32-21, ou M. Pougeard au 02-51-55-07-57.

CROISIÈRES

Les bisquines

■ **Histoire.** Née au milieu du XIX^e siècle, la bisquine, bateau typique de la baie du Mont Saint-Michel, drague les bancs d'huîtres sauvages et pêche à la corde ou au chalut. Elle disparaît dans l'entre-deux-guerres, et seuls subsistent deux répliques : La Canalisée, lancée en 1987, et La Granvillaise, achevée en 90.

■ **Partir.** Du printemps à l'automne, elles naviguent le long des côtes bretonnes et normandes, dans les îles Anglo-Normandes et au sud de l'Angleterre. La Canalisée embarque 25 personnes à la journée (250 F) et une quinzaine pour des croisières. La Granvillaise accueille 38 personnes à la journée (250 F), 10 à 12 pour des croisières de 2 à 5 jours (environ 600 F par jour). Renseignements : Association Bisquine canalisée, mairie de Cancale, 35260 Cancale, tél. : 02-99-89-77-47, et Association des vieux gréements granvillais, boulevard des Amiraux, 8, F 614, 50406 Granville cedex, tél. : 02-33-30-07-51.

Le Lys Noir

■ **Histoire.** Construit à Arrachon en 1914, ce yacht de plaisance reste six ans à terre, de 1984 à 1990. Pêlé et dégradé, il a été entièrement restauré en 1992.

■ **Partir.** Le Lys Noir navigue dans la baie du Mont-Saint-Michel et autour des îles Chausey avec, à son bord, 18 personnes maximum (260 F la journée). Il croise au nord de la Bretagne, dans les îles Anglo-Normandes, au large de l'Angleterre et de l'Irlande avec 11 passagers embarqués pour 2 à 5 jours de navigation (590 F par jour). Renseignements : Association Lys Noir, 11, rue des Juifs, 50400 Granville, tél. : 02-33-30-21-71 ou 02-33-90-48-63.

Le Don du Vent

■ **Histoire.** Construit dans les chantiers de Brest en 1943, le Don du Vent fut affecté à la surveillance côtière. En 1979, Philippe Derain la rachète et entreprend les premiers travaux de restauration. En 1990, ce ketch ariekure remporte la régates de bateaux de tradition lors de la Coupe Phocéa. En 1993 et 1994, il embarque une équipe de chercheurs opérant dans le cadre d'un programme d'observation et de recensement des oiseaux en Méditerranée.

■ **Partir.** Sorties à la journée (30 personnes), en week-end et en croisière (18 équipiers), en Méditerranée. Renseignements auprès de Philippe Derain, 38, rue du Petit-Puits, 13002 Marseille, tél. : 04-91-90-85-67.

Le Fraia

■ **Histoire.** Construit en 1925, ce cotre ariekure transporta des passagers sur le Toga jusqu'en 1957. Réarmé avec un moteur (vapeur et roues à aubes), il embarque ensuite sel et morues. En 1982, Olivier Lasserand la rachète et le sauve ainsi d'une destruction par le feu. Restauré jusqu'en 1988 avec l'aide des derniers charpentiers et calligraphes de la région, il est rapatrié en France où il opère depuis 1990.

■ **Partir.** De mars à novembre, il embarque 20 passagers pour des croisières à thèmes de 6 jours (450 à 600 F par jour), au départ de Palms ou d'Argelès. Renseignements : Les Croisières des Caps de Cœur, 2, place Magellan, Résidence Atalaya, 66700 Argelès, tél. : 04-67-02-24-20.

O'Abandonado

■ **Histoire.** Lancé en décembre 1916, au Portugal, O'Abandonado était destiné à la pêche côtière. En 1926, le bateau assure le transport (fluvial et côtier) du liège, du bois et du sel. Après 52 ans de bons et loyaux services, son propriétaire met un point final à sa carrière... en le coulant. En 1982, Luc Archambault renfloue l'épave. Après trente mois de restauration, le sloop ariekure est remis à l'eau en janvier 1985.

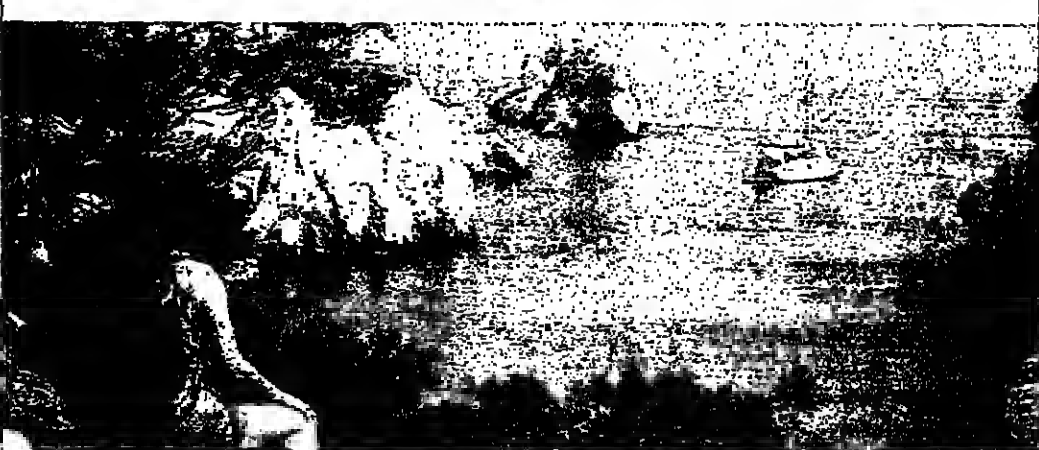
■ **Partir.** O'Abandonado navigue à la journée (200 F, 15 personnes) autour de l'île de Noirmoutier ainsi que pour 2 à 4 jours vers l'île d'Yeu, Belle-Ile ou à travers le golfe du Morbihan (7 passagers). Renseignements : Association Le Galé, 11, rue des Ormeaux, 85330 Noirmoutier, tél. : 02-51-39-89-57.

Nadège Delallien

CONCEPTION ET COORDINATION
Patrick Francis,
assisté de Michèle Valandina
ICOMOGRAPHIE
Sophie Malézieux

PUBLICITÉ :
Stéphane Moulié-Berteaux
et Guillaume Drouillet

Découvrez l'ivresse du marcheur.



Avec Terres d'Aventure, la marche vous révèle la beauté des îles : Corse, Grèce, Chypre, Camarões, Madère, Açores, Irlande, Islande, Groenland, Spitzberg, Martinique, Jamaïque, Cuba, Comores, Madagascar, Réunion, Sri Lanka, Indonésie, Nouvelle Zélande, Australie.

Avec les meilleurs guides et les plus beaux itinéraires de randonnée. Pour tous niveaux même débutant et à tous les prix.

Terres d'Aventure : 6, rue Saint-Victor

75005 Paris. Tél. : 01 53 73 77 77

Minitel 3615 code Terrier (2,23 F/minute).

300 Marches de rêve.

Catalogue gratuit sur demande en renvoyant ce bon à découper.

Nom
Prénom
N° rue
Ville Code postal
Profession
Tél.

Age
C. rue Saint-Victor 75005 Paris. Tél. : 01 53 73 77 77

S. rue des Bergues-d'Alençon, 69002 Lyon. Tél. : 04 78 42 33 54.

terres d'aventure
LE VOYAGE A PIED

Conformément à la loi sur l'information des clients, le 8 janvier 1997, nous informons que cet acte de voyage est un contrat de voyage.

Voiles d'antan

Costa mise sur la clientèle française

En dix ans, le nombre de passagers a plus que triplé

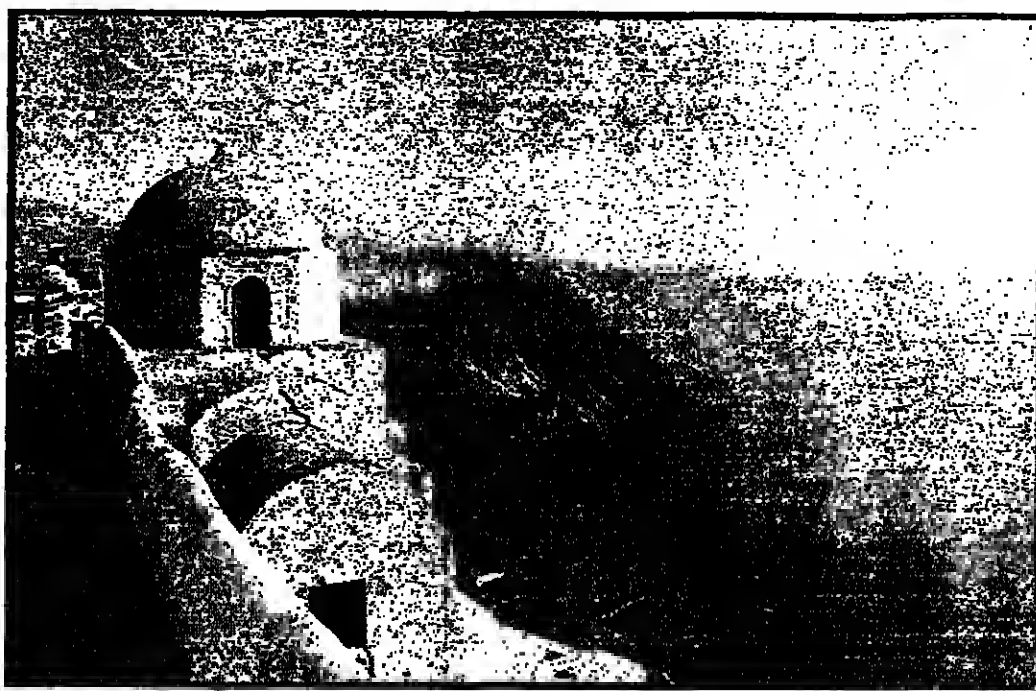
Peu loquace sur ce qui ressemble fort à une OPA de l'américain Carnival (numéro 1 mondial de la croisière) et du britannique Airtours (un des grands tour-opérateurs européens) sur les actions de la société italienne Costa Crociere, Salvatore Serio, qui, en France, tient la barre de Costa/Paquet, s'en tient, prudemment, à la déclaration faite, en décembre, par Nicola Costa, président de la société Costa Crociere et du groupe Costa. Une mise au point résolument optimiste où il soulignait « l'impact très positif » de l'entrée de ces deux poids lourds, renforts qui, relevait-il, allaient permettre à son groupe de « renforcer les structures financières du groupe, d'exploiter les synergies avec les nouveaux actionnaires, de maintenir et de valoriser le produit actuel et les marques Costa/Paquet ». Et de confirmer que Costa poursuivait « d'une manière parfaitement autonome et sans aucune modification », la réalisation de la totalité des programmes destinés à « renforcer sa présence sur les marchés en Europe et dans le monde entier ».

Une façon comme une autre de répondre à ceux qui pourraient, par exemple, s'interroger sur l'avenir de la décision récente de lancer, avec la bénédiction des autorités cubaines, une croisière dans les Caraïbes, en boucle de La Havane. Une stratégie à long terme qui mise sur l'ouverture escomptée d'un marché jugé fructueux. Une politique qui, compte tenu de l'ostentation persistant des Etats-Unis à l'encontre du régime cubain actuel, pourrait, en effet, faire tiquer le nouvel actionnaire américain...

TOUT ET SON CONTRAIRE

Affaire délicate qui explique le mutisme de Salvatore Serio. Ce dernier préfère insister sur l'importance accordée par son groupe à tout ce qui peut « consolider le leadership de Costa en Europe » (environ 66 % du marché des croisières d'au moins 7 jours) et, notamment, aux actions entreprises, depuis 1994, pour développer le marché de la croisière en France. Une priorité illustrée, sur les petits écrans, par la nouvelle campagne de publicité Costa, campagne en deux temps. Un premier film, déjà diffusé, qui exaltait les plages de sable blanc et la mer turquoise des Caraïbes. Et un second, programmé en mars, pour lancer la saison estivale en Méditerranée, zone privilégiée pour accroître une clientèle française qui, avec quelque 68 000 passagers, représente déjà 30 % des passagers Costa, derrière les Italiens (40 %) mais devant les Américains (20 %).

Une stratégie qui, précise Salvatore Serio, entend convaincre les sceptiques que « partir en mer, c'est ce que l'on fait de mieux sur terre ». Et qui, pour ce faire, décline les atouts d'une formule qui permet de « vivre des vacances autrement, en couple ou entre amis, seul ou en groupe, en profitant des multiples activités proposées aujourd'hui à bord ou en s'isolant, en découvrant de nouvelles contrées ou en flânant sur le pont ». Bref, résume le directeur général, en vivant « tout et son contraire », à son rythme, selon



Santorini, escale vedette

l'humeur du jour et le désir de chacun. Autrement dit, la réponse idéale aux motivations actuelles de vacanciers qui entendent à la fois « recharger leurs batteries » et « se changer les idées ». Un discours qui traduit la volonté de Costa de « séduire une clientèle plus jeune et plus familiale » et de la convaincre que la croisière est, contrairement aux idées reçues, un mode de vacances « dans le vent ». Et ce pour un très bon rapport « qualité-prix » (« On en a vraiment pour son argent ») et un budget qui, aujourd'hui, peut se comparer au coût de vacances terrestres classiques. En fait, donc, avec « l'image aérodynamique et vieillotte de la croisière en France », une image qui la réduisait trop souvent à un produit « élitiste » réservé à une clientèle de retraités nantis qui « tuerait » le temps à bord d'hôtels flottants exhalant, de port en

port, un parfum d'ennui et de nostalgie. Tenace, l'image est aujourd'hui singulièrement écornée avec l'entrée en piste, en l'espace de quelques années, d'une nouvelle génération de paquebots modernes (dont le Costa Victoria : 2 milliards de francs) qui vous offrent « Clubs des petits ou des juniors », pistes de jogging (de 160 à 500 mètres selon les navires), piscines et jacuzzi, salles de sports, half-court de tennis, aérobie, saunas, bars, buffets et restaurants, karaoké, boutiques, cinémas, bibliothèques, salles de spectacles, discothèques, machines à sous et véritables casinos. « Nous, avant même, insiste Salvatore Serio, ce sont nos bateaux « étoiles », des bateaux qui, à l'heure de la décision, ont avant d'importance que les escales proposées. » Avant, note-t-il, le croisiériste achetait des escales ; aujourd'hui, il achète des

escales et un bateau. Une formule gagnante » à en juger par les taux de satisfaction enregistrés à l'issue des croisières. « Le plus difficile, reconnaît-il, c'est le premier pas : une fois à bord, c'est gagné : ils reviennent ». Que les compagnies en général et Costa en particulier fassent, aujourd'hui, les yeux doux à la clientèle française, quelques chiffres l'expliquent mieux que de longs discours. Ainsi la moyenne d'âge des passagers, qui était de 60 ans à la fin des années 80, tourne aujourd'hui autour de 45 ans. En 1995, quelque 137 000 Français ont effectué une croisière maritime (les croisières fluviales en ont attiré 150 000) et les statistiques pour 96 devraient rebattre une croisière de 10 %, avec environ 150 000 passagers. En dix ans, le nombre de passagers français (hors fluvial) a plus que triplé, plaçant, en 95, la France au quatrième rang mondial,

Une star nommée Santorini

Dans le port minuscule et bruyant de Skala se pressent artisans, bûcherons et mulâtres bien décidés à hisser, jusqu'au sommet, les touristes fraîchement débarqués. Impressionnante ascension, au fil d'un chemin qui s'élève à flanc de mer, en cinq cent soixante-six marches et d'innombrables lacs. Autre option, le téléphérique, sauf les jours de grand vent.

Ruelles serpentant d'arcade en escalier, d'église en chapelle. Vieux quartier de Frangomahala aux murs blanchis à la chaux. Air transparent et mer éblouissante. La séduction est immédiate, le charme contagieux. Malgré la foule des touristes et les innombrables boutiques. Moins fréquenté mais plein d'intérêt, le Musée archéologique et ses précieuses collections de céramiques, statuettes et amphores.

Le sauvage, Santorini sait aussi être douce, voire voluptueuse. Par exemple à Oia, située à une dizaine de kilomètres de là, au bout d'une route qui traverse une plaine verdoyante et fertile où les oliviers côtoient des vignes protégées des vents par des corbeilles de branches. Un adorable village blanc, bleu et ocre avec une place principale qui joue les terrasses suspendues au-dessus de la baie. Toits bombés et coupoles pastel, maisonnées creusées dans le rocher, petits palais anciens aux cours fleuris. Un décor lavé de lumière

avec la mer pour écran. A ne pas manquer : les fouilles d'Akrotiri, une Pompéi minoenne détruite en 1500 avant J.-C. par une éruption volcanique. Si ses plus belles fresques trônent au Musée d'Athènes, murs et maisons y sont presque intacts et abritent poteries, meubles et aliments abandonnés par les habitants.

Retour à Théra pour le coucher de soleil, qui teinte de rose et d'or les maisons cubiques et les jardins en terrasse tandis que les dômes bleus des chapelles virent à l'indigo. Vestiges du cratère effondré, les îles proches s'estompent lentement. Sur fond de musique classique, Théra la magicienne revêt son habit de soirée pour saluer l'astre qui sombre à l'horizon. Tout en bas, frêle sur la mer qui s'agitte, un bateau-jouet vient d'allumer ses lumières de fête.

Michèle Valandina

Patrick Francès

M. V.

L'armada Costa

C'est en Ligurie que, dès la seconde moitié du XIX^e siècle, la famille Costa a lié son destin à la mer. Aux petits bateaux qui, à l'époque, transportaient textiles et olives entre Gênes et Porto Torres a succédé une flotte moderne. Si la compagnie n'a cessé d'évoluer, elle a toujours accordé une place prépondérante à la Méditerranée (zone la plus prisée des croisiéristes français) et, cette année encore, y décline pratiquement toute sa flotte.

Avec des itinéraires certes classiques, mais qui marient intelligemment escales et vie à bord. Dès la fin de l'hiver, Costa rapatrie ses paquebots des Caraïbes et d'Amérique latine pour treize croisières méditerranéennes à prix doux, dont plusieurs destinées particulièrement à la clientèle française, comme « Fêtes méditerranéennes », sur le Costa Riviera, avec des itinéraires de 5 et 6 jours, au départ de Villefranche et Toulon ; à partir de 5 610 F par personne en cabine double extérieure, sans l'acheminement. Egalement dans cette catégorie, un circuit Grèce-Turquie de 8 jours, de Villefranche, à bord du Costa Morino ; compter 9 750 F. Plus cosmopolites, des croisières de 3 à 7 jours depuis Nice/Gênes, à bord des Costa Allegra, Costa Marina, Costa Classica et Costa Riviera, pour découvrir Espagne, Corse, Tunisie, Malte, Italie et Grèce ; à partir de 3 725 F. L'été, parmi les multiples circuits, une valeur sûre pour une première croisière : le circuit de 8 jours « Dolce Vita » (Gênes, Naples, Palerme, Tunis, Palma et Barcelone), programmé du 4 mai au 25 octobre, au départ de Marseille, à bord du Costa Romantica. Départs de Venise, par contre pour le luxueux Costa Victoria avec, du 4 mai au 17 octobre, un itinéraire Grèce-Turquie qui comprend une excursion aux Météores.

Egalement de Venise, le Costa Classica met le cap sur les îles grecques (Santorini, Mykonos, Rhodes et Cythère) tandis que le Costa Riviera propose des circuits plus longs (10 jours) incluant l'Egypte, Israël, Chypre et une incursion en mer Noire. Pour clore la saison, deux « Spécial France » à bord du Costa Morino, au départ de Villefranche, dont une le long des côtes yougoslaves. Egalement programmées, plusieurs croisières à thème (voir « Bonnes filières ») dont celles du Mermoz, réputées mais pas données : compter environ 34 800 F par personne en cabine double extérieure, avec l'avion. A noter un « 1^{er} Festival lyrique en mer », plus abordable : 13 250 F pour la même catégorie. A signaler enfin, pour les adeptes du soleil de minuit, les croisières programmées dans le nord de l'Europe, de mai à septembre, à bord des Costa Marina et Costa Allegra. Au menu, selon l'itinéraire choisi, les capitales nordiques, les fjords de Norvège, la mer Baltique, le cap Nord ou le Spitzberg.

LUNES DE MIEL

Autre cible, celle des couples (particulièrement ceux qui entendent célébrer en mer un anniversaire de mariage) et des jeunes mariés même si, dans l'Hexagone, l'exploitation du filon des « lunes de miel » est encore loin d'atteindre l'ampleur observée en Italie. Quant aux croisières à thème (théâtre, musique, croisières lyriques ou gourmandes), elles ont été longtemps l'apanage du seul Mermoz, symbole d'un art de vivre et de voguer « à la française ». « Notre Relais & Châteaux » résume Salvatore Serio en évoquant ce vénérable paquebot à l'avenir incertain qui n'en cultive pas moins, contre vents et marées, un tourisme culturel apprécié d'un noyau d'inconditionnels (22 000 passagers ont au moins trois croisières à leur actif) qui jouent volontiers les globe-trotters gastronomes et s'entendent pas « voguer idiots ». Succès oblige, la mode des thématiques défile sur l'ensemble de la flotte ainsi qu'en témoignent les deux croisières méditerranéennes programmées sur le Costa Classica et le Costa Victoria avec, à l'affiche, « Les grosses têtes » de Philippe Bouvard et les rengaines de Jacques Martin. Une diversification qui, n'en déplaise aux puristes (Amanda Lear ou Adamo à la place de José Van Dam ou de Rostropovitch), illustre, à sa façon, la démocratisation de la croisière.

Les croisières culturelles ont un nom... Clio

En Egypte
Les meilleures conditions de confort et de détente pour apprécier le charme de ce pays au rythme du fleuve Nil. Choisir la croisière, c'est aussi profiter pleinement de l'aspect culturel du voyage grâce aux conférences proposées à bord par nos guides spécialisés. Egalement des croisières pour redécouvrir les temples oubliés de Nubie.
de 8 à 15 jours - de 7 625 F à 11 200 F

En Russie
Au fil de l'eau de Moscou à Saint-Petersbourg, au fil du temps, de la Russie des tsars à la Russie moderne, cette croisière vous conduira dans un univers de légende en suivant le rythme lent et majestueux de ces fleuves fabuleux : la Volga et la Néva.
de 12 à 14 jours - de 9 000 F à 11 500 F

Mais aussi des croisières en Méditerranée et sur la Baltique
Brochures sur simple demande

34, rue du Hameau - 75015 PARIS
Tél : 01 53 68 82 82 - Fax : 01 53 68 82 60
128 rue Bossuet - 69006 Lyon - Tél : 04 78 52 61 42 - 11 075 95 0405

Carnet de route

L'escale de Santorini est programmée par la plupart des compagnies croisant en Méditerranée orientale ainsi que dans le cadre des croisières de 2 à 7 jours proposées par des navires grecs au départ du Pirée. Pour voyageurs indépendants : les ferries de la Minoan Lines qui desservent l'île plusieurs fois par semaine (compter 10 à 13 heures au départ du Pirée). L'idéal reste évidemment le bateau de plaisance. Multiples possibilités de location : yacht avec ou sans équipage, croisière à bord d'un petit navire voire d'un calque. Renseignements dans les agences de voyages et agences spécialisées ainsi qu'à l'Office national hellénique du tourisme (3, avenue de l'Opéra, 75001 Paris, tél. : 01-42-60-65-75).

9 jours 7 nuits à partir de 9.500 F par personne
Paris / Paris
Cabine extérieure
Excursions incluses

contacts :
04 13 73 96 - Fax : 01 40 28 73 86
04 31 02 87 00 - Fax : 04 91 58 50 09
Pointe-à-Pître Tél. : 0590 91 13 43

PARTEZ À BORD DE RIVAGE GUADELOUPE, DANS LE CONFORT ET LA CONVIVIALITÉ D'UN NAVIRE FRANÇAIS DE 24 CABINES

Qui est qui ? qui fait quoi ?

« Il y a une minute attendrissante dans la rencontre du passager et de son paquebot, dans l'intersection de leurs deux destinées », écrit Paul Morand dans *Hiver Caraïbe* (1). Raison de plus pour préparer soigneusement cet insolite rendez-vous. Quelques repères, donc. Pour savoir qui est qui et qui fait quoi, mieux choisir celui qui, ancré le long d'un quai, sera, l'espace d'une croisière, votre bateau.

COMPAGNIES MARITIMES

CARNIVAL CRUISES

■ La flotte. Le géant américain (et numéro 1 mondial de la croisière) a récemment battu tous les records avec l'entrée en piste du Destiny (3 400 passagers), le 10 novembre 1996, à Venise. Immense atrium-lobby avec ascenseurs transparents, néons, lumières changeantes et multicolores, théâtre, piscines (quatre), jacuzzi (sept) et plusieurs discothèques... Ce mégapaquebot se grise de superlatifs même si l'on n'y profite guère de la mer que l'on a d'ailleurs beaucoup de mal à apercevoir. Mais l'expérience vaudra un public jeune et actif, en quête de « sun and fun ». Une clientèle grâce à laquelle Carnival est la seule compagnie à pouvoir afficher un taux de remplissage de... 105 % !

■ A bord. Une ambiance entre Atlantic City et Las Vegas, quel que soit le paquebot de la compagnie. Des activités permanentes, dont l'intensité temporelle, pour certains passagers, sur l'attrait des escaliers programmés ; des casinos impressionnants. Quant à la table, elle illustre, évidemment, les goûts de la clientèle majoritaire. Il en va de même des shows, bien rodés et « made in USA ».

■ Au menu. Canaries, Bahamas, Riviera mexicaine et Alaska.

■ Points forts. Des croisières courtes, de 10 à 14 jours, permettant de tester le produit : environ 3 000 F par personne, pour quatre jours avec escales à Key West, Playa del Carmen et Cozumel. Sur le Destiny, des croisières de sept jours (de Miami dans les Caraïbes). Des prix d'appel très abordables même si, à bord, il est facile de faire monter la note...

CELEBRITY CRUISES

■ La flotte. Avec cinq paquebots 5 étoiles, l'entreprise Celebrity (numéro quatre mondial) offre une des flottes les plus récentes. Si le Meridian (1 160 passagers) conserve de son passé de transatlantique la tradition d'un certain art de vivre, l'Horizon et son jumeau le Zenith (1 345 passagers), lancés en 1991, affichent une ligne futuriste et rapide, des cabines spacieuses et de belles installations sportives. En novembre 1995 s'y est ajoutée le luxueux Century (1 800 passagers), puis, en novembre 1996, son jumeau, le Galaxy. Tons chauds, boiseries, mais aussi ordre nouveau et une étonnante collection d'œuvres d'avant-garde : ces deux derniers ne sont vraiment belle allure. A noter la présence d'un centre de thalassothérapie ultramoderne, secteur dans lequel la compagnie devrait bientôt proposer des produits spécifiques.

■ A bord. Ambiance calme, décontractée mais raffinée. Puise internationale. On apprécie (surtout au dîner) une gastronomie supervisée par le chef Michel Roux (du Waterside Inn, près de Londres, 3 étoiles Michelin). Un effort à l'intention des Français : présence d'une hôtesse francophone, menus et annonces en français.

■ Au menu. Bermudes, Caraïbes, Mexique, canal de Panama, Amérique centrale, Alaska et Amérique du Sud.

■ Points forts. Des vols directs vers les Antilles (Fort-de-France ou Pointe-à-Pitre) pour les circuits Caraïbes et Amérique centrale à bord de l'Horizon et du Zenith (jusqu'en avril), du Galaxy, des novembre : croisières Paris-Paris, dix jours, à partir de 11 430 F. De mai à début octobre, Horizon et Galaxy sont en Alaska, avec d'intéressants forfaits Paris-Paris incluant une nuit d'hôtel avant la croisière (à partir de 15 830 F). Nombreuses traversées du canal de Panama, destination originale encore méconnue. Du 27 octobre au 23 décembre, un circuit autour de l'Amérique du Sud à bord du Meridian.

CLUB MED CROISIÈRE

■ La flotte. Le Club-Med et le Club-Med-It, des onguents lancés en 1989 et 1992. Deux paquebots à voiles, qui sont aussi les plus grands et les plus longs du monde (187 mètres). De dimension humaine, ils allient le romantisme du voilier au confort d'un vrai navire de croisière. Pour le bonheur de leurs passagers, 2 500 m² de ponts et 2 500 m² de voilure. Une sécurité à toute épreuve grâce à une technologie de pointe, un ordinateur optimise les conditions de navigation. Un feutre tirent d'eau permet d'accoster dans de petites criques.

■ A bord. Des cabines spacieuses (18 m²), confortables et largement ouvertes sur la mer.

Décoration sobre, Restaurant avec terrasse et les inimitables buffets du Club. On dîne à l'heure, à la table de son choix, eau minérale et vins étant offerts. Service attentif et gracieux (pourboires interdits). Atmosphère décontractée. Programme « à la carte », animation discrète. En vedette, une plate-forme arrière qui facilite la pratique, à volé et encadrée de GO compléments, de tous les sports nautiques. Salle de fitness avec vue panoramique sur le large.

■ Au menu. Caraïbes et Méditerranée (Club-Med-It), Pacifique Sud et Polynésie (Club-Med-It).

■ Points forts. Beau circuit Caraïbes de sept jours au départ de Fort-de-France vers les îles Vierges ou les Grenadines (à partir de 12 670 F plus avion A/R Paris : 3 800 F). Au printemps et à l'automne, des croisières courtes (trois ou quatre nuits), de Cannes, vers la Corse et la Riviera italienne. En été, itinéraires d'une semaine en Turquie et en Grèce (à partir de 11 900 F + l'avion à partir de 2 700 F). Du 8 mars au 20 décembre 1997, le Club-Med-It propose des circuits de trois, quatre, six et sept nuits en Polynésie (Rangiroa, Bora-Bora, Moorea). Une formule « à la carte » permet de passer la croisière et séjour à partir de 5 250 F pour la croisière + 6 250 F pour l'avion de Paris).

COSTA-PAQUET

■ La flotte. Hormis le Costa-Riviera (884 passagers), flotte récente et moderne : Costa-Maria (800 passagers), Costa-Alfega (820 passagers), Costa-Classic (1 500 passagers), Costa-Romantica (1 500 passagers), Costa-Victoria (2 000 passagers). Sous le label Paquet, la Marmoz (150 passagers), symbole de l'art de vivre et de la croisière à la française. Et le Costa-Pella (480 passagers), basé aux Caraïbes.

■ A bord. Ambiance joyeuse et conviviale. Bonne adaptation à la clientèle française avec une « matresse de maison » française à bord de chaque navire Costa. Concept hôtelier rationnel et formule « club de vacances » à la mode. Recherche très soignée en matière d'espace et de décoration. Les cabines, en général bien conçues et d'un confort élevé, sont équipées de tout confort et d'un coffre-fort individuel. La table, internationale, fait la part belle aux classiques italiens. Le Marmoz poursuit, quant à lui, sa route autour du monde. Une élégance un peu désuète, un décor qui mêle acier et cuivre astiqués, un parfum d'aventure illustré par les affiches décollant les couloirs. Des services répartis et agréables à sa guise. Une compagnie de vins sélectionnés offerts aux repas complètent l'inconfort relatif de ses cabines.

■ Au menu. Costa : Méditerranée, mer du Nord, Belgique et Caraïbes. Paquet : Asie, océan Indien, Méditerranée, Europe du Nord, Baltique et Spitzberg.

■ Points forts. Pour Costa, se reporter à « L'Armada Costa » (voir page 17). Pour Paquet, les très beaux itinéraires du Marmoz et ses croisières à thème (voir « Les bonnes filières »).

CIE DES ÎLES DU PONANT

■ Le bateau. Le rêve de deux jeunes officiers de la marine marchande est devenu réalité : un trois-mâts d'une trentaine de cabines (80 passagers), baptisé Le Ponant et destiné à croiser dans les eaux des Caraïbes vers des escales peu accessibles aux gros paquebots. Ce voilier de 80 mètres allie l'élégance des formes, des volumes et des matériaux, l'intimité d'un yacht, le confort d'un paquebot et un contact intégral avec la mer. Sous pavillon français avec, à la barre, un équipage exclusivement national.

■ A bord. Un grand salon aux tons d'eau, deux restaurants (dont l'un avec terrasse) et un sun-deck idéal pour prendre la mesure d'une voile de 1 500 m². De vastes cabines aux tentes pastel, toutes extérieures. Un service jeune et sympathique (trente membres d'équipage) dynamique et aimant la vie en mer : une marinière à fleur d'eau pour pratiquer sports nautiques et plongée. Le navire accède aux criques les plus retirées, et les excursions, conçues dans l'esprit de convivialité décontractée qui régit la nature, n'ont rien de spectaculaire. Une animation discrète sur fond de musique locale. La mer tient le devant de la scène.

■ Au menu. Caraïbes et Méditerranée.

■ Points forts. Du 10 au 19 avril, une croisière à Cuba (voir page 20). Possibilité de prolonger ses vacances en République Dominicaine. Forfait Paris-Cuba : 19 700 F. Du 17 au 24 avril, croisière de la République Dominicaine en Guadeloupe via Porto Rico, les îles Vierges britanniques et Saint-Barthélemy. Paris-Paris : 18 750 F. En été, des croisières de huit jours au départ de Nice vers Malte, via la Corse, les côtes italiennes et la Sicile.

CPTM

■ Le bateau. La Compagnie polynésienne de transports maritimes (CPTM), qui bat pavillon français, possède le seul cabotier desservant, chaque mois, les îles des Marquises au départ de Papeete. L'Arani (70 passagers) ravivait les six îles habitées de l'archipel, avec des escales dans les Tuamotus.

■ Au menu. Ambiance informelle et familiale pour ce cargo mixte qui abrite néanmoins un salon-bibliothèque, une salle de vidéo et une petite piscine. Trente-deux cabines de plusieurs catégories, certaines avec douches communes. On peut aussi dormir à la belle étoile... Nourriture à base de produits locaux et vins aux repas. Au-delà d'une approche authentique de la vie en mer, on découvre l'archipel « de l'intérieur » : fermes piléennes, descente de rivière en balnéaire, village et

dmetière où reposent Gougoum et Bref. Sans oublier de visites rencontres avec les populations locales.

■ Au menu. Les Marquises, en huit ou seize jours.

■ Points forts. Environ un voyage par mois (saison humide, de décembre à février). La version « seize jours » permet de savourer totalement ce voyage hors du commun : à partir de 16 830 F par personne en cabine extérieure + vol pour Tahiti à partir de 6 250 F.

CROISIÈRES FESTIVAL

■ La flotte. Des paquebots classiques et de taille humaine sur des itinéraires variés, en Méditerranée, deux navires, The Azur (ex-Azur de Paquet, 630 passagers) et le Bolero (800 passagers). Le Flamenco s'y ajoute dès 1998, après embellissement.

■ A bord. Des bateaux sympathiques, de bon confort et adaptés à une clientèle européenne jeune, active et à petit ou moyen budget. Ils offrent toutes les activités d'une croisière traditionnelle. Itinéraires classiques. Départs aérés depuis Marseille, Nice, Gênes ou Venise. Escales bien planifiées. Un chef français en cuisine, un service efficace et une bonne adaptation à la clientèle de l'Hexagone : menus, journal de bord, nouvelles par satellite et informations diverses (y compris l'animation en soirée) sont traduits en français. Installations sportives assez originales, dont un court de squash et un terrain de volley à bord de l'Azur.

■ Au menu. Méditerranée occidentale et orientale, côtes de l'Adriatique et des Canaries.

■ Points forts. En mars, deux croisières vers les Canaries et le Maroc, au départ de Marseille : à partir de 9 645 F par personne en cabine double extérieure avec préchâuffement au départ des principales villes de France. En avril, au printemps, plusieurs mini-croisières de cinq à six jours, au départ de Nice, avec The Azur : à partir de 4 500 F par personne en cabine double extérieure. Et des circuits vers les Canaries ou l'Égypte et Israël à bord du Bolero. De juin à octobre, trente-cinq croisières de huit jours en Méditerranée, au départ de Venise, The Azur, cap sur les îles grecques avec traversée du canal de Corinthe et escale à l'île de Korcula, en Dalmatie. Bolero, quant à lui, inclut dans son itinéraire Méditerranée une escale à Dubrovnik. Possibilité d'enchainer les deux circuits d-dessus ou d'aller croiser, à partir d'une ou deux semaines, soit en Turquie (pour Bolero). Bon rapport qualité/prix, tarifs attractifs et réductions pour les voyages de noces et les anniversaires de mariage. Gratuité pour les enfants à certaines dates.

CRYSTAL CRUISES

■ La flotte. Une ligne gracieuse, à la fois classique et contemporaine, pour les deux luxueux

paquebots de cette compagnie nippo-californienne dont l'objectif est d'offrir à un public exigeant et actif une version moderne des fastueuses croisières d'antan. Lancement, en 1990, du Crystal-Harmony (960 passagers) puis, en mai 1995, de son jumeau le Crystal-Symphony. En 1996, la compagnie « a été élue World's Best Cruise Line par le magazine Travel and Leisure ».

■ A bord. D'emblée, le ton est donné : un univers lisse aux volumes exceptionnellement géométriques et transparents. Personnel stylé, espaces de restauration démultipliés pour satisfaire les plus variés des goûts, cabines sophistiquées. On est dans un « resort » de grand luxe pour clientèle californienne ou new-yorkaise nantie. Attentive aussi à son look à en juger par une piscine extérieure de belle dimension, un centre fitness dernier cri et un practice de golf informatisé. Les joueurs ne sont pas oubliés avec les seuls casinos en mer gérés par le célèbre Caesar's Palace de Las Vegas.

■ Au menu. Méditerranée, Europe du Nord, Afrique, Caraïbes, Canal de Panama, Riviera mexicaine, Alaska, Canada, Amérique du Nord, Amérique du Sud, Asie, Australie et îles du Pacifique.

■ Points forts. Grande variété d'itinéraires et des destinations prestigieuses. A bord, spectacles d'une rare qualité et conférences de haut niveau. Tarifs en rapport.

CUNARD

■ La flotte. Une compagnie fondée en 1839 et qui a su, au fil des années, créer et affiner un art du voyage sans lequel la croisière ne serait peut-être pas aujourd'hui ce qu'elle est. Sur les quelque cent soixante-quinze navires qu'elle a exploités, certains, tels l'Aquitanie, le Aquitania, le Queen-Elizabeth, le Queen-Mary ou le Queen-Elizabeth sont entrés dans la légende. Tout aussi prestigieuse, la Queen-Elizabeth-2 (1 500 passagers) reste, aujourd'hui, le paquebot star de la compagnie et le seul navire à assurer la ligne entre Southampton et New York. La flotte Cunard — uniquement composée de navires 5 étoiles — réunit également l'élégant Vistaform (736 passagers), deux Queen-Elizabeth (116 passagers chacun) et le Royal-Victoria (814 passagers).

■ A bord. Atmosphère élégante, raffinée, avec une inimitable touche britannique. De toute la flotte, le Q-E-2 rallie, bien évidemment, tous les suffrages. Ce liner, véritable ville flottante avec ses treize ponts, offre une navigation doucement surprenante. Une décoration noblement surannée. Une décoration noble et soignée, aux tons neutres coordonnés. Seul ou en famille, impossible de s'ennuyer : multiples salons, bars, boutiques, théâtre, piscine, conférences et animations. Le centre de formation Informatique Epsom ne désemplit pas. En

Invitation aux voyages...

DÉGRIFTOUR
WEEK-END A VIENNE
1 Nuit - Hôtel 3*
Petit-déjeuner. Vols réguliers A/R.
Départ Paris : 980 F - 1 470 F
SKI A VAL D'ISÈRE
7 Nuits - Studio-cabine 4 personnes
2 800 F le studio 4-430 F
PARIS - HONG-KONG
Vols rég. A/R : 3 080 F + 480 F
Tél : 01 44 43 77 36 (22h 30 min)
Avis 01 44 43 77 36 (22h 30 min)

Comptoir
DES DESERTS
D'AFRIQUE
D'ISLANDE
DES TERRES-EXTRÊMES
DES AMÉRIQUES
01.40.26.19.40
VOYAGES A L'INFINI

Directours
SPECIAL FLORIDE
en MARS :
MIAMI BEACH 9j : 3 050 F
ce prix comprend : le vol régulier
A/R + 7 nuits en bon hôtel***
direct plage Miami Beach.
Base 4 personnes. Base 3 + 210 F.
base 2 + 630 F. Départs quotidiens
de Paris et province au même prix.
jours sup. possibles. Location de
voitures au meilleur prix du marché.

DUBAI 8j : 3 920 F
Vol Emirates + appartement dans
résidence luxe.
MALTE : 1 490 F
vol rég. + hôtel*** petit déjeuner.
CHYPRE : 2 450 F
vol rég. + hôtel*** Limassol pt. déj.
HAMMAMET 15j : 2 025 F
vol + hôtel*** direct plage 1/2 P.
Brochure sur demande au 01 45 52 52 52
à Lyon au 04 72 40 90 40
90 av. des Champs-Élysées
Minitel 2515 Directours (12h 30 min)

EXCEPTIONNEL !!!
IBIZA - 1 690 FF*
(Départs 22 mars et 29 mars)
ANIMATIONS GRATUITES :
Tennis - Mini-Golf - Piscines - Plage...
PROGRAMME EXCURSION :
Formeterra, Ibiza la nuit, etc...
* PRIX / PERS : avion A/R
départ PARIS + petit déjeuner
Logi appartements / Hôtels*** Base 2 pers.
Taxes, frais de dossier et assurances en sus.
Demande ou pension complète possible
SHOW SYSTEM - BP 838 COLASVILLE CROIX
T8 : 01.39.38.81.81 - Fax : 01.39.38.45.05
SERVEUR VOCAL : 08.26.08.12.61 (22h 30 min)

COZLANDAIR
DÉCOUVREZ L'ISLANDE
Spécial Famille - 5 jours
Prix par personne à partir de :
Vol A/R - Transfert - Hôtel - petits déj.
Enfants moins de 12 ans : 900 F
RANDONNÉE Spécial PÂQUES
Week-end 27 mars ou 1er avril 97
Vol A/R - Transfert - Hôtel - petits déj.
Tél : 01 44 51 60 51 - 3615 ICEAIR (12h 30 min)

SUISSE
Du 25 fév au 13 avril SKI ET SOLEIL
EN SUISSE tout de la cabine des villes
Tél : 01 44 43 77 36 (22h 30 min)
Fax : 01 44 43 77 36 (22h 30 min)
HÔTEL-CLUB pour familles avec enfants et
adultes. Cuisine. Bibliothèque. Ambiance soignée
et sportive. Rapports. Garantie aérienne. Rapports.
Rapports. Ski alpin et fond très variés.
7 JRS PENSION COMPLÈTE : FF 2 220
Réductions enfants et ados. Gratuité
HÔTEL-CLUB SUNWAYS (80 places)
1808 CHAMPELLE Valais Suisse

ITALIE
PÂQUES à ROME
du 28/03 au 31/03/1997
Hôtel 3*** à partir de : 2 525 F
Prix par personne :
- Vol charter Paris/Rome/Paris
- Transfert A/R, logt. 3 nuits
- Chambre double et petit
déjeuner.
01.44.51.39.27/51
Minitel 3615
Cit Evasion
(12h 30 min)

3617 INVENDU
Compagnies
Aériennes
Tous
Operators
08 3668 1688

CROISIÈRE FLUVIALE
FRANCE - BELGIQUE - PORTUGAL - ITALIE
Location de bateaux Grand Confort
de 2 à 12 personnes
599F* la semaine / personne
* Exemple en Bourgogne en période A
sur base 6 personnes.
DOCUMENTATION GRATUITE
FPP - B.P. 89 - 71602 Paray
Tél. 03 85 53 76 70 - Fax 03 85 53 76 71

DISCOUNT VOYAGES
Week-End
VIENNE
Vol A/R + Hôtel 3j/1n + Petit déjeuner. 950 F
ISTANBUL
Vol A/R + Hôtel 4j/3n + 1/2 Petit déjeuner. 990 F
MONTREAL
Vol A/R + Hôtel 3j/2n + Petit déjeuner. 2 450 F
EGYPTE Croisière
Vol A/R + Croisière 8j/7n + Pens. compl. (Excursions + 850 F). 1 990 F
GUADELOUPE
Vol A/R + Hôtel 9j/7n + Petit déjeuner. 4 800 F
MARTINIQUE
Vol A/R + Hôtel 9j/7n + Petit déjeuner. 5 030 F
SAINT DOMINGUE
Vol A/R + Hôtel 9j/7n. 6 320 F
3615 VAC D'YVES
Tél. 01 44 43 77 36

HÔTEL BOILEAU
Calme et sérénité
en plein cœur du 16.
360 à 420 F.
Jardin + bar
bain, wc, TV - Salle de séminaire
81, rue Boileau - 75018 PARIS
Tél. : 42.68.63.74 - Fax : 46.27.62.98

SORBONNE
HÔTEL DIANA
73, rue Saint-Jacques, Paris 5e
Chambre avec bains - W-C
T.V. couleur - Tél. direct.
De 300 à 395 F
Tél. : 01.43.54.92.55 - Fax : 01.46.34.24.30

HÔTEL BEAUREGARD
Louis de France
05350 Saint-Véran-en-Queyras
2040m. Site classé du XVIIIe
Hiver/Été. Piscine et tennis.
Ski et randonnées.
Demi pens. et Pens. à partir de 1 600 F/mois.
Egalement forfait tout compris hôtel + ski.
Tél. : 04.92.45.62.62 Fax : 04.92.45.60.10

JURA SKI DE FOND / 3H PARIS TGV
Ancienne ferme comtoise du XVIIIe. Grand confort, ambiance
conviviale. Table d'hôte, produits maison et régionaux.
TARIF : selon période (pension complète
+ vin au repas, moniteur, matériel de ski).
Renseignements au : 03.81.38.12.51
LE CRÉT L'AGNEAU - 25650 LA LONGEVILLE

au petit matelot
SPORTSWEAR
27, av. de la Grande Armée 13

Prochain rendez-vous Tourisme : "Terres d'été" le 19 daté 20 mars 1997
Pour tous renseignements : Tél 01.44.43.77.36

سكنات الامم

le « Who's who » des croisières

vedette, également, la plus belle bibliothèque flottante avec quelque quatre mille volumes ! Sans oublier d'immenses ponts promenade, pour s'empiler d'édifices, des passerelles, mais le bouillonnement de la vie d'océan.

Et surtout l'arrivée grandiose dans le port de New York qui, à elle seule, justifie quelque cent quarante heures de mer depuis Southampton. Tradition de haut niveau toujours, mais à une échelle plus intime, sur les autres navires de la compagnie.

Au menu. Transatlantique, Baltique, cap Nord, Méditerranée, Canada, Alaska, canal de Panama, Amérique du Sud, Pacifique sud, Tour du monde.

Points forts. Douze traversées Southampton-New York en 1997, avec le QE 2 : à partir de 14 590 F, Paris-Paris, avec cinq nuits à bord en cabine double extérieure, trois nuits à New York dans un hôtel de 1^{re} catégorie et le vol retour. Paris en classe éco. À partir de 31 960 F en cabine luxe, séjour au Waldorf Astoria et retour en Concorde. La France sera à l'honneur du 6 au 12 juin, avec des conférences sur l'histoire de la Transatlantique et de ses paquebots. Du Pirée à Venise, un circuit mer Noire, du 13 au 25 septembre, à bord du Vistara avec conférences en français ; à partir de 16 955 F. À l'ouest, à bord du Royal Viking Sun, toujours avec conférences en français, un circuit cap Nord et du 28 juin au 12 juillet (à partir de 27 730 F), et, entre Singapour et Hong-kong, un « Joyaux de l'Orient », du 17 au 29 octobre (à partir de 26 910 F).

DOLPHIN CRUISE LINE MAJESTY CRUISE LINE

La flotte. Teck, boîtes à œufs pour deux paquebots traditionnels et d'un bon rapport qualité-prix : l'Ocean Breeze (780 passagers) et le Sea Breeze (640 passagers). Conçus pour des vacances familiales, ils offrent des circuits traditionnels mais surtout d'intéressants itinéraires courts, en complément d'un séjour aux États-Unis. C'est également la compagnie de croisières officielle de Hanna-Barbera et de ses personnages, dont les Pierrafus, présents à bord pour le plus grand bonheur des enfants. Compagnie affiliée, mais de haut de gamme, Majesty Cruise Line exploite deux navires très récents : le luxueux Royal-Majesty (1 056 passagers) et le très confortable Crown-Majesty (1 561 passagers), transfuge de la Cunard, qui s'installe pour l'été en Alaska. Effort louable : une brochure en français chez ces nouvelles venues dans l'océan.

A bord. Ambiance décontractée et bon enfant. Animation constante et nourriture abondante. Personnel aimable et navires très bien entretenus. Clientèle de tous âges, en majorité américaine. Ambiance plus élégante, mais tous deux chaudières, à bord des unités de Majesty Cruise Line. Une politique d'écologie : séparation des poubelles, interdiction de jeter à la mer des déchets, la salle de spectacle et dans cent trente-deux cabines.

Au menu. Côte Est des États-Unis, Bermudes, Caraïbes, Amérique centrale et Alaska.

Points forts. À bord du Ocean-Breeze, forfait incluant une croisière de cinq jours, de New York, avec escales dans le Maine et en Nouvelle-Écosse, deux nuits à New York et le transport aérien (4 390 F par personne). À bord du Royal-Majesty, escapades de trois et quatre jours aux Bahamas et Mexique (à partir de 3 320 F). Des croisières de huit jours en Alaska, avec le Crown-Majesty, à partir de 6 335 F sans l'aviation.

L'EXPRESS-CÔTIER

La flotte. Créée il y a cent quatre-vingt ans, la ligne assure le transport régulier de passagers, de marchandises et de croisières, le long des côtes de Norvège. Un service public sur 2 000 km. Vital pour l'économie des quelque trente-quatre ports que l'Express-Côtier aborde fidèlement et quotidiennement, par tous les temps. Sur ses onze unités, neuf ont été remplacées par des navires plus modernes avec barres inclinées, ponts et bibliothèques. À noter toutefois que, sur les navires plus anciens (années 60), seules les cabines de catégorie supérieure offrent un bon confort. La seconde génération (années 80) est beaucoup plus agréable à vivre. Les derniers-nés (1993, 1994 et 1995) ont un concept très proche de la croisière traditionnelle. Ils n'en restent pas moins, comme leurs aînés, des « travailleurs des mers ».

A bord. Plaisir de la navigation, simplicité de la tradition maritime norvégienne. On s'habille simplement (voire chaudière, car la journée se passe sur le pont, jumelles à la main, et l'on ne change pas de tenue pour dîner. Au déjeuner, croquettes fraîches, saumon fumé et spécialités locales. Le soir, un menu servi à table par un personnel en uniformes. Aux escales, on savoure une Norvège pittoresque et authentique.



Au menu. De Bergen à Kirkenes (frontière russo-norvégienne), via les îles Lofoten et le cap Nord.

Points forts. On peut effectuer le trajet complet en onze jours, mais un aller ou retour de cinq jours et demi reste la durée idéale (environ 6 600 F, vols et nuit d'hôtel inclus). L'Express-Côtier se réserve également par tranches, de port en port. Si chaque saison a son charme, l'été permet de vivre pleinement le fabuleux spectacle du soleil de minuit.

FRED OLSEN CRUISE LINES

La flotte. Nouvelle venue sur le marché français, cette compagnie norvégienne propose deux paquebots « 3 étoiles » : le Black-Prince (450 passagers), apprêté des passages britanniques, et surtout, le confortable Black-Watch (811 passagers), entièrement rénové. Dans ce dernier, beaucoup d'espace, de lumière et 90 % de cabines dotées de grandes baies vitrées. Un produit jusqu'ici réservé à la clientèle britannique, mais qui pourrait s'introduire avec succès sur le marché français grâce à des itinéraires au départ de Douvres.

Au menu. Afrique, les Caraïbes, Europe, Floride, Méditerranée, mer Noire, Caraïbes, Océan Pacifique, Croisières et Spéciales.

GRIMALDI CRUISES

La flotte. Cette compagnie italienne, basée à Naples, n'exploite qu'un seul navire de croisière, l'Aurora (508 passagers), un paquebot à la ligne épurée et aux vastes espaces de ponts. Il transportait des passagers entre l'Italie et la Méditerranée orientale avant d'être transformé, en 1985, en vrai navire de vacances. La flotte Grimaldi comprend également plusieurs cargos desservant l'Italie, Israël, le Grèce, Chypre, l'Afrique orientale et le Brésil.

A bord. Vastes salons, décoration raffinée aux tons clairs, cabines agréables, surtout en classe « Le Club ». Un paquebot familial et traditionnel où règne une bonne humeur très latine (l'équipage est entièrement italien) doublée d'une organisation efficace. La cuisine fait honneur à la gastronomie nationale (vin offert aux repas) mais régimes et menus diététiques sont également préparés sur demande. Services rapides et souriants, nombre d'entre eux comprenant, voire parlant notre langue. Des passagers français en nombre croissant, séduits par l'ambiance et le bon rapport qualité-prix.

Au menu. Méditerranée occidentale et orientale.

Points forts. Des tarifs avantageux pour des croisières de sept et huit jours, de Nice, avec escale en Espagne, Tunisie et Israël (à partir de 8 000 F). De Marseille, un prestigieux circuit en Méditerranée orientale incluant Italie, Égypte, Israël, Chypre et la Grèce (du 23 juin au 5 juillet, à partir de 12 390 F, transfert retour Grèce-Nice inclus). Parmi les valeurs sûres de la compagnie, le circuit « Perle de la Méditerranée », qui permet d'interrompre sa croisière pour un séjour hôtelier à Majorque, Capri ou en Sicile : une semaine de croisière à partir de 5 500 F, Nice-Nice, avec transfert gratuit à Gênes. À noter, encore plus qu'ailleurs, de nombreuses réductions individuelles (enfants, jeunes, troisième âge, voyages de noces, noces d'argent, noces d'or).

JADROLINIA

La flotte. Cette compagnie croate (qui possède, avec car-ferry et cargos, quarante-sept autres navires) exploite deux paquebots : le Dalmacija et l'Adriatic. Atouts : une taille idéale (280 passagers), de nombreux salons,

une restauration en son sein. Plein Cap, leur agent général en France, organise, depuis 1985, les « Croisières de tradition française », produits d'un bon rapport qualité-prix.

A bord. Classique et confortable, mais sans prétention. Agréable : un seul service en salle à manger (sans dans cette catégorie). La plupart des cabines sont spacieuses. Service attentionné et francophonie totale sur le Dalmacija.

Au menu. Méditerranée occidentale et orientale, Baltique.

Points forts. À bord du Dalmacija, une série de croisières en Méditerranée, depuis Nice, et un itinéraire direct de onze jours, « Sur la route des sœurs », avec deux nuits d'escale à Saint-Petersbourg. Une nouveauté, avec l'Adriatic : des itinéraires en Dalmatie avec escales à Dubrovnik, Split et Korčula, et des circuits en Méditerranée orientale avec passage du canal de Corinthe.

MSC

La flotte. Croisière à l'italienne sur les paquebots de la Mediterranean Shipping Cruises, qui a pris le nom du groupe génois (une des principales compagnies de cargos au monde) auquel elle a été intégrée. Au Monterey (600 passagers), les itinéraires sont conçus pour un confort et une sécurité maximale. À bord, une ambiance italienne, familiale et cordiale, à laquelle la clientèle française s'adapte bien. Cabines agréables, notamment sur le Monterey, au style typiquement années 50. Itinéraires à la carte, avec escales à Dubrovnik, Split et Korčula, et des circuits en Méditerranée orientale avec passage du canal de Corinthe.

Au menu. Méditerranée occidentale et orientale, Océan Indien.

Points forts. Le Monterey propose, du 1^{er} juin au 15 octobre, un circuit de huit jours incluant Capri, la Sicile, la Tunisie et l'Espagne (environ 7 560 F, Nice-Nice, avec acheminement gratuit en autobus vers Gênes). Les amateurs de musique classique et jazz pourront embarquer en mai pour une exceptionnelle croisière sur le Monterey (huit jours, Nice-Nice, à partir de 8 400 F).

NORWEGIAN CRUISE LINE

La flotte. Une des compagnies pionnières en matière de croisières aux États-Unis. En 1979, elle rachète la France, qui rachète Norway (2 044 passagers), devient le fleuron d'une flotte regroupant plusieurs unités modernes et confortables, de 1 000 à 1 400 passagers, destinées à un public qui rebute le côté impersonnel des mégapaquebots.

A bord. Une ambiance sympathique et une bonne place accordée aux sports et à la remise en forme (un des meilleurs programmes, en mer). Nourriture croisée à thème (jazz et country music). Deux navires bien adaptés au petit français. D'abord le Norway, dont les rénovations successives n'ont pas réussi à entamer l'élégance initiale. De superbes décors d'origine pour vingt-cinq cabines, le suite présidentielle, la salle à manger « Windows » (les « Chambers » de qualité), la théâtrale, qui accueille des shows de qualité. Charme d'antan, également, pour la bibliothèque et le Club International. Modernes, cent trente-cinq suites et cabines de luxe ainsi que l'un des plus grands centres de soins et remise en forme au monde.

« Sur les pas de Napoléon-Bonaparte », à bord du Napoléon Bonaparte. Du 2 au 12 octobre, « Croisière napoléonienne », sur le Mermoz.

Musique. Du 24 au 31 mai, « Muzik, classique et jazz », à bord du Monterey (avec Michel Petrucci, Didier Lockwood, etc.). Du 28 mai au 2 juin, « Des deux et des étoiles », à bord du Costa-Clasica, avec Christa Ludwig, Paul-Emile Döbler et Marcel Landowski. Du 23 au 30 juin, « La Mer est à vous », à bord du Costa-Victoria, avec Jacques Martin. Du 1^{er} au 11 septembre, « Transatlantique », à bord du Norway, avec le ténor Roberto Alagna. Du 1^{er} au 13 septembre, « 4th Festival de musique en mer », à bord du Mermoz. Du 13 au 25 septembre, « 1^{er} Festival lyrique en mer », à bord du Mermoz.

Théâtre. Du 20 août au 1^{er} septembre, « 22^e Festival de théâtre en mer », à bord du Mermoz.

Variétés/hobbies. Du 2 au 13 mars, « Croisière des mots croisés », à bord du Costa-Riviera. Du 29 avril au 4 mai, « La croisière des gros titres », à bord du Costa-Clasica avec Philippe Bourvard. Du 3 au 8 mai, « Croisière du rire », à bord du The Azur.

A lire

La guide de la croisière et des escales (Archipel, 304 p., 125 F). Du paquebot classique au voilier sophistiqué, une présentation de plus de 700 navires, 80 pays et près de 350 ports et sites. Par notre collaboratrice Michèle Valandina, avec une préface de Didier Decoin.

Points forts. Splendour-of-the-Sea voyagea cet été dans les eaux européennes. Des circuits en Méditerranée (treize jours, à partir de 17 270 F, de Barcelone, vols inclus) et des itinéraires « Scandinavie-Russie », depuis Harwich (treize jours, à partir de 16 570 F, vols inclus). L'Alaska, en mai, avec le Legend-of-the-Sea, à partir de 14 920 F (vols et nuit à Vancouver inclus). Après un été en Méditerranée, l'Enchantment-of-the-Sea proposera une transatlantique par le nord, puis deux croisières de dix jours (de Boston) vers le Canada, les 21 septembre et 1^{er} octobre, pour profiter de l'été indien (à partir de 16 830 F, avion compris). Grâce à un système de réservation unique en Europe, il est possible de connaître, en temps réel, le nombre de places disponibles, voire d'obtenir, dès la réservation, numéro de cabine et table de restaurant.

ROYAL OLYMPIC CRUISES

La flotte. La compagnie regroupée Epiriki et Sun Line, leaders du marché en Méditerranée orientale. Six des treize navires existants ressemblent continuellement à naviguer sous les deux marques distinctes, les couleurs du drapeau grec servant à différencier les produits. Blanc pour Epiriki, avec les Triton (670 passagers), Orpheus (300 passagers) et Olympic (300 passagers). Bleu pour SunLine, avec les Stella-Solaris (620 passagers), Stella-Oceanis (300 passagers) et Odysseus (400 passagers). Les autres bateaux de la flotte comme l'Apollo, le Mistral II, le Stella-Alexis, Jason, Neptune, Argonaute et Heracles sont également sous la gestion de Royal Olympic.

A bord. Convivialité d'une ambiance grecque et style de croisière contemporaine pour les bateaux blancs. Classiques, ils offrent des cabines plutôt petites, mais de bonnes surfaces de ponts. Une table internationale, avec quelques spécialités locales. On y trouve également un programme d'animation et des activités culturelles. Sur les bateaux bleus, l'élégance et l'ambiance plus traditionnelle. La Sun Line jouit d'une réputation justifiée, tant au niveau des aménagements que du service et de la restauration.

Au menu. Caraïbes, Amérique du Sud, mer Rouge et Méditerranée orientale.

Points forts. Des croisières 100 % francophones, de sept et neuf jours, de Nice, avec le Jason, un petit paquebot de 250 passagers ; à partir de 4 880 F. Des croisières courtes, à bord de l'Odysseus. Classique, la découverte de la Grèce et de ses îles, en huit jours, au Triton (700 passagers) pour 8 655 F, Paris-Paris, avec vol spécial. Beaux circuits avec le Stella-Solaris dont une « aventure en mer Noire, itinéraire peu programmé cette année.

SEABOURN

La flotte. Trois paquebots-jacks qui offrent un très grand raffinement en matière de croisière : le Seabourn-Pride, le Seabourn-Spirit et le Seabourn-Legend (212 passagers chacun).

A bord. Ces paquebots flottants, à la ligne assez rigide, offrent, à tous les niveaux, la carte de l'élégance et de l'acheminement. Des suites de 27 m² minimum, avec salle de bain de marbre blanc et dressing. Un égrégat restaurant-terrace et une salle à manger avec horaires libres (ou service en cabine vingt-quatre heures sur vingt-quatre). Une cave prestigieuse. Animation discrète mais d'excellent niveau. Très belle marina flottante qui sert également de base de ski nautique, voile et planche à voile. Clientèle en grande majorité américaine mais personnel européen dont plusieurs français.

Au menu. Caraïbes, côte Est des États-Unis, Canada, Amérique du Sud, canal de Panama, transatlantique, Méditerranée, Baltique, Scandinavie et Asie.

Points forts. De très beaux itinéraires dans le monde entier... mais il faut compter environ 4 500 F par jour et par personne ! À ce prix, les pourboires et les boissons sans alcool peuvent être inclus.

SILVERSEA

La flotte. La croisière très haut de gamme à la portée d'une clientèle élargie. Une superbe ligne de paquebots-proches pour les derniers-nés des palaces sur mer, les Silver-Cloud et Silver-Wind (314 passagers).

A bord. Paradisiaque, de la coque au sun-deck. Teintes chaudes et douces, marbre, cuirs souples, tissus précieux et œuvres d'art. Le glamour à l'italienne mais sans prétention. Pour vivre en symbiose avec la mer, près de trois suites sur quatre (le mot cabine est inconnu à bord) s'agrandissent d'un balcon privé avec table basse et transats. Autres lieux d'exception : un ravissant restaurant-jardin avec balcon-terrace ouvert sur la mer ; des salons moutonneux où l'on se retrouve entouré d'un piano ; des bars d'autant plus accueillants que toutes les boissons consommées à bord (y compris les alcools et vins proposés en repas) sont inclus dans le forfait croisière. Une piscine de belles dimensions, des jacuzzis, une salle fitness dernier cri. Animation quotidienne de grande qualité, peu courante sur ce type de navire, et des conférences en partenariat avec la National Geographic Traveler. Les prix incluent également transferts, pourboires et, pour certains itinéraires, une excursion hors normes. Le meilleur rapport qualité-prix de sa catégorie. Et une compagnie élue, en octobre 1996, « Meilleure compagnie de l'année » par le magazine Condé Nast Traveler.

Au menu. Caraïbes, Méditerranée, Europe du Nord, Baltique, océan Indien et Asie.

Points forts. De beaux itinéraires classiques en Europe du Nord pour le Silver-Cloud, qui rejoint les États-Unis à l'autonomie, avant de rejoindre l'Amérique du Sud. Après un printemps en Asie, le Silver-Wind sera en Méditerranée de juin à octobre. Comparer 35 000 F pour une croisière Royal Olympic de douze jours, sans l'acheminement aérien.

STAR CLIPPERS

La flotte. On appelle « Navires des mers » ces petits qui se lancèrent au siècle dernier dans le commerce émondérateur du thé entre la Chine, l'Europe et l'Amérique. Les voiliers resuscités grâce aux Star-Flyer et Star-Clipper

(180 passagers) conçus par Donald McKay, le célèbre architecte naval américain-écossais. À l'instar de leurs ancêtres, les plus hauts voiliers du monde déploient leurs quatre mâts et 3 600 m² de voilure (de Dacron) avec une incomparable élégance.

A bord. De vastes ponts de deck - d'où on contemple les voiles et la mer - mais aussi deux petites piscines et un excellent équipement pour les amateurs de sports nautiques. Malgré l'étrénesque réputation qu'implique la coque d'un clipper, le confort règne. Cabines de style yacht, de taille modeste mais bien équipées. Salle à manger très bonbonnière rose et azur (un seul service), salon-bibliothèque avec cheminée et boiserie des plus britanniques, piano-bar. Cais et sans mondanités. La table fait le pont belle aux salades, fruits et produits de la mer. Ambiance joyeusement informelle. L'animation va de la pose d'un groupe musical local à la course de crabes sur le pont.

Au menu. Caraïbes, Transatlantique, Méditerranée et Asie.

Points forts. Aux Caraïbes, le Star-Clipper propose, jusqu'en avril et, à nouveau, à partir du 25 octobre, des croisières d'une semaine au départ de La Barbade vers les Grenadines ou les Antilles ; à partir de 8 650 F, sans l'aviation. Une fois en Méditerranée, il effectuera plusieurs circuits, au départ de Cannes, avec escales en Corse, Sardaigne et Italie ; compter 9 550 F par semaine, de port en port. Positionné en Asie, le Star-Flyer proposera, jusqu'au 5 avril (du 1^{er} au 10 novembre), un itinéraire de huit jours le long de la péninsule malaise et de la Thaïlande ; à partir de 8 200 F, sans l'aviation. Du 10 mai au 2 octobre, il proposera de pittoresques circuits en mer Égée, au départ de Kusadasi ; à partir de 9 550 F, port compris.

VOYAGISTES

AFRICAN SAFARI

Ce voyageiste inclut dans ses programmes le Royal Star (250 passagers) de la compagnie Starline Cruises, navire de charme, bien entretenu, au décor scandinavien moderne et aux cabines agréables. Basé à l'année dans l'océan Indien, il propose des circuits Inter-Isles (Seychelles, Madagascar, Maurice, Comores) et des combinés Kenya-Afrique du Sud ; compter 16 540 F pour une semaine à Mombasa en pension complète et une semaine de croisière, avion compris.

APSARA

Un spécialiste des voyages sur mesure et des destinations souvent insolites, ce qui explique des tarifs relativement élevés. L'accompagnement est assuré par de vrais spécialistes. Plusieurs croisières, dont une traversée « De l'île de la Réunion à la Malaisie française » à bord du World-Discoverer, du 11 mars au 6 avril (à partir de 59 800 F, avion compris) et sur le Danube, une « Musicale », de Nuremberg à Budapest, à bord du River-Cloud (à partir de 31 750 F).

SCANDITOURS

Spécialiste des destinations nordiques, ce voyageiste offre, de la croisière fluviale sur le Göta Canal aux week-ends en mer, une belle variété de croisières dans cette région. En vedette, outre l'Express-Côtier (il en est l'agent général), l'affrètement annuel du Dalmacija, pour cinq croisières : Jorås, cap Nord et Spitzberg ; neuf à douze jours, Paris-Paris, de 10 200 à 16 500 F, vin compris. Et plusieurs « Croisières boréales » vers le cap Nord, le Spitzberg ou l'Islande, à bord du Funchal (395 passagers), un navire classique décoré d'élégantes boiserie. Accueil par une équipe francophone d'hostesses et de guides. Pour dix-huit jours, Paris-Paris, compter 25 200 F avec l'événement. Autre point fort : la compagnie Arctic Shipping, dont Scanditours est l'agent général. Elle propose un nouveau navire, le Princess-Corona. Rénové en 1996, ce paquebot classique (640 passagers) dispose de vastes cabines et offre une restauration en son sein, de beaux espaces extérieurs et un personnel patrillement francophone. Programmes de l'été : croisières en Grèce d'une semaine, de Venise, avec escale à Dubrovnik. À partir de 7 120 F, sans l'aviation.

TRANSTOURS

Le premier tour-opérateur du maritime en France. Ses atouts : des croisières « maison », de Marseille ou Dunkerque, avec des navires conçus pour quelque 500 passagers. À bord, un seul service de restauration, une clientèle entièrement francophone et une organisation totalement française. Au programme : treize croisières signées Transavours à bord du Chata-Rousselle (514 passagers), vers le nord et le Méditerranée avec une croisière-événement de treize jours au départ de Marseille. « Sur les traces d'Alexandre », 15 070 F, transport inclus. Également, sous la dénomination « Les grandes marques du monde », plus de 600 départs tout au long de l'année sur trente navires de nationalités différentes.

LES PRIX

Toutes les croisières mentionnées sont en vente dans les agences de voyages. Les prix indiqués (par personne, taxes portuaires, d'assurance et parfois assurances comprises) correspondent - sauf mention contraire - au tarif le plus abordable d'une cabine intérieure à deux lits bas ou, pour les navires de luxe, à une cabine de la catégorie la moins chère. Comme tenu des tarifs négociés par les compagnies, la formule « forfait Paris-Paris » est, en général, la plus économique. N'hésitez pas à comparer les brochures et à vérifier ce qu'incluent les tarifs les plus accrocheurs.

Dossier réalisé par Michèle Valandina

(1) Hammonn & GF, 187 p., 34 F.

Cap sur Cuba

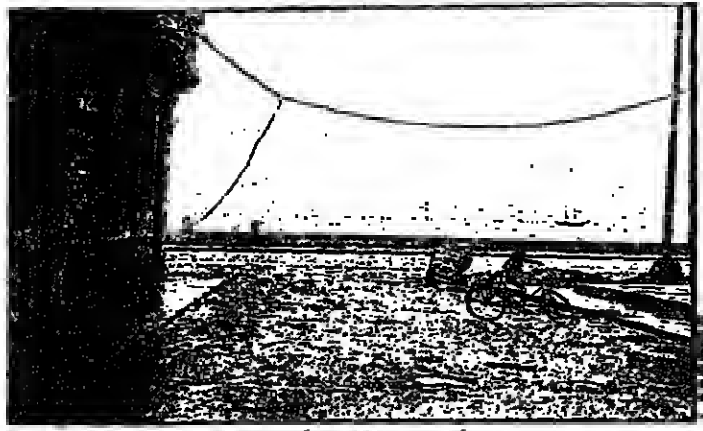
Une mise en bouche qui donne l'envie de revenir

LA HAVANE

de notre envoyé spécial

Depuis novembre dernier et jusqu'au 27 octobre 1997, la compagnie Costa programme dans les Caraïbes, en boucle de La Havane, une croisière inédite de sept jours dont l'intérêt principal, aux yeux des Français du moins, réside d'abord dans la possibilité ainsi offerte de découvrir le charme décadent d'une capitale cubaine légitimement inscrite au patrimoine mondial de l'Unesco. Coup de foudre assuré malgré la frustration d'une trop brève mise en bouche qui, dans l'immédiat, ne comblera que les amateurs des fameux cigares locaux. De quoi, malgré tout, vous donner l'envie de revenir un jour tout en sachant qu'on peut toujours, il est vrai, s'offrir, avant ou après la croisière, quelques jours de vacances supplémentaires. En ce cas, s'installer en ville plutôt que dans une des stations balnéaires voisines qui tendent leurs usines à touristes aux adeptes du far niente tropical.

En attendant, le temps étant compté (une journée et demie, deux nuits à bord), on peut, sans regret, se dispenser des étapes éthyliques de l'itinéraire Hemingway (un *daquiri* au Floridita, un *mojito* à la Bodeguita del Medio - ou vice-versa) où le fantôme de l'écrivain assiste, impuissant, à l'exploitation touristique de son nom, sous la houlette de commerçants avisés. Si la nostalgie vous tarabuste, vous pouvez toujours vous rendre jusqu'à la maison créole qu'il habita, à San Francisco de Paula, à une quinzaine de kilomètres de La Havane. Mais mieux vaut, dans les laps de temps qui vous est imparti, consacrer l'essentiel de votre court



Le Malecon, une promenade ouverte sur la mer

sejour à flâner, nez au vent, le long des façades délabrées du Malecon (un remblai-promenade de 7 kilomètres supposé protéger la ville des assauts de la mer) et dans les ruelles décaties mais pleines de charme de La Habana Vieja (la vieille ville) où s'inscrit le quartier colonial espagnol. S'attarder, également, au passionnant Musée de la Révolution et au Musée du Che avant de plonger, la nuit venue, dans l'atmosphère torride du Palacio de la Salsa (à l'hôtel Riviera), temple de la musique cubaine où le spectacle est nettement plus chaud que le show aséptisé et décevant d'un Tropicana à la réputation quelque peu surfaite. On fera donc l'impasse sur ce faux « must » facturé 80 dollars, éconotomie qui permettra de s'offrir une ou deux boîtes de *Monte Cristo*.

Vient le moment de larguer les amarres pour une première escale (sans grande saveur, si ce n'est pour

les passionnés de plongée, de bronzage et de langoustes grillées) face à l'une des plages de l'île (cubaine) de la jeunesse avant de mettre le cap sur la Jamaïque où, n'en déplaise aux brochures, le spectacle n'a rien de « surréaliste », pas plus que ne sort « grandiose » les cascades du fleuve Dunn qui ne justifient guère les émotions distillées par le kamikaze qui vous y conduit à tombeau ouvert. Déception, également, à l'escalade de Grand Caïman, tel qu'on oublierait facilement si n'était une insolite excursion en bateau, à « Stingray City », pour aller, dans une mer émeraude, batifoler au milieu des raies. *Last but not least*, l'escalade mexicaine de Playa del Carmen d'où un bus vous conduit aux superbes ruines mayas de Tulum surplombant la mer des Caraïbes. Avec, pour final, une majestueuse arrivée dans la baie de La Havane.

Patrick Francès

Carnet de bord

■ **LE BATEAU.** Le Costa-Playa (12 704 tonneaux, 157 m), un paquebot à taille humaine (480 passagers) où l'on trouve vite ses marques. Une table savoureuse (les amateurs de pâtes seront comblés) que les estomacs fragiles apprécieront davantage si la salle à manger n'était pas située à l'avant du bateau. Cabines spacieuses (y compris dans les catégories inférieures), certaines, à l'arrière, un peu bruyantes (mais on peut demander à changer si le bateau n'est pas complet), plusieurs extrêmement séduisantes, notamment sur les ponts 7 et 8 (coup de foudre pour la 701 et les suites du *Sky-Desk*) même si une vue spectaculaire s'y paie d'un relatif inconfort en cas de mer agitée. Animation très italienne (majorité oblige), atmosphère conviviale et décontractée. Personnel et encadrement aux petits soins.

■ **LES EXCURSIONS.** Facultatives, elles sont vendues à bord et font l'objet d'une tarification distincte. Compter environ 250 dollars pour quatre des excursions proposées au fil de la croisière, plus 100 dollars que culturels (excepté certaines de celles proposées à La Havane et au Mexique), ces visites guidées peuvent être jugées décevantes voire fatigantes en raison du rythme imposé. Sachez qu'il est toujours possible de rester à bord ou de descendre à terre et de profiter des escales à sa guise. On peut aussi s'y préparer à l'avance et organiser ses propres visites.

■ **L'ACCÈS AÉRIEN.** Le point noir pour la clientèle française lorsqu'elle se voit imposer un vol via Rome (avec changement d'appareil) inutilement éprouvant quand on sait que la compagnie AOM offre, de Paris, un vol direct et confortable à destination de La Havane. Difficile d'imaginer que Costa puisse rester insensible au désagrement ainsi infligé à ses clients français. A noter, pour les personnes souhaitant effectuer la croisière tout en organisant leur propre acheminement vers Cuba, l'existence de tarifs au départ de La Havane (port/port).

■ **LES PRIX.** Tout compris (sauf les boissons, les excursions et les pourboires), ils varient en fonction de la saison, de la catégorie et du type de cabine. Avec le vol Air de Paris, de 9 000 à 10 000 F par personne en cabine intérieure double; de 10 000 à 12 000 F en cabine extérieure double; de 11 240 à 12 490 F pour les mini-suites du pont principal et du *Sky-Desk*. Également tarifs « spécial famille » (2 adultes et 1 ou 2 enfants de moins de 18 ans partageant la même cabine, de 7 200 à 9 000 F par personne en cabine extérieure) et « spécial voyage de noces et anniversaires de mariages ».

■ **VARIANTES.** Une croisière « espagnole » avec le *Melá-Dom-Juan* (406 passagers) et trois itinéraires (4, 5 ou 8 jours) au départ de Cienfuegos, à Cuba, avec, pour l'un d'eux, une escale à Santiago de Cuba. Renseignements à l'Office du tourisme cubain (tél.: 01-45-38-90-10). Très différente, une croisière à bord du *Ponant* (88 m, 32 cabines doubles) permet, du 10 au 18 avril, de découvrir La Havane, la

province de Pinar del Rio et la vallée de Vinales avant d'embarquer pour la péninsule de Varadero et de longer la côte nord de Cuba, pour de cayo en cayo (Giot), gagner la baie ou Colomb aborde l'île que l'on quitte pour rejoindre Puerto Plata, en République dominicaine. De Paris, 19 700 F par personne, en demi-pension à terre et pension complète à bord, avec les activités nautiques.

■ **RENSEIGNEMENTS.** Dans les agences de voyages.

Un Salon pour la croisière

Le 5^e Salon de la croisière et des ferries se tiendra, les 21, 22 et 23 février au Palais des congrès, porte Maillot, à Paris, à l'initiative de Croisier, association regroupant la quasi-totalité des compagnies de croisières maritimes et fluviales ainsi que les compagnies de ferries, soit une centaine en 1996. Depuis vingt-sept ans, Croisier s'efforce de faire connaître ce secteur, tant auprès de la distribution que du grand public dont l'engouement à l'égard de cette formule de vacances est reflété par l'audience croissante du Salon qui lui est consacré : 2 500 visiteurs en 1993, 10 000 en 1996. En 1997, une cinquantaine d'exposants présenteront les multiples produits du tourisme maritime et fluvial, de la traversée en ferry à la croisière de luxe sous des cieux exotiques. Ils se limiteront à informer les visiteurs, les ventes étant réservées au réseau des agences de voyages. En vedette, cette année, l'Égypte avec la présence de l'Office de tourisme égyptien et les voyageurs leaders sur cette destination ainsi qu'un mur d'images permettant de découvrir, en vidéo, les plus belles croisières.

*Accès par le métro et le RER C (porte Maillot); parking sur place. Ouvert de 10 heures à 19 heures. Prix d'entrée : 25 F. Accès gratuit pour les lecteurs du Monde sur présentation de ce supplément.

Et la mer dans tout ça ?

Au large de la Floride, quand la croisière vous mène en bateau

MIAMI

de notre envoyé spécial

Prologue détonnant du meilleur augure pour notre mini-croisière au large de la Floride : Miami Beach avec son quartier Art déco et ses huit cents bâtiments aux lignes géométriques et aux pastels acidulés, chahutés de fantaisies florales et marines. Cette architecture facédeuse et ludique qui exalte le « style paquebot » nous plonge de plain-pied dans notre périple maritime.

C'est l'état de grâce à l'approche du *Sovereign-of-the-Sea*, sûr de lui et dominateur, qui pèse et qui pose dans le port. Les mots de la brochure publicitaire refont surface : « palace flétant », « luxueux paquebot », « repas raffinés », « revues façon Las Vegas ».

La douche écossaise entre alors en action. D'abord trois heures d'une interminable attente avant de monter à bord, ensuite découverte de la cabine, exigüe, propre, sombre, avec un hublot tel « une lune décaupée dans la toile des sautes ». Foin d'état d'âme ! L'urgence commande d'enfiler son gilet de sauvetage et de courir vers le pont ad hoc pour l'exercice de sécurité d'avant départ.

Après ces débuts laborieux, délicieux moment que d'apercevoir les lumières de la ville se dissoudre peu à peu dans le crépuscule. Notre couvert est dressé au restaurant Gigi ; Gigi, un parfum de comédie musicale et de glamour. Le cadre est doucereux, mais le glamour n'est pas au rendez-vous de l'assiette. Entre les pâtes gélatineuses et un bout de viande racornie, interruption, tel un diabolin, du photographe de bord. Ce stakhooviste du cliché immortalise chaque dinour affublé d'un pirate de carnaval. Cela s'avère un des business les plus lucratifs du bateau. Le clic-clac a définitivement supplanté le grouillement des flots. Justement, et la mer dans tout ça ?

Le moment est venu d'explorer outre *Sovereign-of-the-Sea*, comme on s'élance à la découverte d'une ville. Une ville avec ses promenades, ses théâtres, ses bars, ses

belvédères, ses boutiques, ses couloirs, ses jardins secrets. Une ville avec ses rumeurs, ses basards et sa nécessité, sa foule solitaire. Une ville étrange, en vase clos, un rien aseptisée, où le temps est suspendu, où tout semble désormais possible. Première incursion aux Folles, avec ses promesses de spectacles façon Las Vegas. Des Folles, sa guère folichonne : chorégraphie de patronage, danseurs balourd et un chansonnier dont les bon mots sont exclusivement réservés aux américains.

LA CROISIÈRE S'AMUSE

De l'autre côté du bateau, remake de « La croisière s'amuse ». Un animateur installe sur le piano une sorte de poupée Barbie en robe de bal, puis réclame des volontaires mâles pour s'agenouiller autour d'elle et lui chanter leur flamme. On se bouscule au portillon, et les dames de l'assistance pensent haut et fort que ces messieurs sont, enfin, à leur vraie place. Barbie, elle, est au nirvana. Juste au-dessous, un pianiste au visage creusé comme une carte de cours d'eau égrené de vieilles romances avant de céder la place à un karaoké tristounet.

Non loin du piano-bar, la bibliothèque se révèle un havre de paix avec ses fauteuils clubs et son atmosphère délicieusement british. Ailleurs, les bronzés s'éclatent dans des lieux où c'est à celui qui baissera son pantalon le plus prestement ou brandira, dans un temps record, le soutien-gorge de sa voisine. Paul Morand expliquait que le voyage moderne est un réflexe de défense de l'individu. Il s'agit, écrit-il, « d'être loin de - les Anglais loin des brumes, les Américains loin de l'ennui du Middle West (...) ». Ce bateau transpire le Middle West.

Difficile, dans notre quête, d'échapper au casino où palpite le cœur du bateau. Alors que les bars ferment, que la discothèque se vide, que les couloirs deviennent déserts, les machines à sous crépitent, les cartes de black-jack s'abattent à un rythme d'enfer et la roulette donne le tour à la mer ne suscite plus.

Au cœur de la nuit, longue rêverie sur le « pont promenade », à la recherche inavouée de quelque aventure. La lune à la forme d'une mangue, et l'imagination prend son envol dans la légende dorée des paquebots. Têtes couronnées, visons trop blancs, divas capricieuses ; malles-cabine et cabines comme des intérieurs d'oùllets d'une garçonnelle de roman de Maupassant. Passe alors furtivement une brune jouvencelle - bouche en rose, fines chevilles et décolleté plongeant - qui affiche une moue de starlette.

Une des vertus du *Sovereign* est bien de faire mousser outre imagination. Son bon usage consiste sans doute dans une alchimie entre cet imaginaire, le far niente épicurien et le cliquant de pacotille. Dès le premier soir, la messe est dite. Et la mer dans tout ça ? Elle paraît virtuelle. On ne sent ni son odeur ni ses palpitations. On est donc passé à la mer baudelairienne « si monstrueusement séduisante, et qui semble représenter par ses jeux, ses allures, ses colères et ses sourires, les humeurs (...) de toutes les âmes... » ?

Au petit matin, on est réveillé par un curieux bruit de tôle froissée : la réserve de glaçons est, hélas, à hauteur de notre cabine. Autre chuintement, plus doux, comme le froissement d'une étoffe : les informations du jour, glissées sous la porte. Programme gargantuesque, entre les jeux, aérobie, excursions, bingo, repas, animations, spectacles, cinéma, etc. Comme si cet activisme cachait la peur du vide, la crainte, pour le bateau, de se retrouver, seul, face à la mer. Comme si l'oisiveté était devenue politiquement incorrecte.

Le *Sovereign* accoste à Nassau, capitale des Bahamas, qui exhale un parfum à la SAS, de paradis fiscal, de yachts, de best-seller et de matieux exil. On y voit de belles femmes noires, des fils engoncés dans des costumes de fils de comédie, des palais officiels du même rose d'opérette qu'à Monaco. Les jolies maisons en bois de la rue principale sont défigurées par des boutiques hors de prix et sans intérêt.

Sur le bateau, jour de gala avec le cocktail du capitaine. L'occasion de sortir la cravate noire de la

naphtaline. Une nuée de pingouins fait la queue devant les Folles pour serrer la main du capitaine, scène bien sûr aussitôt immortalisée par les paparazzi de service. L'aperçois ma starlette en minirobe et talons aiguilles. Elle a les attributs de cette jeunesse qui déchaine le démon de midi, mais un léger rictus dévoile un lourd passif de mangeuse d'hommes. Au milieu des Américaines endimanchées, elle a l'air d'un paon égaré dans une cage à dindons.

Sur le pont, les esprits et les corps s'échauffent, au rythme de la salsa et des pino colada. C'est la magie nocturne du bateau : exacerbation des gestes les plus simples, disponibilité totale, éveil hypertrophie des sens. Les barrières sautent, les femmes les plus réservées ont des mots qui les dépassent, des mimiques qui les trahissent.

Le *Sovereign* effectue sa deuxième escale à Coccoz, un îlot privé de la Royal Caribbean, qu'on gagne par une sorte de vaporetto. Les croisiéristes s'abattent sur l'île comme un ouage de sauterelles. Au menu : plongée, scooter des mers et barbecue des Bahamas avec hamburger carbonisé et sono assourdissant.

Notre dernière escale, Key West, est pour les Américains « the southernmost point », le point le plus au sud. Le charme de cette île qui ponctue la Floride vient de ses maisons en bois, de style colonial, habilement restaurées. Hemingway y a vécu de nombreuses années. Aujourd'hui, sa maison est transformée en un musée banté par une nuée de chats goulus, les descendants, dit-on, de ses chers félins. On célèbre également le culte de l'écrivain au Sloppy Joe's, un bar bondé et bruyant où on est sûr de retrouver ses compagnons de croisière.

Mélas, les impératifs de navigation nous privent de la fameuse *sunset celebration* et des nuits hétéroclites de Key West. On maudit notre bateau de nous infliger pareille frustration. Comme la veille, soleil couchant depuis le pont supérieur, où règne une grande fébrilité. La starlette à poursuivre son travail de sappe. Les promesses de son sourire n'engagent que le partin qui les reçoit. Étrange pouvoir du bateau qui entraîne un cœur de pierre à se briser comme du verre. Vengeance du *Sovereign* contre le voyeur tendrement ironique ?

Ultime rêverie au clair de lune. Je songe au mot de Confucius : « Quand le doigt montre la lune, l'imbécille regarde le doigt. » De retour à Paris, je suis pris de mal de mer. A l'instar du temps, la mer se venge de ce qui s'est fait sans elle.

Jacques Tiano

* La plupart des citatins sont extraits du Guide de la croisière et des escales, de Michèle Valandri (Archipel, 304 p., 125 F), et de Voyage, de Paul Morand (Press Pocket, 147 p., 30 F).

Carnet de bord

■ **LE BATEAU.** Le *Sovereign-of-the-Sea* est un des treize navires de la Royal Caribbean Cruise Line. Sorti des chantiers de Saint-Nazaire en 1987, long de 273 mètres, large de 32,8 mètres, il peut accueillir 2 276 passagers en cabines doubles et 825 membres d'équipage.

■ **LA CROISIÈRE.** La croisière de 4 jours aux Bahamas, ici décrite, peut aussi ponctuer agréablement un séjour en Floride et la découverte de Disney World. Prix à partir de 2 690 F par personne (port/port, cabine intérieure standard, base double). Les deustrophobes opteront pour une cabine extérieure (à partir de 4 230 F). Également programmée, une croisière de 3 nuits, à partir de 2 320 F. Renseignements auprès de R.A. Marketing, tél.: 01-45-77-10-74 et dans les agences de voyage.

■ **AVEC QUI ?** Le voyageur Vacances fabuleuses (renseignements au 01-53-67-80-00 et dans les agences de voyages) propose une balade en Floride avec la croisière de 4 nuits : à partir de 12 150 F, de Paris. Ce voyageur travaille en étroite coopération avec United Airlines (tél.: 01-41-40-30-30), compagnie réputée, à juste titre, pour la qualité de ses services et ses prix très compétitifs.

■ **UN CONSEIL.** Si vous séjournez à Miami, évitez le Miami Beach Ocean Resort : propriété douteuse et parfum de moquette moisie dans les chambres.

ROUTE MARINE				
<p>Tél. 04 78 39 13 06 5, rue Gentil 69002 LYON Lic. 06990022 - caution APS Fax. 04 78 29 94 85</p> <p>*prix à partir de, comprenant la croisière en pension complète, le logement en cabine double. Taxes portuaires et aéroportuaires non incluses.</p>	Croisière Méditerranée 8 jours de Marseille, le 27 Avril Iles d'Elbe, Civitavecchia, Naples, Palma, Barcelone. 5.500 F* au lieu de 7.440 F	Croisière 6 jours Danube Strasbourg - Passau en car, Melk, Vienne, Budapest. Retour avion Strasbourg 4.550 F* nombreux départs	La côte Pacifique de la Californie à l'Alaska 15 jours de Paris, guide français, le 10 Mai croisière de 13 jours : Los Angeles, San Francisco, 5 escales en Alaska, passage intérieur, Vancouver 16.350 F* au lieu de 18.165 F	Croisière aux Antilles sur yacht 8 jours de Paris les vendredis 9.500 F* excursions et activités comprises
	Croisière Islande/Spitzberg/Norvège 17 jours de Dunkerque, le 28 Juin 16.860 F* au lieu de 18.290 F	Croisière Remise en Forme 7 jours sur le Rhin ou sur le Rhône 3.995 F* traitement Phytomer compris	La Méditerranée à bord d'un 4 mâts Corse, Sardaigne, Italie, 7 nuits de Cannes, été 1997 7.650 F*	Transatlantique Porto Rico - Barcelone Barbade, Tenerife, Madère, Tanger, 15 jours de Paris, le 18 Avril 13.810 F*
	Croisière Fleuves Russes 12 jours de Lyon, le 23 Août St Petersburg, Kij, Goritsy, Yaroslavl, Ouglich, Moscou. 7.850 F* excursions comprises	Traversée de l'Atlantique en Cargo Ex. Gènes - Rio de Janeiro, 2 semaines la traversée 7.800 F*	Dans le Sillage des croisés Salem, Héraklion, Chypre, Syrie, Rhodes, Catane. Départ de Nice 23 Mai 11 jours 8.900 F* au lieu de 9.400 F	Croisière dans les Iles Hawai 4 îles en 8 jours, départ hebdomadaire Le meilleur moyen de découvrir les îles 8.540 F* au départ d'Honolulu

صحنه من الامل

CARNET

LE MONDE / JEUDI 20 FÉVRIER 1997 / 21

DISPARITIONS

Darcy Ribeiro

Anthropologue et figure de la gauche brésilienne

LE SÉNATEUR Darcy Ribeiro est mort, lundi 17 février, dans un hôpital de Brasília, des suites d'un cancer généralisé. Il avait soixante-quatre ans. Anthropologue de renom international, romancier, essayiste et membre de l'Académie brésilienne des lettres depuis 1992, il fut aussi, durant ces trente dernières années, l'une des figures de la gauche brésilienne.

Issu d'une famille de la moyenne bourgeoisie, Darcy Ribeiro est né le 22 octobre 1922 à Montes Claros, une ville du nord de l'Etat de Minas Gerais, dans le sud du pays. A l'âge de vingt-deux ans, il abandonne des études de médecine pour s'inscrire à l'Ecole de sociologie et de politique de l'université de São Paulo. En 1946, après l'obtention d'un doctorat en sciences sociales, il est embauché comme ethnologue par les Services de protection des Indiens. C'est au sein de cet organisme officiel, chargé de la défense des populations indigènes face à l'avancée de la colonisation, que Darcy Ribeiro découvre, au contact de tribus isolées, la ligne directrice de son futur engagement politique : « Une vision unitaire du Brésil, toujours débordante d'optimisme », selon le journal *da Brasil*.

Ses séjours passés parmi les Indiens fourmirent, en effet, matière à une abondante série d'essais anthropologiques où pointe déjà l'apologie du métissage qui caractérise la société brésilienne. L'auteur y révèle une sensibilité volontiers qualifiée au Brésil de « romantique », qui tranche sur la « froideur structuraliste » des *Tristes Tropiques* de Claude Lévi-Strauss.

A trente-cinq ans, Darcy Ribeiro entame une deuxième carrière : celle de conseiller en éducation auprès du président Juscelino Kubitschek, le fondateur de Brasília. Il est ensuite successivement nommé ministre de l'éducation et de la culture, puis chef de la maison civile dans l'éphémère gouvernement du président João Goulart, déposé par un coup d'Etat militaire en mars 1964. Proscrit, exilé en Uruguay, l'ethnologue est tour à tour invité comme consultant en éducation par le gouvernement du Costa Rica, du Venezuela, du Chili (à l'époque de Salvador Allende), du Pérou et de l'Algérie.

En 1974, la dictature militaire, qui le croit moribond, l'autorise à rentrer au Brésil pour y subir l'ablation d'un poulmon rongé par le cancer. La loi d'amnistie générale de 1979 et la redémocratisation graduelle des institutions le propulsent rapidement sur les devant de la scène politique. En 1982, il est élu vice-gouverneur de l'Etat de Rio, sur le ticket commandé par Leonel Brizola, leader populiste auquel il vouera jusqu'à la fin de sa vie une fidélité sans failles.

Darcy Ribeiro met alors en place un réseau de Centres intégrés d'éducation publique destinés en priorité aux quartiers défavorisés. Vitaines sociales d'un « brizolisme » aujourd'hui à l'agonie, ces établissements péricliteront en raison de leur gestion. « J'ai échoué en tout, confessa-t-il voilà quelques années. Mais mes échecs sont des victoires car je n'ai jamais pas été à la place de ceux qui m'ont vaincu. »

Jean-Jacques Sévilla

■ JACQUES LAUREAU, représentant permanent de la France auprès de l'Organisation des Etats américains (OEA) depuis mars 1996, est mort, samedi 15 février, des suites d'une longue maladie. Né le 8 janvier 1943 à Pantin (Seine-Saint-Denis), Jacques Laureau était entré dans la diplomatie à sa sortie de l'ENA en 1969 et avait été en poste à Moscou, à Bonn et à Washington. Après un détachement à Paris (1982-1986), il avait pris la direction de la coopération scientifique, technique et du développement au Quai d'Orsay. En juin 1989, il avait été nommé ambassadeur au Nigeria, puis, en septembre 1992, représentant permanent de la France auprès de la FAO (Organisation pour l'alimentation et l'agriculture) à Rome, avant de représenter la France à Washington auprès de l'OEA.

AU CARNET DU « MONDE »

Fiançailles
M. et M^{me} Gilbert VALETTE de Senlis.

General et M^{me} Peter LANDREY de Comouailles.

sont heureux de faire part de l'engagement de leurs enfants.

Caroline et Jonathan, an Zimbabwe.

3 Redhill Road, Highlands, Harare, Zimbabwe.

Décès
— M^{me} Gabriel Arlet, née Jacqueline Roger, son épouse.

Ses enfants, gendres et belles-filles, et tous ses petits-enfants,

ont le chagrin de faire part du rappel à Dieu de

M. Gabriel ARLET, ingénieur civil des Mines, chevalier de l'ordre national du Mérite,

survenu le 18 février 1997, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 21 février, à 9 heures, en l'église Notre-Dame-de-l'Assomption, Paris-16^e.

Cet avis tient lieu de faire-part.

12, rue Oswald-Cruz, 75016 Paris.

— M. Pavel Kozanov et le docteur Gisèle Kozanov-Birk, M. et M^{me} Michel Simille, ses enfants,

Laurence et Etienne Bernard, Eric Simille, ses petits-enfants,

ont la tristesse de faire part du décès de

M. André BIRCK, administrateur de biens,

survenu à Paris, le 14 février 1997.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 20 février, à 15 heures, en l'église Saint-Léon, place du Cardinal-Amon, à Paris-15^e, où l'on se réunira.

52, rue Fondary, 75015 Paris.

— Trouville.

M. et M^{me} Gérard Bouchet, ses enfants,

Véronique et Philippe Caillaud, Sylvie et Yves Desbreaux, Gilles Bouchet et André Mercier, Anne-Marie et Nicolas Montivet, ses petits-enfants,

Tibbo, Paul, Lucie, Christiane, ses arrière-petits-enfants. Ainsi que sa famille,

ont la peine de faire part du décès de

M^{me} Roger DOUCHER, née Germaine DUPONDPORT,

survenu le 17 février 1997, dans sa quatre-vingt-huitième année.

Les obsèques auront lieu le samedi 22 février, à 11 heures, en l'église Notre-Dame-des-Victoires de Trouville.

L'inhumation se fera au cimetière de Trouville.

Priez Dieu pour elle.

— Paris, Laroque.

Après une vie bien remplie,

M. Robert CAROL, ancien élève de l'Ecole normale supérieure, rue d'Ulm, 1919-1997,

s'est éteint le 16 février 1997.

Jacqueline Carol-Dunha, Catherine et André Fréber-Carol et Hélène, Mireille et Hugh Willey-Carol, Paul et Christine Willey.

La célébration religieuse aura lieu en l'église de Laroque (Hérault), le samedi 22 février, à 14 heures.

Elle sera suivie de l'inhumation au cimetière de Laroque, dans le caveau de famille.

79, quai André-Ciré, 75015 Paris.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

— M. Marc Dumont a la douleur de faire part du décès de

M^{me} Yolande DUMONT, née PETIT PÉREZ,

sa mère,

survenue le 15 février 1997.

Les obsèques auront lieu le 21 février, à 10 h 30, à l'église Notre-Dame de Boulogne (Hauts-de-Seine).

78, quai de la Loire, 75019 Paris.

— L'Ouvroir de Peinture Potentielle (OupPot)

à la tristesse de faire part de la disparition, le 10 février 1997, de

Aline GAGNAIRE, artiste peintre,

membre du groupe depuis sa création.

— Le colonel Jackie Placide Cavallin, président de l'Œuvre des pupilles orphelins de sapeurs-pompiers.

Et les membres de son conseil d'administration,

ont la douleur de faire part du décès du

colonel Gaston JAMAIN, chevalier de la Légion d'honneur,

administrateur de l'Œuvre des pupilles depuis 1963 et président de 1986 à 1996,

ancien directeur départemental des services d'incendie et de secours d'Indre-et-Loire

et président de l'Union départementale des sapeurs-pompiers d'Indre-et-Loire,

survenu le dimanche 16 février 1997.

Les obsèques auront lieu en la cathédrale de Tours, le jeudi 20 février, à 15 heures.

Vos témoignages de sympathie peuvent être adressés à l'Œuvre des pupilles, au 27, rue de Dunkerque, Paris-10^e.

Selon les vœux du colonel Jamain, les dons seront versés directement à l'Œuvre des pupilles pour les orphelins de sapeurs-pompiers.

— Bertrand et Anne de Largentaye, Armad et Patricia de Largentaye, Hélène et Olivier Schramm, Christine et Marc Michel, Claire et Marie de Largentaye, Jean, André et Tanguy de Largentaye, Séverine et Nicolas Schramm, Séverine et Nicolas Schramm, Michel, ont la douleur de faire part du décès de leur mère, belle-mère et grand-mère,

Inès de LARGENTAYE, née de PEDROSO,

survenue le 17 février 1997.

Les obsèques auront lieu en l'église de Quassy (Oise-d'Artois), le vendredi 21 février, à 16 heures.

Ni fleurs ni couronnes.

Des dons peuvent être adressés à l'Association pour la recherche sur la sclérose latérale amyotrophique, 24, rue Lachambre, Paris-11^e.

Une messe sera célébrée à Paris ultérieurement.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

— Philippe Malric et ses enfants, Tania Roelens, Eva Roelens et leurs familles,

ont la douleur de faire part du décès de

Sonia MALRIEU, née ERNICOVA,

le jeudi 13 février 1997, à Toulouse.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité.

Philippe Malric, 134, avenue Jean-Rieux, 31500 Toulouse.

— Christine et Roland Lazerges, Jacques et David, Cyril et Céline, Romaric, Erwan, Hippolyte, Olivier et Marguerite Rothé, Nicolas, Benjamin, Emmanuel, Jean-Louis Rothé, Lucille et François Lafont, Laurent, Paul, Marianne, Anne, ses enfants, petits-enfants et son arrière-petit-fils, Violante Méjan, sa sœur,

Ses sœurs, ses belles-sœurs, ses neveux et nièces,

ont la peine de faire part du décès de

M^{me} Jean-Pierre ROTHÉ, née Marguerite MÉJAN,

survenue le 17 février 1997, dans sa quatre-vingt-troisième année.

Le service religieux a eu lieu au temple de Lézard (Gard), le mercredi 19 février.

« Je te bénirai... et tu seras une source de bénédiction. » Genèse 12-2.

160, rue d'Alco, 34080 Montpellier.

— Paris, Boyens (Loiret).

Alaxis Rygaloff, son mari,

Michel Dupouey, son père,

Les familles Dupouey, Rygaloff, Moeller, La Brosse,

ont la douleur de faire part du décès, à l'âge de cinquante-sept ans, de

Martine RYGALOFF, née DUPOUEY,

survenue au service des soins palliatifs du centre hospitalier de Puteaux, victime d'un long cancer.

Ses familles seront célébrées à Saint-Pierre du Gros-Caillois, 92, rue Saint-Dominique, Paris-7^e, le samedi 22 février 1997, à 9 heures.

L'inhumation aura lieu à Boyens (Loiret), aux environs de 11 h 30. Rendez-vous au parvis de l'église.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— On nous prie d'annoncer le rappel à Dieu de

Jacques SIGUIER, ancien élève de l'Ecole polytechnique (1941), chevalier de la Légion d'honneur,

survenu le 15 février 1997, à l'âge de quatre-vingt-seize ans.

De la part de

Michelle Sigulier, née Soulié, son épouse,

M. Bruno Sigulier, M. et M^{me} Bertrand Sigulier, M^{me} Nicole Sigulier, Anne et Hervé Oheix,

Nathalie et Vincent Sigulier-Frator, M^{me} Jennifer Sigulier et Anna, Benjamin, Louis, Lucille, Marie, ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants.

La messe de funérailles aura lieu en l'église de l'Assomption, 88, rue de l'Assomption, le vendredi 21 février, à 11 heures.

Ils rappellent à votre souvenir son fils,

François,

décédé en 1974, et son fils,

Tony,

décédé en 1995.

16, rue Jassim, 75016 Paris.

Remerciements

— Dans l'impossibilité de répondre individuellement à tous ceux qui ont exprimé leurs condoléances,

M^{me} Charles Fenain-Truchot et sa famille,

très touchées de vos marques d'amitié, de votre sympathie et de la part que vous avez prise à leur peine lors du décès de

M. Charles FENAIN,

vous remercient chaleureusement.

Jean DUFOUR, 6 février 1914 (Amiens), 20 février 1992 (Aix-en-Provence).

Sa calme sagesse, discrètement teintée d'humour, sa riche culture, qu'il s'efforçait de transmettre, faisaient de lui un guide qui n'a pas cessé d'éclairer notre route.

Sa famille, ses élèves, ses amis.

— Un service d'action de grâces sera célébré le samedi 22 février 1997, à 10 h 30, au temple de l'Eglise réformée de l'Europe, 54, avenue de la Grande-Armée, Paris-17^e, à l'intention de

M. Roger GOLDET,

décédé le 24 janvier 1997, dans sa quatre-vingt-sixième année.

— Il y a onze ans, le 20 février 1986, disparaissait

Raymond COLLOMBET, ingénieur en chef des Ponts et Chaussées,

Que ceux qui l'ont connu, estimé, aimé, aient une pensée et une prière pour lui.

Anniversaires de décès

— Au CRL, 10, rue Saint-Claude, Paris-3^e, jeudi 20 février 1997, à 20 h 30 : quarante ans après « L'affaire de Suez » (Éditions Bruno Leprieux) par M. D. Leffevre, secrétaire général de l'OURS.

— L'Association sportive du golf de Chantilly rappelle à ses membres que leur assemblée générale annuelle aura lieu le

Dimanche 2 Mars 1997 ouverture des bureaux 10 h 30.

— Dans les bras tendus des défunts à jamais inassouvis sera sa mémoire. Henri Michaux.

Le 18 février 1989,

David

et ses grands-parents,

Emile et Monique

nous quittaient, victimes de la violence routière.

Merci à tous ceux qui partagent ce souvenir avec nous.

Daniel et Anne Lenoir-Joussan, Aurélie, Romain et Estelle.

Conférences

— Conférences du cycle « L'Eglise et les pouvoirs » : « Le grand malentendu : l'Eglise et les médias » par le Père M. Souchoy (Jésuite), mercredi 26 février, à 20 h 30, à la chapelle Saint-Bernard de Montparnasse, 34, avenue du Maine, Paris-15^e (entrée sous l'horloge de gauche de la gare Montparnasse).

« Le Saint-Siège dans le nouveau paysage français », par Ph. Moreau-Delages, mercredi 12 mars, à 20 h 30, à la chapelle Saint-Bernard de Montparnasse, 34, avenue du Maine, Paris-15^e (entrée sous l'horloge de gauche de la gare Montparnasse).

« L'Association sportive du golf de Chantilly rappelle à ses membres que leur assemblée générale annuelle aura lieu le

Dimanche 2 Mars 1997 ouverture des bureaux 10 h 30.

— Au CRL, 10, rue Saint-Claude, Paris-3^e, jeudi 20 février 1997, à 20 h 30 : quarante ans après « L'affaire de Suez » (Éditions Bruno Leprieux) par M. D. Leffevre, secrétaire général de l'OURS.

— L'Association sportive du golf de Chantilly rappelle à ses membres que leur assemblée générale annuelle aura lieu le

Dimanche 2 Mars 1997 ouverture des bureaux 10 h 30.

— Dans les bras tendus des défunts à jamais inassouvis sera sa mémoire. Henri Michaux.

Le 18 février 1989,

David

et ses grands-parents,

Emile et Monique

nous quittaient, victimes de la violence routière.

Merci à tous ceux qui partagent ce souvenir avec nous.

Daniel et Anne Lenoir-Joussan, Aurélie, Romain et Estelle.

Conférences

— Conférences du cycle « L'Eglise et les pouvoirs » : « Le grand malentendu : l'Eglise et les médias » par le Père M. Souchoy (Jésuite), mercredi 26 février, à 20 h 30, à la chapelle Saint-Bernard de Montparnasse, 34, avenue du Maine, Paris-15^e (entrée sous l'horloge de gauche de la gare Montparnasse).

« Le Saint-Siège dans le nouveau paysage français », par Ph. Moreau-Delages, mercredi 12 mars, à 20 h 30, à la chapelle Saint-Bernard de Montparnasse, 34, avenue du Maine, Paris-15^e (entrée sous l'horloge de gauche de la gare Montparnasse).

« L'Association sportive du golf de Chantilly rappelle à ses membres que leur assemblée générale annuelle aura lieu le

Dimanche 2 Mars 1997 ouverture des bureaux 10 h 30.

— Au CRL, 10, rue Saint-Claude, Paris-3^e, jeudi 20 février 1997, à 20 h 30 : quarante ans après « L'affaire de Suez » (Éditions Bruno Leprieux) par M. D. Leffevre, secrétaire général de l'OURS.

— L'Association sportive du golf de Chantilly rappelle à ses membres que leur assemblée générale annuelle aura lieu le

Dimanche 2 Mars 1997 ouverture des bureaux 10 h 30.

— Dans les bras tendus des défunts à jamais inassouvis sera sa mémoire. Henri Michaux.

Le 18 février 1989,

David

et ses grands-parents,

Emile et Monique

nous quittaient, victimes de la violence routière.

Merci à tous ceux qui partagent ce souvenir avec nous.

Daniel et Anne Lenoir-Joussan, Aurélie, Romain et Estelle.

Conférences

— Conférences du cycle « L'Eglise et les pouvoirs » : « Le grand malentendu : l'Eglise et les médias » par le Père M. Souchoy (Jésuite), mercredi 26 février, à 20 h 30, à la chapelle Saint-Bernard de Montparnasse, 34, avenue du Maine, Paris-15^e (entrée sous l'horloge de gauche de la gare Montparnasse).

« Le Saint-Siège dans le nouveau paysage français », par Ph. Moreau-Delages, mercredi 12 mars, à 20 h 30, à la chapelle Saint-Bernard de Montparnasse, 34, avenue du Maine, Paris-15^e (entrée sous l'horloge de gauche de la gare Montparnasse).

« L'Association sportive du golf de Chantilly rappelle à ses membres que leur assemblée générale annuelle aura lieu le

Dimanche 2 Mars 1997 ouverture des bureaux 10 h 30.

— Au CRL, 10, rue Saint-Claude, Paris-3^e, jeudi 20 février 1997, à 20 h 30 : quarante ans après « L'affaire de Suez » (Éditions Bruno Leprieux) par M. D. Leffevre, secrétaire général de l'OURS.

— L'Association sportive du golf de Chantilly rappelle à ses membres que leur assemblée générale annuelle aura lieu le

Dimanche 2 Mars 1997 ouverture des bureaux 10 h 30.

— Dans les bras tendus des défunts à jamais inassouvis sera sa mémoire. Henri Michaux.

Le 18 février 1989,

David

et ses grands-parents,

Emile et Monique

nous quittaient, victimes de la violence routière.

Merci à tous ceux qui partagent ce souvenir avec nous.

Daniel et Anne Lenoir-Joussan, Aurélie, Romain et Estelle.

Conférences

— Conférences du cycle « L'Eglise et les pouvoirs » : « Le grand malentendu : l'Eglise et les médias » par le Père M. Souchoy (Jésuite), mercredi 26 février, à 20 h 30, à la chapelle Saint-Bernard de Montparnasse, 34, avenue du Maine, Paris-15^e (entrée sous l'horloge de gauche de la gare Montparnasse).

« Le Saint-Siège dans le nouveau paysage français », par Ph. Moreau-Delages, mercredi 12 mars, à 20 h 30, à la chapelle Saint-Bernard de Montparnasse, 34, avenue du Maine, Paris-15^e (entrée sous l'horloge de gauche de la gare Montparnasse).

« L'Association sportive du golf de Chantilly rappelle à ses membres que leur assemblée générale annuelle aura lieu le

Dimanche 2 Mars 1997 ouverture des bureaux 10 h 30.

— Au CRL, 10, rue Saint-Claude, Paris-3^e, jeudi 20 février 1997, à 20 h 30 : quarante ans après « L'affaire de Suez » (Éditions Bruno Leprieux) par M. D. Leffevre, secrétaire général de l'OURS.

— L'Association sportive du golf de Chantilly rappelle à ses membres que leur assemblée générale annuelle aura lieu le

Dimanche 2 Mars 1997 ouverture des bureaux 10 h 30.

— Dans les bras tendus des défunts à jamais inassouvis sera sa mémoire. Henri Michaux.

Le 18 février 1989,

Alcatel Alsthom, auquel devraient se joindre les groupes d'aéronautique Dassault et Aerospatiale. Mais le gouvernement préférerait voir ces deux rivaux s'entendre.

Les salariés auront droit à 10 % du capital. Les pouvoirs publics espèrent mener à bien cette nouvelle procédure d'ici au mois de juin 1997.

Philippe Le Cœur**François Bostnavarone****Jacques Isnard**

La Fédération des sociétés d'assurances cherche un président pour succéder à Denis Kessler

Mutuelles et sociétés anonymes s'opposent sur le choix du candidat

Dès le mois de mars, Denis Kessler va occuper le poste laissé vacant chez AXA-UAP par Dominique Bazy, l'ancien président d'UAP-France.

Nommé directeur général du groupe, membre du comité exécutif, l'ancien président de la Fédération française des sociétés d'assurance (FFSA)

va avoir en charge l'assurance hors de France et hérite de la supervision de deux poids lourds, Equitable en Amérique et Colonia en Allemagne.

CLAUDE BÉBÉAR, le président du groupe AXA-UAP, vient d'offrir une troisième carrière à Denis Kessler (*Le Monde* du 18 février). Il avait déjà été l'artisan de sa nomination en 1991 à la tête de la Fédération française des sociétés d'assurances (FFSA). Presque une gageure, puisque l'universitaire Kessler, s'il se passionnait pour les retraites et les problèmes de l'épargne, les projections à horizon 2015 et les tables de mortalité, était plus familier des amphes que des rapports de force du monde de l'assurance. L'État a largement satisfait son mentor.

Deux mandats et quelque plus tard, Claude Bébéar lui ouvre les portes de l'entreprise. Dès le mois de mars, Denis Kessler va se glisser dans le poste laissé vacant par Dominique Bazy. L'ancien président d'UAP-France est récemment parti pour Allianz après avoir trouvé que, décidément, les responsabilités qu'il avait acceptées deux mois auparavant au sein du nouveau groupe AXA-UAP n'étaient pas assez opérationnelles. Nommé direc-

teur général du groupe, membre du comité exécutif, le président de la FFSA reprend son portefeuille: l'assurance hors de France, l'assurance-vie aux États-Unis et l'assurance en Amérique et Colonia en Allemagne. S'il abandonne l'assurance directe en Grande-Bretagne, dont Dominique Bazy était censé s'occuper et qui échoit à un autre directeur général, Henri de Castries, Denis Kessler a un petit quelque chose en plus: Claude Bébéar lui confie le soin de réfléchir et de coordonner pour le groupe toutes les synergies existant sur les problèmes de la retraite et les fonds de pension.

Déjà vice-président du CNPF, Denis Kessler ne cachait pas qu'il souhaitait faire évoluer sa carrière. Après avoir rêvé, sans succès, mi-1996, de déroner Jean Gandois à la tête de l'organisation patronale, le président de la FFSA s'était laissé convaincre de se représenter, fin décembre, à un troisième man-

dat sous conditions: un salaire largement révalorisé et la possibilité de s'éclipser avant l'échéance. L'idée d'intégrer une société d'assurance - et particulièrement AXA, compte tenu des liens qui l'unissent à Claude Bébéar - était programmée, mais sans calendrier réel. La fusion en décembre entre AXA et l'UAP l'arrivée puis le départ de Dominique Bazy, ont bousculé les plans des uns et des autres. Denis Kessler peut considérer que c'est un peu précipité. Cela ne l'empêche pas de justifier son départ auprès des patrons de compagnies d'assurance par le fait que les principaux dossiers de la profession ont été traités.

BRANLE-BAS DE COMBAT

Mais c'est surtout au sein du microcosme des assureurs que son départ provoque un véritable branle-bas de combat. Qui va lui succéder, comment ce successeur sera-t-il choisi? Le candidat doit être accepté par les deux groupes représentés au sein de la FFSA: les mutuelles et les sociétés anonymes.

Si Jean Arvis, président du groupe Monceau et conseiller de l'assureur américain AIG est présenté comme le choix de Claude Bébéar, il n'a pas l'heur de plaire aux mutuelles. Jean-Jacques Bonnaud, ancien président du GAN, s'est mis lui-même sur les rangs et met en avant ses bonnes relations avec les parlementaires et son amitié avec René Monory pour mener campagne. Un candidat interne, Patrick Werner, récemment recruté par Denis Kessler, est chuté par certains.

La vingtaine de membres du bureau de la FFSA ne cessent depuis quelques jours d'échafauder des stratégies pour pousser ou contrer telle ou telle candidature... Pour éviter une foire d'empoigne trop voyante, une commission de six membres (trois représentants de mutuelles et trois de sociétés anonymes) devrait être chargée de faire émerger un candidat. Le vote final sera à bulletin secret. Le prochain bureau doit se réunir début mars.

Babette Stern

La poste allemande va être confrontée à la concurrence

Le projet gouvernemental se heurte à l'opposition des syndicats et de la direction

DANS LE DOMAINE postal, le «modèle allemand» est en passe de devenir plus libéral que le «modèle britannique». Les dirigeants chrétiens-démocrates de la CDU et de la CSU et les libéraux du FDP qui forment la coalition gouvernementale à Bonn sont parvenus mardi 18 février à un accord sur la libéralisation du courrier (*Le Monde* du 19 février).

Actuellement, la Deutsche Post, détenue à 100 % par l'État, dispose d'un monopole sur la distribution du courrier pesant moins de 350 grammes. Le compromis adopté par les partis au pouvoir en Allemagne prévoit d'ouvrir à la concurrence, dès le 1^{er} janvier 1998, la distribution du courrier pesant plus de 100 grammes. Le 1^{er} janvier 2003, même le courrier de moins de 100 grammes sera libéralisé. Entre temps, en l'an 2000, la poste allemande aura été, en principe, privatisée.

Le ministre allemand de l'économie, Guenter Rexrodt, s'est félicité de cet accord qui, selon lui, «ouvre de nouvelles possibilités d'action qui contribueront, avec des services postaux de haute qualité et avantageux, à l'amélioration du service pour la population».

La position allemande est plus libérale que celle adoptée par l'Union européenne. Le 18 décembre 1996, le ministre français, François Fillon, avait obtenu que

seule la distribution du courrier pesant plus de 350 grammes soit ouverte à la concurrence le 1^{er} janvier 1998. Il reviendra au conseil des ministres européens de fixer un éventuel nouveau calendrier, au plus tard en l'an 2000, pour d'autres mesures de libéralisation qui n'interviendraient, au plus tôt, qu'en 2003. Pour être opérationnel, le compromis gouvernemental doit maintenant faire l'objet d'un projet de loi et être adopté par le Parlement. Cela ne sera pas chose facile

car le Parti social-démocrate (SPD), majoritaire à la Chambre haute (Bundesrat), y est opposé. L'accord suscite également l'opposition des syndicats allemands, qui se sont mobilisés ces derniers jours, et de la direction de la poste.

Dans un communiqué, la Deutsche Post a critiqué l'accord. Elle estime que ce compromis, qui ouvre à la concurrence près de la moitié de son chiffre d'affaires (6,7 milliards de DM sur un total de 15,5 milliards), est «un compromis

fatal conclu au détriment des clients et des travailleurs». Selon elle, cet accord mettra des «milliers d'emplois» en danger et ne lui permettra pas de maintenir ouverts ses nombreux bureaux répartis sur tout le territoire. Les messageries privées se sont, en revanche, félicitées de la décision gouvernementale. «Nous espérons doubler notre croissance», a affirmé un responsable de DHL, en Allemagne.

F. Le.

COMMENTAIRE

DIVERGENCES

FRANCO-ALLEMANDES

En Europe, la France et l'Allemagne ont à faire face à une même problématique postale: ce secteur assure de nombreux emplois (environ 300 000 de chaque côté du Rhin) et joue un rôle essentiel dans l'aménagement du territoire. Pourtant, les deux pays envisagent son avenir de manière radicalement différente. En France, la privatisation de La Poste n'est pas à l'ordre du jour. La séparation de l'activité courrier de l'activité bancaire fait davantage figure de serpent de mer que de réel projet.

Le contrat de plan que La Poste et l'État doivent négocier en 1997 le rappelle: La Poste doit remplir plusieurs missions de service public essentielles comme la distribution de la presse et le maintien de 17 000 bureaux. L'Allemagne fait le pari inverse: après avoir séparé la Deutsche Post de la Postbank, le gouvernement envisage de privatiser la Poste et de la soumettre à une concurrence totale. Une option que n'ont retenue ni les Britanniques - British Mail est l'un des derniers services publics non démantelés - ni la Commission de Bruxelles. Celle-ci juge nécessaire le maintien d'un monopole partiel pour financer le service universel.

Si le projet de la coalition gouvernementale allemande voit le jour, il sera possible de comparer

dans cinq ans les stratégies mises en place à Paris et à Bonn. La stratégie allemande ne sera pas sans conséquence pour les Français. En décembre, le ministre français a obtenu de son homologue allemand le maintien du monopole postal dans les pays qui le souhaitent. Grâce à cet accord, les Français ont réussi à faire prévaloir leur point de vue auprès des autres Européens. Il y a désormais fort à parier que ce consensus franco-allemand ne se reproduira plus en l'an 2000, quand il s'agira de discuter une éventuelle nouvelle directive. Comme l'allemande, La Poste française n'a que quelques années pour être en position concurrentielle.

Frédéric Lemaître

Les cadres de l'Institut de sécurité et de protection nucléaire interpellent leurs autorités de tutelle

LE TON MONTE à l'Institut de protection et de sûreté nucléaire (IPSN), dans un milieu habituellement peu porté à la contestation. Sans directeur depuis novembre 1996 en raison d'un conflit opposant ses deux autorités de tutelle, les ministères de l'Industrie et de l'Environnement, sur le statut de cet organisme, les cadres supérieurs ont décidé de réagir en proposant eux-mêmes un dirigeant.

Quatre-vingts d'entre eux, représentant l'ensemble de la structure dirigeante (directeurs, chefs de service, chefs de département) viennent d'adresser une pétition aux pouvoirs publics. Ils demandent la nomination d'un directeur qu'ils décrivent ainsi: «Il doit avoir une stature telle que sa compétence et son expérience dans les domaines couverts par l'Institut soient incontestables. Il doit être également irréprochable en matière d'indépendance de jugement et être reconnu internationalement. Pour le public, il est un gage de l'impartialité de l'IPSN.» Ce candidat «existe au sein même de l'IPSN; nous considérons qu'il est tout à fait à même de garantir la co-

hérence interne et le dynamisme d'un IPSN écouté et respecté dans un monde nucléaire en forte évolution». Sans le nommer, ces cadres font référence à Daniel Quenard, cinquantenaire et un ans, X-Mines, directeur délégué à la sûreté depuis 1990. Pour eux, c'est une manière de réaffirmer la candidature présentée par le ministère de l'Industrie, celle de Dominique Maillard, quarante-six ans, de la stratégie et des investissements à la SNCF depuis 1996, qui a aussi la faveur de Matignon.

CONCEPTIONS DIFFÉRENTES

Depuis le départ de Philippe Vesperon, en novembre 1996, l'IPSN n'a plus de directeur. Les ministères de l'Environnement et de l'Industrie, qui doivent le désigner par arrêté, ne trouvent pas de terrain d'entente. Chacun a une conception différente de l'autonomie de cet institut constitué en 1976 pour être un pôle d'expertise et de recherche dans tous les domaines relatifs aux risques nucléaires.

Le ministre de l'Environnement, Corinne Lepage, souhaite une totale

indépendance de cet organisme qui dépend du Commissariat à l'énergie atomique (CEA) et propose de le transformer en établissement public à caractère industriel et commercial. À l'inverse, chez François Borotra, son collègue de l'Industrie, on estime que le statut actuel a déjà été profondément modifié et lui garantit sa indépendance.

À la demande des deux intéressés, le premier ministre, Alain Juppé, a été appelé à trancher ce litige

(*Le Monde* du 1^{er} février). Dès le 5 février, Matignon aurait choisi Dominique Maillard, ancien directeur du gaz de l'électricité et du charbon (Digeo) au ministère de l'Industrie entre 1991 et 1995. Cette nomination n'étant pas confirmée, ni encore ratifiée par le ministère de l'Environnement, les cadres ont décidé de s'élever contre tout «parachutage».

Dominique Galliois



MAÎTRE FRANCHISE TECHNOLOGIES BMS
Commercial, Résidentiel et Restitution d'Assurance

- En activité depuis 1988
- Spécialisme en services d'environnement ménager.
- Spécialisme en services de nettoyage d'entreprise.
- Propriétaires d'un système efficace pour construire un réseau de franchise.
- 22 propriétaires de magasins et 11 centres de services.
- Franchises disponibles quasiment à travers toute l'Europe.
- Formation complète et support professionnel.

Pour un rendez-vous avec Scott, présentez-vous votre région, contactez Bill Sims.

1-817-332-1575 FAX: 1-817-335-5118 USA une division de Stearns, Inc.

Jean Arthuis favorable à un fonds de garantie bancaire

«LA RÉORGANISATION en profondeur du secteur bancaire français ne peut plus tarder», a déclaré, mardi 18 février, le ministre de l'économie et des finances, Jean Arthuis, lors d'une audition devant la mission d'information sur le système bancaire français de l'Assemblée nationale. Trois volets semblent prioritaires. Le ministre souhaite tout d'abord que les différents systèmes de garantie des dépôts bancaires soient homologués rapidement et complétés par «la création d'un fonds de garantie chapeau, couvrant l'ensemble des réseaux bancaires» auquel rattachent la profession et qui pourrait recevoir l'appui de Bercy via une révision de la fiscalité des banques.

Deuxième volet, le ministre souhaite toujours modifier le décret de 1937 qui interdit le travail par roulement et oblige les banques à fermer deux jours de suite. Enfin, troisième volet, M. Arthuis a jugé nécessaire «la réforme des caisses d'épargne pour qu'elles deviennent des entreprises bancaires comparables aux autres établissements».

DÉPÊCHES

■ **H.F. AHMANSON**: la première caisse d'épargne de Californie et des États-Unis, a lancé, mardi 18 février, une offre publique d'achat hostile de quelque 6 milliards de dollars (34 milliards de francs) sur la rivalité Great Western Financial. Une combinaison des deux groupes placerait H.F. Ahmanson au troisième rang des institutions financières de Californie, avec 13 % de tous les dépôts bancaires et 93 milliards de dollars d'actifs.

■ **CRÉDIT LYONNAIS**: la banque publique a cédé son activité de banque de détail en Suède, Crédit lyonnais Sverige AB, à la filiale de l'assureur Trygg Hansa, Trygg Banken AB, pour un montant de 100 millions de francs, proche de la valeur de la filiale dans les comptes de sa maison mère.

■ **GAN**: les représentants du personnel de la compagnie d'assurances publique ont décidé d'engager une procédure judiciaire, estimant ne pas disposer de suffisamment d'informations sur la situation réelle du groupe. Les syndicats du GAN ont décidé de refuser en bloc le plan d'adaptation (suppression de 591 emplois) qui leur était soumis et de saisir la semaine prochaine les tribunaux.

■ **PALLAS STERN/COMIPAR**: certains actionnaires de Comipar (la Société de banque suisse, Elf, CDR, AGF, GAN, Orcoff, Schneider, PPR, AXA-UAP...) sont prêts à apporter 1,017 milliard de francs en numéraire pour favoriser un plan de reprise de la banque Pallas Stern et de sa maison mère Comipar, avant l'expiration de sa mise en redressement judiciaire, le 28 février. Des abandons de créances pourraient s'y ajouter.

■ **NOVARTIS**: Ciba Spécialités Chimiques, issue de la fusion entre Ciba et Sandoz en 1996 pour constituer le groupe suisse Novartis, sera cotée le 13 mars en Bourse en Suisse et au Royaume-Uni. Le groupe chimique sera valorisé à 6 milliards de francs suisses, soit 23,2 milliards de francs. Cette scission entre dans la stratégie du deuxième pharmacien mondial de se concentrer sur les activités de santé.

■ **SMITHKLINE BEECHAM**: le groupe pharmaceutique anglo-américain SmithKline Beecham a annoncé, mardi 18 février, une progression de 14 % de son bénéfice en 1996, à 1,545 milliard de livres, (14,8 milliards de francs). Le chiffre d'affaires a progressé de 13 %, à 7,93 milliards de livres.

■ **TOTAL**: la compagnie pétrolière française a annoncé, mardi 18 février, le lancement des études d'ingénierie pour le développement, la production et le traitement de pétroles bitumineux de l'Orénoque, au Venezuela. L'investissement dans ce projet est évalué à 2,7 milliards de dollars (15,4 milliards de francs) pour le groupe français et ses partenaires. Il prévoit une production de 200 000 barils/jour de brut extra-lourd dans la région de Zuata.

■ **DEUTSCHE BABCOCK**: le groupe allemand (mécanisme) a annoncé, mardi 18 février, la suppression de 10 000 emplois, soit un tiers de ses effectifs. D'ici deux ans, Deutsche Babcock a enregistré pour l'exercice 1996 une perte de 434 millions de deutschemarks (1,5 milliard de francs environ).

■ **VOLKSWAGEN**: le premier constructeur automobile européen a mis à pied trois directeurs des achats, soupçonnés d'avoir touché des pots-de-vins de la part de fournisseurs, selon le *Financial Times* paru mercredi 19 février.

■ **PORTS**: le trafic a été paralysé dans plusieurs ports, notamment Marseille, Le Havre, Lorient et Calais, mardi 18 février, à la suite d'un mot d'ordre de grève lancé par la Fédération CGT des ports et docks. Les dockers réclament des augmentations de salaire pour 1997 et une réduction du temps de travail.

L'Etat pourrait descendre à moins de 20 % du capital de Bull dès 1997

A PEINE sa privatisation bouclée, et alors qu'il vient de clore son second exercice bénéficiaire d'affiliée, le groupe informatique français Bull envisage de réduire encore la part de l'État dans son capital. Celle-ci pourrait, dès cette année, passer sous la barre des 20 %, à l'occasion d'un appel à la Bourse.

«Il faut le faire le plus vite et le plus simplement possible. Tous les actionnaires sont d'accord», a indiqué, mardi 18 février, Jean-Marie Descarpentries, le PDG de Bull, à l'occasion d'un bilan sur l'année 1996. Un comité financier et d'audit a été mandaté par le conseil d'administration. Il devra formuler avant un mois ses recommandations: vente d'actions par l'État, augmentation de capital diluant la participation publique, voire mélange des deux.

C'est mercredi 19 février qu'une assemblée générale extraordinaire des actionnaires devait approuver le transfert effectif de Bull au privé, annoncé avant Noël. L'opération se traduit par une baisse de la part de l'État de 37 % à 30,5 % et par une montée de 17 % à 18,7 % chacun des trois principaux actionnaires, France Télécom, le japonais NEC et l'américain Motorola. Le japonais Dai Nippon Printing accroît lui aussi sa part, de 3,3 % à 5,8 %. À l'issue de cette opération, la participation d'IBM est réduite à 0,7 %, celle des salariés à 3,5 % et celle du public et des investisseurs financiers à 3,4 %.

La décision de faire appel à la Bourse intervient alors que Bull a dégagé en 1996 un résultat net bénéficiaire de 376 millions de francs,

contre un bénéfice de 306 millions en 1995. La progression est faible et le résultat d'exploitation a même baissé en un an d'un montant de 69 millions, pour se situer à 780 millions.

BÉNÉFICE D'EXPLOITATION

«Cela traduit la perte de 661 millions de francs occasionnée par la cession en avril de l'activité micro-informatique défective de Zenith Data Systems (ZDS) à Packard Bell», relève Thierry Breton, vice-PDG de Bull. «Cette charge opérationnelle de 331 millions et un résultat net négatif de 612 millions au premier semestre.» Au second semestre, Bull a dégagé un bénéfice d'exploitation de 1,1 milliard et un bénéfice net de 988 millions.

La cession de ZDS se fait aussi sentir sur les ventes, qui, en 1996, ont reculé à 24,05 milliard de francs, contre 24,5 milliards fin 1993, lors de l'arrivée aux commandes de M. Descarpentries. Hors micro-informatique - le groupe continue de distribuer en Europe des PC fabriqués par Packard Bell -, le chiffre d'affaires est en progression de 7,1 %.

Pour 1997, le groupe vise un résultat net «en amélioration significative» et une croissance à deux chiffres de ses ventes. «Nous avons réalisé 10,6 % sur le second semestre 1996, nous tablons sur 11 % sur l'ensemble de 1997», explique M. Breton.

Ph. L. C.

■ LE PÉTROLE brut *light sweet crude*, pour livraison en mars, a gagné 11 centièmes, à 22,52 dollars le baril, mardi, sur le marché à terme de New York.

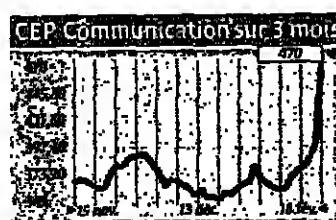
CAC 40 ↓ Clôture	CAC 40 ↗ 1 mois	CAC 40 ↗ 1 an	MIDCAC ↗ 1 mois
------------------------	-----------------------	---------------------	-----------------------

Indice CAC 40 sur un an

CAC 40 105 jours

Du côté des valeurs, Thomson-CSF progressait de 3,4 % après l'annonce mercredi matin de la privatisation de gré à gré de la branche défense du groupe.

prix unitaire de 10 francs. Les titres CEP seront radiés du marché à règlement mensuel vendredi 21 février et transférés sur le comptant.



78,50 points (+1,12 %). L'activité a été modérément soutenue, avec près de 479 millions d'actions échangées. Des prises de bœécice sporadiques avaient été enregistrées durant la séance, mais la grande Bourse new-yorkaise a bien résisté en raison de l'annonce de rapprochements, notamment dans les secteurs de la finance, de la santé et de l'hôtellerie.

	Cours au 1802	Cours au 1702	en %
Paris CAC 40	2629,53	2633,48	+0,10
New-York/DJ Indus.	6996,19	6986,96	-0,13
London/Nalder	18470,60	18730,70	+1,52
Tokyo/F100	4338,30	4337,80	-0,01
Frankfurt/Dax 30	3276,16	3233,57	-1,33
Frankfurt/Mittel	1128,16	1113,57	-1,29
BuenosAires/B3	2515,87	2515,87	0,00
BuenosAires/General	2111,28	2168,95	+0,49
Milano/MIB 30	505,98	508,11	+0,42
Madrid/Iberias Cts	60,86	59,81	-1,65
Madrid/Iberias	495,98	481,95	-2,62
Stockholm/AFSAllst	2089,84	2089,84	0,00
Londres F130	2647,50	2637,30	-0,35
Hong Kong/Hang S	13102,90	13146,48	+0,32
Singapore/Strait	2229,79	2255,60	+1,18

	18/02	17/02
Alcoa	70,25	69,25
Allied Signal	74	73,62

State	1983	1980
Alcoa	70.25	69.25
Allied Signal	74	73.62
American Express	69.75	68.12
AT & T	40.25	39.62
Benetton		109.75
Becton Co.	109.87	107.5
Caterpillar Inc.	79.87	79.5
Chevron Corp.	88	68.37
Coca-Cola Co.	61.50	60.12
Disney Corp.	77.62	76.12
Du Pont Nemours & Co.	109.13	109.62
Eastman Kodak Co.	34.25	32.87
Exxon Corp.	104.12	103.87
Gen. Motors Corp./H.	59	58.62
Gen. Electric Co.	107.50	106.37
Goodway T & Rubble	54.25	53.87
IBM Corp.	145.12	145.12
Int'l Paper	43	43
J.P. Morgan Co.	109.50	109.50
McDonald Corp.	46.67	46.75
Merck & Co./Inc.	99.37	97.12
Minnesota Mfg.&Mfrs.	85.50	85.12
Motor	111.37	110.87
Procter & Gamble C.	129.50	124.87
Sears Roebuck & Co.	54.62	54.12
Union Carb.	102.50	102.87
Union Corp.	46.62	46.62
Westingh. Electric	76.75	76
Westingh. Electric	17.75	17.87
Woolworth	19.62	19.50

	1802	1702
Allied Lyons	4.30	4.30
Bardays Bank	11.43	11.97

	1982	1982
Allied Lyons	430	430
Barclays Bank	1149	1197
B.A.T. industries	524	521
British Aerospace	1237	1251
British Airways	6114	6077
British Gas	267	265
British Petroleum	686	691
British Telecom	440	441
B.T.R.	244	239
Cadbury Schweppes	491	485
Carrefour	077	077
Fortis		
Glaed Wellcome	1022	1035
Granada Group Plc	932	929
Grand Metropolitan	460	454
Gulfservice	460	454
Hanson Plc	091	090
Imperial Chemical	639	649
H.S.B.C.	1498	1473
Imperial Chemical	753	756
Legal & Gen. Grp	4	487
London & Lancr	391	486
National Westminster	813	834
Peninsular Oriental	654	659
Reuters	655	647
Saatchi and Saatchi	105	109
Suez Transport	1036	1089
Tate and Lyle	159	166
Unilever Ltd	1599	1604
Zeneca	173	177

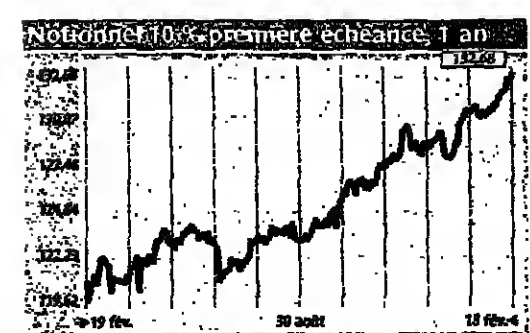
	18/12	17/12
Ablanz Holding N	3323	3268
Bast AG	64,20	63,15

	1802	1762
Allianz Holding N	3323	3268
Basf AG	64,20	62,15
Beier AG	70,20	69,40
Bay-Text+Wochezeit	50,00	50,00
Bay-Vereinbank	53,30	53,90
BHW	1164	1171
Commerzbank	43,70	42,65
Daimler-Benz AG	123,80	122,15
Deutsche	719,50	712,50
Deutsche Bank AG	56,30	56,38
Deutsche Telekom	32,72	32,55
Dresdner BK AG FR	34,62	33,35
Henkel VZ	88,80	88,50
Hoerster AG	76,70	76,15
Karstadt AG	52,90	52,30
Linde AG	112,5	111,5
LT, Lüpfmann AG	23	23,10
MAN	452	453,50
Mannesmann AG	1,950	695
Metz	136,10	134,20
Merck AG	428	4120
Preussa	414,50	413
Rewe	76,30	75,22
Sap VZ	260,50	253,30
Schering AG	144,65	144,80
Siemens AG	85,52	84,75
Telekom	329,00	319,50
Veba AG	95,95	94,11
Viag	704	702
Volkswagen VZ	627	629,75

PARIS ↓ Jour le jour	PARIS ↓ OAT 10 ans	NEW YORK ↓ Jour le jour	NEW YORK ↓ Bonds 10 ans	FRANCFORT ↓ Jour le jour	FRANCFORT ↓ Bonds 10 ans
----------------------------	--------------------------	-------------------------------	-------------------------------	--------------------------------	--------------------------------

LE CONTRAT optionnel du Matif, qui mesure la performance des emprunts d'Etat français, a ouvert en baisse, mercredi 19 février. Après quelques minutes de transactions, l'échéance mars cédait 24 centièmes, à 132,44 points.

La veille, le marché obligataire américain avait terminé la séance en légère baisse. Le taux de l'emprunt d'Etat à 30 ans s'était inscrit en clôture à 6,55 %.



TAUX 18/02	Taux jour le jour	Taux 10 ans	Taux 30 ans	Indice des prix
France	3,12	5,54	6,46	1,70
Allemagne	3,06	5,69	6,54	1,80
Grande-Bretagne	6	7,24	7,85	2,50
Italie	7,42	7,30	7,95	2,70
Japon	0,50	2,45	---	0,30
États-Unis	5,13	6,43	6,72	2,90

TAUX 18/02	Taux jour le jour	Taux 10 ans	Taux 30 ans	Indice des prix
France	3,12	5,54	6,46	1,70
Allemagne	3,06	5,69	6,54	1,80
Grande-Bretagne	6	7,24	7,85	2,50
Italie	7,42	7,30	7,95	2,70
Japon	0,50	2,45	---	0,30
États-Unis	5,13	6,43	6,72	2,90

Taux de RENOIEMENT	Taux au 18/02	Taux au 1/02	Indice (base 100 fin 96)
Fonds d'Etat 3 à 5 ans	4,12	4,11	99,92
Fonds d'Etat 5 à 7 ans	4,87	4,89	100,74
Fonds d'Etat 7 à 10 ans	5,35	5,37	101,43
Fonds d'Etat 10 à 15 ans	5,71	5,72	102,37
Fonds d'Etat 20 à 30 ans	6,30	6,35	103,83
Obligations françaises	5,69	5,70	101,36
Fonds d'Etat à TRE	-2,29	-2,30	99,41
Fonds d'Etat à TRE	-2,62	-1,91	99,44
Obligat. franç. à TRE	-2,10	-2,39	99,65
Obligat. franç. à TRE	+0,07	+8,06	100,07

Taux de RENOIEMENT	Taux au 18/02	Taux au 1/02	Indice (base 100 fin 96)
Fonds d'Etat 3 à 5 ans	4,12	4,11	99,92
Fonds d'Etat 5 à 7 ans	4,87	4,89	100,74
Fonds d'Etat 7 à 10 ans	5,35	5,37	101,43
Fonds d'Etat 10 à 15 ans	5,71	5,72	102,37
Fonds d'Etat 20 à 30 ans	6,30	6,35	103,83
Obligations françaises	5,69	5,70	101,36
Fonds d'Etat à TRE	-2,29	-2,30	99,41
Fonds d'Etat à TRE	-2,62	-1,91	99,44
Obligat. franç. à TRE	-2,10	-2,39	99,65
Obligat. franç. à TRE	+0,07	+8,06	100,07

	Achat	Verite	Achat	Verite
jour le jour	1802	1802	1762	1762
1 mois	3,1825	—	3,1845	—
3 mois	3,24	3,24	3,22	3,25
6 mois	3,28	3,28	3,20	3,32
1 an	3,32	3,45	3,20	3,32
FIBOX FRANCES				
Fibox France 1 mois	3,3125	—	3,3125	—
Fibox France 3 mois	3,3125	—	3,3125	—
Fibox France 6 mois	3,3125	—	3,3125	—
Fibox France 9 mois	3,3164	—	3,3203	—
Fibox France 12 mois	3,3203	—	3,3242	—
FIBOX ECU				
Fibox Ecu 3 mois	4,1250	—	4,1198	—
Fibox Ecu 6 mois	4,1198	—	4,0935	—
Fibox Ecu 12 mois	4,1198	—	4,0233	—

	Achat	Verite	Achat	Verite
jour le jour	1802	1802	1762	1762
1 mois	3,1825	—	3,1845	—
3 mois	3,24	3,24	3,22	3,25
6 mois	3,28	3,28	3,20	3,32
1 an	3,32	3,45	3,20	3,32
FIBOX FRANCES				
Fibox France 1 mois	3,3125	—	3,3125	—
Fibox France 3 mois	3,3125	—	3,3125	—
Fibox France 6 mois	3,3125	—	3,3125	—
Fibox France 9 mois	3,3164	—	3,3203	—
Fibox France 12 mois	3,3203	—	3,3242	—
FIBOX ECU				
Fibox Ecu 3 mois	4,1250	—	4,1198	—
Fibox Ecu 6 mois	4,1198	—	4,0935	—
Fibox Ecu 12 mois	4,1198	—	4,0233	—

Echéances 18/02	volume	taux prix	plus haut	plus bas	taux prix
NOTIONNEL 10 %					
Mars 97	162313	132,68	132,94	132,46	132,46
juin 97	8989	131,34	131,58	131,14	131,14
Sept. 97	11159	129,68	129,86	129,64	129,64
Dec. 97	—	—	—	—	—

Echéances 18/02	volume	taux prix	plus haut	plus bas	taux prix
NOTIONNEL 10 %					
Mars 97	162313	132,68	132,94	132,46	132,46
juin 97	8989	131,34	131,58	131,14	131,14
Sept. 97	11159	129,68	129,86	129,64	129,64
Dec. 97	—	—	—	—	—

Échéances 18/02	volume	dernier prix	plus haut	plus bas	premier prix
Février 97	14183	2618	2666	2618	2653
Mars 97	696	2626	2671	2628	2659,50
Avril 97	70	2640	2666	2640	2661
juin 97	151	2622,50	2628,50	2622,50	2627

Échéances 18/02	volume	dernier prix	plus haut	plus bas	premier prix
Février 97	14183	2618	2666	2618	2653
Mars 97	696	2626	2671	2628	2659,50
Avril 97	70	2640	2666	2640	2661
juin 97	151	2622,50	2628,50	2622,50	2627

Repli du dollar

LE DOLLAR était en retrait, mercredi matin, lors des premières transactions entre banques sur les places européennes. Il s'échangeait à 1,6860 mark, 5,6970 franc et 123,85 vers.

La veille, le billet vert était monté jusqu'à 1,7050 mark, 5,75 francs et 124,70 yens. A l'Assemblée nationale, le ministre français de l'économie et des finances Jean Arthuis a souhaité mardi un dollar « fort » et « durablement robuste ». « Sans

DEVISES	cours DDF 1902	% 1782	Actual	Vente
Allemagne (100 dm)	337.590	+0,83	325	349
Ecu	6.5590	—	—	—
Italy-Units (100 f)	2.400	+0,68	5.100	6.010
France (100 f)	16.3540	+0,01	15.820	16.920
Payas-Bank (100 fr)	300,600	+0,03	—	—
Italy (100 lire)	3.1405	-0,21	3.180	3.680
Denmark (100 lrd)	68,490	-0,02	82,500	92,500
Switzerland (100 fr)	2.065	-0,01	2.060	2.060
Gr.-Britanque (1 £)	9.2220	+0,44	8.880	9.240
Greece (100 drach.)	2.1565	-0,02	1.950	2.350
Suede (100 kr)	77,050	-0,25	77	81
Suisse (100 f)	387,510	+0,01	374	398
Norvège (100 kr)	84,000	-0,03	79,500	86,500
Autriche (100 sch)	46,7630	-0,06	46,400	46,400
Espagne (100 pes.)	3,9845	-0,10	3,700	4,300
Portugal (100 esc)	3,3600	—	2,9500	3,6000
Canada 1 dollar ca	4,2351	+0,10	3,9000	4,5000
Japon (100 yen)	6,6241	+0,37	4,3000	6,2200

DEVISES	cours DDF 1902	% 1782	Actual	Vente
Allemagne (100 dm)	337.590	+0,83	325	349
Ecu	6.5590	—	—	—
Italy-Units (100 f)	2.400	+0,68	5.100	6.010
France (100 f)	16.3540	+0,01	15.820	16.920
Payas-Bank (100 fr)	300,600	+0,03	—	—
Italy (100 lire)	3.1405	-0,21	3.180	3.680
Denmark (100 lrd)	68,490	-0,02	82,500	92,500
Switzerland (100 fr)	2.065	-0,01	2.060	2.060
Gr.-Britanque (1 £)	9.2220	+0,44	8.880	9.240
Greece (100 drach.)	2.1565	-0,02	1.950	2.350
Suede (100 kr)	77,050	-0,25	77	81
Suisse (100 f)	387,510	+0,01	374	398
Norvège (100 kr)	84,000	-0,03	79,500	86,500
Autriche (100 sch)	46,7630	-0,06	46,400	46,400
Espagne (100 pes.)	3,9845	-0,10	3,700	4,300
Portugal (100 esc)	3,3600	—	2,9500	3,6000
Canada 1 dollar ca	4,2351	+0,10	3,9000	4,5000
Japon (100 yen)	6,6241	+0,37	4,3000	6,2200

	cours 18/02	cours 17/02	INDICES
Or fin (le barre)	63100	63450	Dow-Jones compaint
Or fin (en lingot)	63100	63500	Dow-Jones a terme
Once d'Or Londres	344,10	345	CRB
Pièce française(20f)	364	365	
Pièce suisse (20f)	363	365	METEAUX (Londres)
Pièce Union lat(20f)	364	367	Culture compaint
Pièce 20 dollars us	2350	2360	Cuivre à 3 mois
Pièce 10 dollars us	1332,50	1332,50	Aluminium compaint
Pièce 50 pesos mex.	2355	2380	Aluminium à 3 mois

	cours 18/02	cours 17/02	INDICES
Or fin (le barre)	63100	63450	Dow-Jones compaint
Or fin (en lingot)	63100	63500	Dow-Jones a terme
Once d'Or Londres	344,10	345	CRB
Pièce française(20f)	364	365	
Pièce suisse (20f)	363	365	METEAUX (Londres)
Pièce Union lat(20f)	364	367	Culture compaint
Pièce 20 dollars us	2350	2360	Cuivre à 3 mois
Pièce 10 dollars us	1332,50	1332,50	Aluminium compaint
Pièce 50 pesos mex.	2355	2380	Aluminium à 3 mois

En dollars	cours 18/02	cours 17/02	Zinc comptant
Brent (Londres)	174,50	—	Zinc à 3 mois
WTI (New York)	19,66	—	Nickel comptant
Crude Oil (New York)	—	—	Nickel à 3 mois

En dollars	cours 18/02	cours 17/02	
Brent (Londres)	174,50	—	Zinc comptant
WTI (New York)	19,66	—	Zinc à 3 mois
Crude Oil (New York)	—	—	Nickel comptant
			Nickel à 3 mois

INDICES	18/02	17/02
Down-jones comptant	231,97	232,04
Down-jones à terme	424,19	425,48
CRL	237,85	239,51
METALX (New-York)		\$/once
Argent à terme	5,24	5,24
Platine à terme	—	—
Palladium	—	—
GRAINES, DENREES (Chicago)		\$/bushel
Maïs (Chicago)	3,59	3,59
Blé (Chicago)	7,62	7,62
Tourn. soja (Chicago)	28,75	28,75
GRAINES, DENREES (Londres)		£/tonne
P. de terre (Londres)	56	56
Orge (Londres)	92,50	92,50
SOFTS		¢/cwt
Cacao (New-York)	1225	1225
Café (Londres)	1543	1538
Sucre blanc (Paris)	—	—
OLÉAGINEUX, AGRUMES		cents/tonne
Coton (New-York)	0,73	0,73
Jus d'orange (New-York)	0,79	0,79

INDICES	18/02	17/02
Down-jones comptant	231,97	232,04
Down-jones à terme	424,19	425,48
CRL	237,85	239,51
METALX (New-York)		\$/once
Argent à terme	5,24	5,24
Platine à terme	—	—
Palladium	—	—
GRAINES, DENREES (Chicago)		\$/bushel
Maïs (Chicago)	3,59	3,59
Blé (Chicago)	7,62	7,62
Tourn. soja (Chicago)	28,75	28,75
GRAINES, DENREES (Londres)		£/tonne
P. de terre (Londres)	56	56
Orge (Londres)	92,50	92,50
SOFTS		¢/cwt
Cacao (New-York)	1225	1225
Café (Londres)	1543	1538
Sucre blanc (Paris)	—	—
OLÉAGINEUX, AGRUMES		cents/tonne
Coton (New-York)	0,73	0,73
Jus d'orange (New-York)	0,79	0,79

METALS (New-York)		\$/once
Argent à terme	5.24	5.24
Platine à terme	—	—
Palladium	—	—
GRAINES, DENREES (Chicago)		\$/bushels
Blé (Chicago)	3.59	3.59
Blé (Chicago)	7.62	7.62
Grain. soja (Chicago)	—	—
Tour. soja (Chicago)	246	246
GRAINES, DENREES (Londres)		\$/stone
P. de terre (Londres)	56	56
Orge (Londres)	92.50	92.50
SOFTS		\$/cwt
Cacao (New-York)	1.225	1.225
Café (Londres)	1543	1543
Sucre blanc (Paris)	—	—
OLEAGINEUX, AGRUMES		cents/lb
Coton (New-York)	0.73	0.73
Jus d'orange (New-York)	0.79	0.79

METALS (New-York)		\$/once
Argent à terme	5.24	5.24
Platine à terme	—	—
Palladium	—	—
GRAINES, DENREES (Chicago)		\$/bushels
Blé (Chicago)	3.59	3.59
Blé (Chicago)	7.62	7.62
Grain. soja (Chicago)	—	—
Tour. soja (Chicago)	246	246
GRAINES, DENREES (Londres)		\$/tonnes
P. de terre (Londres)	56	56
Orge (Londres)	92.50	92.50
SOFTS		\$/cents
Cacao (New-York)	1.225	1.225
Café (Londres)	1543	1543
Sucre blanc (Paris)	—	—
OLEAGINEUX, AGRUMES		cents/tonnes
Coton (New-York)	0.73	0.73
Jus d'orange (New-York)	0.79	0.79

IMMOBILIER

APPARTEMENTS

1^{er} arrondissement

PONT-NEUF stand, rue et jard. 34 p., 91 m², à rafraîchir, park. 01-43-35-18-36.
AVENUE DE L'OPÉRA
 M^{re} Pyramides.
 80 m², 7^e ét., calme, 1 600 000 F.
 GERER. 01-42-65-03-03.

4^e arrondissement

ILE-ST-LOUIS, part. Imm. XVII^e, véranda sud. Duplex, 5 p., asc., 138 m². Poutres, charme, volume. 4 900 000 F. 01-43-29-93-40.
 ILE-ST-LOUIS agréable r-de-ch., entrée rue et cour calme, possible profress. 1 950 000 F. 01-43-28-43-43. SERGE KAYSER

5^e arrondissement

CLAUDE BERNARD
 4 ou 4 1/2 p. + chambre serv. 2^e ét., qualité.
 01-43-36-17-36

6^e arrondissement

6^e LUXEMBOURG, beau 6 p., 150 m², bon plan, exclusivité. CSA : 01-42-62-60-42.
 ODEON, imm. 18^e, 4 p., en duplex, 105 m², à rafraîchir, charges min. urg. 01-43-35-10-36.
 PART. A PART. Cherche-Midi, 140 m² véranda/terrace liv/3 ch. Original soif 3 600 000 F. Tél. : 01-42-22-27-82.
 2 p. à St-Sulpice, possibilité commerciale. Très calme, rare. 1 050 000 F. 01-40-47-67-82

8^e arrondissement

MIROMESNIL, 2 PCES
 41 m², 2^e ét., cave.
 870 000 F. 01-42-66-36-53

13^e arrondissement

BUTTE-AUX-CAILLES
 dans un immeuble récent. Beau 3 pièces rénové 9^e ét., balcon sud sans vis-à-vis.
 960 000 F
 visites mardi, jeudi, samedi de 14 heures à 18 heures. SEFIMA
 208, rue de Tolbiac.
 01-45-80-02-07

14^e arrondissement

Alesia, imm. rénové, dam. ét. stud. 23 m² + 20 m² terr. calme, pl. sol., 01-43-35-18-36
 Pr. Montparnasse, stég. séj. 4 ch. 120 m², rue et jard. balc. park. urg. 01-43-35-18-36
 M^{re} DENFERT-ROCHEREAU rénové, stand, studio, 2^e ét. séj., cave, parking.
 500 000 F.
 GERER. 01-42-65-03-03

15^e arrondissement

BRANCION except. mais. s/2 nivx 160 m² env., part. état gar. piscine, urg. 01-43-35-18-36
 LE GRAND PAVOIS
 2 p., 41,50 m², gd balc. 9^e ét., cave, parking.
 900 000 F.
 GERER. 01-42-65-03-03
 DUPLEX, 34 p., 65 m² double expo., 1^{er} ét., ascens. imm. standing. 1 180 000 F. 01-42-66-36-53

16^e arrondissement

Av. Henri-Martin
 gd 2 p., 68 m², poutres cheminée + courrette privative. 1 520 000 F.
 Tél. : 01-45-53-09-98
 4/5 p., 100 m², rez de jardin. Ds 1^{er} bel imm., p. de taille, à Pergolise, box voit., calme et soleil 1 650 000 F. 01-40-47-67-82

VENTES

Faisanderie, Pdt 5^e ét., 67 m² bel apt. 1 378 000 F.
 PPI. 01-40-43-08-17

19^e arrondissement

M^{re} PTE DE PANTIN
 saccour rénové, résid. stand, 46 m², balc., cave, parking, 700 000 F.
 GERER. 01-42-65-03-03

Hts-de-Seine

COUP DE CŒUR
 3 p., dupl., 138 m² ds maison terrasse soif, 2 250 000 F.
 BOULOGNE ISA.
 01-45-27-61-59

Val-de-Marne

VINCENNES
 Près mairie et bois résidence de standing 43 m². 650 000 F.
 01-43-98-37-76

VINCENNES

Mairie et bois
2 P. + BALCON
 Immeuble grand standing
 650 000 F
 Frais réduits.
 01-43-98-37-76

VINCENNES

Mairie et bois
2 P. + BALCON
 Immeuble grand standing
 650 000 F
 Frais réduits.
 01-43-98-37-76

BOULOGNE-BELLEVILLE

Près d'Aix-en-Provence mais. de village familiale. chambres d'hôtes, rest. 6 000 000 F.
 Tél. : 04-42-28-67-27
 Fax : 04-42-28-67-37

PAVILLONS

ROZOT-LE-VIEUX (45)
 1 HEURE DE PARIS
 Part. vend
 PAVILLON F4 en L sur vide sanitaire. Entrée, cuisine aménagée, grande salle à manger, cheminée insert, salon, 2 chambres, bureau, salle de bains, w.c., chauffage central à gaz, grande terrasse, garage + atelier non attenant sur 2 000 m² terrain.
 Prix : 590 000 F
 Tél. : 02-38-90-99-70
 répondre ou 01-69-44-57-99.

MAISONS

MAISON PARIS
 bord de Seine, 630 m² jardin, atelier d'artiste 230 m² hab., 8 m h/pd, exceptionnel. PPI 01-40-43-08-17

De environnement de verdure, petite maison 100 m², 3 ch., charme, jardin, pos. pk. PPI 01-40-43-08-17
 A H. DE PARIS (27) FOURGES
 Part. vd mais. de maître (2 niv. + comb.), dépend. sans vis-à-vis, 250 m² terrain 2 000 m² + comb., ette classée. 850 000 F.
 Tél. : 01-42-42-36-89
 ou 01-39-65-97-23.

MAISON

ROZOT-LE-VIEUX (45)
 1 HEURE DE PARIS
 Particulier vend
 PAVILLON F4 en L sur vide sanitaire : entrée, cuisine aménagée, grande salle à manger, cheminée insert, salon, 2 chambres, bureau, salle de bains, w.c., chauffage central à gaz, grande terrasse, garage + atelier non attenant sur 2 000 m² terrain.
 Prix : 590 000 F
 02-38-90-99-70 répondre ou 01-69-44-57-99.

MAISON

J. GALA IMMOBILIER ch. pr client, sérieuse en attente réc. stand. ou bel anc. 4 Mais. RG ou bon 9^e du 3 au 8 p. de 50 à 500 m² prix du marché. Tél. : 01-43-35-18-36 même soir.

MAISON

INTER PROJETS tech. s/Paris-Est, volumes atypiques à louer ou à vendre. 01-42-83-46-46
 Rech. URGENT 100 à 120 m² Paris. Paiement comptant chez notaire. 01-48-73-48-07

MAISON

MAISON PARIS
 bord de Seine, 630 m² jardin, atelier d'artiste 230 m² hab., 8 m h/pd, exceptionnel. PPI 01-40-43-08-17

MAISON

De environnement de verdure, petite maison 100 m², 3 ch., charme, jardin, pos. pk. PPI 01-40-43-08-17
 A H. DE PARIS (27) FOURGES
 Part. vd mais. de maître (2 niv. + comb.), dépend. sans vis-à-vis, 250 m² terrain 2 000 m² + comb., ette classée. 850 000 F.
 Tél. : 01-42-42-36-89
 ou 01-39-65-97-23.

MAISON

ROZOT-LE-VIEUX (45)
 1 HEURE DE PARIS
 Particulier vend
 PAVILLON F4 en L sur vide sanitaire : entrée, cuisine aménagée, grande salle à manger, cheminée insert, salon, 2 chambres, bureau, salle de bains, w.c., chauffage central à gaz, grande terrasse, garage + atelier non attenant sur 2 000 m² terrain.
 Prix : 590 000 F
 02-38-90-99-70 répondre ou 01-69-44-57-99.

MAISON

J. GALA IMMOBILIER ch. pr client, sérieuse en attente réc. stand. ou bel anc. 4 Mais. RG ou bon 9^e du 3 au 8 p. de 50 à 500 m² prix du marché. Tél. : 01-43-35-18-36 même soir.

MAISON

INTER PROJETS tech. s/Paris-Est, volumes atypiques à louer ou à vendre. 01-42-83-46-46
 Rech. URGENT 100 à 120 m² Paris. Paiement comptant chez notaire. 01-48-73-48-07

PARIS

SOLFERINO r. Las-Casas, calme, gd studio rénové, placards, 35 m² env. 4 500 F c.c. DVI 01-44-18-07-07

PARIS

PARTICULIER loue PORTE DE VERSAILLES XV^e 3 poss. d'été séj., 1 chbr., 1 gd placard, 2^e étage, cuis. aménagée, CHEMINÉES, MOULURES, PARQUET, calme, jardin.
 LIBRE AU 15 AVRIL 97. 8 300 F + 550 F provisions sur charges + droit au bail.
 Tél. : 06-60-41-27-84

PARIS

MIROMESNIL
 2 p. 40 m² 4 900 h. ch.
 3 p. 100 m² 8 000 h. ch.
 6^e MADELEINE
 6-7 p. 188 m² 18 500 h. ch.
 17^e ÉTOILE
 4 p. 80 m² park 8 000 h. ch.
 01-42-66-36-53

PARIS

CENSIER récent a/jard. 4 p. gd balc., part. ét., calme. 8 000 F. 01-43-25-97-16

PARIS

EXELMANS p. de l. 2/3 p. calme, soif, 4^e ét., asc. 5 000 F. 01-43-25-97-16

PARIS

ACHAT - ÉCHANGE LOUX
PERRON OPERA
 Angle boulevard des Italiens
 4, rue Chaussée-d'Antin
 Magasin à l'Étoile
 37, avenue Victor-Hugo.
 Autre grand choix.

PARIS

BIJOUX ANCIENS
 Bagues romantiques
 GILLET
 19, rue d'Arcole
 75004 Paris
 Tél. : 01-43-54-00-83.

OFFRES

PROX. TRANSP. EN COMM. ET CRO-VILLE, IMM. RÉNOV. 3^e, ASC. GD STUDIO 45 m² ENV. CUIS. ÉQUIP., CAV. BOX. 3 500 F c.c. Tél. : 01-48-83-85-23

PARIS

SOLFERINO r. Las-Casas, calme, gd studio rénové, placards, 35 m² env. 4 500 F c.c. DVI 01-44-18-07-07

PARIS

PARTICULIER loue PORTE DE VERSAILLES XV^e 3 poss. d'été séj., 1 chbr., 1 gd placard, 2^e étage, cuis. aménagée, CHEMINÉES, MOULURES, PARQUET, calme, jardin.
 LIBRE AU 15 AVRIL 97. 8 300 F + 550 F provisions sur charges + droit au bail.
 Tél. : 06-60-41-27-84

PARIS

MIROMESNIL
 2 p. 40 m² 4 900 h. ch.
 3 p. 100 m² 8 000 h. ch.
 6^e MADELEINE
 6-7 p. 188 m² 18 500 h. ch.
 17^e ÉTOILE
 4 p. 80 m² park 8 000 h. ch.
 01-42-66-36-53

PARIS

CENSIER récent a/jard. 4 p. gd balc., part. ét., calme. 8 000 F. 01-43-25-97-16

PARIS

EXELMANS p. de l. 2/3 p. calme, soif, 4^e ét., asc. 5 000 F. 01-43-25-97-16

PARIS

ACHAT - ÉCHANGE LOUX
PERRON OPERA
 Angle boulevard des Italiens
 4, rue Chaussée-d'Antin
 Magasin à l'Étoile
 37, avenue Victor-Hugo.
 Autre grand choix.

IMMOBILIER D'ENTREPRISE

VOTRE SIÈGE SOCIAL DOMICILIATIONS et tous services 01-43-55-17-50

AGENCE

ASSOCIATIONS

DECORATION

RENOVATION-DECORATION FRESQUES MURALES
 Appartements - Bureaux
AGORA
 Tél. : 01-44-15-86-04

LOISIRS

BODY LINE
 Pour votre forme, votre ligne, votre beauté, venez profiter des cours step, aérobie, stretching, abdos-fessiers, culture physique, musculation, cardio-training, boxe française, sauna, hammam, U.V.
 Ouvert tous les jours
 25-27, rue de la Croix-d'Eau
 94170 LE PERREUX
 Tél. : 01-48-72-10-40

VACANCES

SKI DE FOND
JURA
 près (Métabief) frontière suisse
 3 h de Paris par TGV en pleine zone nordique. Chambre en pension ou demi-pension chez ancien sélectionné olympique, avec salle remise en forme, cours, matériel, etc.
 Réservation : 03-81-49-00-72

PRESTIGE ET CARACTÈRE



FAUBOURG ST-HONORÉ
 PARIS 8^e
 Bel immeuble haussmannien 5 pièces, 5^e étage. balcon soif, living, 34 chambres, rénové.
 Prix : 3 750 000 francs
COMADIM
 Tél. 01 49 10 34 59
 ou 06 07 46 85 36



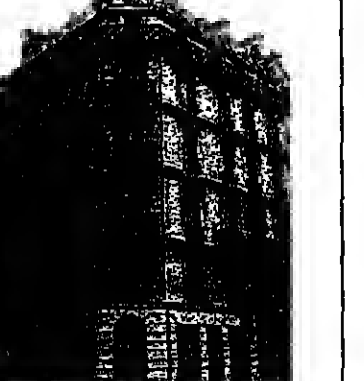
EN PROVENCE
Proche Vaison-la-Romaine
 Belle maison de maître rest., au cœur du village. SH 390 m², dépend. 200 m² sur beau parc arboré de 8 000 m². 4 ch., salon, cuis. 5 chbr., 3 bns, sde, grenier à bois, apt. indépendant. remises, cave. IDEAL CHERRES D'ÎLES.
 BELLE VUE DÉGAGÉE. BONNES PRESTATIONS
 Réf. : 1149 - Prix : 2 250 000 francs
 Demandez notre journal d'affaires - Gratuit
SARRO IMMOBILIER
 12, cours Taulignan - 84110 Vaison-la-Romaine
 Tél. 04 90 28 82 83 - Fax 04 90 36 23 62
 Nos bureaux : Valréas (84) - Grignas (26)



NIÈVRE-MORVAN SUD
Proximité St-Honoré-les-Bains
 Superbe propriété de campagne sur 1 ha, dans parc dessiné, maison de 150 m² sur 2 niveaux, 2 salles de bains, chauffage central fuel, garage, toiture chaume, très bon état. Libre à la vente.
 PANORAMA EXCEPTIONNEL
 prix : 1 600 000 francs
CABINET B. CARTALLIER
 9, place de l'Obélisque
 71100 Chalon-sur-Saône
 Téléphone 03 85 48 44 28



DRÔME PROVENÇALE
Exclusivité
 Beau mas en pierres, rest., SH 300 m², dépend. 170 m², parc clos et arboré 2 600 m². Cuis. chm., salon chm., séj., 4 chbr., 2 sdb, grenier, cave, garage, remise, four à pain. Paysage vallonné.
 BELLE VUE, BELLE AFFAIRE
 Réf. : 1176 - Prix : 1 350 000 francs
 Demandez notre journal d'affaires - Gratuit
SARRO IMMOBILIER
 12, cours Taulignan - 84110 Vaison-la-Romaine
 Tél. 04 90 28 82 83 - Fax 04 90 36 23 62
 Nos bureaux : Valréas (84) - Grignas (26)




8^e - GEORGE V
Luxueux 160 m²
 Emplacement exceptionnel.
 Entrée, réception en rotonde, salle à manger, cuisine équipée, 3 chambres, dressing, 2 salles de bains, service avec douche. Possibilité de parking
 Prix : 5 500 000 francs.
CIVEL
 Tél. 01 47 28 36 28




CROISSY-SUR-SEINE
Quartier très résidentiel et calme
 Maison Ile-de-France. Construction de qualité. Réception, 5 chambres (dont une en rez-de-piscine), 3 bns, confort, garage 2 voitures.
BEAU JARDIN DE 1 000 M²
 Réf. : D 2306
AGENCE DE LA TERRASSE
 45, boulevard Carnot, 78110 Le Vésinet
 Tél. 01 30 15 67 00 - Fax 01 34 80 19 59



PRÈS DE CANNES
BASTIDE
 Bastide provençale neuve, 3 chbr., sdb, grand living, terrasse couverte, garage, terrain de 300 m². Dans un parc de chênes verts de 100 Ha inconstructible. Centre commercial, écoles... à 3 km. Cannes à 15 min par voie rapide.
 Livrable 6 mois après décision.
 Prix : 990 000 francs
 Tél. Propriétaire 06 35 32 75 18 13
 ou sur place
 Tél. 04 93 39 08 18 et fax 04 93 40 75 31



LIMITE GARD/VAUCLUSE
 Très belle Bastide du XVIII^e siècle, rest., avec goût. SH 380 m², vj, 2 salons, cuis. 4 chbr., 1 bain, maison de gardien 80 m², dépend. 150 m². Le tout édifié sur 17 ha de terres, en parc, vignes (6 ha) et bois. Sources. Parc avec arbres centenaires, bosquets. VUE DÉGAGÉE. BEAUCOUP DE CACHET.
 Réf. : 1011 - Prix : 4 800 000 francs
 Demandez notre journal d'affaires - Gratuit
SARRO IMMOBILIER
 12, cours Taulignan - 84110 Vaison-la-Romaine
 Tél. 04 90 28 82 83 - Fax 04 90 36 23 62
 Nos bureaux : Valréas (84) - Grignas (26)



25 KMS À L'OUEST DE PARIS
Dans la perspective immédiate de la forêt de Marly
 Très agréable propriété comprenant deux habitations composées l'une d'un séjour, bureau, 4 chambres, 3 bains, l'autre d'un séjour, 3 chambres, bain. Très beau jardin boisé de 4 800 m² avec piscine.
 L'ENSEMBLE EN PARFAIT ÉTAT.
 Réf. : D 1954
AGENCE DE LA TERRASSE
 45, boulevard Carnot, 78110 Le Vésinet
 Tél. 01 30 15 67 00 - Fax 01 34 80 19 59

RETROUVEZ LA RUBRIQUE "PRESTIGE ET CARACTÈRE"
TOUS LES MERCREDIS (date jeudi)
POUR TOUT RENSEIGNEMENT :
01 44 43 77 40

RESSOURCES halieutiques. Les mers se dépeuplent inexorablement en raison d'une surexploitation des ressources. Dans le passé, nombre d'experts se sont inquiétés des dan-

gers de pêches trop intensives. D'autres, au contraire, se sont vus rassurés. ● **POUR NE PAS** avoir laissé à la mer le temps de se refaire, il a fallu interdire entre 1975 et 1983 la pêche

du hareng en mer du Nord. Faute de ne pas avoir su évaluer correctement ses stocks de morue, le Canada a dû, pour éviter de créer un désert, mettre les travailleurs de ses provinces mari-

times au chômage technique. ● **AFIN D'ÉVITER** de telles catastrophes, sept bateaux océanographiques sillonnent, depuis 1976, la mer du Nord pour évaluer ses ressources. ● **LE BILAN** n'est

guère fameux. La biomasse totale de la plupart des espèces, affirme les chercheurs, se situe à un niveau critique. Pour la morue, le plancher n'aurait jamais été aussi bas.

Les réserves de poissons diminuent dangereusement en mer du Nord

Les observations réalisées par les navires océanographiques européens invitent les gouvernements à redoubler de prudence pour éviter une surexploitation des fonds marins

MER DU NORD
(à bord de la « Thalassa »)

de notre envoyé spécial
Quand le commandant Michel Houmard donne l'ordre, le 3 février au petit jour, de déhaler son navire du quai de l'Europe à Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais), les vingt-cinq membres d'équipage de la *Thalassa* savent qu'ils partent pour une campagne océanographique d'un mois entre le Pas-de-Calais, la Grande-Bretagne et les côtes danoises. Au même moment sept autres navires comparables - néerlandais, danois, norvégien, allemand, suédois, écossais et anglais - prennent la mer pour participer à la même opération, renouvelée régulièrement depuis 1976, et commanditée par le Conseil international pour l'exploitation de la mer (CIEM) dont le siège est à Copenhague. But : passer au peigne fin l'une des zones réputée parmi les plus abondantes en richesses halieutiques de la planète, mais soumise depuis des années, en dépit de signaux d'alarme multiples lancés par les biologistes marins, à une surpêche épuisante (Le Monde du 9 février 1995).

Le Canada protège son « or bleu »

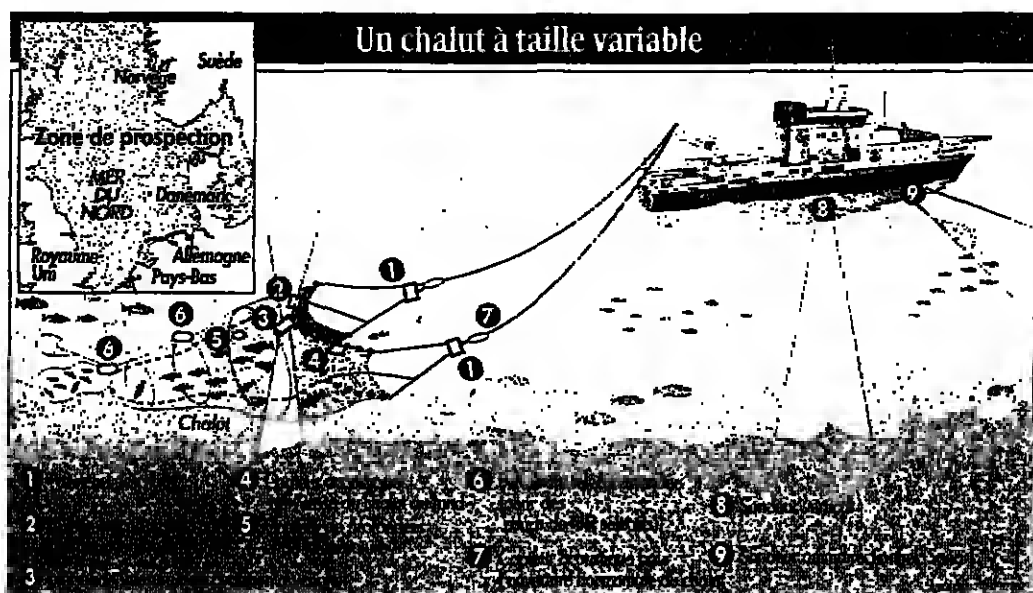
Faudrait-il décréter, au niveau européen, un moratoire sélectif et temporaire, pour permettre à la mer de se « refaire une santé » ? Beaucoup de scientifiques inclinent en ce sens. Mais, à l'évidence, les gouvernements, craignant des incidents nucléaires dans les ports de pêche, n'y sont pas prêts. C'est pourtant ce qui fut décidé pour le hareng entre 1975 et 1983 tant les stocks avaient été endommagés par des pêches inconsidérées, même si plusieurs usines durent fermer, en Norvège notamment. C'est le cas aujourd'hui encore sur la côte Est du Canada et devant Terre-Neuve. Les autorités ont préféré indemniser les travailleurs des provinces maritimes, condamnées au chômage technique, plutôt que de continuer à laisser dilapider les bancs de morues, véritable « or bleu » pour Ottawa.

parfois de force ! Il lui oblige à rester 24 heures à la cape sur le Dogger Bank, ont embarqué avec la *Thalassa*. Pour la France c'est l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (Ifremer) et notamment son laboratoire des ressources halieutiques de Boulogne-sur-Mer qui coordonne les travaux.

Méthodiquement, à raison de quatre « traits » de chalut par jour d'une demi-heure, Yves Vénin, chef de la mission et son équipe de vingt-cinq spécialistes de haut niveau et universitaires, vont ratisser et ausculter la mer et sa faune, l'œil fixé sur les cartes d'une zone, au nord du 51° parallèle, transformée en damier. Un prélèvement bathymétrique systématique permet en outre de connaître la salinité et la température de l'eau, au fond et en surface, et de « croiser » les séries statistiques informatisées sur les captures avec celles de la climatologie du milieu.

CHALUT RAMASSE-TOUT

L'engin utilisé par tous les navires océanographiques est un chalut à grande ouverture verticale et à mailles fines. Il s'agit en effet de capturer des petits poissons (parfois des larves) - et à fortiori des gros - afin d'évaluer scientifiquement, au vu des échantillons recueillis, les « indices d'abondance » des principales espèces, et notamment de sept « catégories phares » : le hareng, la morue (ou cabillaud), l'églefin ou baddock, le merlu, le tacaud norvégien, le maquereau et le sprat. On va les mesurer, déterminer le sexe et, en prélevant par incision dans l'oreille interne



Le comportement du chalut à la mer est retransmis par vidéo à la passerelle du navire grâce à des capteurs et sondeurs acoustiques. Les opérateurs peuvent ainsi faire varier la profondeur du chalut, son écartement vertical ou horizontal et sa vitesse par rapport au bateau. Ces manœuvres sont d'autant plus délicates que le fond de la mer du Nord est tapissé de tuyaux provenant des plates-formes de production pétrolières et gazières.

un osselet calcaire appelé « otolith », savoir leur âge.

Accessoirement sont aussi diagnostiquées les réserves globales et les classes d'âge des lottes, groddins, langoustines, plies et limandes. La distinction s'avère délicate entre bébés harengs et sprats, ces petits poissons bleus qui sont pêchés massivement par les flottes danoises pour en faire de l'huile et de la farine bautelement protéoliques utilisées dans l'alimentation des porcs, des volailles ou des saumons d'élevage.

Un seul bref chalutage illustre parfaitement la diversité du kalé-

idoscope et la riche complexité de l'écosystème marin, car outre les poissons habituels, il n'est pas rare de trouver un requin, des crevettes, des homards, des raies, quelques lieux noirs échappés du pillage des années 80-90, sans parler des araignées, des coquilles Saint-Jacques, des étoiles de mer et des lumps, gros poissons ventrus, verts ou rouges, dont les consommateurs connaissent bien les œufs à défaut du ceux d'esturgeon offerts par le caviar.

« La biomasse totale de la plupart des espèces se situe cependant à un niveau critique », dit Yves Vénin.

« Pour la morue et l'ensemble de la famille des gadidés, le plancher est pratiquement au plus bas jamais observé : 300 000 tonnes environ contre 1 100 000 en 1973 et 900 000 en 1950. »

TROP D'IMMATURES

Et, ce qui est le plus grave puisque c'est le renouvellement même de l'espèce qui en dépend, « on note, ajoute-t-il, la quasi-disparition d'individus âgés, donc reproducteurs ». « A quatre ans, 62 % des morues ont effectivement atteint la maturité en termes de reproduction, alors qu'à trois ans il

n'y en a que 23 % », explique Capucine Mellon du laboratoire de Boulogne.

« Le stock de géniteurs est de 50 000 tonnes, alors que le niveau minimum correct serait de 150 000 tonnes. Imaginez, insiste-t-elle, les dégâts lorsque l'on sait que 80 % des morues capturées sont des individus de trois ans à peine ou moins, donc immatures, qui n'ont encore fait aucun petit. » Etant donné les prises excessives, la mortalité naturelle, les rejets, on estime qu'une morue sur cent seulement qui naît dans l'année « n » arrivera à l'année « n + 4 ». Et c'est précisément le processus de recrutement, c'est-à-dire l'arrivée de poissons juvéniles dans une pêche commerciale que les chercheurs étudient et surveillent.

A dix jours de la fin de la campagne, Yves Vénin se veut un peu moins pessimiste. « Au vu, dit-il, des informations préliminaires que j'échange depuis deux semaines avec mes collègues étrangers, je note une légère reconstitution des stocks de morues juvéniles dans les pêcheries. C'est aussi le cas pour les petits maquereaux de vingt centimètres rencontrés dans l'extrême nord. Les indices d'abondance semblent remonter pour quelques espèces. »

Encore un répit, donc, M. Vasseur ! Vous n'aurez pas à mettre immédiatement au pain sec vos pêcheurs de Boulogne, d'Étaples ou de Dieppe, à condition qu'au-delà de l'appât du gain immédiat, ils se souviennent du bon vieux dicton, d'une modernité cinquante : « Petit poisson deviendra grand... »

François Grosrichard

Le silence pour mot de passe

graphie physique, afin d'étudier le relief sous-marin, notamment les dorsales ou les sources thermales. Dans ce but, il met en œuvre des engins inhabités comme le SAR (Système acoustique remorqué) ou le ROV 6000 (Remotely operated vehicle).

Doté d'équipements de navigation et de traitement et transmission des données scientifiques les plus modernes, la *Thalassa*, dont Jacques Binot, chef de projet à l'Ifremer, a supervisé la construction, dispose d'un appareillage de détection acoustique particulièrement soigné.

SONAR OMNIDIRECTIONNEL

Aux trois sondeurs de pêche verticaux Ossian s'ajoute un sonar omnidirectionnel Simrad situé à l'avant, qui permet de localiser les bancs de poissons et de se positionner au-dessus sans les perturber. L'hélice à six pales fixée au bout du bulbe arrière et la cavité dans laquelle elle se loge ont été conçues pour être extrême-

ment silencieuse et validées par les experts militaires.

Depuis la passerelle, on peut suivre sur des écrans tous les paramètres du comportement du chalut et des treuils, depuis la délicate mise à l'eau jusqu'au moment où l'équipage le remonte. Le fil est en effet équipé de plusieurs engins transpondeurs acoustiques qui permettent de connaître la tension des câbles, l'ouverture verticale, la largeur entre les parreaux. « Les performances des équipements acoustiques disponibles sur ce navire doivent permettre une utilisation accrue de la technique d'écho-intégration », souligne Yves Vénin.

« En mer du Nord, nos calculs d'indices d'abondance se font à partir des chalutages de fond, explique-t-il. L'ouverture verticale du chalut varie de 4 à 6 mètres pour les sandes situées entre 11 et 100 mètres. Les résultats ne sont donc fondés que sur les captures réalisées au fond, alors que la distribution des poissons, de haut en bas, occupe une tranche d'eau

plus épaisse, ce qui aboutit à des sous-estimations. L'écho-intégration permet de mieux comparer l'abondance réelle des poissons observée par acoustique avec les captures effectivement réalisées par chalutage, et de vérifier ensuite s'il y a concordance entre les deux résultats. »

Les équipements ont beau être performants, la mer garde ses droits et les fonds leurs secrets. Dans toute opération de chalutage, le premier danger est d'agripper une épave ou autre « croche » non signalée. Au début de la campagne de la *Thalassa*, à deux reprises et le même jour, le chalut a été gravement déchiré, la poche terminale étant même détruite. Au déjeuner de midi, le cuisinier du bord, d'esprit très indépendant, voire provocateur, avait préparé du lapin. Un animal damné dont le nom - même par périphrase - ne doit jamais être évoqué sur un navire. C'est l'assurance d'avoir la poisse.

F. Gr.

De nouveaux éléments pour expliquer la fin des dinosaures

UNE EXPÉDITION SCIENTIFIQUE INTERNATIONALE a annoncé avoir découvert, dans des carottages effectués à 90 mètres sous le fond de l'océan Atlantique, au large de la Floride, la preuve qu'un astéroïde a percuté la Terre il y a 65 millions d'années. Selon la théorie émise en 1980 par le Prix Nobel de physique américain Luis Alvarez et confortée ensuite par la découverte du cratère géant de Chicxulub, au Mexique, ce cataclysme aurait provoqué la disparition des dinosaures et de près de 70 % des espèces animales.

Le chef de cette expédition, l'Américain Richard D. Norris, a expliqué que les couches les plus anciennes contenaient, juste avant l'arrivée de ce météorite, de nombreux fossiles. Au-dessus vient une strate contenant de petits cristaux de verre verts, qui seraient dus à la fusion des sédiments recouvrant alors le fond de l'océan. Sous le choc, le météorite a été vaporisé, et ses fins débris ont recouvert le globe. Au-dessus de ce film marron reposent cinq centimètres de sédiments gris ne contenant quasiment pas de fossiles, témoignage de 5 000 ans d'un océan vidé de vie avant que de nouvelles espèces ne le colonisent.

■ **ÉCOLOGIE** : la Chine va établir 14 nouvelles réserves et de « corridors biologiques » pour préserver les pandas, annonce la *China Daily*, journal officiel chinois. Jusqu'à présent, la campagne de Pékin pour sauver cet animal unique à la Chine et dont il ne reste que 1 000 spécimens en vie, s'est concentrée surtout sur la reproduction en captivité.

Les moustiques font de la résistance

GUSTAVE FLAUBERT redoutait ces « nuages de moustiques, dont la succion et les piqûres ne s'arrêteraient ni jour ni nuit ». Et il avait raison de s'inquiéter. Malgré les multiples campagnes d'éradication menées depuis la deuxième guerre mondiale pour se débarrasser de ces insectes piqueurs, le moustique a vaillamment résisté. Il a même su développer des défenses pour lutter efficacement contre les pesticides et les insecticides dont on l'a abondamment aspergé. C'est le cas du moustique commun *Culex pipiens* fréquent sous nos contrées et dont une équipe de l'Institut des sciences de l'évolution (CNRS-Montpellier-2), composée de Nicole Pasteur, Michel Raymond et Thomas Guillemaud, a su démontrer les mécanismes qu'il avait développés pour survivre à ces épandages meurtriers.

L'affaire ne fut pas simple. Il a fallu, par exemple, à l'insecte s'affranchir des effets dévastateurs des organophosphorés qui induisent des

dysfonctionnements graves dans son système nerveux, entraînant à terme la mort. Or, dès le début des années 70, *Culex pipiens* a montré, dans le sud de la France, des premiers signes de résistance. Nicole Pasteur et Michel Raymond ont alors prouvé que cette capacité à lutter était le fruit d'une production « anormalement importante » de certaines enzymes, les estérases A et B, permettant de « détoxiquer » l'insecticide.

Plus récemment, les chercheurs de Montpellier travaillant sur ces mutations - pas moins de six ont été décrites depuis 1970 - ont montré que la surproduction de ces estérases était due soit à une augmentation simultanée du nombre de copies des gènes codant pour ces enzymes, processus connu sous le nom d'amplification génique, soit à un phénomène de régulation de leur expression. Un travail essentiel pour la mise en place des stratégies des futures campagnes de démons-

tration car le premier de ces phénomènes de résistance semble être étroitement lié aux variations observées dans les intensités des différents traitements insecticides, alors que le second serait moins sensible aux changements.

La connaissance de ce dossier est d'autant plus importante que l'on s'interroge sur la possibilité que de telles résistances aient pu se propager sur l'ensemble de la planète. Certains insectes, bons migrateurs, ont en effet l'âme particulièrement voyageuse. Thomas Guillemaud a donc testé un scénario dans ce sens qui a montré que toutes les résistances observées ne sont pas apparues indépendamment en différents points du globe, mais qu'« elles se sont répandues à partir d'une origine géographique unique ». De quoi créer quelques soucis à ceux qui travaillent sur les moustiques qui transmettent le paludisme.

J.-F. A.

FUTURS INGÉNIEURS

Vous êtes jeune, vous commencez ou vous poursuivez des études scientifiques de haut niveau, vous connaissez des difficultés, notamment financières, dans le déroulement de vos études et vous faites partie des « meilleurs ». La FONDATION GEORGES BESSE est susceptible de vous aider en vous accordant une bourse et/ou un parrainage. Elle sélectionne des candidats qui ont à un niveau intellectuel remarquable, de réelles qualités de caractère, puisque son but est de distinguer de jeunes espoirs pour l'industrie française.

Les lettres de candidature devront être envoyées avant le : 31 mars 1997, à l'adresse suivante :

FONDATION
GEORGES BESSE
BP 3 - 78142 VÉLIZY CEDEX
Sauf exception, cette aide ne s'adresse ni aux créateurs d'entreprise, ni aux chercheurs.

صحن من الاجل

La ville de Strasbourg
un club de football

NEUF ET RÉSIDENTIEL

INVESTISSEZ DANS LE LOGEMENT NEUF

La nouvelle formule d'amortissement des logements locatifs, dite **amortissement "Périsol"** remporte un grand succès. Les principales caractéristiques sont les suivantes :

- Les logements locatifs neufs achetés entre le 1er janvier 1996 et le 31 décembre 1998 sont amortissables à raison de :
 - 10% du prix total de l'acquisition pour chacune des 4 premières années ;
 - 2% pour chacune des 20 années suivantes.
- Le déficit foncier correspondant est imputable sur le revenu global dans la limite d'un plafond de 100 000 francs.
- La fraction du déficit foncier non imputable sur le revenu global peut être reportée sur les revenus fonciers des années ultérieures, pendant 10 années.

RENSEIGNEZ-VOUS AUPRÈS DES PROMOTEURS-CONSTRUCTEURS ADHÉRANTS À LA F.N.P.C. (Fédération nationale des promoteurs-constructeurs)

PARIS RIVE DROITE

19^e arrondissement

Résidence Saint-Martin
41, rue Bichat
Nouveau programme

Réalisation : FRANCE CONSTRUCTION
Tél. 01 46 03 22 00
7 jours/7, de 9 h à 19 h

Idéal investisseurs/Rentabilité élevée garantie : du studio au 2 pièces.
A partir de 370 000 F et 2 pièces à partir de 690 000 F.

Au cœur du 11^e arrondissement, cette résidence pour étudiants située à proximité de nombreuses écoles supérieures. Revenus locatifs garantis. Rentabilité élevée.

Conseils sur les nouvelles mesures investisseurs, amortissement "Périsol".
Tél. 01 47 12 54 44

14^e arrondissement

Résidence Voltaire
Rue des Nations / rue Condillat

Réalisation et commercialisation : STIM BATIR
Bâtiments Résidentiels, Bourgeois Immobilières, 150, route de la Reine 92513 Boulogne-Billancourt
01 47 12 54 44

Idéal investisseurs/Rentabilité élevée garantie : du studio au 2 pièces.
A partir de 370 000 F et 2 pièces à partir de 690 000 F.

Au cœur du 11^e arrondissement, cette résidence pour étudiants située à proximité de nombreuses écoles supérieures. Revenus locatifs garantis. Rentabilité élevée.

Conseils sur les nouvelles mesures investisseurs, amortissement "Périsol".
Tél. 01 47 12 54 44

15^e arrondissement

46, rue de Longchamp

Réalisation : COREVA
4, avenue Victor Hugo 75116 PARIS
Tél. 01 41 17 39 20

22 logements du studio au 4 pièces.
A partir de 27 500 F le m².
Livraison 1^{er} semestre 1998.

Au cœur du prestigieux quartier Trocadéro-Iéna, une résidence de classe, aux prestations raffinées. Pour quelques privilèges seulement. Plans personnalisés et prestations à la demande.

Renseignements et vente : COREVA, du lundi au vendredi de 9 h à 12 h 30 et de 14 h à 19 h.
4, avenue Victor-Hugo, 75116 Paris - Tél. 01 41 17 39 20

62, rue Saint-Didier

Réalisation : SEFIMA
20, avenue Raymond Poincaré 75116 PARIS
N° Vert 0800 33 99 00

23 appartements. Du studio au 5 pièces. 29 500 F le m² moyen.
Et 5 pièces 134 800 m², 2 étages 1 990 000 F hors parking.

Entre Victor-Hugo et Trocadéro, au cœur de l'un des meilleurs quartiers du 16^e arrondissement, à deux pas de la rue de la Pompe et du Lycée Janson-de-Sailly, 2 petites résidences neuves. De belles prestations pour de très beaux appartements. Parking en sous-sol. Renseignements et vente : tous les jours de 10 h à 13 h et de 14 h à 19 h, sauf dimanche, 40, avenue Raymond-Poincaré - 75116 Paris - N° vert 0800 33 99 00

92^e arrondissement

L'Orée du Parc
14, rue Compiègne, rue Buzier
A louer partiellement
des Bouttes-Chaumont à découvrir absolument !

Réalisation : FRANCE CONSTRUCTION
Tél. 01 46 03 22 00
7 jours/7, de 9 h à 19 h

Premier constructeur certifié qualité ISO 9001
Du studio au 5 pièces avec parking en sous-sol. 14 900 F le m² moyen hors parking et dans la limite du stock disponible.

Le cadre d'une petite résidence de charme de 24 appartements seulement à 100 m du Parc des Bouttes-Chaumont et du métro. Très belles prestations : nombreux balcons et terrasses, vue sur un beau jardin intérieur.

Bureau de vente : 3, rue de General Brunet, ouvert lundi, jeudi et vendredi de 14 h à 19 h, samedi, dimanche et jours fériés de 10 h 30 à 12 h 30 et de 14 h à 19 h.

NEUF ET RÉSIDENTIEL
C'EST CHAQUE MERCREDI de 9 h à 19 h
POUR RÉALISER VOTRE INVESTISSEMENT

PARIS RIVE DROITE (suite)

19^e arrondissement

Résidence Artiste
41, avenue Mathurin Moreau

Réalisation : SEFIMA
4042, avenue Raymond Poincaré 75116 PARIS
N° Vert 0800 33 99 00
du lundi au vendredi.

Nouveau programme. 15 appartements du 2 pièces au 5 pièces. 23 500 francs/m² moyen, hors parking.

A 200 mètres du Parc des Bouttes-Chaumont, une lumineuse petite résidence en pierre, réservée à quelques privilégiés. 15 appartements remarquablement conçus profitent d'une orientation plein sud. Les prestations sont superbées et certains appartements sont prolongés par de belles terrasses.

Commercialisation sur place : 41, av. Mathurin Moreau, 75019 Paris. Ouvert lun., jeu., ven. de 14 h à 19 h, sam. et dim. de 10 h à 13 h et de 14 h à 19 h. Tél. 01 43 01 90 25. En dehors des jours et heures d'ouverture 01 46 07 11 11.

PARIS RIVE GAUCHE

13^e arrondissement

Dans le quartier de la grande bibliothèque
Résidence pour étudiants
Les Lauréates

Réalisation : COPRIM RESIDENCES
194, rue Gallieni 92100 BOULOGNE

Studio pour étudiants et jeunes en formation à partir de 480 000 F. LIVRAISON IMMÉDIATE.

Pour profiter pleinement des mesures fiscales investisseur des résidents dans le site privilégié de la grande bibliothèque. Bureaux, Groupes Caisse des Dépôts, vous assure une gestion rigoureuse et des revenus locatifs. Poss. location en meublé avec tous LMP et remboursement de la TVA.

Rens. et ventes : visite de studio et rendez-vous.
Tél. : 01 46 04 42 29

14^e arrondissement

Villa Julie
53, rue de l'Abbé Carton
A proximité de la rue des Plantes

Réalisation : Les Nouveaux Constructeurs
127, rue Gambetta 92150 SURESNES
Tél. 01 41 18 87 72

9 logements du 2 pièces au 5 pièces duplex.
Prix à partir de 19 800 francs le m², hors parking. Financement libre.

Livraison : 1^{er} trimestre 1998.

Au cœur du 14^e arrondissement, une petite résidence en pierre, pleine sud, avec façade en pierre de taille, cuisine équipée de balcons, de terrasses et de jardins.

Renseignements et vente : tous les jours de 9 h à 19 h
Tél. 01 45 38 45 08

15^e arrondissement

Villa Marmontel
107-109, rue de l'Abbé Groult.
Au programme absolu

Réalisation : FRANCE CONSTRUCTION
Tél. 01 46 03 22 00
7 jours/7, de 9 h à 19 h

Profil des nouvelles mesures gouvernementales.
Prix à partir de 23 500 F le m² hors parking et dans la limite du stock disponible.

Châtaignier le meilleur du 15^e arrondissement ! A deux pas du métro Convention et des commerces, un programme de très grand standing sur jardins intérieurs : 47 appartements du studio au 5 pièces duplex avec caves et parking en sous-sol et 6 millions de ville de 5 et 6 pièces. Le cadre au cœur d'un véritable quartier parisien.

Bureau de vente ouvert sur place : lundi, jeudi et vendredi de 14 h à 19 h, samedi, dimanche et jours fériés de 10 h 30 à 12 h 30 et de 14 h à 19 h.
Tél. 01 45 38 45 08

14, rue de l'Abbé Groult.

Réalisation et commercialisation : STIM BATIR
Bâtiments Résidentiels, Bourgeois Immobilières, 150, route de la Reine 92513 Boulogne-Billancourt
01 47 12 54 44

17 logements du studio au 5 pièces.

Au cœur du 15^e arrondissement, dans une rue calme et toute proche de la Place de Contreuve, cette résidence de standing conjugue charme, confort et sécurité.

Conseils sur les nouvelles mesures investisseurs, amortissement "Périsol".

Bureau de vente sur place : 18, rue de l'Abbé Groult. Lundi, jeudi et vendredi de 14 h à 19 h, samedi, dimanche et jours fériés de 10 h à 12 h et de 14 h à 19 h.
Tél. 01 45 38 45 08

RÉGION PARISIENNE

92^e Vaucresson

Le Parc de Beauvillier
sur un parc de 3 ha

Réalisation et commercialisation : SEFIMA
4042, avenue Raymond Poincaré 75116 PARIS
N° Vert 0800 33 99 00
du lundi au vendredi.

Rente disponible : un 3 pièces - 1 500 000 francs parking compris, un 4 pièces - 1 800 000 francs parking compris.
Livraison immédiate.

Sur un parc de 3 ha dans un petit ensemble de deux étages, un 3 pièces de 73,50 m² - 4 pièces de 82 m² - 5 pièces de 110 m² - 6 pièces de 134 m². 2 chambres, une salle de bain, un 4 pièces de 88 m² - 4 pièces de 110 m², séjour, avec parcs avec salle de bain, 2 chambres, salle d'eau.

Bureau de vente et appartements découverts sur place : Accès depuis le bd de la République à Vaucresson. Ouvert lundi, jeudi et dimanche l'après-midi. Tél. 01 47 41 99 63, ou N° vert 0 800 33 99 00 du lundi au vendredi.

94^e Maisons-Alfort

Les Académies de Maisons-Alfort

Réalisation et commercialisation : STIM BATIR
Bâtiments Résidentiels, Bourgeois Immobilières, 150, route de la Reine 92513 Boulogne-Billancourt
01 47 12 54 44

Idéal investisseurs.

A 2 pas du métro "Ecole Vitevaux" STIM BATIR réalise une résidence d'habitat de standing.

Studio à partir de 230 000 F.

Revenus locatifs garantis.

Conseils sur les nouvelles mesures investisseurs, amortissement "Périsol".

Renseignements et Ventes : Tél. 01 47 12 54 44

arbitrage jugé indé

Le 19 février 1997, le tribunal de commerce de Paris a rendu son verdict dans l'affaire de l'arbitrage jugé indéterminé. Le tribunal a déclaré que l'arbitrage est une procédure d'arbitrage qui est soumise à la loi de la République. Le tribunal a également déclaré que l'arbitrage est une procédure d'arbitrage qui est soumise à la loi de la République.

MOTS CROISÉS

MOTS CROISÉS

10 11 12

13 14 15

16 17 18

19 20 21

22 23 24

25 26 27

28 29 30

31 32 33

34 35 36

37 38 39

40 41 42

43 44 45

46 47 48

49 50 51

52 53 54

55 56 57

58 59 60

61 62 63

64 65 66

67 68 69

70 71 72

73 74 75

76 77 78

79 80 81

82 83 84

85 86 87

88 89 90

91 92 93

94 95 96

97 98 99

100 101 102

103 104 105

106 107 108

109 110 111

112 113 114

115 116 117

118 119 120

121 122 123

124 125 126

127 128 129

130 131 132

133 134 135

136 137 138

139 140 141

142 143 144

145 146 147

148 149 150

151 152 153

154 155 156

157 158 159

160 161 162

163 164 165

166 167 168

169 170 171

172 173 174

175 176 177

178 179 180

181 182 183

184 185 186

187 188 189

190 191 192

193 194 195

196 197 198

199 200 201

202 203 204

205 206 207

208 209 210

211 212 213

214 215 216

217 218 219

220 221 222

223 224 225

226 227 228

229 230 231

232 233 234

235 236 237

238 239 240

241 242 243

244 245 246

247 248 249

250 251 252

253 254 255

256 257 258

259 260 261

262 263 264

265 266 267

268 269 270

271 272 273

274 275 276

277 278 279

280 281 282

283 284 285

286 287 288

289 290 291

292 293 294

295 296 297

298 299 300

301 302 303

304 305 306

307 308 309

310 311 312

313 314 315

316 317 318

319 320 321

322 323 324

325 326 327

328 329 330

331 332 333

334 335 336

337 338 339

340 341 342

343 344 345

346 347 348

349 350 351

352 353 354

355 356 357

358 359 360

361 362 363

364 365 366

367 368 369

370 371 372

373 374 375

376 377 378

379 380 381

382 383 384

385 386 387

388 389 390

391 392 393

394 395 396

397 398 399

400 401 402

403 404 405

406 407 408

409 410 411

412 413 414

415 416 417

418 419 420

421 422 423

424 425 426

427 428 429

430 431 432

433 434 435

436 437 438

439 440 441

442 443 444

445 446 447

448 449 450

451 452 453

454 455 456

457 458 459

460 461 462

463 464 465

466 467 468

469 470 471

472 473 474

475 476 477

478 479 480

481 482 483

484 485 486

487 488 489

490 491 492

493 494 495

496 497 498

499 500 501

502 503 504

505 506 507

508 509 510

511 512 513

514 515 516

517 518 519

520 521 522

523 524 525

526 527 528

529 530 531

532 533 534

535 536 537

538 539 540

541 542 543

544 545 546

547 548 549

550 551 552

553 554 555

556 557 558

559 560 561

562 563 564

565 566 567

568 569 570

571 572 573

574 575 576

577 578 579

580 581 582

583 584 585

586 587 588

589 590 591

592 593 594

595 596 597

598 599 600

601 602 603

604 605 606

607 608 609

610 611 612

613 614 615

616 617 618

619 620 621

622 623 624

625 626 627

628 629 630

631 632 633

634 635 636

637 638 639

640 641 642

643 644 645

646 647 648

649 650 651

652 653 654

655 656 657

658 659 660

661 662 663

664 665 666

667 668 669

670 671 672

673 674 675

676 677 678

679 680 681

682 683 684

685 686 687

688 689 690

691 692 693

694 695 696

697 698 699

700 701 702

703 704 705

706 707 708

709 710 711

712 713 714

715 716 717

718 719 720

721 722 723

724 725 726

727 728 729

730 731 732

733 734 735

736 737 738

739 740 741

742 743 744

745 746 747

748 749 750

751 752 753

754 755 756

757 758 759

760 761 762

763 764 765

766 767 768

769 770 771

772 773 774

775 776 777

778 779 780

781 782 783

784 785 786

787 788 789

790 791 792

793 794 795

796 797 798

799 800 801

802 803 804

805 806 807

808 809 810

811 812 813

814 815 816

817 818 819

820 821 822

823 824 825

826 827 828

829 830 831

832 833 834

835 836 837

838 839 840

841 842 843

844 845 846

847 848 849

850 851 852

853 854 855

856 857 858

859 860 861

862 863 864

865 866 867

868 869 870

871 872 873

874 875 876

877 878 879

880 881 882

883 884 885

886 887 888

889 890 891

892 893 894

895 896 897

898 899 900

901 902 903

904 905 906

907 908 909

910 911 912

913 914 915

916 917 918

919 920 921

922 923 924

925 926 927

928 929 930

931 932 933

934 935 936

937 938 939

940 941 942

943 944 945

946 947 948

949 950 951

952 953 954

955 956 957

958 959 960

961 962 963

964 965 966

967 968 969

970 971 972

973 974 975

976 977 978

979 980 981

982 983 984

985 986 987

988 989 990

991 992 993

994 995 996

997 998 999

1000 1001 1002

1003 1004 1005

1006 1007 1008

1009 1010 1011

1012 1013 1014

1015 1016 1017

1018 1019 1020

1021 1022 1023

1024 1025 1026

1027 1028 1029

1030 1031 1032

1033 1034 1035

1036 1037 1038

1039 1040 1041

1042 1043 1044

1045 1046 1047

1048 1049 1050

1051 1052 1053

1054 1055 1056

1057 1058 1059

1060 1061 1062

1063 1064 1065

1066 1067 1068

1069 1070 1071

1072 1073 1074

1075 1076 1077

1078 1079 1080

1081 1082 1083

1084 1085 1086

1087 1088 1089

1090 1091 1092

1093 1094 1095

1096 1097 1098

1099 1100 1101

1102 1103 1104

1105 1106 1107

1108 1109 1110

1111 1112 1113

1114 1115 1116

1117 1118 1119

1120 1121 1122

1123 1124 1125

1126 1127 1128

1129 1130 1131

1132 1133 1134

1135 1136 1137

1138 1139 1140

1141 1142 1143

1144 1145 1146

1147 1148 1149

1150 1151 1152

1153 1154 1155

1156 1157 1158

1159 1160 1161

1162 1163 1164

1165 1166 1167

1168 1169 1170

1171 1172 1173

1174 1175 1176

1177 1178 1179

1180 1181 1182

1183 1184 1185

1186 1187 1188

1189 1190 1191

1192 1193 1194

1195 1196 1197

1198 1199 1200

1201 1202 1203

1204 1205 1206

1207 1208 1209

1210 1211 1212

1213 1214 1215

1216 1217 1218

1219 1220 1221

1222 1223 1224

1225 1226 1227

1228 1229 1230

1231 1232 1233

1234 1235 1236

1237 1238 1239

1240 1241 1242

1243 1244 1245

1246 1247 1248

1249 1250

La ville de Strasbourg cède au privé un club de football en bonne santé

Finaliste de la Coupe de la Ligue, le club alsacien va connaître jeudi le nom de son repreneur

Le Racing Club de Strasbourg a éliminé Monaco, mardi 18 février, lors de la journée de demi-finales de la Coupe de la Ligue. Le club de la ca-

pitale alsacienne jouera la finale, le 12 avril, contre Bordeaux. Un succès pour une équipe qui doit connaître jeudi 20 février le nom de son

repeneur, la municipalité ayant décidé de se désengager après des années d'efforts pour redresser les finances du club.

STRASBOURG
de notre correspondant régional
Plus un sou de dette, quarante millions de francs dans les caisses, quatrième du championnat de première division, toujours dans la course pour la Coupe de France et finaliste de Coupe de la Ligue : voilà de quoi rendre alléchant la reprise du Racing, le club professionnel de football de Strasbourg. Pas moins de trois candidats sérieux à l'achat attendent la décision de Catherine Trautmann (PS), maître de la capitale alsacienne, qui est prévue pour le 20 février.

Roland Weller, l'actuel président du Racing, porteur d'intérêts locaux et soutenu par deux entreprises de régie publicitaire, celles de Jean-Claude Darmon et d'International Sport and Leisure (ISL), agent officiel de la Fédération internationale de football (FIFA) pour les Coupes du monde de 1998, en France, et de 2002, au Japon et en Corée du Sud, part légèrement favori, devant le groupe McCormack, représenté par Patrick Proisy, ancien joueur de tennis. La multinationale Saatchi and Saatchi, s'appuyant sur une société locale de routage et la chaîne de restauration Eurest, semble être en moins bonne position.

DÉSENGAGEMENT MUNICIPAL
Lorsqu'elle a conquis l'hôtel de ville, en 1989, Catherine Trautmann avait hérité d'un club qui jouait en deuxième division et accusait une dette de 90 millions de francs. Le plan de redressement, qui a été mis en place à l'époque, a coûté cher au

contribuable strasbourgeois : règlement des créanciers, mais aussi subvention élevée, qui s'est réduite au fil des années (13,5 millions pour la saison en cours pour un budget d'une centaine de millions).

C'est ce qui explique pour une large part que la municipalité socialiste ait renoncé à accueillir le Mondial de l'année prochaine, le prix de l'agrandissement du stade de la Meinau ayant été jugé trop

le club en société anonyme pure plutôt qu'en société anonyme à objet sportif (SAOS), car, disent-ils, « ce statut pénalise les clubs français face à la quasi-totalité de leurs concurrents européens ». En d'autres termes, si les clubs de football doivent devenir des entreprises comme les autres, pourquoi ne bénéficieraient-ils pas d'un statut juridique identique à n'importe quelle autre société ?

Bordeaux en finale de la Coupe de la Ligue

Gilbert Bodart, l'expérimenté gardien de but belge des Girondins de Bordeaux, a été le héros mardi 18 février de la demi-finale opposant son équipe à celle de Montpellier au Parc Lescure. Blessé à la cheville après un choc avec l'attaquant Bakayoko, le gardien bordelais a connu de réelles difficultés à se déplacer pendant une bonne moitié de ce match qui s'est prolongé jusqu'à la séance des tirs au but. Une séance au cours de laquelle Bodart a arrêté trois tirs au but. Une séance au cours de laquelle Bodart a arrêté trois tirs au but.

Devant leur public du stade de la Meinau, les joueurs du Racing Club de Strasbourg sont venus à bout (2-1) de la meilleure équipe française à l'heure actuelle, l'AS Monaco. Grâce à un doublé de David Zitelli, les Strasbourgeois ont logiquement battu une formation monégasque privée en début de rencontre des services de Sonny Anderson, Victor Ikpeba et Ali Benarbia, volontairement laissés sur le banc de touche par l'entraîneur, Jean Tigana. La finale de cette Coupe de la Ligue aura lieu le 12 avril.

élevé pour les deniers municipaux. La situation assainie, la ville veut passer la main, parce que, dit l'adjoint aux sports Robert Herrmann, « il s'agit de passer au stade de l'évolution du spectacle sportif qui est le football professionnel ». Les élus strasbourgeois auraient préféré que la loi permette de transformer

la volonté de désengagement de la ville du milieu du football professionnel s'exprime dans les limites de l'effort financier que la municipalité est prête à consentir pour respecter les dispositions de la loi Bredin. Seuls dix millions de francs seront investis pour transformer la capacité de la Meinau en

L'assistance vidéo à l'arbitrage jugée indésirable par la FIFA

REUNIE lundi 17 et mardi 18 février à Zurich sous la présidence de l'Ecossais David Wili, la commission d'arbitrage de la Fédération internationale de football (FIFA) a émis un avis clairement défavorable sur l'apparition éventuelle de l'assistance vidéo en cas de litige pendant un match. En revanche, conscients des difficultés grandissantes que connaissent les arbitres lors des actions litigieuses, les dix membres de la commission verraient d'un bon œil l'apparition d'un quatrième arbitre, dont le rôle serait de corriger une erreur grave ayant échappé à l'arbitre central en la signalant au juge de touche le plus proche.

Ce refus de la FIFA d'utiliser la vidéo-assistance survient à une période délicate. Il y a quelques jours, Jean-Claude Dassié, directeur des sports de TF1, avait émis le désir d'effectuer un test grandeur nature en matière de vidéo-assistance à l'occasion du match amical France-Suède, programmé le 2 avril prochain au Parc des Princes.

Michel Platini, coprésident du Comité d'organisation français pour la Coupe du monde 98, n'avait pas caché à Sepp Blatter, secrétaire général de la FIFA,

son souhait de voir testé ce dispositif en France, avant la phase finale du Mondial, qui débute en juin 1998. Comme le soulignait Michel Vautrot, ancien arbitre international français et membre de la commission d'arbitrage de la FIFA : « Ce qui est certain, c'est qu'il existe une pression de plus en plus forte depuis l'Euro 96 pour qu'une telle expérience voie le jour. »

Le problème de la vidéo-assistance n'est donc toujours pas résolu. Beaucoup de responsables et de techniciens du football français restent prudents, soulignant en tout état de cause que la maîtrise de l'éventuel dispositif mis en place devra appartenir aux arbitres, et non aux diffuseurs. L'expérience tentée aux Etats-Unis pour les rencontres de NFL (Ligue de football américaine) a refroidi les partisans de la vidéo. Au bout de cinq ans, les responsables de la NFL qui avaient institué cette assistance pour certaines actions spectaculaires y ont renoncé, estimant que ce système créait autant de problèmes qu'il permettait d'en résoudre.

Alain Constant

L'entraîneur des Springboks démissionne après avoir tenu des propos racistes

Le rugby sud-africain en crise

JOHANNESBURG

de notre correspondant
L'entraîneur des Springboks, André Markgraaff, a présenté sa démission, mardi 18 février, au terme de deux jours de polémique déclenchée par la révélation de propos racistes tenus à l'encontre des dirigeants noirs du sport sud-africain. A l'occasion d'une conversation avec un joueur, en octobre dernier, le coach de l'équipe nationale de rugby avait qualifié de « sales Kufirs » plusieurs responsables de couleur de la Fédération et du Conseil national des sports. M. Markgraaff leur reprochait de participer à la campagne de critiques dont il faisait alors l'objet après avoir décidé d'écarter de la sélection nationale le très populaire François Pienaar, le troisième capitaine de l'équipe championne du monde 1995.

La discussion, enregistrée à l'insu de l'entraîneur, a resurgi ces derniers jours dans la presse, mettant dans l'embarras le monde du rugby, déjà montré du doigt à la suite des incidents racistes qui avaient émaillé la tournée des All Blacks en Afrique du Sud, l'été dernier. A cette occasion, le ministre des sports avait reproché au rugby de ne pas avoir rompu avec son passé de sport fétiche des Blancs au temps de l'apartheid.

L'affaire Markgraaff accentue encore cette impression. Elle ne peut que renforcer la volonté affichée par le gouvernement de Nelson Mandela de s'intéresser de près aux affaires du rugby afin de mettre ce sport à l'heure de la « nouvelle » Afrique du Sud. Peu avant que n'éclate la polémique sur les propos racistes de l'entraîneur national, le ministre des sports avait en effet

chargé une commission d'enquête d'examiner les comptes de la Fédération. Une manière comme une autre de déstabiliser son tout-puissant et très conservateur président, Louis Luyt. Beaucoup considèrent la gestion autoritaire et paternaliste de cet Afrikaner pur souche comme le principal frein au changement dans le rugby sud-africain.

La création de la commission d'enquête fait d'ailleurs suite aux allégations émises par un de ses plus farouches adversaires, Brian Van Rooyen. Ancien vice-président de la fédération de la province du Transvaal, ce mépris est le seul responsable du rugby à avoir osé s'opposer à M. Luyt et contester sa gestion. Avocat de profession, il a déposé auprès du ministère des sports un dossier de 500 pages évoquant des irrégularités financières à propos, notamment, des droits TV et des contrats de sponsoring. Depuis, M. Van Rooyen reçoit des menaces et ne se déplace que sous la protection de gardes du corps, tandis que la Fédération refuse de collaborer avec la commission.

Une affaire de dopage est venue compléter, au même moment, ce triste tableau d'un rugby sud-africain en crise. Les tests physiques effectués lors d'un récent regroupement des Springboks ont révélé la présence de substances anabolisantes dans l'organisme d'un des joueurs de l'équipe nationale. Il s'agit, selon la presse locale, de l'avant du Northern Transvaal Johan Ackerman. Le rugby sud-africain, poursuivi par son passé raciste et mis en cause pour sa gestion, voit aussi son image ternie sur le plan sportif.

Frédéric Chambon

DÉPÊCHES

■ **RUGBY** : des dégâts importants ont été causés dans l'avion ATR 42 qui ramenait de Cardiff (Grande-Bretagne) l'équipe de rugby briviste championne d'Europe dans la nuit du 25 au 26 janvier, affirme le quotidien *Ouest-France* dans son édition du mercredi 19 février. Selon le journal, les dégâts se monteraient à au moins 300 000 F. L'hôte de l'air aurait eu à supporter des mots et des gestes irrespectueux. — (AFP)

■ **L'ancien ailier international des Samoa occidentales**, Va'ala Tuigamala, va être transféré du club de rugby à XIII de Wigan au club de deuxième division anglaise de rugby à XV de Newcastle pour le montant record d'un million de livres (plus de 9 millions de francs). Va'ala Tuigamala, vingt-sept ans, est arrivé en 1994 à Wigan, le géant du XIII anglais, avec lequel il était lié jusqu'en 1999. Ce transfert va permettre à Wigan, dont le passif s'élève à 3,3 millions de livres (près de 30 MF), de conserver dans ses rangs l'ailier du XIII d'Angleterre, Jasoo Robinson. Le précédent transfert record avait été établi lorsque Martin Offiah était passé de Widnes à Wigan pour 400 000 livres (3,6 MF), en 1992.

■ **BASKET-BALL** : les joueurs du PSG-Racing se sont qualifiés pour les quarts de finale de l'Eurocoupe. A l'issue d'un match tendu disputé mardi 18 février en Lituanie, les Parisiens l'ont emporté 77-76 après prolongation face au Zalgiris Kaunas.

BRIDGE PROBLÈME N° 1725

UNE IMPASSE FATALE

Voici un chelem joué à Cannes au cours d'un entraînement. Il a été réussi par J.-C. Lefebvre, mais a chuté à plusieurs tables.

♠ V 73
♥ R 6 4
♦ 10 5
♣ A R V 2
10 8 5 2
O N E 5
O S 5
V 6 3
D 10 8 5 6 4
A D 6
A 9 7 3 2
A R 9 8
7

Ann. : N. don. Tous vuln.

Ouest Nord Est Sud
1 ♠ passe 1 ♣
passe 2 ♣ passe 2 ♠
passe 3 ♠ passe 4 SA
passe 5 ♠ passe 6 ♣

Ouest a entamé la Dame de Cœur, Sud a pris de l'As et a tiré le Roi de Cœur, mais Est a défaussé un Trèfle. Comment Sud a-t-il gagné ce PETIT CHELEM À CŒUR contre toute défense ?

UNE BELLE PRÉCAUTION

Si vous n'êtes pas prévoyant, vous allez chuter ce contrat, comme l'a fait le déclarant, en manquant le mauvais sort.

♠ O V 9 4
♥ 6 5 3
♦ V 6 2
♣ D V 3
8 3
R 10 7 2
A R 9 5
10 9 6
A R 10 7 5 2
D
A 5 2

Ann. : S. don. Tous vuln.

Sud Ouest Nord Est
1 ♠ passe 2 ♠ passe
4 ♠ passe 2 ♠ passe

Ouest a entamé le Roi de Carreau et a contre-attaqué le 10 de Trèfle. Comment Sud propose-t-il de gagner QUATRE PIQUES contre toute défense ?

UNE BELLE PRÉCAUTION

Si vous n'êtes pas prévoyant, vous allez chuter ce contrat, comme l'a fait le déclarant, en manquant le mauvais sort.

♠ O V 9 4
♥ 6 5 3
♦ V 6 2
♣ D V 3
8 3
R 10 7 2
A R 9 5
10 9 6
A R 10 7 5 2
D
A 5 2

Ann. : S. don. Tous vuln.

Sud Ouest Nord Est
1 ♠ passe 2 ♠ passe
4 ♠ passe 2 ♠ passe

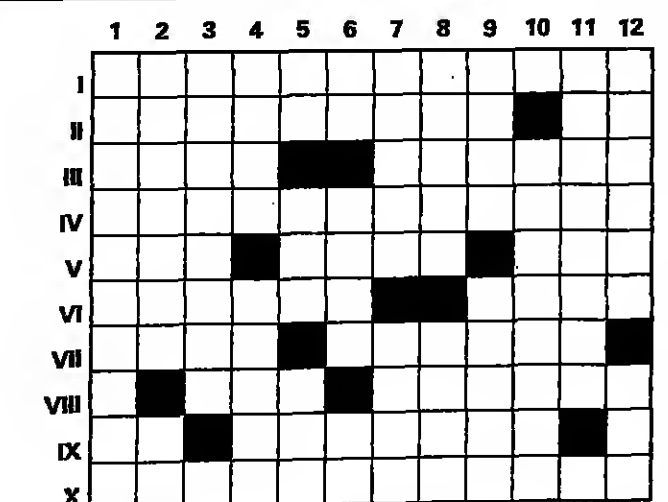
Ouest a entamé le Roi de Carreau et a contre-attaqué le 10 de Trèfle. Comment Sud propose-t-il de gagner QUATRE PIQUES contre toute défense ?

Après le Valet de Cœur, Ouest doit se jeter dans la fourchette à Pique.

Philippe Brugnion

MOTS CROISÉS PROBLÈME N° 97027

3615 LEMONDE, tape: SOS (2,23 F/min).



HORIZONTALEMENT

I. Un petit bout en plus pour marquer la différence. — II. Elle devient politique, quand on joue sur les bas-côtés. Possessif. — III. Très fort s'il est sang pour sang. Prises dans le tourbillon. — IV. On ne pourra jamais le savoir. — V. Un petit nom chez les Kennedy. Sort de la gorge des femmes antiques. Porte une gorge. — VI. Mauvais jeu de mots. Une tenue pour Gisele et ses copines. — VII. Mit bien en place. Protège des gros grains. — VIII. Fournisseur de pompes françaises. Tombent régulièrement

pour celui qui a bien placé. — IX. En rade. Elle est depuis toujours dans le système avec les autres. — X. Une dame à la cour.

VERTICALEMENT

I. Est prêt à tous les compromis pour arriver un jour à la Chambre. — 2. S'attaquera aux foods. Jeté pour jouer. — 3. Hors des limites. — 4. Se jette dans l'Arctique quand elle n'est pas de glace. Plane en tous sens. — 5. Pour faire l'alliance. Fit l'alliance après la désunion. Alliance à l'origine, désunion aujourd'hui. — 6. Dans la oote.

Dans la frise. D'accord mais retourné. — 7. Améliore la production agricole. Boîte à secrets. — 8. Charte postale. Crier dans la forêt. — 9. Rend multimillionnaire. Mise à nu. — 10. Mis à tort en circulation. — 11. La casse du siècle, pour l'inscrire au Guinness Book. — 12. Donne de l'air à la bête. La classe chez les huiles.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 97026

HORIZONTALEMENT

I. Conscrit. — II. Huée. Adressa. — III. Atrium. Epair. — IV. Mien. OLR Ber. — V. Pli. Enfumer. — VI. Alsace. Cal. — VII. Ge. Surveill. — VIII. Paréo. Léau. — IX. Ecu. Intél. Ir. — X. Survêtements.

VERTICALEMENT

I. Champagnes. — 2. Outillé. Cu. — 3. Néréis. Pur. — 4. Sein. Asa. — 5. Ecurie. — 6. Ramonèrent. — 7. Id. Lf. Vote. — 8. Prépuce. Em. — 9. TEP Maille. — 10. Isabelle. — 11. Osier. Lait. — 12. Nazrateurs.

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.

ISSN 0385-2037

Imprimerie du Monde

12, rue M. Guillebert

94802 Ivry cedex

PRINTED IN FRANCE

Président-directeur général

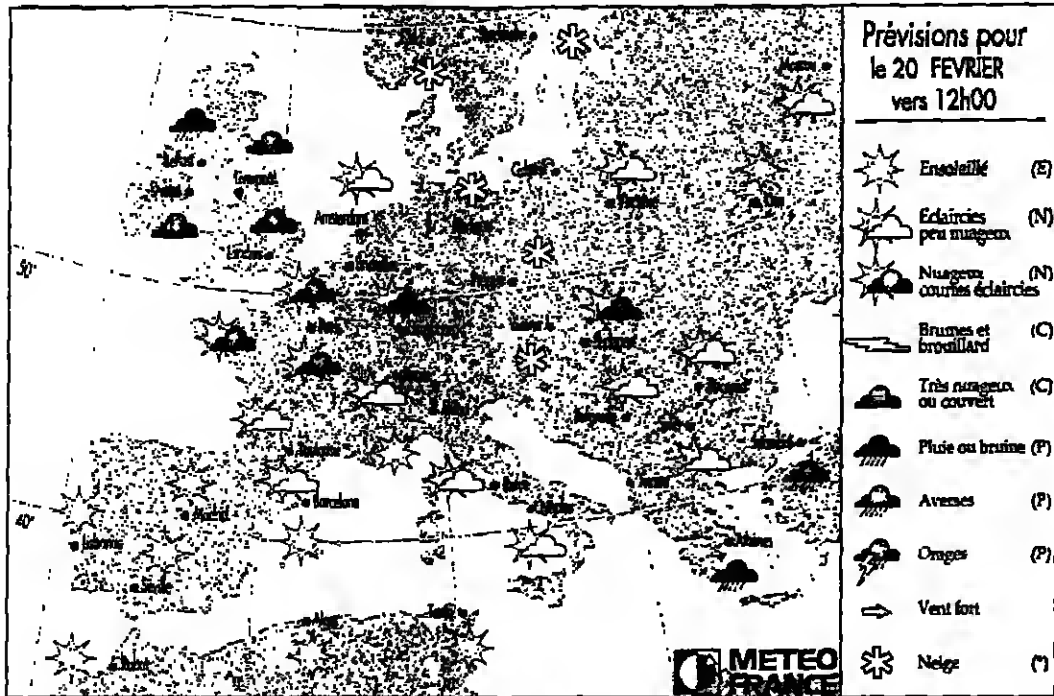
Directeur adjoint

Directeur général

133, avenue des Champs-Élysées

75409 Paris cedex 08

Tél : 01 44 43 75 00 Fax : 01 44 43 77 30



LE 20 FÉVRIER		Prévisions pour le 20 FÉVRIER vers 12h00	
Temps	Températures minima/maxima		
FRANCE métropolitaine			
AJACCIO	E/7/16		
BIARRITZ	N/9/15		
BORDEAUX	N/7/14		
BOURGES	N/3/11		
BREST	N/6/11		
CAEN	N/4/9		
CHERBOURG	N/3/9		
CLERMONT-F	N/4/12		
DIJON	N/2/9		
GRENOBLE	N/2/11		
LILLE	N/4/10		
LIMOGES	N/3/12		
LYON	N/4/10		
MARSEILLE	N/7/15		
NANCY	N/2/8		
NANTES	N/4/11		
NICE	E/8/16		
PARIS	N/3/10		
PAU	N/5/15		
PERPIGNAN	E/7/16		
RENNES	N/5/11		
ST-ETIENNE	N/4/12		
STRASBOURG	N/3/8		
TOULOUSE	N/7/14		
TOURS	N/3/11		
FRANCE outre-mer			
CAYENNE	P/23/27		
FORT-DE-FR.	E/25/26		
NOUMEA	P/25/28		
PAPEETE	P/26/27		
POINTE-A-PIT.	E/25/26		
ST-LOUIS-REU.	E/25/26		
EUROPE			
AMSTERDAM	N/3/9		
ATHENES	P/7/9		
BARCELONE	E/8/14		
BELFAST	P/5/10		
BELGRADE	N/4/4		
BERLIN	N/1/5		
BERNE	N/0/3		
BRUXELLES	N/5/10		
BUCAREST	N/5/10		
BUENOS AIRES	N/6/12		
COPENHAGUE	P/1/5		
OSLO	C/5/10		
FRANCFORT	P/3/7		
GENEVE	N/2/4		
HELSINKI	N/1/6		
ISTANBUL	P/4/6		
KIEV	E/13/15		
LISBONNE	E/9/16		
LIVERPOOL	C/6/10		
LONDRES	C/5/11		
LUXEMBOURG	N/4/7		
MADRID	E/11/14		
MILAN	E/0/9		
MOSCOU	N/16/11		
MUNICH	N/3/10		
NAPLES	N/3/10		
OSLO	N/6/12		
PALMA DE M.	E/13/14		
PRAGUE	N/3/3		
ROME	N/5/12		
SEVILLE	E/4/19		
SOPIA	N/4/1		
ST-PETERS.	N/11/5		
STOCKHOLM	N/0/1		
TENERIFE	C/17/18		
VARSOVIE	N/3/2		
VENISE	N/1/8		
VIENNE	N/1/8		
AMERIQUE			
BRASILIA	E/19/27		
BUENOS AIRES	E/13/19		
CARACAS	E/22/24		
CHICAGO	P/2/3		
LIMA	C/15/21		
LOS ANGELES	E/9/18		
MEXICO	E/8/21		
MONTREAL	N/3/3		
SAN FRANC.	E/9/14		
SANTIAGO	E/7/23		
AFRIQUE			
ALGER	E/8/16		
OAKAR	E/21/28		
KINSHASA	C/20/28		
LE CAIRE	N/7/18		
MARRAKECH	E/9/17		
NAIROBI	N/18/25		
PRETORIA	P/18/25		
RABAT	E/9/17		
TUNIS	E/11/15		
ASIE-OCEANIE			
BANGKOK	E/19/29		
BOMBAY	E/15/26		
OSAKA	P/26/28		
OSAI	E/19/26		
HANOI	E/10/21		
HONGKONG	N/14/22		
JERUSALEM	N/9/17		
NEW OELHI	E/5/21		
PEKIN	E/12/22		
SEOUL	E/1/6		
SINGAPOUR	P/26/28		
SYDNEY	E/19/26		
TOKYO	E/1/9		

Retour au calme sur le Nord

APRÈS LA TEMPÊTE soufflant mercredi et dans la nuit de mercredi à jeudi en Manche, le calme revient sur le nord de la France. Le sud du pays reste protégé par un puissant anticyclone. Les régions situées plus au nord continuent à subir un courant d'ouest rapide qui n'apporte que des passages nuageux marginaux.

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. - Après une nuit marquée par la pluie et un vent violent, la tempête s'éloigne. Le ciel retrouvera des éclaircies dès jeudi matin sur les pays de Loire et le sud de la Bretagne. Les régions proches de la Manche auront plus de mal à retrouver le soleil. Les températures évoluent peu, avec 10 degrés d'après-midi.

Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. - La tempête de la nuit de mercredi à jeudi s'éloigne rapidement. Les nuages laisseront de temps à autre filtrer une belle éclaircie. Les températures restent agréables; de 2 à 5 degrés jeudi matin, elles grimperont jusqu'à 8 à 12 degrés l'après-midi.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. - La matinée débute sous un temps maussade et venteux. Au fil des heures, le soleil revient rapidement

par l'ouest. Il aura un peu plus de mal à s'imposer sur le relief du Jura, où des averses de neige menaceront jusqu'en début d'après-midi. Les températures maximales évoluent entre 8 et 11 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. - En Midi-Pyrénées, les pluies du matin s'évacueront rapidement pour laisser place à un ciel clair, mais les sommets restent accrochés. Ailleurs, le soleil domine, quelques nuages inoffensifs envahissent parfois le ciel. Il fera généralement entre 14 et 17 degrés.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. - En Auvergne et dans le Limousin, le soleil s'impose dès le matin. Dans les Alpes, la journée débutera sous les nuages, et il neigera faiblement dès 1 200 mètres. Le soleil reviendra sur les pistes à partir de la mi-journée. Une certaine douceur persiste; il fera entre 11 et 14 degrés ce jeudi dans les vallées.

Langue doc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. - Le temps reste agréablement ensoleillé, malgré de discrets passages nuageux le matin. La douceur persiste, et on attend de 15 à 18 degrés au meilleur de l'après-midi. Un vent de nord-ouest modéré s'établit le matin autour du golfe du Lion.

CARNET DU VOYAGEUR

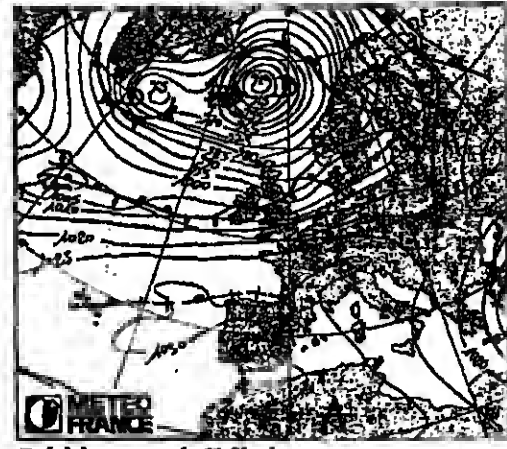
■ **FRANCE.** Un troisième vol quotidien reliera Nice à Amsterdam à partir du 1^{er} avril prochain, permettant ainsi d'effectuer l'aller retour dans la journée. Il partira de Nice les mardis, jeudis, samedis et dimanches et d'Amsterdam les lundis, mercredis, vendredis et dimanches avant de devenir quotidien le 2 mai.

■ **ÉTATS-UNIS.** Les compagnies aériennes américaines Continental Airlines, United Airlines, Northwest Airlines ainsi que TWA ont aligné leur tarifs sur ceux d'American Airlines, qui vient de lancer une campagne proposant des rabais allant jusqu'à 50 % sur ses vols intérieurs et vers l'Europe afin de regagner ses clients perdus lors d'un conflit social récent.

■ **GRÈCE.** L'Acropole d'Athènes est fermée depuis le 11 février à la suite d'une grève des employés du ministère grec de la culture qui réclament des augmentations de salaires et le maintien de primes. La grève touche également les deux principaux musées de Salonique, décriée capitale culturelle de l'Europe pour 1997. - (AFR)



Situation du 21 février



Prévisions pour le 21 février

JARDINAGE

Février, mois de l'imagination

L'amateur agit, la nature répond. Mais, dans ce dialogue, il doit ménager un temps de réflexion et imaginer... avant de planter

FÉVRIER est sans aucun doute le mois le plus traître de l'année. Les jours rallongent, le soleil parvient à percer les nuages, à chauffer parfois plus que de raison - ceux qui ont une serre ou une véranda ont sans doute remarqué qu'en plein après-midi le thermomètre peut grimper jusqu'à 30 degrés -, les nuits sont parvenues étonnamment douces, en sorte que les plantes les plus hâtives se réveillent croyant le printemps revenu. Et tout d'un coup, le froid revient, avec des gelées rudes qui peuvent anéantir en une nuit les fleurs des rhododendrons précoces et des camélias.

Les perce-neige résistent en revanche au froid le plus vif, comme les crocus qui sont en pleine floraison. Prudence donc. D'autant que ce mois n'est pas le plus propice aux « grands travaux » et notamment au bûchage. Un vieux dicton prétendait que les terres retournées en février se transformaient en glaise. Février est donc le mois de l'année le plus approprié à l'observation et à la réflexion. Ce massif de vivaces est-il bien placé ? Et cet arbuste, sans cesse abîmé par la tondeuse, ne faudrait-il pas le replanter ailleurs ? Celui-là n'aurait-il pas besoin d'un bon rajeunissement ? Que planter dans cette plate-bande qui va l'étouffer rapidement et procurer de longs mois de floraison ? Quelles couleurs employer ?

SUBSTANTIQUES ÉCONOMIES
La mode des jardins unicolores - blanc notamment - semble passer un peu, de même que celle qui bannissait les contrastes pour leur préférer les camaïeux de couleurs dominées - nu rose et bleus domi-

niées - nu rose et bleus dominés. Les producteurs de graines ont la fâcheuse manie de vendre les plantes annuelles en mélanges de couleurs. En fait de mélanges, il est fréquent de se retrouver avec trente ou quarante pieds d'une couleur et deux ou trois d'une autre : c'est le cas des cosmos, des célastris quasiment tous rose violacé et si rarement blancs. Ce n'est pas grave si l'on veut mélanger les couleurs, cela devient carrément ennuyeux si l'on tient à une couleur précise. Les indications de hauteur sont elles aussi assez fantaisistes : que la plante soit réellement grande et sa taille est exagérée (les ricins de 3,50 mètres plafonnent en fait à 2,5 mètres), qu'elle soit naine et sa petitesse l'est tout autant. Cela nous rappelle que les pépiniéristes vendent des cédrars bleus pour 6 mètres à l'âge adulte quand cet arbre majestueux atteint sans problème les 20 mètres de hauteur pour autant de largeur. Ces professionnels ont encore quelques efforts à faire pour informer les consommateurs.

Graines et méli-mélo d'informations

Les producteurs de graines ont la fâcheuse manie de vendre les plantes annuelles en mélanges de couleurs. En fait de mélanges, il est fréquent de se retrouver avec trente ou quarante pieds d'une couleur et deux ou trois d'une autre : c'est le cas des cosmos, des célastris quasiment tous rose violacé et si rarement blancs. Ce n'est pas grave si l'on veut mélanger les couleurs, cela devient carrément ennuyeux si l'on tient à une couleur précise. Les indications de hauteur sont elles aussi assez fantaisistes : que la plante soit réellement grande et sa taille est exagérée (les ricins de 3,50 mètres plafonnent en fait à 2,5 mètres), qu'elle soit naine et sa petitesse l'est tout autant. Cela nous rappelle que les pépiniéristes vendent des cédrars bleus pour 6 mètres à l'âge adulte quand cet arbre majestueux atteint sans problème les 20 mètres de hauteur pour autant de largeur. Ces professionnels ont encore quelques efforts à faire pour informer les consommateurs.

raître, les grandes sauges rouges si cultivées autrefois par exemple. Ommage ! La floraison des annuelles est généreuse et se décline en un nombre incalculable de nuances.

Les jardiniers débutants doivent se faire la main avec elles : cosmos (du blanc à l'orange), balsamine à fleurs de camélias (du blanc au vio-

logues distribués dans les jardinières, en consultant les guides pratiques (en profiter pour choisir quelques dahlias en évitant ceux à trop grosses fleurs qui cassent sous le poids de l'eau). En les semant lui-même, le jardinier fera de substantielles économies et des heureux échanges avec ses rebus de l'éclaircissage avec celles de ses « collègues ».

Toutes ces fleurs peuvent être semées sur place dès le début du mois de mai dans une terre bien ame-

nombre Impairs, surtout les grandes. Trois ou cinq cosmos, trois ou cinq saules multiflores, trois ou cinq dahlias zinnias alternés tiennent admirablement un fond de massif contre lequel les plantes plus basses viennent s'appuyer en vagues de hauteur croissante. D'une façon générale, plus la plante est basse, plus elle devra occuper une place importante au sol. Les plus malins installeront près des plantes vraiment basses d'autres de taille intermédiaire qui viendront rompre un ordonnancement trop strict. Mais ces plantes-là devront être choisies parmi celles qui s'élèvent sans trop occuper de place au sol. Les montbretias (une sorte de petit glaïeul nain), les sauges zinnias (d'écus et blanches) sont parfaits pour cet usage. Ce ne sont pas des annuelles mais on peut les cultiver comme telles sous les yeux peu cléments.

PAPIER MILLIMÉTRÉ

Après avoir délimité le massif, le plus judicieux est de le reporter sur un papier millimétré (une page d'écolier à petits carreaux est idéale), d'y délimiter les plantations avant de les transcrire sur le terrain à l'aide d'un bâton comme on dessine sur le sable. Il est bon d'éviter de trop grandes plantations : 2 mètres de largeur par 7 mètres de longueur sont un maximum à ne pas dépasser, sauf si l'on est un expert. Il faut pouvoir accéder aux plantes par tous les angles d'attaque, de façon à pouvoir éliminer deux fois par semaine les fleurs fanées - les plantes ne se fatiguent pas à produire des graines, elles fleurissent beaucoup plus long-

TAUROMACHIE

Un syndicat de toreros français

NÎMES
de notre correspondant
Un contrôle fiscal sans précédent dans le monde des arènes françaises, conjugué à une volonté d'assainir la profession et de rompre le cordon ombilical avec l'Espagne, est à l'origine de la création, le 4 février à Nîmes, d'un syndicat professionnel des toreros français. Cette structure, présidée par l'ancien matador Bernard Marsella, regroupe pour la première fois l'ensemble des toreros, des rejoneadors (toreros à cheval) et des novilleros (débutants) français, soit au total une cinquantaine de professionnels et une centaine d'apprentis, à la recherche aujourd'hui d'un véritable statut.

Les toreros français dépendent, pour une grande part, des structures professionnelles et administratives espagnoles. Ils sont affiliés à la sécurité sociale ibérique et, de fait, ne sont pas reconnus par l'administration hexagonale, hormis par le fisc, qui vient de passer au crible les déclarations des toreros, des éleveurs et des organisateurs de corridas. Marginalisés en Es-

pagne, où ils paient une première fois les impôts, ignorés en France, les toreros voient pour solution la mise en œuvre d'un véritable règlement tauro français. Ce nouveau dispositif remplacerait le règlement espagnol, qui, pour l'instant, s'applique dans les arènes françaises, et permettrait de structurer la profession.

« Nous voulons une corrida propre. Le syndicat portera en guerre contre les requins, les organisateurs qui font n'importe quoi. C'est une question de survie pour la tauromachie, car les aficionados ouais commencent à se lasser », commente Bernard Marsella, en se félicitant qu'aujourd'hui aussi bien les éleveurs que l'Union française des villes taurines soient sur cette même longueur d'onde. Cette philosophie est également partagée par les « subalternes » de la tauromachie, c'est-à-dire les banderilleros et les picadors, qui ont créé le 13 janvier, à Nîmes, leur propre syndicat, avec la même volonté de se libérer du monopole espagnol.

Richard Benguigui

INTERNET

Le CNC prône la transparence

LE PRINCIPLE de la transparence des offres d'accès à Internet est défendu par le Conseil national de la consommation (CNC), instance qui regroupe paritairément l'ensemble des associations de consommateurs et les représentants des activités économiques. A l'issue d'une réunion avec le CNC, qu'il avait chargé d'un rapport sur le sujet, le ministre délégué aux finances et au commerce extérieur, Yves Galland, a indiqué, mardi 18 février, qu'il fait siennes ses propositions.

formé de la compatibilité des équipements qu'il possède avec les services qu'on lui propose. « Une grille de concordance est indispensable si l'on veut éviter un effet de déception », a souligné le ministre, le risque étant de voir la France prendre du retard dans un domaine porteur d'avenir », a-t-il ajouté.

D'autre part, l'Association française des sciences et technologies de l'information et des systèmes (Afcet) a, en association avec la société Euro-Aptitudes, lancé, mardi 18 février, un « permis de conduire

CULTURE

LE MONDE / JEUDI 20 FÉVRIER 1997

CINÉMA Semaine très féconde avec, d'abord, l'exceptionnel dispositif inventé par Chris Marker dans *Level 5* pour mettre en perspective drames de l'histoire et bouleverse-



ments technologiques. ● PROVO-CANT, *Larry Flint*, de Milos Forman, prend pour héros de la liberté d'expression le célèbre éditeur pornographique américain. ● LE QUIN-

ZIÈME FESTIVAL du cinéma africain, le Fespaco de Ouagadougou (Burkina-Faso), aura lieu du 22 février au 1^{er} mars. L'occasion de se pencher sur l'avenir du cinéma du continent noir.

Tête-à-tête feutré d'une femme et d'une machine

Level 5. Fusionnant les nouvelles techniques, notamment l'image numérique, la tragédie historique et la fiction sentimentale, l'auteur de « La Jetée » et de « Sans soleil » invente un objet cinématographique incomparable

Film français de Chris Marker. Avec Catherine Belkhdja. (1 h 46.)

Il s'appelle Gustave. Il est l'un des héros de *Level 5*. C'est-à-dire qu'il n'est pas du tout un héros, et d'ailleurs il ne s'appelle pas Gustave. On ne sait pas le nom de cet habitant de Bornéo dont le corps brûle, ce sont les documentaristes d'archives filmées qui l'ont baptisé ainsi, à force de le voir réapparaître, à toutes les sauces de la barbarie en images, durant des décennies. Ce corps anonyme et incandescent, insaisissable (si ça se trouve, le pauvre type n'est même pas mort), traversant les représentations médiatiques comme un cliché infiniement recyclable au service de discours qui font bon marché de la réalité, est l'une des métaphores possibles du film.

Dans ce film, tout est métaphore de tout, en un réseau de liens où le sens, la beauté, l'horreur, l'émotion s'inventent au détour de chaque plan des échos, des synapses et des battements - des yeux, du cœur - reliant les éléments composites dont il est fait. Le titre est à cet égard trompeur (lui aussi) : *Level 5* (« Niveau 5 ») signifie, dans le code de Laura et de son amant, le degré le plus élevé de leur classification personnelle des gens et des choses : la perfection, ou la mort, la terreur ou le bonheur absolu, qui sont comme l'abscisse et l'ordonnée de ce film en forme d'équation chaude.

A cette classification en strates distinctes répond la construction même du film, bâti sur l'interconnexion de toutes les formes de communication. La première serait l'amour, le lien immédiat de deux êtres, dont un seul, la femme au prénom d'héroïne d'un film où une image précède l'apparition d'un corps (*Laura*, d'Otto Preminger), est visible à l'écran. Et tout de suite après, la parole, celle de l'homme, celle de la femme qui lui parle, se parle, nous parle. Les autres médiums sont tous dans la machine, laissée ou léguée par l'homme absent : un ordinateur, unique mobilier occupant toute l'unique pièce dans laquelle on voit Laura. Dans l'ordinateur, il y a l'écriture, l'histoire, les masques, les symboles, la photographie, le cinéma, la télé, un jeu vidéo. Le langage, ses règles et ses interdits.

QUESTIONS

Level 5 est un film-installation, poursuite dans le dispositif traditionnel de la salle obscure de ce *Silent Movie* que Marker a agencé en 1995 dans des salles de musée. Principe actif de cette installation, le jeu vidéo inventé par l'homme absent relie sa forme ludique, indispensable à un esprit ennemi du kitsch pathétique comme celui de Marker, à la tragédie. Le thème du jeu : la prise d'Okinawa par les Américains en 1945. Douze mille G.I. morts, et cent mille soldats japonais, et cent cinquante mille civils, habitants de l'île, la plupart au cours de suicides collectifs. Comment est-ce arrivé ? Comment



DESIGN JACQUES VALOT

convainc-t-elle une population entière de s'automassacrer, les enfants tuant les parents, les parents tuant les enfants ? Comment on fait pour n'en pas parler ? Comment Okinawa ouvre la porte d'Hiroshima ? Comment la photographie (truquée) des militaires américains plantant la bannière étoilée sur le sol de l'île devient une légende pour la seconde moitié

du siècle ? Les questions irriguent le film. Un survivant des massacres (auxquels il a participé), un spécialiste de la civilisation japonaise, Nagisa Oshima (de vive voix et par ses films) apportent des éléments de réponse, composant une autre trame, différente de celle des questions. La trame de la vérité de l'histoire, résistante aux légendes et aux artefacts : contrairement aux

jeux de stratégie existants, celui de *Level 5* ne permet pas de remettre en cause le déroulement et l'issue de la bataille, seulement d'approcher peu à peu de sa terrifiante réalité. Il faut une manière de gérer pour instaurer décemment en contrepoint le drame personnel qui habite Laura. Il faut aussi une sorte de coup de force contre lui-même de Chris Marker, qui jamais

jusqu'à ce jour n'eut recours à un (e) comédien(ne) - hormis le cas particulier de *La Jetée*, presque uniquement composé d'images fixes.

Comédienne, Catherine Belkhdja l'est et ne l'est pas. Elle l'est au sens où elle figure un personnage, ressort d'une fiction poussée à un point inhabituel par ce cinéaste. Mais elle ne l'est pas en ce que sa présence à l'écran réfute les procédés ordinaires du jeu d'acteur, pour imposer une mise en jeu de son visage et de sa voix troublante jusqu'au malaise. Et c'est peut-être là, au-delà de la virtuosité de narration, de l'intelligence des mises en question, de la pertinence des interrogations politiques et historiques poursuivant le magistral travail de Marker depuis plus de quarante-cinq ans, que se joue ce qui fait de *Level 5* un film exceptionnel : dans le tremblé qui s'installe entre la femme et la machine, dans la gêne qui émane peu à peu de ce tête-à-tête feutré. Qui de la femme ou de la machine est le passeur de l'autre, jusqu'où la vie et la mort, le documentaire et la fiction, le réel et le symbolique sont-ils interchangeables ?

Question non formulée et qui irradie peu à peu le film, mise en pensée du virtuel, après tant de mascarades. Elle fait place à celle sans laquelle, au « niveau » (*Level*) individuel comme au « niveau » collectif, toute réflexion demeure déclamatoire et hors sujet : la folie.

J.-M. F.

Chris Marker, cinéaste

« Je ne me demande jamais si, pourquoi, comment... »

VOICI plus de trente ans que Chris Marker, qui cultive le goût du secret et a longtemps pris la mesure des dérives médiatiques, refuse les entretiens dans la presse. Il a néanmoins accepté de répondre à nos questions posées par télécopie.

« *Level 5* mêle des éléments du cinéma classique (scénario, actrice, commentaires) aux « nouvelles technologies ». Comment avez-vous conçu cette combinaison ?

— Scénario, actrice, utilisation du texte... Tout ça n'a vraiment pas de sens pour moi. Le film est un tout, l'avance dedans par intuition, les éléments se combinent comme des pièces de mon Meccano imaginaire, je ne me demande jamais si, pourquoi, comment...

— Les images du film proviennent de sources hétérogènes. Comment les avez-vous réunies ?

— La grande majorité des images vient de deux caméras, une petite caméra vidéo et une caméra numérique lorsque j'étais en studio. En principe, l'image numérique est meilleure et passe mieux au transfert sur pellicule 35 mm, mais en fait les plans tournés avec ma petite Handycam ne jurent pas tellement avec ceux de Catherine Belkhdja tournés avec la 3CCD Sony. Les premières images d'Okinawa ont été tournées en 16 mm avec l'opérateur Gérard de Batista en 1985, déjà en vue de *Level 5*. J'ai fait plusieurs autres voyages dans l'île depuis *Sans soleil* (fascination personnelle), j'y suis retourné seul avec ma caméra vidéo à plusieurs reprises, toujours dans la perspective de *Level 5*.

— Il y a aussi quelques séquences

d'extérieurs, filmées par le chef opérateur Yves Angelo.

— Ces images proviennent d'un tout autre univers : j'avais engagé Yves Angelo pour tourner un vidéo-clip avec un groupe anglais. Ce sont des plans inutilisés qui m'ont servi quand il m'est apparu nécessaire de montrer au moins une fois Laura dans un autre contexte que celui du studio, et alors que je ne voulais aucun repère identifiable de lieu et de temps.

— Avez-vous écrit ou fait écrire un programme informatique pour réaliser *Level 5* ?

— Je n'ai pas à proprement parler écrit un programme spécifique. J'en ai combiné plusieurs, depuis les classiques traitements d'image (*Photoshop*, *Painter*) jusqu'au génial *HyperStudio* de Roger Wagner, l'outil de création le plus fantastique qui m'ait été donné depuis que j'ai appris à écrire. C'est un programme multimédia (mot galvaudé, mais

qui, ici, dit bien ce qu'il veut dire), qui permette de combiner texte, images, animations. Il m'a permis de créer la plupart des « figures » du jeu, notamment la séquence des masques.

— Comment fonctionne ce logiciel ?

— *HyperStudio* fonctionne (comme *HyperCard* mais en beaucoup plus rapide et intuitif) sur le principe des « piles » (*stacks*) qui contiennent un certain nombre d'écrans, reliés entre eux par des « boutons », lesquels peuvent à leur tour appeler des textes déroulants, des musiques, des animations, des bouts de films QuickTime. En naviguant d'écran en écran puis de pile en pile, on a l'impression d'un jeu (dans le film) ou d'un CD-ROM comme celui que je compose en ce moment sur la mémoire, *Immemory*. Ce programme permet une entière liberté de navigation, de récit non linéaire, particulièrement adap-

té au CD-ROM parce que c'est la seule technique qui permette de simuler le caractère aléatoire et capricieux de la mémoire - ce que, par définition, le film ne peut pas.

— En quoi le montage de *Level 5* se différencie-t-il du montage d'un film « classique » ?

— La seule différence, mais décisive, vient de ce que j'ai opté, depuis que je travaille en vidéo, pour le montage que j'appelle « zen », on peut dire aussi *online*, c'est-à-dire linéaire, du début à la fin du film sans droit au regret, au remords, au retour sur ses pas, tout ce qui commence par « re ». Cette méthode a un côté rouletté russe, très stimulant : contrairement au montage virtuel, où on peut se permettre de bâcler en se disant qu'on aura toujours le temps d'y revenir, ici pas de seconde chance. Inutile de dire que cette idée horrifierait tous les monteurs dignes de ce nom, et ferait s'évanouir les professeurs de

la Femis. Accessoirement, on y gagne en temps et en budget. Une minute montée est une minute totale, image, parole, musique et effets (loin de cette tradition atroce du cinéma où la musique vient « à la fin », alors que, si souvent, c'est elle qui détermine l'émotion d'une scène...).

— Outre le cinéaste Nagisa Oshima et le révérend Shigeaki Kijima, ancien protagoniste des massacres d'Okinawa, qui sont les deux autres témoins japonais qui apparaissent dans le film ?

— Kenji Tokitsu est un grand maître de karaté qui a son dojo à Saint-Germain-des-Près, auteur d'un livre remarquable, *La Voix du karaté* (éditions du Seuil). Je tenais à sa présence parce qu'il y a des choses du Japon (la guerre, le *spirituel*) qui ne peuvent être dites que par un japonais y ayant longtemps réfléchi. Ju'nishi Ushiyama est le fondateur de la cinémathèque du documentaire à Tokyo. C'est lui qui m'a envoyé pour la première fois à Okinawa, et c'est à lui que je dois la découverte de l'œuvre documentaire d'Oshima. D'où ma reconnaissance.

Propos recueillis par Jean-Michel Frodon

Un regard de franc-tireur

● De son vrai nom Christian François Bouche-Villeneuve, Chris Marker est né, sans doute le 29 juillet 1921, à Neuilly-sur-Seine. Il a publié un roman préfacé par Jean Cayrol, un essai sur Giraudoux, ainsi que plusieurs ouvrages inspirés de ses films (*Commentaires 1 et 2* au Seuil, *Le fond de l'air est rouge* chez Maspero, *La Jetée* chez Zed Books). Il est aussi un grand photographe et un maître incontesté du montage.

● Cinéaste, il a inventé un style où l'engagement politique, la curiosité du monde, le refus de la célébrité, une immense culture et un sens de l'humour très personnel lui ont permis de mettre au point un jeu entre plans fixes et animés, entre images et commentaire, entre document et fiction, entre farouche solitude et action collective. Depuis 1982 (*Sans soleil*), il est aussi l'un des rares artistes du cinéma travaillant avec les nouvelles techniques de l'image, démarche qui s'est aussi traduite par les installations

Zapping Zone (1990) et *Silent Movie* (1995), et par le CD-Rom *Immemory* auquel il travaille actuellement.

● Principaux films. Chris Marker est l'auteur de nombreuses réalisations de durées et de natures très variées. Parmi elles : *Les statues meurent aussi* (avec Alain Resnais, 1950) ; *Olympia 52* (1952) ; *Dimanche à Pékin* (1956) ; *Lettre de Sibérie* (1958) ; *Description d'un combat* (1960) ; *Cuba Si* (1961) ; *La Jetée* et *Le Joli Mai* (1962) ; *Le Mystère Koumiko* (1965) ; *Si j'avais quatre dromadaires* (1966) ; *Lois du Vietnam* (film collectif, 1967) ; *A bientôt l'espérance* et *La Sidième Face du Pentagone* (1968) ; *La Bataille des dix millions* (1970) ; *L'Ambassade* (1973) ; *La Solitude du chanteur de fond* (1974) ; *La Spirale* (film collectif, 1975) ; *Le fond de l'air est rouge* (1977) ; *Sans soleil* (1982) ; *AK* (1985) ; *L'Héritage de la chouette* (série pour la Sept, 1989) ; *Le Tombeau d'Alexandre* (1992) ; *Le 20 h dans les camps* (1994) ; *Casque bleu* (1995) ; *Level 5* (1996).

Sourires dans les ruelles de Bamako

Macadam Tribu. Un film qui évoque avec légèreté l'Afrique urbaine

Film franco-zaïrois de José Laplaine. Avec Hassane Kassi Kouyaté, Sidy Camara, Lydia Ewandé. (1 h 27.)

Premier long métrage de José Laplaine, un jeune cinéaste zaïrois présenté en 1996 à la Quinzaine des réalisateurs du festival de Cannes, *Macadam Tribu* s'annonce par son titre. Le film est urbain, drôle et un rien désinvolte.

Tourné au Mali, il s'ouvre sur une image de la Malisio centrale d'arrêt de Bamako devant laquelle Maman Bava, sa mère, et Kapa, son frère, attendent Makélé. Lequel finit par sortir pour se faire copieusement engueuler. Quelle idée aussi, pour un coureur de jupons, de s'en prendre à la femme du commissaire de police ! Quand le taxi, qu'ils refusent de payer, les aura ramenés dans leur quartier, ils n'en bougeront plus guère, et le

film non plus. Ce moyen en vaut un autre pour faire surgir, par une sorte de néo-réalisme revisité, l'univers d'une rue et de ses environs. Celui d'une Afrique des villes, qui a troqué l'économie traditionnelle contre le chômage, la place du village contre le bar de Papa Sandu, et la magie rituelle contre celle de la télévision.

DÉBOIRES ET VIRÉES

Dans cette rue désenchantée mais bien vivante, le réalisateur José Laplaine anime avec amour et humour ses personnages. Makélé (dit Mike) et Kapa, avec les filles pour le premier, et la boxe pour le second. Maman Bava, perdue dans l'alcool et la solitude depuis que son mari l'a quittée. Pop, l'intello européanisé mais pas dupe. Kojak, le flic qui fait sa loi. Une prostituée, des couples infidèles, un petit patron blanc, ou encore ce vieil Italien débon-

naire revenu de tout, sauf de Bamako.

Une histoire ? Il n'y en a pas vraiment. Quelques déboires conjugaux, quelques virées au bar, un match de boxe clandestin qui tourne mal, le rachat de la salle par le quartier, l'utopie d'un théâtre collectif. Juste de quoi prouver qu'à défaut d'esprits on peut survivre avec de l'esprit, et que l'espérance est un principe qui ne retient jamais aussi bien que dans un monde désaccordé. José Laplaine démontre qu'il peut être un cinéaste inspiré (la séquence du K-O. montée avec des images de Mohammed Ali en contrepoint ; la scène du totem « porte-capote »). Et, en montrant comment se construit et se maintient une communauté, il aborde un problème central du cinéma africain. Avec le sourire, ce qui ne gâte rien.

Jacques Mandelbaum

Onétra Comique

21 *Banane d'Égypte*
Olivier Wilk

22 *Orchestre Symphonique Français*
directeur musical : Scott Sandmeier

23 *maître en chef : Pierre Barrat*

24 *esthétique : Atelier du Rhin*

01 42 44 45 46

Le zoom, Dieu et la liberté d'expression

Larry Flynt. Milos Forman brosse un portrait sanctifié du patron de presse pornographique

Film américain de Milos Forman. Avec Woody Harrelson, Courtney Love, Edward Norton. (2 h 10.)

En s'attaquant à Larry Flynt, le fondateur du magazine pornographique *Hustler*, et à ses démêlés avec la justice et les ligues de vertu américaines dans les années 70 et 80, Milos Forman reprend des questions déjà au centre de *Vol au-dessus d'un nid de coucou*: le combat d'un seul individu contre un système répressif. Mais si la position du cinéaste était on ne peut plus nette et critique dans *Vol au-dessus d'un nid de coucou*, elle est devenue aujourd'hui beaucoup moins claire.

Larry Flynt pose un problème intéressant: comment faire un film sur la pornographie qui ne soit pas pornographique? Entre montrer ou ne pas montrer, Forman emprunte une voie bâtarde, donnant une idée de la démesure de l'entreprise de Larry Flynt mais s'arrêtant juste au moment où son film pourrait se voir signifier une interdiction aux mineurs. L'une des scènes emblématiques du film montre Flynt devant un de ses modèles en compagnie d'un photographe qui commence à la photographier nue, en plan large, utilisant une lumière tamisée de manière à donner un cachet artistique à son cliché. Flynt réalise alors que c'est en photographiant en gros plan le sexe de son modèle que Flynt touchera un public plus large. Forman pouvait montrer cette scène en montrant ce sexe écarté ou en le cachant. Il a choisi une solution intermédiaire qui consiste à garder le point de vue du photographe mais en mettant du flou autour de l'endroit sensible. Ce choix, qui rappelle une autre scène du film où des juges ouvrent un numéro de *Hustler* en gardant un œil fermé, à la fois emoustillé et honteux de ce qu'ils regardent, est exactement celui d'un censeur.

Larry Flynt s'articule autour de trois actes: la transformation du propriétaire de bar en patron de presse, son déclin à la suite de l'attentat dont il est victime et qui le

laisse immobilisé sur une chaise roulante, sa rédemption finale. Ces trois parties correspondent aux trois révélations: le zoom existe, Dieu existe, la liberté d'expression existe. De ces trois révélations, Flynt n'a véritablement adhéré qu'à la première. Forman ne s'intéresse en revanche qu'aux deux autres. D'où un malentendu fatal.

DIMENSION CHRISTIQUE?

Le zoom est la grande histoire d'amour de Larry Flynt, alors que Milos Forman s'efforce à déboucher une dimension christique chez un personnage qui n'en possède pas. Condamné à la chaise roulante, Flynt défend la liberté d'expression pour le bien de ses concitoyens, presque malgré eux (« Pourquai-je ne me bats pour défendre vos libertés? », dit-il à l'auditoire de l'un de ses procès), et sur l'affiche du film on le découvre les bras en croix sur le corps d'une femme. Cette piste messianique n'est pas la bonne. Larry Flynt avait trouvé une nouvelle manière de montrer les images (qu'elles soient laides ou

non est un problème secondaire). Forman a préféré voir chez lui un symbole et le filmer dans un box d'accusé. Or c'est le personnage Larry Flynt, avec toutes ses contradictions, qu'il aurait fallu examiner, plus que le cas pathologique ou le symbole des libertés bafouées.

Larry Flynt est un homme sans contradictions. Sans jouer à tout prix le jeu de l'exaltation, il est frappant de voir à quel point Forman l'a idéalisé, retirant toutes les ambiguïtés du personnage - telles qu'elles sont d'ailleurs exposées dans *An Unseemly Man*, l'autobiographie de Flynt parue en même temps que le film. Ce dernier a été marié cinq fois. Dans la version Forman, on n'aperçoit que la première de ses femmes, Althea Leasure, qu'il interprète remarquablement Courtney Love.

Flynt avait l'habitude de changer régulièrement de collaborateurs. Forman insiste, au contraire, sur sa fidélité à toute épreuve à l'équipe de ses débuts. Le portrait de Flynt rappelle celui de Sidney Poitier dans *Devine qui vient dîner ce soir?*

Un Noir tellement parfait qu'il n'est plus un Noir, mais un surhomme. Vu par Forman, Flynt n'est plus un pornographe, mais un saint.

Un des défis d'un film sur Larry Flynt était de montrer la nature d'un empire de presse bâti par un requin, autour d'une revue qui n'hésite pas à sombrer dans la scatologie ou à montrer des viols simulés. Cinéma contestataire, Forman évite soigneusement toute revendication possible de la part du spectateur. Lorsqu'il se penche sur Flynt, c'est en film compréhensif, en journaliste ou en sociologue attentif, jamais en cinéaste. D'où le choix, très cohérent, de faire se dérouler l'essentiel de ce film à l'intérieur d'un tribunal: la place de Flynt n'est pas sur un écran de cinéma, mais un soit de grande écoute à la télévision, lors d'un débat où des spécialistes viendront nous raconter la grande aventure humaine et politique que fut *Hustler*.

Samuel Blumenfeld

Les débuts difficiles de Courtney Love, l'égérie du grunge, à Hollywood

NEW YORK

correspondance

La manière dont fut engagée Courtney Love constitue un film à l'intérieur du film. Leader du groupe Hole et veuve de Kurt Cobain, chanteur du groupe Nirvana qui se suicida en 1994, l'égérie du mouvement grunge, qui a elle-même goûté à toutes sortes de substances chimiques, n'était guère en odeur de sainteté chez les producteurs. « Le studio n'en voulait pas - ce n'était pas "un nom" dans l'industrie - et le risque était trop grand. Comme, en préproduction, nous avons eu à avoir le studio dans notre camp, j'ai pris en compte la longue liste de comédiennes qu'il m'en voyait. J'ai fait des essais avec certaines d'entre elles... », explique Milos Forman.

Il faudra au moins l'intervention d'un chef d'Etat pour que Courtney Love se rapproche du rôle d'Althea. Milos Forman ramène à trois la liste des finalistes, montre leurs essais vidéo à plusieurs de ses amis, dont Václav Havel, président de la République tchèque. « Je savais que Havel et sa femme parlent assez peu l'anglais, j'étais curieux de voir comment ils réagiraient aux trois candidates, sans rien comprendre du

dialogue, se basant uniquement sur le langage des corps et des visages. L'enthousiasme de M. Havel et de sa femme « m'a conforté dans ma détermination, sinon mon entêtement ».

Ce qui l'attirait chez Love? « Sa personnalité, sa simplicité. Son ambition. Son charme. Et puis arrive le moment où on ne voit plus personne d'autre dans le rôle. Finalement, ils ont fini par ouvrir les yeux. Mais ce n'était pas fini: le studio informe Milos Forman qu'aucune compagnie d'assurances ne voudrait couvrir le risque que représente Courtney Love. « Là, ça devenait sérieux », dit le réalisateur, nous risquons vraiment de la perdre. Milos Forman décroche un assureur relativement amical: le studio refuse de payer la prime, le producteur Oliver Stone la prend en charge et Courtney Love doit signer une lettre de crédit supplémentaire. Condition sine qua non: un représentant de la compagnie d'assurances devra être présent sur le plateau et elle devra se soumettre à un examen hebdomadaire d'urines. « Elle avait promis qu'elle signerait "clean", dit Milos Forman, elle a tenu parole. »

Henri Béhar

« Hustler » ou comment faire beaucoup moins bien que « Playboy »

LE PREMIER numéro de *Hustler* sort en 1974. Les ventes du magazine atteignent un niveau phénoménal dès l'année suivante, grâce à un sujet de cinq pages montrant Jackie Kennedy Onassis nue. Les photographies avaient été prises par un paparazzo italien qui avait traqué les Onassis sur l'île de Skorpios, où ils possédaient une résidence. Les clichés furent d'abord proposés à *Playboy* et à *Penthouse*, qui les refusèrent, faisant preuve de scrupules qu'ils abandonneraient pas la suite. Larry Flynt payait les photographes 18 000 dollars, le meilleur investissement de sa carrière d'homme d'affaires, et le numéro de *Hustler* où elles furent publiées s'est vendu à plus d'un million d'exemplaires en l'espace de quelques jours. Larry Flynt, propriétaire d'une boîte minable de

striptease à Dayton (Ohio), avait trouvé la formule idéale située entre voyeurisme et pornographie. Pour reprendre ses propres termes, « il y avait un créneau à prendre sur le marché de la photographie de charme, et ce créneau était le bas de gamine ».

BAS DE GAMINE

Larry Flynt a admirablement su exploiter ce bas de gamine, avec des photographies de femmes au sexe d'homme en train de faire leurs besoins, avec une accroche sur Jackie Collins nue (qui n'était d'ailleurs pas Jackie Collins) et, le plus symbolique, avec un sujet sur Dorothy, la jeune héroïne du Magicien d'Oz, en train de faire l'amour avec le Tin Man.

A la fin des années 70, la circulation de *Hustler* atteignait 2,5 mil-

lions d'exemplaires. Le coup de génie de Larry Flynt a été de comprendre qu'il n'aurait du succès qu'à la condition de faire un moins bon journal que *Playboy*. Le magazine créé par Hugh Hefner se faisait fort de publier des nouvelles de Nabokov ou des entretiens avec des hommes politiques. Larry Flynt s'est contenté de pondérer les textes, conscient que son lecteur ne les liserait jamais, pour mettre plus de photographies et en finir avec l'aura de la *Playboy* Bumie au corps et au visage parfaits. Au lieu d'encaisser Jerry Falwell, son ennemi juré et l'un des évangélistes américains les plus célèbres, dans une fameuse publicité pour boisson alcoolisée, comme le fit Larry Flynt, Hugh Hefner aurait, lui, sans doute passé un entretien avec lui.

L'une des clés du succès de *Hustler*

aura été d'arriver au moment le plus opportun, lorsque la révolution sexuelle battait son plein et que certains films pornographiques comme *Gorge profonde* (1972) et *The Devil in Miss Jones* (1973) remportaient un succès considérable. L'une des caractéristiques de cette révolution était d'en finir avec le schéma entretenu de la femme au service de la jouissance de l'homme, pour tendre vers une égalité des deux sexes en la matière. A la différence de *Playboy*, *Hustler* n'envisage pas le sexe comme un feu, mais comme une violation. La femme libérée redevient chez Larry Flynt un objet destiné à être exhibé et humilié. Avec le recul, *Hustler* ne participe d'aucune libération.

S. B.

La face trop sérieuse de John Cleese

Créatures féroces. La joyeuse bande de « Un poisson nommé Wanda » remobilisée dans un zoo

Film américain de Robert Young et Fred Schepisi. Avec John Cleese, Jamie Lee Curtis, Kevin Kline, Michael Palin. (1 h 33.)

Qui peut le plus peut le moins. Qui peut faire rire peut donc a priori faire dans le sérieux. Avec *Créatures féroces*, John Cleese a choisi de faire le moins et de montrer qu'il pouvait se sortir d'un statut de pitre pour administrer la preuve qu'il est capable, lui aussi, de ne pas faire rire et de donner à penser. Le *Sens de la vie*, le dernier film des Monty Python, en disait long sur le statut de Cleese à l'intérieur du groupe qui avait assis sa notoriété. A la mise en scène de l'absurde se substituait une recherche esthétique qui apparaissait comme la négation de tout ce sur quoi fonctionnait le comique des Monty Python.

Si Cleese reprend pour *Créatures féroces* la même troupe d'acteurs que dans *Un poisson nommé Wan-*

do - Kevin Kline, Jamie Lee Curtis, Michael Palin apparaissent dans des emplois très proches du film de Charles Crichton -, c'est pour mieux l'enterrer. Comme ce zoo de Marwood dont les pensionnaires sont remplacés par des bêtes sauvages destinées à augmenter la fréquentation du lieu, Cleese échange son masque contre un autre et laisse apparaître la face sérieuse de son comique. Cleese dans *Créatures féroces*, c'est Jerry Lewis chez Scorsese, Bourvil chez Melville, Coluche chez Berr, Charlot chez Chaplin, Keaton chez Beckert. L'intrusion d'un rôle à contre-emploi qui comporte toujours sa part de risque et de masochisme chez un acteur. Ce risque ne se révèle pas payant, et *Créatures féroces* est un coup raté parce que Cleese a placé la barre trop haut pour tenter ce que la comédie américaine n'ose plus aujourd'hui, c'est-à-dire un film comique qui se voudrait sérieux et refléterait sur le mode burlesque les croyances

morales et sociales les plus profondes de la vie américaine. La cible visée par Cleese est de taille: les multinationales, l'appât du gain, l'absence d'idéal chez toutes les personnes cherchant à s'enrichir.

LES FICELLES DU VAUDEVILLE

Rollo Lee (John Cleese), un ancien policier désormais en charge d'un zoo, est contraint de se plier aux exigences de la multinationale dont il est le salarié. L'homme qui la dirige, Rodney McCain (Kevin Kline), un mélange de Rupert Murdoch et de Ted Turner, ne jure que par le profit et bâtit son empire en achetant des entreprises puis en réalisant une plus-value en les revendant. Il envoie son fils Vince (Kevin Kline encore) et Wanda, une nouvelle employée (Jamie Lee Curtis), pour augmenter les bénéfices du zoo grâce à un sponsoring intensif (les animaux sont recouverts de publicités) et à un choix plus sélectif (seules les bêtes fé-

roces seront désormais admises dans l'enceinte du zoo afin d'attirer le public amateur de films d'action).

S'il y a un reproche essentiel à faire à Cleese, ce serait la manière assez radicale d'atteindre sa cible et d'envelopper son film de ficelles tirées du vaudeville: une batterie de femmes en soutiens-gorge nichées dans la penderie de Rollo Lee, qui achève de persuader Wanda qu'il est une bête de sexe, des gros plans sur le décolleté de Jamie Lee Curtis. John Cleese se sent obligé d'en passer par la vulgarité pour faire passer un propos naïf et simpliste dont on a saisi la teneur au bout de quelques minutes. De purs gagmen comme Tati ou Keaton mettaient plus de sérieux dans leur travail, mais ils ne devenaient jamais sérieux. Dans *Créatures féroces*, Cleese n'a malheureusement rien d'autre que son sérieux à afficher.

S. B.

LES AUTRES NOUVEAUX FILMS

LA COLLINE OUBLIÉE

Film franco-algérien de Abderrahmane Bouguermouh. Avec Djamil la Amzal, Moband Chabane, Samira Abtout, Abderrahmane Kamal. (1 h 45.)

La Colline oubliée partage avec *Machoko* de Belkacem Hadjadj (sorti en juin 1996 en France) le privilège d'être réalisé dans une langue de longue date opprimée: le berbère. Mais le parallèle entre ces deux œuvres, toutes deux tournées en Kabylie durant l'hiver 1994, s'arrête ici. D'abord parce que le film de Bouguermouh est l'aboutissement d'une très longue lutte, inaugurée voilà quarante ans par la rencontre en 1957, à Paris, du réalisateur et d'une figure de proue de la culture berbère, l'écrivain Mouloud Mammeri. Ensuite, parce que *La Colline oubliée* - contrairement à *Machoko*, qui se voulait un conte moral - est une adaptation réaliste du roman éponyme de Mammeri (publié en 1952). L'action se situe à Tasga, petit village enclavé dans l'écrin des montagnes de Kabylie, à l'heure de la seconde guerre mondiale. Sous la menace de la mobilisation, un groupe de jeunes gens tentent d'y concilier le respect des traditions et l'aspiration à une existence nouvelle, l'élan de la jeunesse et les amours interdites, l'intégrité d'une condition modeste et l'ambition des études. A travers eux, le réalisateur tisse une chronique lente et disparate d'un entre-deux, d'un univers dont l'unité est en train de se briser sous les coups de l'Histoire et d'une fatalité qui prend soudain la forme du typhus. Des danses chamarrées et des nuits de désir, des espoirs fauchés et des lendemains qui chantent. Il restera à la fin du film l'infime tristesse d'un homme qui meurt gelé sans avoir vu sa descendance, et le miracle d'une épouse stérile qui la porte dans son ventre.

J. M.

SÉLECT HOTEL

Film français de Laurent Bonhôte. Avec Julie Gayet, Jean-Michel Fête, Serge Blumental, Marc Andreoni, Sabine Bail. (1 h 25.)

Au Sélect Hotel y a des putes et des travestis, des mères et des clodos, des camés et des paumés. Il y a Nat et Toi, la sœur et le frère, perdants de l'existence, adolescents presque éperdus de chasse à l'argent, à la poudre, à la passe, à la combine du lendemain. Animés pourtant d'une rage d'être, d'une frénésie de ne pas se faire prendre aux pièges qui les maintient en marche, et le film avec eux. Et puis ils s'aiment, eux qui ne croient pas à l'amour. Il y a cette force brute dans les images de ce premier film et, inattendu, une embarquée du scénario tout à fait bienvenue, lorsque celui-ci paraît s'installer sur de trop prévisibles rails: un petit commerçant victime d'un sale coup de Toi, et qui paraissait promis à l'emploi conventionnel du beau vengeur, sera mystérieusement aspiré par cet univers dont tout paraissait le séparer. Pourtant, l'application du réalisateur à rependre cette chanson réaliste aux tonalités tape-à-l'œil de ladite modernité, les effets insistants de réalisation et un penchant trop affiché pour le glauque finissent par limiter l'intérêt de l'exercice.

J.-M. F.

1871

Film anglais de Ken McMullen. Avec Ana Padrao, John Lynch, Jack Claff, Maria de Medeiros, Dominique Pinn. (1 h 30.)

Inauguré par un portrait audacieux de la fille de Léon Trotsky, Zina (*Le Monde* du 30 janvier), le cycle inédit consacré au cinéaste britannique Ken McMullen se poursuit avec la sortie de 1871, tableau minimaliste consacré à la Commune de Paris. Une façon de constater que l'Histoire - et plus précisément l'idéologie révolutionnaire - occupe une place importante dans l'œuvre de ce cinéaste, que ne dédaigne pas de surcroît l'expérimentation esthétique. De ce point de vue, ce film réalisé en 1990, cinq ans après *Zina*, marque le pas. McMullen sacrifie davantage au récit linéaire, quand bien même on retrouve bon nombre de ses figures de prédilection (le huis-clos, la distanciation brechtienne, le mélange des genres). Ainsi, tandis que la foule de l'Histoire passait dans *Zina* à travers le prisme psychanalytique, c'est l'argument plus attendu de la scène théâtrale qui lui offre ici tréteaux, falbalas et fusillades. Sous le signe d'une représentation tragico-comique, McMullen fait évoluer ses personnages « Second Empire » (Dominique Pinn en Napoléon III valant à lui seul le détour), fidèle à une devise célèbre selon laquelle les grands événements et personnages historiques se répètent « la première fois comme tragédie, la seconde fois comme farce ». En dépit de ses lourdeurs, l'originalité du film (autre l'évocation de la Commune, très rarement abordée au cinéma) réside dans cette gageure: un roman-feuilleton à l'aune de Karl Marx.

J. M.

UN BEAU JOUR

Film américain de Michael Hoffman avec Michelle Pfeiffer, George Clooney, Mae Whitman, Alex D. Linz. (1 h 48.)

Jack Taylor est un journaliste en vue, en quête des scoops les plus brillants. Mélanie Parker est une architecte brillante. Divorcés tous deux et parents chacun d'un enfant, ils vont se rencontrer presque par hasard et passer une journée à se croiser, éconcombrés chacun de leur progéniture et entraînés par une urgence professionnelle. Lui est resté immature, elle est obsédée par une volonté d'organisation et de maîtrise totale. Les deux personnages vont bien sûr immédiatement se détester pour finir, en fin de film, par tomber dans les bras l'un de l'autre. *Un beau jour* reprend le principe de bon nombre de comédies américaines de la grande époque: un homme et une femme que tout sépare trouvent dans leurs différences mêmes la raison de s'unir. De Cukor à McCarey, une telle intrigue a fourni la trame d'un nombre incalculable de comédies. Si le film de Michael Hoffman n'arrive pas à la hauteur de telles références, il n'en parvient pas moins à mettre en place efficacement toute une mécanique de scénario en dopant une structure narrative figée par un certain nombre d'éléments strictement contemporains, des familles monoparentales à la frénésie des téléphones portables. Porté par son interprétation, *Un beau jour* est, dans ses limites, une réussite agréable.

J.-E. R.

TIETA DO BRASIL

Film brésilien de Carlos Diegues avec Sonia Braga, Marília Pêra, Chico Anysio, Claudia Abreu. (1 h 55.)

Plusieurs années après avoir été chassée par son père, Antonieta revient à Agreste, son village natal. Elle est devenue riche et se prétend la veuve d'un industriel de São Paulo. Son retour et la licence que lui permet sa fortune vont peu à peu transformer la vie de la bourgade, en déveller la turpitude et l'avidité qui se cache derrière la bigoterie, le conformisme et la résignation des habitants. Tiré d'un roman de Jorge Amado, *Tieta do Brasil* est une fable morale dont le principe est assez attendu. Le personnage de Tieta fonctionne ainsi comme un révélateur, figure souveraine et libre, porté par la sensualité réelle de l'actrice Sonia Braga. Le film sombre très souvent, malheureusement, dans l'imagerie publicitaire et touristique inventant une « brésilianité » fantôme dénuée de tout intérêt.

J.-E. R.

PREMIERES (-50%) DU 20 FEVRIER AU 2 MARS

MADELEINE
COMPAGNIE VALÈRE-DESAILLY

SIMONE VALÈRE, ROGER-PIERRE, JOHN BERRY
REBECCA PAULY

QUAND MARIE EST PARTIE

« Israel HOROVITZ »

adaptation et mise en scène Philippe LEFEBVRE

LOCATION 01 42 65 07 09

Appel et Réseaux

Rencontres

SELECT HOTEL

SHIVKUMAR SHARMA

L'Afrique noue des liens avec la « diaspora » américaine

LES ENTRÉES À PARIS

■ Triomphe pour Woody Allen, dont *Tout le monde dit « I Love You »* a séduit 181 000 spectateurs dans 39 salles parisiennes. C'est 44 000 de mieux que *Maudie Aphrodite* et le meilleur démarrage d'un film de Woody Allen en France.

■ Trois autres nouveautés obtiennent, à leur échelle, un bon début : *L'Ombrage* de 64 000 dans 31 salles et, plus modestement, *L'Amour est à réinventer* avec plus de 3 000 entrées dans une seule salle (excellent taux de fréquentation) et *Du jour au lendemain* avec plus de 1 000 spectateurs dans une unique petite salle. Médiocre score, en revanche, pour *Le jour et la nuit* à 17 000 dans 17 salles (mais en cinq jours seulement), compte tenu de l'ampleur du lancement médiatique.

■ Quatre autres films récents bénéficient de la période de congés. En deuxième semaine, *Space Jam* reste au-dessus de la barre des 100 000 et totalise 230 000 entrées. *Didier* garde la truffe fraîche à 88 000 (dans une énorme combinaison de 50 salles), pour atteindre 355 000 en trois semaines. De son côté, les 38 000 entrées de *Looking for Richard* en trois semaines avec cinq salles seulement représentent un réel succès.

■ L'effet César fonctionne : *Ridicule* passe de 362 spectateurs à 27 000 cette semaine (total : 591 000 en 41 semaines). Le film pourrait atteindre ainsi les 2 millions d'entrées en France. Remontée également pour *Microcosmos* (514 000 en 13 semaines) et dans une moindre mesure pour *Capitaine Conan*. Mais tout cela ne permet toujours pas d'égaliser la fréquentation de l'an dernier.

J.-M. F.

* Chiffres : Le Film français

DÉPÊCHES

■ **WARNER FRANCE** : la nomination de Francis Boespflug comme directeur de Warner France traduit un changement de stratégie de la major hollywoodienne, dont le département en France était jusqu'à présent voué à la seule distribution des produits « maison ». Francis Boespflug, qui a été successivement responsable des achats chez MK2, en charge de la production chez l'indépendant Pyramide, et qui a occupé le poste-clé de programmeur chez Gaumont de 1992 à 1996, a manifesté un intérêt et un engagement en faveur du cinéma français et du cinéma d'art et d'essai qui laissent augurer d'une intervention, au moins en distribution, de la branche française de la société américaine dans ces domaines.

■ **GAUMONT** : Gaumont et la société tchèque Bouton viennent de créer un groupement d'intérêt économique (GIE) dans la perspective de construire et d'exploiter des multiplexes dans les principales villes des Républiques tchèque et slovaque, a indiqué lundi le groupe français de communication audiovisuelle.

LE QUINZIÈME FESTIVAL panafricain du cinéma de Ouagadougou (Fespaco), qui va avoir lieu du 22 février au 1^{er} mars dans la capitale du Burkina Faso, s'ouvre dans une ambiance lourde d'interrogations. A l'heure où se tient la principale manifestation cinématographique du continent, la tentation de dresser un sombre tableau de la situation tient surtout à une baisse de la présence de grands films sur nos écrans. Après la reconnaissance internationale, et dans une certaine mesure dans les salles, à la fin des années 80, par Souleymane Cissé (*Yeelen*, *Wadji*), Idrissa Ouedraogo (*Yaaba*, *Thila*), Gaston Kabore (*Wend Kuni*, *Robi*), entraînant dans leur sillage toute une génération de réalisateurs d'Afrique noire francophone, force est de constater un « creux de la vague », en qualité comme en quantité. Sans que, pour l'instant, d'autres

parties du continent se soient réveillées capables de prendre le relais. Et tandis que ce continent connaît de nouvelles tragédies, le cinéma est un enjeu qui apparaît de moins en moins important aux yeux de gouvernements par ailleurs surveillés de plus près que jamais par les grands organismes financiers internationaux. Simultanément, des changements porteurs de doute se font jour. Le congrès de la Fédération panafricaine des cinéastes (Fepaci), qui se tient durant le Fespaco, doit pourvoir cette année au remplacement de son responsable, Gaston Kabore, qui depuis des années déploie des trésors d'énergie et de diplomatie pour faire exister cette organisation à l'échelle du continent. Au même moment, la naissance d'un autre organe, l'Union des créateurs et entrepreneurs du cinéma et de l'audiovisuel d'Afrique

de l'Ouest (Uceao), réunissant à l'initiative de Souleymane Cissé les professionnels et les responsables politiques de la région, suscite des interrogations quant à la complémentarité ou à la rivalité des deux associations. Ces interrogations se mêlent aux incertitudes sur les relations entre les deux grandes zones (francophone et anglophone) alors que demeure incertain le rôle que pourra (et voudra) jouer la puissance émergente qu'est l'Afrique du Sud.

UN FILM TCHADIEN REMARQUÉ

Le Fespaco lui-même change cette année de responsable, avec l'arrivée de Baba Hama au poste de secrétaire général en remplacement de Filippe Sawadogo, devenu ambassadeur du Burkina à Paris. Au programme, on trouve notamment les titres des nouveaux films de Ouedraogo (*La Traversée du jour*) et de Kabore (*Buso Yum*), les

deux chefs de file du cinéma burkinabé, ainsi que ceux de cinq des plus prometteurs représentants de la génération suivante, les Camerounais Jean-Marie Ténio (*Clando*) et Jean-Pierre Békolo (*Aristor's Plot*), les Maliens Adama Drabo (*Tafé Fanga*) et Mamo Cissé (*Yélémo II*), ou le Guinéen Mama Keita (*Choisis-toi un ami*). Mais aussi une forte présence du Zimbabwe et deux films éthiopiens, gages d'une certaine diversité. En revanche, le très attendu *Fools*, premier long-métrage de l'après-apartheid réalisé par des Noirs (*Le Monde* du 4 juillet 1996), n'a pu être prêt à temps, les laboratoires sud-africains ayant apparemment préféré donner la priorité à d'autres pellicules.

Cette édition du Fespaco, où sont attendus de nombreux invités américains, pourrait également marquer un approfondissement des relations entre l'Afrique et les

représentants du cinéma *black* aux Etats-Unis (qu'on appelle, à Ouagadougou, la « diaspora »), une des voies possibles d'un développement économique pour le continent noir. A titre d'indice positif, on citera encore un événement passé inaperçu lors de la récente cérémonie des Césars : la nomination, parmi les candidats au prix du meilleur court-métrage, d'un *taxi pour Aoucou*, d'Issa Serge Coelo ; qu'un film africain (qui plus est tchadien, pays jusqu'alors stérile en matière de cinéma) qui avait été l'une des révélations du précédent Fespaco en 1993 soit ainsi remarqué rappelle que le long-métrage n'est pas, loin s'en faut, le seul chemin de développement de la création d'images en Afrique. Ce qui devrait confirmer les trente-cinq courts-métrages sélectionnés cette année.

J.-M. F.

Dominique Wallon, ancien directeur du Centre national du cinéma

« Il faut que dans le prochain millénaire ce continent produise ses propres images »

ANCIEN DIRECTEUR général du Centre national du cinéma (français), Dominique Wallon a mené, en 1996, pour la Commission européenne une série d'études à travers toute l'Afrique sur l'état du cinéma dans le continent. Il fait le bilan de cette expérience.

« Quel tableau général du cinéma africain dressez-vous ? »

« On parle de crise, mais c'est une crise de jeunesse. Le cinéma africain est caractérisé par son éparpillement, par le caractère irrégulier de la production, par les difficultés absolues de produire et de réaliser un film comme de le diffuser. Pourtant, certains pays (le Burkina Faso, le Mali) continuent à avoir une certaine régularité de production, et le Sénégal après une longue interruption paraît redémarrer. En zone anglophone, on voit émerger la Tanzanie, l'Éthiopie, le Zimbabwe, sans parler de l'Afrique du Sud.

« Pourtant le cinéma africain est moins présent sur les écrans qu'il y a cinq ans. »

« Il y a un problème de visibilité en Europe, important dans la mesure où cette visibilité commande les soutiens du Nord. Mais le principal enjeu est en Afrique même. Au niveau de la diffusion, il faut reconstituer des marchés. Le deuxième enjeu est de produire plus, et de manière plus diversifiée. Le long métrage en salle est indis-

pensable, mais ne doit être qu'une petite partie de la production africaine. Les courts métrages, la production vidéo et la diffusion à la télévision sont indispensables - la crise de la télévision publique en Afrique est un élément de faiblesse du cinéma. Le nécessaire dialogue avec les pouvoirs publics n'est possible qu'à partir du moment où il y a une visibilité non seulement internationale, mais en Afrique elle-même. Dans les pays anglophones (Nigeria, Ghana, Afrique du Sud pendant la période de lutte contre l'apartheid), des expériences ont révélé des talents et permis une « micro-diffusion » sous forme de cassettes montrées dans les maisons, les salles de réunion, les associations, les villages... »

« Qu'en est-il du rôle des Etats ? »

« C'est le troisième enjeu. Pour l'heure, soit les Etats africains n'interviennent pas - c'est le cas de la plupart des pays anglophones -, soit leur intervention relève à la fois du mécénat et de la gestion directe (des pools de production, de réseaux de distribution et de salles), sans règle du jeu ni déontologie claires. Cette forme d'intervention est mise en cause par le FMI et la Banque mondiale : pour bénéficier des fonds internationaux, les Etats sont sommés de pratiquer des choix drastiques dans leurs politiques d'aide soit tentés de sacrifier le cinéma. Avec le risque que se produise une situation comparable à ce qui s'est passé en Europe de l'Est lors du désengagement brutal de la puissance publique.

« Quelles devraient être les mesures étatiques prioritaires ? »

« D'une part, cesser de considérer le cinéma comme un lieu où on peut prélever beaucoup d'impôts. Le cinéma est surimposé en Afrique, les sociétés de production que les réalisateurs ont commencé à créer sont des petites entreprises qui devraient bénéficier des mêmes avantages que les autres PME. Ensuite, les Etats devraient réprimer le piratage, les projections vidéos sauvages à très bas prix qui conduisent à la fermeture de salles. Les financements venus d'Europe ne pourront continuer qu'à ces conditions.

« Croyez-vous possible le développement d'une économie privée du cinéma ? »

« A condition qu'on la laisse vivre, et qu'elle trouve le moyen de constituer un réseau. Dans les pays où les salles existent, elles fonctionnent plutôt bien. Quand il y a des copies de films les gens vont les voir, mais il faut une distribution sur plusieurs pays pour amortir le tirage des copies et le matériel de promotion.

« Le rapport que vous avez remis à la Commission européenne identifie-t-il des interventions prioritaires du Nord ? »

« Il y a quatre cibles : le financement de la production, parce que ce n'est pas du jour au lendemain qu'on trouvera des financements africains suffisants. Ensuite, mesure simple et peu coûteuse, couvrir les frais de promotion lorsque les Africains sont prêts à assurer une distribution professionnelle. Puis la formation, sur place, pour éviter que l'actuelle discontinuité du travail n'entraîne une déqualifi-

cation progressive. Enfin soutenir le partenariat intra-africain, et puis africain-européen.

« Outre l'intervention européenne déjà substantielle (20 millions de francs), la France joue traditionnellement un rôle de partenaire particulier. Comment celui-ci doit-il évoluer ? »

« Du point de vue des interventions publiques, les actions bilatérales entre deux pays peuvent avoir une souplesse et une rapidité supérieures, il ne faut pas y renoncer. Mais l'essentiel en ce domaine concerne moins les Etats que les chaînes de télévision. Il est inadmissible qu'on présente des films, téléfilms ou documentaires sur l'Afrique sans faire appel à des coproducteurs, réalisateurs et techniciens africains.

« Les nouvelles techniques de diffusion représentent-elles une chance pour l'Afrique ? »

« Sans aucun doute. Elles peuvent permettre de mettre en réseau des salles de cinéma au sens classique et des salles vidéo de la deuxième génération dans les petites villes, et de multiplier la diffusion télévisuelle. Mais il faut agir vite. Je n'imagine pas que, dans le millénaire qui s'ouvre, l'Afrique ne puisse pas produire ses propres images. Le potentiel culturel existe, les solutions économiques existent, mais nous sommes aujourd'hui à la date limite pour les mettre en œuvre. »

Propos recueillis par Jean-Michel Frodon

Revoir les films de Jacques Demy l'enchanteur

LA RÉTROSPECTIVE « Demy tout entier » - proposée par trois cinéastes parisiens, l'Épée de bois, le Saint-André-des-Arts et le Cinéma des cinéastes (lire notre sélection « Festivals » page 34) va permettre à beaucoup de remplir un vœu ancien : revoir l'intégralité des films de ce cinéaste essentiel du jeune cinéma français, qui s'est imposé au début des années 60. Jacques Demy a très vite inventé une voie unique, originale et périlleuse. *Lolo*, son premier long-métrage, réalisé en 1961, placé sous le signe de Max Ophüls, est un subtil ballet en noir et blanc. S'y entrecroisent les trajets d'une poignée de personnages autour d'une danseuse de boîte à matelots (Anouk Aimée...), où Beethoven, Mozart et Bach s'entrelacent avec les accords de Michel Legrand. *Le Boite des ongles*, avec Jeanne Moreau et Claude Mann, raconte le récit d'une passion, celle du jeu. Mais c'est avec *Les Parapluies de Cherbourg* que Demy consacre totalement l'irréalisme présent dans ses œuvres précédentes.

Le film, qui obtint la Palme d'or au Festival de Cannes en 1964, est entièrement chanté, sur une intrigue squelettique de mélodrame, une musique de Michel Legrand, collaborateurs fidèles du cinéaste. Comédie musicale, *Les Démonelles de Rochefort*, avec Catherine Deneuve et Françoise Dorléac, rencontre un succès public que Demy ne retrouvera plus. Il part aux Etats-Unis tourner *Model Shop*, en 1968, adapté le conte de fées *Peau*

d'Ane, en 1970 en France, puis *Le Joueur de flûte* pour le producteur anglais David Puttnam ; il s'essaye à la comédie avec *L'Événement le plus important depuis que l'homme a morché sur la lune*, en 1973, et transpose pour des producteurs nippons une bande dessinée célèbre au Japon, *Lady Oscar* (1979). Après une commande pour la télévision, il tourne, en 1982, *Une chambre en ville*, tragédie chantée située dans les années 50 à Nantes sur fond de conflits sociaux, qui ne rencontrera pas le succès espéré. *Parking* est une relecture à demi ratée du mythe d'Orphée avant que Demy ne réalise son dernier film. Trois places pour le 26, avec Yves Montand. Il meurt le 27 octobre 1990.

IRRÉALISME COLORE

A un moment où la croyance du spectateur dans les images de cinéma est de plus en plus remise en question, où le public, conditionné par la télévision, sceptique devant les conventions du cinéma classique, est en quête d'un naturel souvent fallacieux, le cinéma de Jacques Demy semble à contre-

courant. Alors que le musical hollywoodien, reposant sur d'artificielles conventions, était délaissé, voire méprisé, Jacques Demy choisissait l'irréalisme coloré, sonore, chorégraphique de ce genre en pleine désuétude. Mais la façon dont il confronte, non sans risque, la poésie avec la trivialité contemporaine est la marque de la modernité de son cinéma. Cette manière de rendre présente la banalité et de la porter à l'incandescence, de cacher les tragédies les plus noires et les secrets les plus intenses caractérise une des œuvres les plus importantes du cinéma français. Son cinéma n'a sans doute pas eu le retentissement public qu'il méritait. Le revoir aujourd'hui et régulièrement désormais, espérons-le, devrait peu à peu imposer sa valeur, et donner raison à Marguerite Duras, qui écrivait en 1986, après avoir vu *Une chambre en ville* : « Le public viendra. Il ne rate jamais le génie à longue échéance. (...) Il faut que les gens se baignent dans l'immense rivière du cinéma parlant et en couleurs de Jacques Demy ».

Jean-François Rauger



l'hebdo musicale, cinéma, livres, etc.

U2 entretien exclusif

Jacques Demy tout entier

En kiosque tous les mercredis, 15 F.

Le chromo du désir et de la perte

La Renarde. Un inédit de Michael Powell

Film anglais de Michael Powell. Avec Jennifer Jones, David Farrar, Cyril Cusack, Sybil Thrun-dike. (1 b 50).

L'ironie du sort veut que le cinéaste anglais Michael Powell soit surtout connu aujourd'hui pour *Le Voyeur* (1960), histoire très moderne d'un assassin à la caméra qui lui coûta sa carrière avant de devenir dans les années 80 une des œuvres-phares du cinéma fantastique.

Mort en 1990, Powell avait pourtant commencé à tourner dès 1931, réalisant vingt-cinq longs métrages, dont une bonne partie avec la collaboration du scénariste Emeric Pressburger, rencontré par l'entremise du producteur Alexander Korda en 1938. *La Renarde* réunit les trois hommes, auxquels s'est joint pour l'occasion David O. Selznik. Le film sort en 1950, mais déplaît au producteur américain. A sa demande, il est re-monté et partiellement re-filmé par Rouben Mamoulian dans une version écourtée d'une demi-heure, et rebaptisée *The Wild Heart* (1952). C'est donc la version originale de Powell et Pressburger qu'on redécouvre aujourd'hui, restaurée par le British Film Institute.

Adapté du roman éponyme (paru en 1917) de Mary Webb, le film se situe à la fin du XIX^e siècle aux confins du pays de Galles et de l'Angleterre. Hazel Woodus, orpheline de mère élevée par un père débonnaire, vit au rythme de la nature en compagnie d'une renarde qu'elle a sauvée d'une curée. Mariée au pacifique Révérend Marston, elle n'en succombe pas moins à l'attrait charnel de Jack Reddin, viril chasseur des environs et grand chasseur devant l'éternel. Un drame pointu, il surviendra. Telle est la désarmante in-

trigue de ce film dont on se ferait une idée très fautive si l'on s'y tenait. Car ce qui aurait pu n'être qu'un monument de kitsch est transcendé par la fascinante mise en scène de Powell, qui installe une véritable aura fantastique, notamment par la violence chromatique, la contamination animale, et l'énigme du personnage féminin.

MÉLO FLAMBOYANT

Jennifer Jones, dont la carrière fut façonnée par son époux David Selznik qui en fit la sauvegarde ni-entante, mi-pervers de *Duel au soleil* (1947) et *La Fureur du désir* (1953) de King Vidor, semble ici une émanation charnelle du mélo flamboyant, du drame passionnel, et du Technicolor tel qu'il affectait le cœur de la saturation. Korda, Mamoulian et, plus particulièrement, Powell. Mais les couleurs passent avec le temps, et aucune restauration ne restitue les couleurs originales, ni d'une manière générale les conditions initiales de la projection d'une œuvre. L'amour du cinéma s'incarne ainsi sur le chromo du désir et de la perte : Jennifer Jones dans *La Renarde*.

J. M.

Tout le cinéma 36 15 LEMONDE

L'affichage et le

Le langage

De la publicité à la communication, les agences de communication ont une grande influence sur la vie de la société. Elles sont les relais entre les entreprises et le public. Elles ont pour mission de créer des messages efficaces et de les diffuser auprès du public cible. Elles utilisent pour cela des techniques variées : affichage, télévision, radio, presse, etc. Elles ont également pour rôle de conseiller les entreprises sur les stratégies de communication les plus adaptées à leurs besoins.

Les ventes

LA VENTE des produits de consommation est le secteur le plus dynamique de l'économie française. Elle représente plus de 70% du chiffre d'affaires des entreprises. Les ventes sont donc un enjeu majeur pour toutes les entreprises. Elles doivent mettre en place des stratégies de vente efficaces pour augmenter leurs ventes et leur part de marché. Cela implique de connaître son public cible, de créer des offres attractives, et de mettre en place des canaux de distribution adaptés.

Jean-Louis S

Le langage est un outil essentiel de communication. Il permet de transmettre des informations, d'exprimer des émotions, et de créer des liens entre les individus. Le langage est donc au cœur de la vie sociale. Il est important de maîtriser le langage pour être efficace dans la communication. Cela implique de savoir choisir les mots, d'organiser ses idées, et d'adapter son langage à son interlocuteur.

lisent pour des campagnes complémentaires à la télévision. Son avenir est toutefois soumis aux modifications que devraient apporter les bouquets de télévision numérique.

Dans ces deux secteurs, qui ont connu une forte croissance en France en 1996, les professionnels ont modernisé produits et infrastructures. Les agences font preuve de créativité pour valoriser les messages qui utilisent ces supports

Toutefois, certains observateurs restent réservés sur la poursuite de l'envolée de la publicité au cinéma,

Les 45 000 panneaux disposés le long des routes britanniques n'attirent que 4 % des investissements publicitaires. Loin d'être considéré comme un média de masse, l'affichage est fréquemment utilisé comme support événementiel. Lors de la sortie de la vidéo du film *Les 101 Dalmatiens*, 101 petites queues de chiens s'agitaient joyeusement sur ces espaces 6 x 3. En novembre dernier, la marque de collants Pretty Polly avait renversé verticalement une soixantaine de ces panneaux, afin de « donner de la longueur aux jambes ».

Ces exercices sont monnaie courante outre-Manche. Les événements publicitaires en affichage représentent 10 % de l'activité de Mills et Allen, un des principaux afficheurs britanniques, filiale d'Advent Euro-posters. « La plupart du temps, ces entreprises souhaitent obtenir une photo de leur panneau dans la presse », remarque David Mack Ewry, directeur du marketing à Mills et Allen. Pas de doute, lorsque l'afficheur More O'Ferrall installe un comédien, vivant, sur un panneau dans Cromwell Road à Londres, la campagne ne passe pas inaperçue.

Les agences de publicité en ont profité pour proposer à leurs clients des films s'apparentant parfois à de véritables courts-métrages, projetés devant un public « copié ». La publicité au cinéma a aussi bénéficié des innovations marketing d'opérateurs accrus à réagir. En effet ce média avait, comme l'affichage, conservé une image archaïque jusqu'en 1993, date des premières commercialisations publicitaires par groupes de salles et non plus par adresse. Au un média surtout utilisé e complément : « Les compagnies diffusées à la télévision et reprises ou cinéma sont davantage mémorisées que celles diffusées uniquement à la télévision », affirme le directeur général de Circuit A. Cet argument commercial aura-t-il toujours le même poids lorsque les nouvelles chaînes du câble et du satellite, qui touchent des publics similaires, se seront développées ?

Florence Amalou

Florence Amalou



« les jeunes, la population urbaine et les professions "supérieures" », cible chérie des publicitaires, certains afficheurs, notamment Avenir France, ont cherché à assouplir

Les ventes de la presse française à l'étranger sont stables

LA VENTE des journaux - quotidiens et magazines - en dehors de l'Hexagone est restée stable en 1996, avec un chiffre d'affaires de 19 milliard de francs, en progression de 0,6 % par rapport à 1995. Selon le Nouvelles Messageries de la presse parisienne (NMPP), le nombre d'exemplaires exportés est cependant en recul : 219 millions en 1996, contre 224 en 1995 et 228 millions en 1994. L'année 1996 a été marquée par une baisse des ventes dans les deux principaux marchés de la presse française à l'étranger : la Belgique et la Suisse. Les ventes en Belgique représentèrent 617 millions de francs, soit une baisse de 1,3 % en valeur et de 2,7 % en termes d'exemplaires vendus. Même situation dans l'autre pays francophone européen, la Suisse, qui avec 373 millions de francs affiche une baisse de 2,2 % en valeur et de 3,6 % en volume. Ces deux pays représentent plus de la moitié du chiffre d'affaires des ventes de la presse à l'étranger.

L'exportation de la presse a, en revanche, fortement progressé en Amérique du Nord. Le Canada est devenu le troisième pays importateur de journaux français, alors qu'il était en septième position en 1995 avec une recette de 67 millions de francs, en progression de 7,3 %. L'évolution du cours du dollar a favorisé cette hausse des recettes - comme aux Etats-Unis -, mais la progression en volume de 0,9 % reste significative. Aux Etats-Unis, les recettes de la presse ont augmenté de 26,2 % (28 millions de francs), mais la hausse de la diffusion de la presse française a été de 19,6 %.

La situation des DOM-TOM marque également une progression en recettes (+1,1 %) et en volume (+0,8 %), avec un chiffre d'affaires total de 263 millions de francs. Sur le marché d'Afrique noire, la dévaluation du franc CFA - qui a entraîné une hausse des journaux français - n'a pas provoqué de chute de la diffusion, qui affiche une hausse de 0,1 % en volume. Les recettes ont, en revanche, augmenté de 8 %. Pour la Côte d'Ivoire, le plus gros acheteur, la hausse a été de 4 % en volume, pour un chiffre d'affaires en progression de 12 %.

■ **« LE MONDE » ET « L'ÉQUIPE »**
Le Monde est le principal quotidien exporté, suivi de *L'Équipe*, de *Paris-Tout* - qui a une très bonne diffusion en Belgique -, du *Figaro* et de *Libération*. Les cinq magazines les plus diffusés à l'étranger sont : *Paris-Match*, *Femme d'aujourd'hui*, *Voici*, *Point de vue*-Images du monde et *France-Dimanche*. La presse d'actualité représente un tiers des exportations et la presse féminine près de 20 %.

L'année 1997 sera marquée par une réduction du fonds d'aide à l'expansion de la presse française. Les NMP ne devraient toucher que 13 millions de francs contre 22 millions en 1996 et 26 millions en 1995. Cet aide permet de faciliter l'acheminement des journaux en dehors des pays de l'Union européenne, de la Suisse et des DOM-TOM.

Alain Salles

Jean-Louis Servan-Schreiber rachète le mensuel « Psychologies »

appartenance à la secte Invitation à la vie (TVI). La participation de cette « communauté de prière » à une campagne nationale de prévention du suicide avait suscité une controverse (*Le Monde* du 13 décembre), et, par amalgame, un certain trouble avait été jeté sur l'image de la publication dirigée par Bernard Loiseau.

« **PROJET ENTREPRENEURIAL** »
Désormais, Jean-Louis Servan-Schreiber est l'unique propriétaire de ce mensuel dont la diffusion est de 93 000 exemplaires en moyenne. « Les ventes ont progressé de 10 % en 1995 et de 13 % en 1996 », précise Arnaud de Saint-Simon, ancien copropriétaire minoritaire du titre et qui conserve la direction de la rédaction. Les recettes publicitaires de *Psychologies* n'excèdent pas 18 % d'un chiffre d'affaires estimé à 25 millions de francs. Le nouveau propriétaire

Pour Jean-Louis Servan-Schreiber, il s'agit d'un retour dans la presse française. Le cofondateur de *L'Exposition* en 1967, puis du mensuel *Lire*, est président du conseil de surveillance du groupe Expansion depuis sa prise de contrôle, en 1994, par CEP Communication, la filiale d'Havas, mais son activité professionnelle, depuis trois ans, était située au Maroc, où il possède et dirige l'hebdomadaire casablancais *La Vie économique*. Jean-Louis Servan-Schreiber se refuse à « arriver avec des recettes toutes faites », mais il considère que le « champ d'intérêt couvert par Psychologies ne peut qu'embellir ».

J.-J. B.

COMMUNAUTÉS RÉACTIVES

UNE des raisons du retard français dans le multimédia viendrait de l'impossibilité pour le gouvernement de prendre des décisions rapides : « la durée d'une prise de décision et de sa mise en application ne se mesure pas en jours, comme dans la Silicon Valley, mais en années ». Pour le sénateur, « l'indétermination de l'Etat et les collectivités locales à des systèmes en évolution où la décision doit être rapide est source d'inertie ». « La réforme de l'Etat devrait s'en préoccuper », ajoute-t-il.

Le rapporteur estime que pour développer la société de l'information, il faut, comme aux Etats-Unis, que les pouvoirs publics et les Industriels unissent leurs forces. Mais il plaide aussi pour le développement de « smart communities » regroupant des entreprises de toutes tailles, des financiers et des utilisateurs. « C'est dans ces communautés réactives que se développe l'esprit entrepreneurial qui explique en grande part le dynamisme de l'industrie informatique », estime-t-il.

Annie Kahn

Que sera la famille de demain ?

ET POURQUOI ÇA SERAIT PLUS À MOI
DE LUI DIRE QU'ON EST HOMOSEXUELS ?



Sylvie Kerviel

★ Théma « De quoi j'me mêle » :
La famille est morte, vive la famille !, Arte, jeudi 20 février à 20 h 45.

Cela vaut aussi pour Pascal Verrier, ce professeur de philosophie qui héberge à ses risques et périls Ababacar Diop, le porte-parole des *luns*-papiers. Il ne paie pas de mine, ce biontologue, mais il est sûr que son front dégariné, mais sa verve est si puissante que lorsqu'il déclame l'honneur et la dignité de la France, on dirait du lauréat. Si M. Juppé

A San Francisco, où près d'un millier de couples homosexuels ont fondé une famille, elles ont rencontré Alex et ses quatre parents, mais aussi Zachary, neuf ans, et ses deux pères, Bill et Tim. Ensemble depuis longtemps, les deux hommes souhaitaient élever

Comment les enfants de ces couples inédits vivent-ils cette si-

Les réalisatrices ont aussi rencontré des jeunes adultes qui ont

Radio

France-Culture
20.30 Tire ta langue.
 Le nourrisson :
 du vagissement au
 baboulement.
21.32 Correspondances.
22.00 Communiqué
 des radios publiques
 de langue française.
 La solitude.
 La solitude choisie.
22.40 Nuits magnétiques.
 Liège, une cité ardente.
 0.05 Du jour au lendemain, langue

France-Musique
20.00 Concert.
 Présences 97. En direct de la salle Olivier-Messiaen à Radio-France, le Quatuor Saint-Lawrence. Michael Collins, clarinette. Œuvres de Hershate : *Ségne pour quatuor à cordes* (première française). *Prél. Quatuor à cordes* (La Banque). Gollwiz : *Yiddishblat* (première française).
22.30 Musique phuric.
 Présences 97. Œuvre de Benio.
23.07 Musicales comédies.
 Stanley Donen et Gene Kelly.
 0.00 Jazz. *Vivante*. Jazz classique et traditionnel par le Trio de Fabrice Furet. 1.00 Les Nuits de France-Musique.

1

1

Le Monde

JEUDI 20 FÉVRIER 1997

Fâcheries

par Pierre Georges

IL FALLAIT BIEN que cela fût dit. Lionel Jospin l'a dit : si le Front national et le couple Mégrét et Mégret l'ont emporté à Vitrolles, c'est aussi la faute des médias. Ou, plutôt, que n'a-t-elle pas fait ? La presse, dit le patron du PS, « alors qu'elle se disait inquiète par le risque de la victoire du FN, a passé toute la campagne à taper sur Jean-Jacques Anglade et à épargner totalement le couple Mégrét ». Et Lionel Jospin de s'en déclarer, mardi sur France-Inter, « fâché ».

Elle a bon dos la presse ! De deux choses l'une. Ou Lionel Jospin ne sait ni lire, ni écouter. Car d'un bord à l'autre de l'éventail médiatique, hormis la presse d'extrême droite évidemment, les aventures masquées du couple Mégrét, cette candidature de paille, et la campagne électorale menée par le FN ont été soulignées. Ou Lionel Jospin tente de faire porter à d'autres une responsabilité qui est d'abord sienne. Car on ne peut pas déclarer, comme il l'a fait mardi, que le candidat du Parti socialiste « n'était pas inattaquable ». Et, en avoir fait, volens nolens, faute de mieux, le porte-drapeau de son parti dans une bataille décisive.

Ce serait admettre qu'au nom du « barrage contre l'extrême droite », priorité des priorités, un parti peut passer des accommodements avec ses propres principes et ses propres obligations. Le candidat du PS était contesté à l'intérieur même du PS. La direction en fut alertée dès l'invalidation du maire socialiste de Vitrolles en décembre 1995. Lionel Jospin l'admet d'ailleurs par an-

tiphrase quand il dit : « Il était difficile pour nous d'improviser un candidat ».

Alors, la réalité fut beaucoup plus simple. Faute de vouloir ou de pouvoir en changer, le Parti socialiste a épaulé son candidat du bout des lèvres, du bout des mots. Comme la corde soutient le présumé pendu, l'appareil socialiste a soutenu son chevalier vitrolles. Un petit passage entre les deux tours, vite fait, bonjour, au revoir, un bref discours, le moins de photographies possibles en compagnie de l'impétrant. Lionel Jospin est arrivé cinq minutes avant, a parlé vingt minutes et est reparti aussitôt.

Voilà la simple vérité. Et si la presse a quelque responsabilité, c'est par effet de loupe d'avoir montré cette réalité-là, le peu d'enthousiasme, sinon au nom du fameux « barrage », manifesté rue de Solferino dans cette bagarre électorale-là.

Pour le reste, dire que cette même presse serait coupable d'avoir « épargné totalement le couple Mégrét » procède d'une aimable plaisanterie. Ou d'une moins aimable tentative d'esquive. Sauf à avoir eu la berlue, répétons-le : cette élection de paille, cette candidature à faux nez ont été dénoncées partout, épinglées sans cesse, brocardées à l'envi. Les idées, les moyens, le programme, la campagne du FN ont été disséqués. L'information a existé au point qu'on peut être au moins sûr d'une chose : nul électeur à Vitrolles n'a pu ignorer ce qu'il faisait, dimanche, au moment de voter ! Et c'est plutôt cela, à l'heure du résultat, qui mériterait que l'on se fâche. Ou que l'on s'interroge.

Louis Viannet souhaite que Bernard Thibault lui succède à la tête de la CGT en 1998

Elu en 1992, l'actuel secrétaire général n'entend pas briguer un troisième mandat

EN DÉCEMBRE 1995, Louis Viannet a connu une réflexion de maréchal, à la tête de la CGT, littéralement portée alors par la vague sociale de l'hiver. Souvent éteinte, la cathédrale de verre de Montreuil, siège de la confédération, a pris un lustre neuf, sous les éclats de voix des militants qui scandaient le petit nom du secrétaire général de la CGT, « Loulou, Loulou ! ». M. Viannet pouvait savourer son triomphe, lui qui avait succédé à Henri Krasucki, en janvier 1992, dans des conditions difficiles, au terme d'un quarante-quatrième congrès marqué par les clivages entre « modernistes » et « archaïques ».

Officiellement, la succession de M. Viannet n'est donc pas une question à l'ordre du jour avant décembre 1998, la durée statutaire entre deux congrès étant de trois ans. Officieusement, la question est sur toutes les lèvres. Le secrétaire général, qui aura soixante-quatre ans le 4 mars, ne souhaite pas briguer un troisième mandat.

RAJOURNER LE BUREAU NATIONAL.

Après avoir fait définitivement sortir la CGT de la Fédération syndicale mondiale, l'ancienne Internationale syndicale communiste, en décembre 1995, puis après avoir volontairement quitté le bureau national du Parti communiste en décembre 1996, M. Viannet s'est fixé comme ultime objectif, avant de passer la main, de faire entrer sa centrale à la Confédération européenne des syndicats (CES). Des grandes organisations représentatives de salariés en Europe, la CGT est la seule à ne pas être admise à

la CES, en raison du veto de la CFDT et de FO. Quant à sa succession, M. Viannet a caressé un instant l'idée qu'elle échoie à une femme. Le secrétaire général de la CGT, impressionné par l'électrochoc créé à l'arrivée de Nicole Notat aux commandes de la CFDT, s'était donné comme objectif, lors du quarante-cinquième congrès, de rajouter et de féminiser le bureau national de la CGT. Avec Maryse Dumas, de la fédération des PTT comme lui et qui est entrée au bu-

reau national de la CGT, M. Viannet a d'ailleurs eu la surprise de découvrir que la CES, en raison du veto de la CFDT et de FO, ne peut pas être admise à la CES.

La deuxième inconnue concerne la fédération des cheminots CGT, qui réunit son congrès à Lille du 11 au 14 mars. Avec Christiane Bedon, secrétaire générale adjointe et ancienne responsable du comité central d'entreprise de la SNCF, la fédération a une remplaçante possible en cas de départ de M. Thibault, mais, au sein de la fédération, des voix s'élèvent contre un remplacement précipité de l'actuel patron des cheminots qui, élu

en 1993, n'a exercé qu'un seul mandat à la tête de la fédération. La troisième inconnue vient de M. Thibault lui-même. Son choix n'est pas fait, et son entourage familial craint les retombées d'une telle ascension. L'homme se protège beaucoup. A trente-huit ans, devenu la coqueluche des médias avec ses faux airs de « Durtone jeune », il doit garder son sang-froid pour ne pas commettre d'impair. En décembre 1995, à la fin du congrès des cheminots, il en avait commis un en appelant à l'ordre. Dans un entretien accordé à L'Espresso, M. Thibault restait totalement muet quant à ses ambitions pour l'avenir.

LE PASSAGE DE TÉMOIN

Reste que M. Viannet veut réussir sa sortie et sa succession. Il souhaite passer le relais à une équipe solidaire. Les deux précédents passages de témoin, en 1982, après le départ contraint de Georges Séguin, puis, dix ans plus tard, lorsque M. Viannet avait succédé à M. Krasucki, s'étaient déroulés de façon satisfaisante de ce point de vue.

C'est pourquoi M. Viannet préfère évoquer la succession de Benoît Frachon, en juin 1967 : M. Séguin, cheminot, coté seulement deux ans plus tôt au bureau confédéral de la CGT, lors du trente-huitième congrès en mai 1965, succédait au père de la CGT d'après-guerre. Il avait quarante ans, l'âge que M. Thibault aura en 1998.

Alain Beuve-Méry

Le plus haut responsable de la lutte anti-drogue au Mexique arrêté

Le général Rebollo protégeait Amado Carillo, chef du cartel de Juarez

QUELQUES jours à peine après avoir publiquement reconnu que ses services de police étaient infiltrés par les narcotrafiquants (Le Monde du 14 février), le Mexique fait face à un scandale majeur avec l'annonce, mardi 18 février, de l'arrestation du général José de Jesús Gutierrez Rebollo, directeur de l'Institut national de lutte contre le trafic de drogue (INCD). Nommé à son poste le 9 décembre 1996, le général Rebollo était chargé de la coordination de tous les services de lutte contre le trafic de drogue au Mexique. Il a été arrêté le 6 février, ou même temps que plusieurs autres officiers.

Le ministre mexicain de la défense, Enrique Cervantes Aguirre, a annoncé en personne, mardi soir, l'arrestation de son subordonné ainsi que les raisons de ce coup de théâtre : le directeur de l'INCD protégeait l'un des deux plus importants gangs de trafiquants mexicains, le cartel de Juarez, dont le chef, Amado Carillo, figure dans la liste des personnes les plus recherchées par les services anti-drogue mexicains et américains. Bénéficiant, de toute évidence, d'un « bouclier » puisé à bonne source, Amado Carillo avait, en janvier dernier, échappé de justesse à l'arrestation.

Selon le ministre de la défense, le général limogé occupait un appartement luxueux fourni par Amado Carillo. Il possédait aussi cinq voitures de luxe, aurait « reçu des sommes considérables en dollars », aurait recruté des déserteurs pour en faire des hommes de main et pourrait être impliqué dans des affaires de contrebande.

RÉTABLIR LA CONFIANCE

Malgré de régulières campagnes d'épuration, les services de police mexicains n'ont jamais pu être durablement prémunis contre la corruption. C'est la raison pour laquelle, en juin 1996, plusieurs dizaines d'officiers supérieurs avaient été nommés à la tête de la police. Une mesure qui, pensait-on, devait contribuer à rétablir la confiance, fort ébranlée, de l'opinion publique.

L'arrestation du général Rebollo montre tout le chemin qui reste à parcourir. Elle risque aussi de

rendre les Mexicains particulièrement désabusés alors que l'hebdomadaire Proceso vient de publier des extraits de témoignages accablants que détiendrait le département américain de la justice. Selon ces documents, l'ancien président Carlos Salinas, son père, son frère Raúl, aujourd'hui en prison, sa sœur, ainsi que Luis Donaldo Colosio, ex-candidat présidentiel du Parti révolutionnaire institutionnel assassiné, en mars 1994, auraient été liés aux plus importants cartels de la drogue mexicaine. L'ancien président mexicain, qui a vigoureusement nié ces accusations, s'est dit victime d'un « complot international » pour le saïr.

La destitution du général Rebollo tombe d'autant plus mal qu'elle intervient alors que le Congrès américain doit bientôt rendre public, comme tous les ans, la liste des pays qui ont obtenu le « certificat de bonne conduite » dans leur lutte contre le trafic de drogue. Ce certificat conditionne différentes aides américaines.

Georges Marion

Une première part de France Télécom sera mise en vente fin mai

LA COMMUNICATION gouvernementale sur l'introduction en Bourse de France Télécom débutera formellement début mai, avec la publication d'une première fourchette de prix de vente des titres de l'exploitant téléphonique et l'ouverture des réservations. L'offre publique de vente (OPV) devant être effective le 26 mai, indiquent-on, mercredi 19 février, dans l'entourage de François Fillon, le ministre délégué à la poste, aux télécommunications et à l'espace.

Ce calendrier confirme grosso modo celui donné le même jour par le quotidien La Tribune, indiquant que l'OPV, qui concernerait entre 20 % et 30 % du capital, démarrerait aux alentours du 20 mai. La cotation des titres commencerait début juin. « La commission de privatisation donnera son avis et le gouvernement fixera le prix définitif des actions fin mai », indique-t-on au ministère des P&T.

Mais chez France Télécom on assure que « la seule chose qui est sûre actuellement c'est que l'entrée en Bourse se fera en mai, à Paris et que l'opération portera sur 25 milliards de francs », la date exacte d'ouverture de l'OPV n'étant pas encore fixée.

Le prix de vente des titres France Télécom devra être relativement bas afin d'assurer le succès de l'opération auprès du grand public. Il s'agit d'un défi de taille, car la demande, si elle est élevée, sera également limitée par la valorisation qui aura été retenue pour l'entreprise. Cette dernière oscille, il y a quelques mois, entre 100 milliards et... 200 milliards de francs, la banque d'affaires britannique BZW ayant, quant à elle, parlé de plus de 145 milliards de francs.

REDEVANCES

En fait, la valorisation ne peut être fixée tant que l'on ne connaît pas, notamment, les « redevances » que France Télécom sera autorisée à prélever, à partir du 1^{er} janvier 1998, auprès de ses concurrents lorsque ceux-ci achèveront les communications de leurs clients à travers ses réseaux. Si ces tarifs, dits d'interconnexion, sont trop bas, ils risquent d'amorcer la valeur de France Télécom ; à l'inverse, s'ils sont trop élevés, ils risquent de pénaliser les futurs concurrents de l'opérateur.

La définition de ces tarifs donne lieu depuis de nombreux mois à

de sévères discussions entre les différentes parties. Le décret fixant les règles générales « doit être publié dans les délais que nous nous étions fixés, c'est-à-dire d'ici fin février », souligne-t-on auprès de M. Fillon. Le catalogue précis des tarifs qu'appliquera France Télécom ne devrait quant à lui pas tarder : ces éléments seraient disponibles courant mars.

La mise en Bourse de France Télécom constitue un défi de taille pour le gouvernement. Cette opération est la plus importante depuis les appels au marché de sociétés comme Paribas ou Saint Gobain. A priori et compte tenu du succès des opérations similaires en Allemagne, avec Deutsche Telekom, et en Espagne, avec Telefonica, l'opération a cepeudant peu de chances d'échouer. Cela permettrait aux pouvoirs publics de faire oublier certains échecs récents : celui du dossier de la privatisation de Thomson par exemple, que le gouvernement réocupe aujourd'hui, un an après l'avoir ouvert.

Philippe Le Cœur

BOURSE		TOUTE LA BOURSE EN DIRECT		3615 LE MONDE
Cours relevés le mercredi 19 février, à 10 h 15 (Paris)				
FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES				
Tokyo Nikkei	18470,80	-1,49	-3,93	
Hong Kong Index	13102,90	-0,32	-2,39	
OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES				
		Cours au 18/02	Var. en %	Fin 96
Paris CAC 40	2617,52	-0,64	+13,83	
Londres FT 100	—	—	+5,91	
Zurich	—	—	+14,66	
Milan MIB 30	—	—	+2,74	
Frankfurt Dax 30	3281,55	+1,52	+13,59	
Bruxelles	—	—	+12,42	
Suisse SMI	—	—	+8,52	
Madrid Iber 35	—	—	+8,35	
Amsterdam CBS	—	—	+14,33	

Tirage du Monde daté mercredi 19 février 1997 : 483 316 exemplaires

1500 m² dédiés aux ordinateurs

MACINTOSH • APPLE

Plus de 6000 produits référencés

Performa 5260/100	5796FHT	4990FHT
Mémoire 12 mo • Disque dur 200 Mo • CD-Rom • de nombreux logiciels		
Performa 6320/120	6290FHT	7386FHT
Mémoire 12 mo • Disque dur 1,2 Go • CD-Rom • de nombreux logiciels		
Performa 5400/160	9900FHT	11299FHT
Mémoire 16 mo • Disque dur 1,2 Go • CD-Rom • Modem 28,8 • de nombreux logiciels		
Performa 5400/180 Graphique	11930FHT	14388FHT
Mémoire 16 mo • Disque dur 1,2 Go • CD-Rom • Modem 28,8 • de nombreux logiciels		
Performa 6400/180	8900FHT	10733FHT
Mémoire 16 mo • Disque dur 1,2 Go • CD-Rom • Modem 28,8 • de nombreux logiciels		
Performa 6400/200	10400FHT	12547FHT
Mémoire 16 mo • Disque dur 1,2 Go • CD-Rom • Modem 28,8 • de nombreux logiciels		
PowerMacintosh 7600/132	11090FHT	13375FHT
Mémoire 16 mo • Disque dur 1,2 Go • CD-Rom • MicroSoft Pack Office		
PowerMacintosh 8200/120	8680FHT	10468FHT
Mémoire 16 mo • Disque dur 1,2 Go • CD-Rom • MicroSoft Pack Office		
PowerMacintosh 8500/180	15900FHT	19175FHT
Mémoire 32 mo • Disque dur 2 Go • CD-Rom • de nombreux logiciels		

COMPUTER BENCH 13,7 Ambrise Grégoire, 91800 Villepinte
TEL : 01 49 58 11 00 • FAX : 01 46 78 19 11

Amours de Prix

San Francisco 3100F⁺

Chicago 2500F⁺

UNITED AIRLINES

Contactez votre agence de voyages ou United Airlines au 01 41 40 30 30

La mort



La mort de...

La mort de...

La mort de...

La mort de...

La mort de...

La mort de...

La mort de...

La mort de...

La mort de...

La mort de...

La mort de...

La mort de...

La mort de...

La mort de...

La mort de...

La mort de...

La mort de...

La mort de...

La mort de...